

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE

-ooOoo---

Le mardi 16 décembre 2025, à 19 H 00, le Conseil Communautaire s'est réuni, en l'Hôtel Communautaire de Béthune, sous la Présidence de Monsieur GACQUERRE Olivier, Président de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane en suite d'une convocation en date du 10 décembre 2025, dont un exemplaire a été affiché à l'Hôtel Communautaire.

ETAIENT PRESENTS :

GACQUERRE Olivier, LECONTE Maurice, LAVERSIN Corinne, LEMOINE Jacky, SCAILLIEREZ Philippe, THELLIER David, DEROUBAIX Hervé, SOUILLIART Virginie, DE CARRION Alain (jusqu'à la question n°13), PÉDRINI Lélío, COCQ Bertrand, DEBUSNE Emmanuelle, DEPAEUW Didier, DRUMÉZ Philippe, DUBY Sophie, DUCROCQ Alain, DUHAMEL Marie-Claude, DUPONT Jean-Michel, HENNEBELLE Dominique, GIBSON Pierre-Emmanuel, LEClercQ Odile, LEFEBVRE Nadine, MACKÉ Jean-Marie, MANNESSIEZ Danielle, MARIINI Laetitia, MULLET Rosemonde, MEYFROIDT Sylvie, SELIN Pierre, OGIEZ Gérard, ALLEMAN Joëlle, ANTKOWIAK Corinne, BARRÉ Bertrand, BAUVAIS-TASSEZ Sylvie (jusqu'à la question n° 29), BECUWE Pierre, BERTIER Jacky, BERTOUX Maryse, BEVE Jean-Pierre, BLOCH Karine, BLONDEL Marcel, BOMMART Émilie, BOULART Annie, CANLERS Guy, CLAREBOUT Marie-Paule, CORDONNIER Francis, CRETEL Didier, DECOURCELLE Catherine, DELBECQUE Benoît, DELEPINE Michèle, DELETRE Bernard, DEMULIER Jérôme, DERICQUEBOURG Daniel, DESQUIRET Christophe, DESSE Jean-Michel, DEWALLE Daniel, DISSAUX Thierry, DOMART Sylvie, DOUVRY Jean-Marie, DUMONT Gérard, ELAZOUZI Hakim, FLAJOLLET Christophe, FOUCAULT Gregory, GAROT Line, GLUSZAK Franck, HENNEBELLE André, HEUGUE Éric, IMBERT Jacqueline, JURCZYK Jean-François, LECOCQ Bernadette, LECOMTE Maurice, LEFEBVRE Daniel, LELEU Bertrand, LEVENT Isabelle (à partir de la question n° 3), LOISEAU Ginette, MATTON Claudette, NEVEU Jean, PAJOT Ludovic, PERRIN Patrick, CARON David, PREVOST Denis, PRUVOST Jean-Pierre, ROUSSEL Bruno, SAINT-ANDRÉ Stéphane (jusqu'à la question n° 31), SANSEN Jean-Pierre, SGARD Alain, SWITALSKI Jacques, TOMMASI Céline, TOURBIER Laurie, VERWAERDE Patrick, VIVIEN Michel (à partir de la question n° 3), VIVIER Ewa, VOISEUX Dominique, WILLEMAND Isabelle

PROCURATIONS :

BOSSART Steve donne procuration à DUBY Sophie, GAQUÈRE Raymond donne procuration à DEPAEUW Didier, DELELIS Bernard donne procuration à SCAILLIEREZ Philippe, DAGBERT Julien donne procuration à DUMONT Gérard, IDZIAK Ludovic donne procuration à SOUILLIART Virginie, CHRETIEN Bruno donne procuration à THELLIER David, DELANNOY Alain donne procuration à LECONTE Maurice, DELECOURT Dominique donne procuration à DUPONT Jean-Michel, BARROIS Alain donne procuration à LECOCQ Bernadette, BERROYER Lysiane donne procuration à PRUVOST Jean-Pierre, BERROYEZ Béatrice donne procuration à GACQUERRE Olivier, DEBAECKER Olivier donne procuration à DUHAMEL Marie-Claude, DELPLANQUE Émeline donne procuration à DEWALLE Daniel, DERUELLE Karine donne procuration à LEMOINE Jacky, FACON Dorothée donne procuration à LAVER-SIN Corinne, FIGENWALD Arnaud donne procuration à LEFEBVRE Nadine, FRAPPE Thierry donne procuration à BOMMART Émilie, FURGEROT Jean-Marc donne procuration à DUCROCQ Alain, LEVEUGLE Emmanuelle donne procuration à SANSEN Jean-Pierre, MALBRANQUE Gérard donne procuration à MACKÉ Jean-Marie, PRUD'HOMME Sandrine donne procuration à PAJOT Ludovic, VERDOUCQ Gaëtan donne procuration à SWITALSKI Jacques

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

BRAEM Christel, CARINCOTTE Annie-Claude, CARRE Nicolas, CASTELL Jean-François, CHOQUET Maxime, CLAIRET Dany, COCQ Marcel, DASSONVAL Michel, DELANNOY Marie-Joséphé, DELHAYE Nicole, DELPLACE Jean-François, DERLIQUE Martine, FLAHAUT Jacques, FLAHAUT Karine, FONTAINE Joëlle, HANNEBICQ Franck, HERBAUT Emmanuel, HOCQ René, HOLVOET Marie-Pierre, HOUYEZ Chloé, LEGRAND Jean-Michel, LOISON Jasmine, MARCELLAK Serge, MARGEZ Maryse, MASSART Yvon, MERLIN Régine, OPIGEZ Dorothée, PICQUE Arnaud, POHIER Jean-Marie, PRUVOST Marcel, QUESTE Dominique, ROBIQUET Tanguy, RUS Ludivine, TAILLY Gilles, TOURTOY Patrick, TRACHE Bruno, WALLET Frédéric

Monsieur DUPONT Jean-Michel est élu Secrétaire,

La séance est ouverte,

Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane,

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
16 décembre 2025

FINANCES, CONTROLE DE GESTION ET COMMANDE PUBLIQUE

VOTE DES SUBVENTIONS - EXERCICE 2026

Monsieur le Président expose à l'Assemblée les éléments suivants :

« Vu le Projet de Territoire, approuvé par délibération n°2022/CC136 du Conseil Communautaire du 06 décembre 2022 :

La Commission d'Arbitrage des subventions réunie le 03 novembre 2025 a rendu un avis favorable pour l'attribution de 111 subventions pour montant total de 4 324 060 € pour l'exercice 2026 comme suit :

PRIORITE	NOMBRE DE PROJETS	PROPOSITIONS 2025
02- S'adapter aux conséquences du changement climatique et protéger la nature	3	41 650 €
03- Garantir le « bien-vivre ensemble » et la proximité sur l'ensemble du territoire	70	2 520 014 €
04- Accélérer les dynamiques de transition économique	37	1 584 396 €
Fonctionnement de l'institution	1	178 000 €
TOTAL SUBVENTIONS	111	4 324 060 €

Le détail des projets et structures subventionnés se trouve en annexe de la présente délibération.

Suite à l'avis favorable de la Commission « Services du Quotidien, Administration Générale et Territoriale » du 10 décembre 2025, il est demandé à l'Assemblée d'approuver le versement de ces subventions telles qu'elles figurent dans les annexes de la présente délibération et d'autoriser le Président, le Vice-président délégué ou le Conseiller délégué à signer les pièces correspondantes dont les conventions d'objectifs ou avenants correspondants ci-annexés. »

Monsieur le Président demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer,

Sur proposition de son Président,
Le Conseil communautaire,
A la majorité absolue,

APPROUVE le versement des subventions telles que présentées dans les annexes de la présente délibération au titre de l'année 2026.

AUTORISE le Président, le Vice-président délégué ou le Conseiller délégué à signer les pièces correspondantes dont les conventions d'objectifs ou avenants correspondants ci-annexés.

INFORME que cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents,

Pour extrait conforme,
Par délégation du Président,
Le Vice-président délégué,

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de la réception en
Sous-préfecture le : **22 DEC. 2025**

Et de la publication le : **23 DEC. 2025**
Par délégation du Président,
Le Vice-président délégué,



DEROUBAIX Hervé



DEROUBAIX Hervé

Etat récapitulatif des propositions d'attribution de subventions pour 2026

PRIORITE	COMPETENCE	PROJET	STRUCTURE	PROPOSITION COMMISSION D'ARBITRAGE
2 S'adapter aux conséquences du changement climatique & protéger la nature	MILIEUX NATURELS ET RISQUES	Lutte contre le rat musqué	Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles	19 150 €
		TOTAL GEMAPI		19 150 €
	MOBILITES	Accompagner la CABBALR dans sa politique cyclable, faire la promotion du vélo comme mode de déplacement au quotidien et sensibiliser à l'écomobilité	ADAV	7 500 €
		TOTAL MOBILITES		7 500 €
	ENERGIE	Artois : Décarbonons-nous ! (2026)	Artois Bas Carbone	15 000 €
		TOTAL ENERGIE		15 000 €
		TOTAL PRIORITE 2		41 650 €
	AMENAGEMENT	Réalisation du PPA 2026	AULA	900 148 €
		Fonctionnement global de l'association au titre de l'exercice 2026 - tronc commun comprenant la poursuite du travail sur l'aménagement des cavaliers Chaine des Parcs + 2 missions ponctuelles sur friche industrielle (Accompagnement sur Fosse 1 par visite benchmarking) - un premier travail sur réseau points noeuds, l'autre partie sera réalisée en 2027)	Mission Bassin Minier	75 500 €
		2 jardins à Vallée Carreau et Jarin de la Paix à définir -	Arts et Jardins	40 000 €
		TOTAL AMENAGEMENT		1 015 648 €
	COHESION SOCIALE ET SANTE	Accès à tout pour tous	APF France Handicap	12 000 €
		Lutte contre les violences intrafamiliales	Cheval Bleu	5 000 €
		Permanences d'information juridique de proximité	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles	6 000 €
		Permanences Point d'Accès au Droit Auchy les Mines	CLCV du Béthunois	2 000 €
		Subvention pour le fonctionnement global	Association des Conciliateurs de Justice des Hauts de France	300 €
		Permanences de prévention et de traitement du surendettement	Familles de France	5 000 €
		Aide aux victimes et lien social	France Victimes 62	20 000 €
		Bus France Services PIMMS Mobile de la CABBALR	PIMMS Médiation Artois Gohelle	20 000 €
		Tenir une permanence à Bruay (2 fois par mois sauf en août) et à Lillers (une fois par mois sauf en août)	UFC QUE CHOISIR de l'Artois	3 000 €
		Accompagnement à l'inclusion des enfants en situation de handicap sur le territoire de la CABBALR	Gamins Exceptionnels	8 400 €
		Promouvoir le service civique sur le territoire et développer l'offre de mission pour les jeunes de 16 à 25 ans	UNISCITE	60 000 €
		Maison Sport Santé UFOLEP 62 (communauté d'agglomération Béthune Bruay Artois lys Romane)	UFOLEP du Pas de Calais	20 000 €
		Le Bus de l'émancipation sur la CABBALR	MFPF MOUVEMENT FRANCAIS PLANNING FAMILIAL	7 500 €
		Exposition itinérante sur les violences intrafamiliales	Cri d'Art	1 000 €
		La Ménopause et Moi!	Prévention Vasculaire Artois	7 500 €
		TOTAL COHESION SOCIALE ET SANTE		177 700 €
	HABITAT	Renforcement de l'information, du conseil et de l'expertise en matière de logement sur le territoire de la CABBALR	Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL)	35 166 €
		CLLAJ de l'Artois - Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes	Habitat et Insertion	20 000 €
		Animation de 6 ateliers se sensibilisation au fonctionnement juridique et financier d'une copropriété	ASSOCIATION D'ASSISTANCE AUX COPROPRIETAIRES ET CONSEILLERS SYNDICAUX (ADACC)	6 000 €
		Habitat	CAUE du Pas de Calais	10 000 €
		Aménagement durable	CAUE du Pas de Calais	
		TOTAL HABITAT		71 166 €

Etat récapitulatif des propositions d'attribution de subventions pour 2026

PRIORITE	COMPETENCE	PROJET	STRUCTURE	PROPOSITION COMMISSION D'ARBITRAGE
3 Garantir le « bien-vivre ensemble » et la proximité sur l’ensemble du territoire	CULTURE	Les dynamiques des cultures urbaines en CABBALR	Association Intercommunale de Développement des Cultures Urbaines	17 000 €
		Programme d'actions 2026	Droit de Cité	60 000 €
		Bivouac	Droit de Cité	8 000 €
		Programme d'activités 2026	Culture Commune	90 000 €
		Enseignement artistique - Petits Bonheurs - ParcOCirq (création/diffusion/résidence) - Itinérance 2026	Cirqu'en cavale	48 000 €
		Projet Comédie de Béthune 2026	Comédie de Béthune	610 000 €
		Ecrire en territoire(s) 2026 : territoire > médiation > ateliers d’écriture >Rencontres d'auteurs	Escale des Lettres	20 000 €
		Conteurs en campagne, 34e édition : contes et récits en milieu rural	Fédération des Foyers Ruraux	23 000 €
		Hemiolia en Résidence longue de territoire CABBALR	Hemiolia	19 000 €
		Gala de fin d'année	Association Art et Danses Compagnie	2 500 €
		Organisation du gala annuel au théâtre municipal de Béthune	Association K Danses	2 500 €
		Récits Oubliés	La Scyrendale	20 000 €
		L'art comme support d'insertion et de formation : Classe Départ, Grand Ec'Art, A p'Art Entière, l'Equipage	L'Envol	15 000 €
		Programmation de "temps forts" dans le cadre des 10 ans de l'ENVOL et de Classe Départ	L'Envol	5 000 €
		Maison de la Poésie	Maison de la poésie	10 000 €
		Soutien au fonctionnement global pour la diffusion d'actions des arts (marionnettes, chansons, poésie), ateliers de médiation sur le territoire d'agglomération	Compagnie Microméga	7 500 €
		Fonctionnement et Programme général des activités de la compagnie	Compagnie Noutique	19 000 €
		La Nuit Magique 2026	A bout de films	10 000 €
		Fonctionnement global Saison 2026	Orgues en Béthunois	8 000 €
		Parcours video mapping dans la ville de Béthune mai 2026	Rencontres audiovisuelles	53 000 €
		Festival d'automne	Rencontres Musicales en Artois	20 000 €
		Il était une fois le Pas-de-Calais libéré - 40e édition	Véhicules Militaires de l'Artois	10 000 €
		TOTAL CULTURE		1 077 500 €
	SPORT	Organisation d'une course cycliste Homme UCI 1,1 (Grand Prix d'Isbergues)	Association Grand Prix Cycliste	20 000 €
		4ème Tour des 100 Communes	REGION SPORT ORGANISATION	20 000 €
		Ronde des Beffrois	REGION SPORT ORGANISATION	20 000 €
		61ème Grand Prix Cycliste International de la Ville de Lillers "Souvenir Bruno Comini"	REGION SPORT ORGANISATION	20 000 €
		CYCLO-CROSS INTERNATIONAL DE BETHUNE UCI	TEAM BETHUNE ROBECQ	5 000 €
		Organisation des courses pédestres Les foulées de l'amitié le 26 octobre 2025, 30ème édition	Artois Athlétisme	3 000 €
		Meeting International de l'Artois, JUIN 2026	Artois Athlétisme	5 000 €
		Les 24h de la Gare d'eau de Béthune	BETHUNE ATHLETISME	3 000 €
		Trail des Pyramides Noires - 11ème édition - 9 mai 2026	MISSION BASSIN MINIER NPDC	3 000 €
		Le Trail des Hobbits	Olympique La Comté Omnisports	3 000 €
		22ème Course de côte Automobile d'Hersin-Coupigny, qualificative pour la Coupe de France de la Montagne	ASPHALTE CLASSIC	5 000 €
		42ème Rallye de la Lys Ville de Saint-Venant	Lys Auto Racing	10 000 €
		48ème RALLYE LE BETHUNOIS et 25ème RALLYE VHC LE BETHUNOIS	Stade Béthunois automobile	10 000 €
		Tournoi international METALLOS CUP 2026	Etoile sportive district Isbergues	3 000 €
		Organisation d'un tournoi international de football U14	US Vermelles	3 000 €

Etat récapitulatif des propositions d'attribution de subventions pour 2026

PRIORITE	COMPETENCE	PROJET	STRUCTURE	PROPOSITION COMMISSION D'ARBITRAGE
		Rassemblement International U13	USOBL Football	3 000 €
		Compétition de saut d'obstacles	ASSOCIATION SPORTIVE EQUESTRE DU PARC DE LA LOISNE	5 000 €
		Organisation du tournoi national B	ASTT BETHUNE BEUVRY	3 000 €
		Tournoi National de Noël	Badminton Club de Béthune	3 000 €
		25ème Tournoi National des "Gueules Noires"	CLUB DE BADMINTON D’HERSIN COUPIGNY	3 000 €
		Challenge International "BEAUGRAND-JACOB"/Tournoi Labellisé Régional à caractère événementiel/01 et 02 mai 2025 Calonne-Ricouart	CERCLE CALONNOIS DE LUTTE HERCULE	5 000 €
		Finale de la coupe de France de javelot tir sur cible individuelle 2026	LA PLUME NOEUXOISE	5 000 €
		Open International de Fléchette Traditionnelle Sénior	FLECHETTES TRADITIONNELLES POINTE ACIER AUCHELLOISE	5 000 €
		24ème édition du Tournoi Européen des écoles de rugby 2026	RUGBY CLUB BETHUNOIS	3 000 €
		Organiser le18ème meeting national de natation de Béthune sur 3 jours	Stade Béthunois Pélican Club	5 000 €
		Chapionnat de France des femmes	Les Archers du Val de Lys Saint-Venant	5 000 €
		TOTAL SPORT		178 000 €
		TOTAL PRIORITE 3		2 520 014 €
4	AGRICULTURE	Mise en oeuvre d'un programme d'animations autour des vergers publics du territoire et pour la réalisation de la campagne de pressage de pommes 2026	Les Amis de la Pomme	500 €
		Développement et promotion de l'agro-alimentaire bio régional : déclinaison de nos actions à l'échelle d'un territoire - Focus sur l'accompagnement de la restauration collective - sensibilisation/mobilisation des acteurs	A Pro Bio	15 000 €
		Accompagnement des chefs d'entreprise en difficultés : agriculteurs, artisans, commerçants et professions libérales sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane	ARCADE Ruraux Solidaires	4 500 €
		Soutenir les producteurs bio du territoire	BIO Hauts de France	6 176 €
		Accompagnement de la restauration hors foyer (restauration collective et commerciale)	BIO Hauts de France	
		Déployer des paniers de produits bio locaux à bas prix pour des famille précaires	BIO Hauts de France	
		Création de logements étudiants à la ferme sur le territoire CABBALR	Campus Vert	2 000 €
		Sorties des écoles situées sur la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dans les fermes pédagogiques Savoir Vert de ce territoire	Le Savoir Vert	18 000 €
		Agir sur le foncier pour développer et conforter l'agriculture biologique	Terres de Liens HDF	4 000 €
		TOTAL AGRICULTURE		50 176 €
	COMMERCE	Boutiques Partagées - La Maison, Une Boutique qui se partage	Artois Initiative	27 620 €
		Boutiques à l'essai	Artois Initiative	22 197 €
		TOTAL COMMERCE		49 817 €
	EMPLOI	Soutien à l'action de l'EP2B	Ecole de Production de Béthune-Bruay	30 000 €
		Fonctionnement global de la Mission Locale de l'Arrondissement de Béthune	Mission Locale de l'Artois	690 000 €
		Association Plan d'Insertion de l'arrondissement de Béthune (PBI)	Plan Béthunois d'Insertion	340 000 €
		TOTAL EMPLOI		1 060 000 €
		Rendre l'entrepreneuriat accessible à tous ceux qui le souhaitent grâce au microcrédit et à un accompagnement au sein de l'agglomération de Béthune-Bruay en 2026	Association Droit à l'Initiative Economique	10 000 €
		Incubatest	BGE Hauts de France	18 000 €
		Animation et développement des permanences	BGE Hauts de France	20 000 €
		Incuba'quartiers	BGE Hauts de France	10 520 €
		Animation d’actions « j’éveille » au sein des collègues	BGE Hauts de France	9 000 €

Etat récapitulatif des propositions d'attribution de subventions pour 2026

PRIORITE	COMPETENCE	PROJET	STRUCTURE	PROPOSITION COMMISSION D'ARBITRAGE
Accélérer les dynamiques de transition économique	ENTREPRENARIAT	AGIR pour le développement des entreprises de la CABBALR	BGE Hauts de France	18 960 €
		Animation d'ateliers thématiques sur le personal branding et le pitch	COOPConnexion	10 000 €
		Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat dans le milieu scolaire	Dreamakers	24 840 €
		Stage Autrement	Dreamakers	5 000 €
		Association locale Initiative France	Artois Initiative	90 000 €
		Dispositif Local d'Accompagnement	Pas de Calais Actif	15 000 €
		Cap Quartier / Académie de l'entrepreneuriat	Pas de Calais Actif	10 500 €
		CitésLab CABBALR_ La Ruche	LA RUCHE DEVELOPPEMENT	23 333 €
		Accompagner 15 à 20 nouveaux projets de création, reprise, développement d'entreprise sur l'Artois, développer et animer le réseau de chefs d'entreprise bénévoles contribuant aux missions de l'association. Atteindre les 100 membres cotisants.	Réseau Entreprendre Artois	10 000 €
		TOTAL ENTREPRENARIAT		275 153 €
	ESS	L'ESS comme outil du développement économique territorial	Club des entrepreneurs de l'ESS	15 000 €
		TOTAL ESS		15 000 €
	FILIERES ECONOMIQUES	Programme d'action pour le développement de projets innovants et durable dans la bioéconomie avec un ancrage territoriale sur 6 EPCI	Eura Industry Innov	10 000 €
		Action Bâtiment Durable 1 : appuyer le déploiement de politiques volontaristes au niveau des communes du territoire de l'Agglomération de Béthune-Bruay	CD2E	10 465 €
		Mobilisation des entreprises de travaux intervenant sur l'habitat dans une dynamique collective pour faire monter en compétence la transition dans les axes de construction et de rénovation.	CD2E	15 375 €
		Accompagnement sur la solarisation du patrimoine CABBALR	CD2E	4 000 €
		Appuyer le déploiement de politiques volontaristes au niveau des communes du territoire de la CABBALR	CD2E	1 000 €
		Accompagner le développement de nouvelles plateformes photovoltaïques sur le territoire	CD2E	2 500 €
		Accompagner l'administration - accueil CODIR au CD2E	CD2E	960 €
		Poursuite des analyses des compétences présentes sur les 5 domaines d'activités stratégiques de TEAM2 pour accompagner les projets et dresser une cartographie des acteurs de la CABBALR afin d'accélérer l'innovation pour déployer les principes d'économie circulaire	Pôle de compétitivité TEAM2	7 150 €
		Analyse des verrous organisationnels, techniques ou réglementaires pour déployer des boucles d'économie circulaire pour les métaux et les plastiques.	Pôle de compétitivité TEAM2	10 800 €
		Développement technique	Plastium	40 000 €
		Développement RH	Plastium	32 000 €
		TOTAL		134 250 €
	TOTAL PRIORITE 4			1 584 396 €
RESSOURCES HUMAINES		Création d'un site Internet (en cours), Billetterie des parcs, Sorties culturelles, Cabaret, Organisation d'un loto, Journée jeux gonflables, distributions de Pâques et Noël	Amicale du Personnel	178 000 €
TOTAL DES SUBVENTIONS				4 324 060 €

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre le groupement GDON et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

Entre la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane représentée par Monsieur Olivier GACQUERRE, son président en exercice, dont le siège est situé 100 av de Londres, CS40548 à Béthune (62411 Cedex), et désignée sous le terme « l'Administration », d'une part

Et

Le Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles dont le siège est situé à Antenne délocalisée de la Chambre d'Agriculture, rue Jean Monnet 62400 BETHUNE

Téléphone : 0321573331

N° de SIRET 514 168 186 0013– Code APE : 9499Z

Représentée par son Président M. BREHON,
et désigné sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant la volonté de lutte contre le rat musqué, espèce animale exotique invasive et nuisible ;

Considérant que l'agglomération restaure et entretient les principaux cours d'eau de son territoire et se doit de participer à ces programmes de lutte contre le rat musqué ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'Association participe de cette politique.

Vu la délibération du Conseil communautaire du votant la subvention d'un montant de 19 150 € au GDON et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre le GDON basée à Béthune et l'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet¹ d'intérêt général suivant précisé en annexe I à la présente convention : organisation et gestion de la lutte contre le rat musqué.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne²]]. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

¹ Le « projet » peut concerner l'ensemble des activités donc le financement global de l'association.

² relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 11 janvier 2012.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 19 150 EUR conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
 - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
 - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
 - sont dépensés par « l'association » ;
 - sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 25% du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

L'association notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.2 et 5.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'Administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 25 % du total des coûts éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Pour l'année 2026, l'Administration contribue financièrement pour un montant de 19 150 €.

ARTICLE 5- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique sur demande écrite du groupement à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire.

8.3 L'Administration informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse³.

ARTICLE 15 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Lille.

Pour le GDON		Pour l'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Président, JEAN-CHARLES BREHON		Par délégation du Président Le Conseiller délégué Gérard OGIEZ

³ La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'Etat du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.

ANNEXE I : LE PROJET

Afin de mener à bien la mission d'organisation et de surveillance de la lutte contre les organismes nuisibles et en particulier contre le rat musqué, le GDON a arrêté un programme d'actions comportant :

- La mise en place d'un dispositif d'encouragement à la lutte mécanique contre le rat musqué consistant à indemniser les piégeurs bénévoles à hauteur de 2,50 € la prise
- L'organisation de sessions de formation spécialisée à l'attention des piégeurs de rats musqués avec prise en charge des frais de déplacement
- L'acquisition de pièges aux fins de distribution aux piégeurs bénévoles
- Le recours à des associations pour intensifier le piégeage et organiser la lutte
- Le recours à un secrétariat

ANNEXE II BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET
Année ou exercice 2026... (Dupliqué autant de fois que nécessaire)

CHARGES	Montant en euros	PRODUITS	Montant en euros
60- Achat	6730	70 – vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Pièges	6330		
61 – services extérieurs	400	74 – subventions d’exploitation	22850
62 – autres services extérieurs	300	Communautés d’agglomération et de communes	19 150
Rétribution des piégeurs	15500	Syndicats intercommunaux	
Rétribution des associations		Associations de drainage	1 000
63 – impôts et taxes		Autres	2700
64 – charges de personnel		75 – autres produits de gestion courante	80
65 – autres charges de gestion courante		76 – produits financiers	
66 – charges financières		77 – produits exceptionnels	
67 – charges exceptionnelles		78 – reprises sur amortissements et provisions	
68 – dotations aux amortissements		79 – transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES	22930	TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS	22930
86 – emplois des contributions volontaires en nature		87 – contributions volontaires en nature	
TOTAL DES CHARGES	22930	TOTAL DES PRODUITS	22930

Convention annuelle de partenariat l'Association Droit Au Vélo – ADAV – et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane (CABBALR) dont le siège est situé 100 avenue de Londres, CS 40548, 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » d'une part,

ET

L'association Droit au vélo - ADAV, régie par la loi du 1er juillet 1901 et régulièrement déclarée à la Préfecture de Lille, ayant son siège social au 5 rue Jules de Vicq, 59 800 LILLE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Yannick PAILLARD.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre des réflexions menées pour l'élaboration de son projet de territoire, la Communauté d'Agglomération souhaite s'appuyer sur le modèle de développement du « territoire des 30 minutes ». Celui-ci implique que chaque habitant de l'agglomération doit avoir accès sans la voiture à l'ensemble des fonctions sociales identifiées comme structurantes (7 fonctions sociales) dans un rayon de 30 minutes. L'objectif de ce modèle est de parvenir à réduire la part modale de la voiture individuelle en développant les transports collectifs, connectés, autonomes, partagés, solidaires et respectueux de l'environnement et les modes doux. Par ailleurs, pour faire baisser ses émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'air, la CABBALR s'est engagée, au travers de son plan Climat Air Energie et du Plan de Déplacements Urbains, à faire progresser la part modale du vélo de 1% aujourd'hui à 8% d'ici 2030.

C'est pourquoi la Communauté d'Agglomération s'engage activement dans la promotion des modes doux ou actifs, notamment avec la mise en œuvre d'un réseau cyclable structurant intercommunal ainsi que l'Eurovéloroute 5, mais aussi à travers un plan d'actions de sensibilisation à la pratique du vélo (Pass Mobil Agglo, événements et animation autour du vélo notamment la fête du vélo et les Assises des Mobilités Actives).

L'ADAV est une association régionale très active pour la promotion de l'usage du vélo. Elle est agréée Association de Protection de l'Environnement (article L252-1) pour l'ensemble des départements du Nord et du Pas-de-Calais. L'ADAV est adhérente à la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB) et à l'Association Française de développement des Véloroutes et Voies Vertes (AF3V) dont elle est la Délégation pour le Nord-Pas-de-Calais et représente localement l'association Rue de l'Avenir depuis l'adoption de nouveaux statuts qui étendent son action à l'ensemble des modes actifs.

L'association regroupe aujourd'hui plus de 2.900 adhérents et possède une antenne active sur le territoire de la CABBALR. Elle participe très étroitement, dans le Nord et le Pas-de-Calais, aux groupes de réflexions mis en place dans les villes, communautés urbaines et autres collectivités qui cherchent à développer la pratique du vélo et souhaite travailler en collaboration plus étroite avec les institutions

organisatrices de la mobilité. Elle anime par ailleurs le CREM (Centre Ressource Régional en Ecomobilité).

Considérant que l'objet de l'ADAV, tel qu'il est défini à l'article 2 de ses statuts, est de :

- ✓ Promouvoir et faciliter les mobilités actives (la marche et le vélo) et de manière générale, tous les modes de déplacement respectueux de l'environnement comme moyens de circulation privilégiés et alternatifs à la voiture individuelle ;
- ✓ Œuvrer à la sécurité des cyclistes et des piétons ;
- ✓ Lutter par tous les moyens légaux contre les manifestations de violence routière et d'incivilité dont sont ou peuvent être victimes les cyclistes et les piétons ;
- ✓ Promouvoir les solutions d'urbanisme apaisé (zone piétonne, ville 30, zone de rencontre, ...)
- ✓ Prévenir les accidents de la circulation notamment lors de la conception et la réalisation d'aménagement de voirie ;
- ✓ Défendre et promouvoir les bienfaits de la mobilité active en termes de santé publique, de protection de l'environnement et de lutte contre les dérèglement climatiques... ;
- ✓ Faciliter la multimodalité intégrant les mobilités actives notamment avec les transports collectifs ;

La communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'ADAV dans ses activités qui contribuent à la réalisation de son projet.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

Le partenariat entre l'ADAV et la Communauté d'Agglomération permet de bénéficier de l'expertise d'usage de l'association, de son expérience sur la promotion du vélo et de son implantation locale très forte.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de l'ADAV et de la Communauté d'Agglomération :

- ✓ Répondre aux sollicitations de la CABBALR en apportant son expertise d'usager sur les projets d'aménagements cyclables et de politiques cyclables à l'étude (EUROVELO 5, réseau cyclable intercommunal, référentiel vélo, etc.) ;
- ✓ Contribuer à la mise en œuvre du réseau cyclable, en lien avec Artois Mobilité et les communes du territoire ;
- ✓ Organiser et participer à des temps d'échanges avec la CABBALR, les communes et les SIVOM sur les bonnes pratiques en matière d'aménagements cyclables ;
- ✓ Participer activement aux revues de projet et travaux de concertation liés aux mobilités douces ;
- ✓ Réaliser des animations et actions de sensibilisation grand public : stands d'information, fête du vélo, opérations d'éclairage, balades encadrées, événements de sécurité routière, etc. ;
- ✓ Assurer la promotion de l'écomobilité via le Centre Ressource en Écomobilité (CREM), animé par l'ADAV, notamment à travers le challenge régional de l'écomobilité scolaire ;
- ✓ Apporter un appui technique aux communes pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques comme le « Savoir rouler à vélo » ;
- ✓ Contribuer à la sensibilisation des agents de la CABBALR aux mobilités durables (semaine de la mobilité, challenge « Mai à vélo », visites techniques et retours d'expérience) ;
- ✓ Participer avec l'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) et Artois Mobilité aux travaux d'observation dans le cadre de la plateforme numérique dédiée à la mobilité ;
- ✓ Accompagner l'Agglomération sur la mise en place de capteurs Telraam afin d'analyser l'évolution de la pratique cyclable ;

- ✓ Organiser, dans le cadre du programme Aménageons l'Agglo 100 % durable, une session de sensibilisation aux aménagements cyclables incluant les personnels techniques des SIVOM afin de diffuser les bonnes pratiques ;
- ✓ Participer à un comité mobilités actives en vue du prochain mandant réunissant acteurs associatifs et référents vélo par commune. Ce comité se réunira deux à trois fois par an pour échanger sur les actions vélo et organiser des visites de terrain. Dans un premier temps, il sera composé uniquement d'élus communaux, l'intégration de techniciens pourra être envisagée par la suite ;
- ✓ Poursuivre l'observation de données grâce aux informations issues de Geovelo et d'OpenStreetMap. Un temps de travail sera organisé avec L'AULA et Artois Mobilités afin d'analyser ces données et évaluer la politique cyclable menée sur le territoire.

En contrepartie, la Communauté d'Agglomération s'engage à :

- ✓ Considérer l'association comme un partenaire privilégié en l'associant étroitement à ses projets en faveur des cyclistes et de l'écomobilité au-delà des rencontres biennuelles avec les services de la CABBALR ;
- ✓ Apporter une subvention annuelle pour aider l'Association à mener à bien les actions décrites précédemment dans le cadre de son action générale et de celle du Centre Ressource Régional en Ecomobilité qu'elle anime ;

Les partenaires s'engagent également à partager leurs données cartographiques et de comptages vélo.

ARTICLE 2 : DEFINITION DES SECTEURS D'INTERVENTION

La présente convention concerne l'ensemble du territoire couvert par les 100 communes de la Communauté d'Agglomération. Il est toutefois précisé que les actions de promotion du vélo et de l'écomobilité porteront sur des interventions ponctuelles portées par la Communauté d'Agglomération. Toutes actions lourdes en temps d'investissement sortant du cadre de la présente convention devront faire l'objet d'autres modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Communauté d'Agglomération accordera à l'Association ADAV une subvention annuelle d'un montant de 7.500,00 € (sept mille cinq cents euros) afin de soutenir financièrement la réalisation des objectifs de l'association énoncés à l'article 1.

Cette subvention fera l'objet d'un 1^{er} acompte à hauteur de 80% du montant annuel dès la signature de la convention et le solde de 20% sera réglé sur présentation du rapport d'activité propre à l'action conduite sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Les versements seront effectués par mandat administratif sur le compte de l'association Droit au vélo.

- Code banque : 20041
- Code guichet : 01005
- Numéro de compte : 0245571V026
- Clé : 19
- Domiciliation : LILLE CENTRE FINANCIER, 3 rue Paul DUEZ, 59900 LILLE CEDEX 9

ARTICLE 5 : ÉVALUATION DE LA REALISATION DES ACTIONS

L'Association transmettra un bilan annuel des activités réalisées dans le cadre de cette convention.

Ce bilan comportera notamment :

- ✓ Un état récapitulatif de ses interventions et participations aux différentes réunions (réunion avec les services de la Communauté d'Agglomération ou directement avec ceux des villes ou tout autre organisme et partenaire) ;
- ✓ Une liste des actions et manifestations auxquelles l'association aura apporté son concours.

Une réunion sera ensuite organisée par la Communauté d'Agglomération afin de faire le point sur le bilan présenté, apporter le cas échéant les adaptations aux méthodes de travail, définir conjointement les axes d'interventions prioritaires pour l'année à venir, et proposer, le cas échéant, une adaptation des modalités de partenariat et de la présente convention

ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association s'engage à respecter les prescriptions de ses statuts pour son organisation et pour le fonctionnement de ses instances décisionnelles.

L'Association s'assure par tout moyen :

- ✓ De la tenue exacte et sincère d'une comptabilité respectant le plan comptable révisé ;
- ✓ De la tenue et de leur transmission à la Communauté d'Agglomération ;
- ✓ D'un rapport annuel d'activité quantitatif et qualitatif ;
- ✓ D'un rapport annuel financier comportant les documents comptables et budgétaires suivants : bilan, compte de résultat. Ces documents seront envoyés au plus tard au premier semestre de l'année suivante de la convention.
- ✓ Du respect de ses obligations vis-à-vis de la réglementation sur l'utilisation des subventions publiques.

L'association Droit au vélo s'engage par ailleurs à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière de la Communauté d'Agglomération au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler, à tout moment sur pièce et sur place et sans préavis, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des activités de l'Association, ainsi que tous documents budgétaires et comptables.

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente ou en cas de faute caractérisée de l'association Droit au vélo (par exemple fraude fiscale, falsification de la comptabilité, etc.), celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 10 : REGLEMENT D'EVENTUELS LITIGES

Tout litige survenant entre l'association Droit au vélo et la Communauté d'Agglomération et ayant trait aux dispositions contractuelles de la présente, sera porté, à défaut d'accord amiable, devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, le

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
Le Conseiller communautaire délégué
En charge de la mobilité durable

Le Président de l'ADAV

Bruno CHRETIEN

Yannick PAILLARD



**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE L'ASSOCIATION ARTOIS BAS-CARBONE
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé Hôtel Communautaire - 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » d'une part,

Et

L'association « Artois Bas-Carbone », dont le siège est situé à BETHUNE (62400) – 144 Rue de la chapelle - représentée par son Président, Juan VIGUERAS, SIRET n° 913 192 837 00015.

Ci-après dénommée « Artois Bas-Carbone » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du **xx/xx/2025** décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 15 000 euros à l'association Artois Bas-Carbone et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association Artois Bas-Carbone et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay à l'association Artois Bas-Carbone.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association Artois Bas-Carbone s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet « Artois : Décarbonons-Nous ! » défini en annexe I à la présente convention.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association Artois Bas-Carbone en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe I) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe II).

ARTICLE 4 - MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La subvention est reportée au crédit du poste 65748 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget Urbanisme de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay.

Le montant de la subvention s'établit à 15 000 euros.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (50%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : Crédit Agricole

IBAN FR7616706000445398123060013

AGRIFRPP867

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera et sur les lieux de réalisation de l'action subventionnée,
- Fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité,
- Fournir le compte financier¹ propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,

¹ arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation du projet ou de l'action auquel la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser l'action subventionnée, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 - SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay des conditions d'exécution de la convention par l'association Artois Bas-Carbone, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 - CONTROLES DE L'ADMINISTRATION.

Artois Bas-Carbone s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 - EVALUATION

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation qualitative sera élaborée conjointement entre les parties signataires avant le terme de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 - AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra



préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,

Le

**Le représentant légal de l'association
« Artois Bas-Carbone »**

**Par délégation du Président
M. Olivier GACQUERRE,
Le Vice-Président en charge du Plan
Climat Air Energie Territorial et de
l'accompagnement technique des
communes du Territoire Ouest**

M. Juan VIGUERAS

M. Ludovic IDZIAK

ANNEXE I : LE PROJET

Projet « Artois : Décarbonons-Nous ! » (AD-N)

DESCRIPTIF

Objectif :

Animer et accompagner les populations de la CABBALR en accord avec l'expression de leurs besoins en matière de transition énergie/climat issus du volet 1 (Artois : Carbonez-vous ? en 2023). 4 objectifs opérationnels sous-tendent cet objectif :

- Objectif opérationnel 1 : Territorialiser les enjeux de transition écologique via des animations portées par l'asso (Territoire 2050, fresque du climat, Inventons nos vies bas-carbone, Arbre en ville, conférences, échanges avec réseaux acteurs de la transition) ainsi que portées par des acteurs du territoire (CABBALR, communes, associations)
- Objectif opérationnel 2 : Accompagner l'évolution des moyens de produire des biens et des services sur le territoire en faisant du lien (Veille technique, Animation Réseau Décarbon'Artois, Collectif de Projets Etablissement Bas-Carbone, Bilan Carbone Collectif Sectoriel)
- Objectif opérationnel 3 : Accompagner l'évolution du mode de vie des habitants (défis et programmes territoriaux grand public)
- Objectif opérationnel 4 : Mettre en place un cadre pour faciliter le changement collectif

Publics visés :

Tous publics

Localisation :

Le territoire de la CABBALR, au travers de ses 8 secteurs géographiques : Auchellois-Lillerois, Béthunois, Bruaysis, Collines de l'Artois, Est, Flandres-Bas-Pays, Noeuxois, Ouest.

SUIVI

Indicateurs proposés pour les objectifs opérationnels :

Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s)
Objectif opérationnel n°1	
Nombre d'animations Fresque du climat ou Inventons nos vies Bas-Carbone	8
Nombre de conférences	1
Nombre d'animations Agglo BB 2050	16
Nombre d'animations Arbre en ville	4

Nombre d'événements proposés par l'agglo	8
Nombre de réunions autres acteurs	8
% interventions réalisés logistique durable	90
% évènements restauration bas-carbone	90
Nombre de participants aux ateliers et conférences	405
Nombre de mise en lumière du territoire dans les réseaux départementaux, régionaux, nationaux) ex : CERDD, Forum des outils de la transition, IREV, ...	3
Nombre de participants aux événements externes avec contribution d'Artois Bas-Carbone	480
Nombre de nouveaux animateurs formés sur le territoire	5
tCO2e évités suite au changement de comportement au contact de l'association (sur l'année glissante, à partir de la date de l'action)	13
Nombre de nouveaux partenariats mis en place sur le territoire	5
Objectif opérationnel n°2	
Nombre d'animations AfterWork	2
Nombre de rencontres du réseau	2
Nombre d'animations ateliers sectoriels (type partage de pratique décarbonation ou bilans carbone collectifs)	5
Nombre de structures participantes	45
Nombre de références territoriales de décarbonation disponibles dans l'outil en ligne Gogo décarbone	100
Nombre de professionnels formés au bilan carbone simplifié	40
tCO2e évités par l'accompagnement des professionnels (sur l'année glissante, à partir de la date de l'action)	2,25
Nombre de revues citoyennes Gogo décarbone	4
Nombre de structures membres du réseau	45
Objectif opérationnel n°3	
Nombre de programmes animés sur le territoire (Ex : Climat tour, défi famille, ..)	4



Nombre de participants	100
Nombre de pratiques durables partagées	40
tCO2e évitées par les habitants (sur l'année glissante, à partir de la date de l'action)	30
Objectif opérationnel n°4	
Nombre de jours d'ouverture des permanences	80
Nombre d'événements thématiques organisés par Artois Bas-Carbone (ex : lancement site de compostage, matinée prolongement vie des outils numériques, ...)	8
Nombre de projets accompagnés (possibilité lien avec les politiques publiques)	5
Nombre de participants	445
tCO2 évitées par les citoyens, en contexte pro / perso (sur l'année glissante, à partir de la date de l'action)	10
Nombre de rencontres collectives organisées par les citoyens (ex : cuisine collective bas-carbone, soirée jeux, ...)	30

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	14285	70 - Vente de produits finis, prestations de services	12822
Achats fournitures	7285	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	7000	74 - Subventions d'exploitation	80250
Autres		Etat : FDVA	3000
61 - Services extérieurs	3800	Etat : DREAL	10000
Locations et charges locatives	600	Etat : Cité éducative Bruay la Bruissière	12000
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	3200	Hauts de France	15000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2400	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1600		
Déplacements, missions, réceptions	800	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	25000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	64800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	57000	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	7000	Fondations	15000
Autres charges de personnel	800	Ligue de l'enseignement	250
		75 - Autres produits de gestion courante	1235
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	1035
66 - Charges financières		Autres	200
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	85285	TOTAL DES PRODUITS	94307
Excédent prévisionnel (bénéfice)	9022	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	9022	préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	94307	TOTAL DES PRODUITS	94307
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	6000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	4350	871 - Prestations en nature	6350
862 - Prestations	2000		
864 - Personnel bénévole	6000	875 - Dons en nature	
TOTAL	12350	TOTAL	12350

**Convention d'objectifs entre l'association
« Agence d'Urbanisme de L'Artois »
et
la Communauté d'agglomération de
Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
2026**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé Hôtel Communautaire - 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association « Agence d'Urbanisme de L'Artois », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé Centre Jean Monnet I - Bât. C 8, Avenue de Paris - Entrée Piémont - 62400 Béthune, représentée par sa Présidente, Madame Corinne LAVERSIN,

Ci-après dénommée « l'AULA » d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération, le Syndicat Mixte d'Etudes pour le SCOT de l'Artois, les villes de Béthune et de Bruay-La-Buissière et l'Etat ont initié la création de l'Agence d'Urbanisme de l'Arrondissement de Béthune (AULAB) sous la forme d'une Association régie par la loi de 1901 afin de permettre que soient menées études, observations, analyses, recherches et réflexions en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun de ses membres au titre des articles L. 110 et L. 121-3 du Code de l'Urbanisme.

L'Agence d'Urbanisme de l'Artois (AULA) a été créée le 13 octobre 2015 par l'extension de l'Agence d'Urbanisme de l'Arrondissement de Béthune sur un périmètre élargi. Sont membres de l'Agence la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et les 2 Communautés de Communes de Ternois Com. et des 7 Vallées Comm.

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'Agglomération à l'association « AULA ».

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant l'attribution, au titre de l'année 2025, d'une subvention d'un montant de 900 148 € à l'AULA et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

L'association « AULA » est un centre pluridisciplinaire de ressources, d'études, de recherches, de conseil et de formation qui a pour vocation d'intervenir dans les domaines de la planification, du projet urbain et rural, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des déplacements et des transports, du développement économique et social, de l'habitat, de l'environnement, du développement durable, du tourisme et des loisirs, de la formation, de la culture et de la santé.

Le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale définissent chaque année un programme d'activités pour lequel l'association sollicite, de ses différents membres et notamment de la Communauté d'Agglomération le versement de subventions permettant la réalisation de son programme.

Le détail du programme partenarial et le budget prévisionnel sont joints en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération :

Selon les modalités prévues dans les statuts de l'association « AULA », l'assemblée générale de l'association sollicite le montant des participations annuelles.

Ainsi, pour permettre à l'association de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération verse à l'association « AULA » une subvention de 900 148 € au titre de l'année 2026 (560 148 € pour le PPA et 340 000 € pour le SCOT).

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de :

- 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du conseil communautaire et après signature de la présente convention,
- 25 % au plus tard le 30 Septembre 2026,
- le solde de la subvention au plus tard le 31 Décembre 2026.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la CAISSE D'EPARGNE du Pas-de-Calais, Agence de Béthune :

.....

Obligations de l'association « AULA »

L'association s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération. à la réalisation des objectifs du programme partenarial,
- rechercher, par ses propres moyens, d'autres sources de financement aussi importantes que possible,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives),
- fournir à la Communauté d'Agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association), ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- établir et transmettre à la Communauté d'Agglomération un rapport annuel de ses activités.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, la Communauté d'Agglomération pourra désigner toute personne qualifiée pour se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « AULA ».

Article 5 : Evaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable. Au terme de chaque exercice, l'exécution du programme partenarial de l'Agence fera l'objet d'un rapport annuel d'activités.

Article 6 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 7 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association « AULA », la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 9 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente,

Le Président,

Corinne LAVERVIN

Olivier GACQUERRE

ANNEXE 1 : PROGRAMME D' ACTIONS DE L' ASSOCIATION

A recevoir après le 30 mars 2026

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026 DE L'ASSOCIATION

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA "MISSION BASSIN MINIER" ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé Hôtel Communautaire - 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association "MISSION BASSIN MINIER", dont le siège est situé à Oignies – Carreau de Fosse 9-9 bis, rue du Tordoir, représentée par sa Présidente, Madame Cathy APOURCEAU,

Ci-après dénommée « la MISSION BASSIN MINIER » d'autre part,

Préambule

La présente convention définit les éléments du partenariat entre les parties et les conditions de versement de la subvention à la MISSION BASSIN MINIER par la Communauté d'Agglomération.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant l'attribution d'une subvention d'un montant de 75 500 € à la MISSION BASSIN MINIER, et autorisant la signature de la convention entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association MISSION BASSIN MINIER nommées ci-après signataires, de formaliser leur partenariat.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS :

La MISSION BASSIN MINIER inscrira ses interventions sur la Communauté d'Agglomération dans le cadre de son programme d'action 2025 et particulièrement de trois grands objectifs stratégiques :

- Assurer la gestion de l'inscription du Bien « Bassin minier patrimoine mondial de l'UNESCO » et la bonne application du plan de gestion, comme vecteur de résilience du Bassin minier
- Contribuer au développement de l'attractivité du territoire en faisant du Bassin minier une destination touristique et de loisirs et favoriser l'appropriation de l'inscription « UNESCO » par la culture
- Participer à la mise en œuvre de projets d'aménagement et de logements en lien avec la programmation de l'ERBM.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la MISSION BASSIN MINIER, s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n° 1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, la MISSION BASSIN MINIER, en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 75 500 euros.

La subvention est imputée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération à l'article « 65748 » du budget Aménagement du Territoire de la Communauté d'Agglomération.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

Banque :

.....

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

La MISSION BASSIN MINIER s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,

- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
 - fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
 - fournir le dernier rapport annuel d'activité,
 - fournir le compte rendu financier propre au programme d'actions, signé de son Président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
 - procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
 - tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- La MISSION BASSIN MINIER, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par la MISSION BASSIN MINIER, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

La MISSION BASSIN MINIER s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, le

Par délégation du Président,
Le Vice-Président,

La Présidente,

David THELLIER

Cathy APOURCEAU-POLY

ANNEXE 1

Programme d'action de l'année 2026

ANNEXE 2

Budget prévisionnel



Conformément à nos règles de gestion et de fonctionnement, le budget prévisionnel de l'association 2026 sera présenté à l'occasion d'un Conseil d'Administration qui se déroulera en décembre 2025. Il pourra être diffusé à l'issue de cette étape de validation.

Convention de partenariat entre « l'Association des Jardins paysagers des Hauts de France et des Hortillonages » et « la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane »

Entre

La Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres CS 40548 62411 BETHUNE Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE, dûment autorisé à la signature de la présente convention par délibération du Conseil communautaire du 1^{er} avril 2025.

Ci-après dénommée « Communauté d'agglomération », d'une part,

Et

L'Association des Jardins paysagers des Hauts de France et des Hortillonages,

Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé au 56, rue du Vivier, 80000 AMIENS, représentée par son directeur, Monsieur Gilbert FILLINGER.

Ci-après désignée « Art & Jardins/ Hauts-de-France », d'autre part,

PREAMBULE :

Du festival international de jardins Hortillonages d'Amiens aux parcours des Jardins de la Paix sur les sites de mémoire de la Grande Guerre, le label Art & Jardins / Hauts-de-France constitue un patrimoine contemporain d'œuvres paysagères et plasticiennes dans l'espace public régional. Ces créations sont renouvelées et enrichies chaque année.

Depuis 2019, Art & Jardins/ Hauts-de-France mène un nouveau programme avec la réalisation de jardins participatifs et citoyens dans le bassin minier. La conception de ces jardins artistiques est confiée à des équipes de paysagistes et d'architectes suivant un cahier des charges particulier. La production des jardins est prise en charge avec le soutien et la participation de la collectivité partenaire et la démarche implique la population dans le processus de conception voire de réalisation des jardins et participe au développement d'une culture collaborative.

C'est l'association Art & Jardins / Hauts-de-France qui assure la conception globale, la promotion, la coordination générale et le suivi de l'opération.

Dans le cadre du projet de territoire, la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane s'est donnée comme objectif de préserver la biodiversité et principalement d'accroître des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès du public. Pour cela, elle accompagne et soutient financièrement ce programme depuis 2019, à travers des conventions d'objectifs signées en 2019 (délibération du Conseil communautaire du 25/09/2019), 2021 (délibération du Conseil communautaire du 25/05/2021), 2022 (délibération du Conseil communautaire du 29/03/2022) et 2023 (délibération du Conseil communautaire du 11/04/2023). Ainsi 6 jardins du bassin minier et 3 jardins de la Paix ont été aménagés sur notre territoire, à Calonne-Ricouart, Vermelles et Richebourg.

Elle souhaite poursuivre cette démarche sur son territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 1^{er} avril 2025 approuvant le versement d'une participation financière d'un montant de 40 000€ par an à l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association des Jardins paysagers des Hauts de France et des Hortillonages basée 56, rue du Vivier, 80000 Amiens, et la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » à son initiative et sous sa responsabilité s'engage à réaliser en 2026, un jardin participatif et un jardin de la Paix, ce qui comprend :

- La conception d'un jardin pérenne confiée aux équipes de paysagistes choisies par Art & Jardins / Hauts de France, en lien avec la Communauté d'Agglomération :
 - Un jardin sur le site de la Vallée Carreau
- La conception d'un jardin de la Paix associé à un cimetière militaire de la 1^{ère} guerre mondiale, dont le site reste à confirmer en fonction des partenariats à établir
- Un programme de participation citoyenne et médiation imaginé sur la base des propositions faites par les paysagistes choisis en lien avec les acteurs du territoire (acteurs publics, secteur social, scolaire, associations, particuliers...).
- La réalisation par Art & Jardins / Hauts-de-France qui assurera le pilotage du chantier et prendra en charge les dépenses, en bénéficiant du soutien financier de la Communauté d'Agglomération et éventuellement d'autres financeurs.
- Un travail sur l'attractivité et la mise en tourisme des Jardins en lien étroit avec l'Office du tourisme de la Communauté d'Agglomération.

Dans le cadre de la présente convention, la Communauté d'Agglomération s'engage :

- A mettre à disposition à titre gracieux l'espace choisi par les deux parties, qui se situent :
 - Sur la Vallée Carreau (emplacement précis à déterminer)
- A entretenir ces deux jardins qui se situent sur des terrains communautaires ou dont la gestion a été transférée à la CABBALR suivant les éléments techniques transmis par l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France », selon un plan de gestion et une durée à définir entre les 2 parties associées aux artistes,
- A verser une subvention de 40 000€ suivant l'article 4 de la présente convention, en 2026.

- A soutenir la réalisation de ce projet par l'apport d'une aide logistique : implication de ses agents techniques, mobilisation des acteurs locaux par la commune d'accueil pour le travail de médiation piloté par Art et Jardins, communication ;
- A prendre en charge les frais d'hébergement des artistes/ paysagistes en résidence à la Cité des Electriciens ou autre hébergement si indisponible incluant les périodes de réalisation et de médiation d'une durée de maximum 2 fois 15 jours par équipe de 4 personnes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la réalisation du projet au cours de l'année 2026. La création des 2 jardins devra être terminée au plus tard le 31 mars 2027.

Elle prend effet dès le jour de sa notification à l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France ».

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » en informe la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

3.1 – Mise à disposition du terrain

Les terrains sont mis à disposition pour une durée liée à la durabilité des œuvres et définies dans le plan de gestion, afin d'y réaliser et d'y entretenir des jardins artistiques.

Ces jardins accueilleront du public, l'entrée du site sera libre.

3.2 – Risques locatifs et liés à l'ouverture au public

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art, dans le respect du site, et dans le respect des conditions de sécurité pour le public et les salariés et les agents amenés à y travailler.

3.3 – Sélection et présentation des projets

L'association « Art & Jardins / Hauts-de-France » s'engage à assurer la sélection des équipes de paysagistes, leur contractualisation et à prendre en charge leurs honoraires artistiques et de médiation.

Les interlocuteurs désignés par la Communauté d'Agglomération et les communes concernées seront associés à cette sélection.

Les projets sélectionnés seront présentés lors d'une réunion d'information avec les acteurs locaux intéressés par une implication dans ce projet.

3.4 – Entretien des jardins :

En amont, dans le choix des projets proposés par les artistes paysagers, l'association « Art & Jardins / Hauts-de-France » associera étroitement les services techniques de la Communauté d'Agglomération afin de bien prendre en compte les modalités d'entretien des jardins proposés. Avant l'engagement des travaux du jardin, Art et Jardins communiquera à la Communauté d'Agglomération le plan de gestion, comprenant une fiche descriptive des éléments constitutifs du jardin et de leurs modalités précises d'entretien : arrosage, tonte, taille, entretien des éléments non végétaux, La Communauté d'Agglomération s'engage à entretenir les jardins, pendant la

durée prescrite dans le plan de gestion, selon les prescriptions de l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » qu'elle aura préalablement validées.

Par ailleurs, la présente convention précise également que l'entretien des jardins déjà réalisés dans le cadre des 4 précédentes conventions, est à la charge de la Communauté d'Agglomération dès lors où le terrain sur lequel ils sont aménagés lui appartient. Si le terrain appartient à la Commune, et sauf dispositions contraires, l'entretien du jardin revient à la charge de la Commune. Ainsi pour les jardins déjà réalisés, l'entretien incombe à :

- 4 jardins de Calonne-Ricouart, 1 jardin à Guarbecque, 1 jardin à Auchy au Bois : Communauté d'agglomération. Ces jardins devront être entretenus selon le plan de gestion qui doit être fourni par Art et Jardins

- 2 jardins de Vermelles : Commune de Vermelles

- 3 jardins de la Paix de Richebourg : Commune de Richebourg (SIVOM)

3.5 – Evolution de la destination des terrains mis à disposition.

A l'issue de la période de mise à disposition ou pendant cette période en raison de difficultés rencontrées à l'usage, les parties conviendront des mesures à prendre pour garantir la pérennité des jardins ou les démonter, en ayant prévenu les artistes.

3.6 – Propriété intellectuelle

Ces jardins artistiques sont protégés par le code de la propriété intellectuelle et doivent donc être respectés comme œuvre originale. Aussi, dans l'hypothèse où la Communauté d'Agglomération souhaite modifier les jardins réalisés, il lui faudra se rapprocher de l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » qui contactera les artistes avant d'envisager toute modification.

Les deux parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 4 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La subvention est imputée au crédit du poste 6574 du budget principal de la Communauté d'Agglomération – Direction Aménagement et Mobilités durables – service ADR – enveloppe FA 185

Pour permettre à l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » de réaliser les objectifs de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association une subvention de 40 000 € (quarante mille euros) en 2026.

De plus, la Communauté d'Agglomération contribuera au projet en prenant en charge la mise à disposition des terrains.

Sous réserve du respect par l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France », des obligations mentionnées à l'article 4, la subvention sera créditée au compte de « Art & Jardins/ Hauts-de-France », suivant les coordonnées bancaires RIB transmises en annexe et selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- 60 % à la notification de la présente convention soit la somme de 24 000 € (vingt-quatre mille euros).

- 40 % après fourniture d'un rapport présentant un bilan descriptif de l'opération et le compte financier propre au programme d'actions soit la somme de 16 000€ (seize mille euros).

Le versement sera effectué par mandat administratif, au compte ouvert par l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » dès que l'association en aura fait la demande écrite.

ARTICLE 5 – PILOTAGE DU PARTENARIAT

Par la signature de cette convention, l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » s'engage à organiser en présence des services concernés et des partenaires :

- Un comité de pilotage de lancement des missions
- Un comité de pilotage final de l'action

L'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un bilan d'activité détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions décrites dans la convention au plus tard pour le 31 décembre 2026, puis le 31 mars 2027
- Un bilan financier contenant :
 - Le rapport du Commissaire aux comptes du 31 décembre de l'année 2026 (à défaut le compte de résultat avec les annexes du bilan)
 - Et le compte rendu financier de l'opération subventionnée

Obligations de l'association :

L'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation des objectifs décrits dans l'article 1^{er} de la présente convention ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activités
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

L'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération, des conditions d'exécution de la convention par l'association « Art & Jardins/ Hauts-de-France », et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – EVALUATION

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires avant le terme de la présente convention.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 – CONTENTIEUX

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Directeur de l'association des Jardins
paysagers des Hauts de France et des
Hortillonages

Gilbert FILLINGER

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys
Romane

Olivier GACQUERRE

■ Budget prévisionnel

Budget prévisionnel pour 1 Jardin citoyen du Bassin Minier (TTC) et 1 jardin de la Paix			
Dépenses (TTC)		Recettes	
Honoraires conception et suivi de réalisation Jardin citoyen sur la Vallée Carreau	€	CABBALR	40 000 €
Honoraires conception et suivi de réalisation Jardin de la Paix	€		
Réalisation Jardin citoyen sur la Vallée Carreau	€		
Réalisation Jardin de la Paix	€		
Mission, réception et transport des paysagistes pour les 2 jardins	€		
Communication, édition et médiation	€		
		Département Pas de Calais	€
		Fonds Propres Art et Jardins	€
Total	€	Total	€

CONVENTION D'OBJECTIFS

entre l'association APF France Handicap et
la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Année 2026

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice

Ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération

Et

L'association APF France Handicap, régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège de rattachement est situé à l'ESAT « Les Ateliers du Haut Vinage », 3 rue Félix Berthelot, à LYS-LEZ-LANNOY (59451), représentée par Marie-Hélène DUTRIEUX, Directrice du Pôle ESAT Hauts de France, n° de SIRET 775 68873205 425.

Ci-après dénommée l'Association,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

L'association promeut une politique d'accessibilité dans tous les domaines quel que soit le type d'établissement ouvert au public. Elle a acquis une compétence technique dont elle peut faire profiter les différentes collectivités. Elle préconise l'instauration de procédures de contrôles afin que tous les établissements ouverts au public, les logements d'habitations collectifs et individuels, les établissements recevant du public, la voirie, les locaux de travail ainsi que les transports, que ce soit du neuf ou de l'existant, entrant dans le champ d'application de la réglementation soient conformes. Dans tous les cas, l'objectif de l'association, par le biais de son service accessibilité, est de promouvoir l'intégration et le libre choix du mode de vie.

L'association déploie sur le territoire de la Communauté d'Agglomération une action intitulée « Accès à tout pour tous ».

Par cette action, l'association apporte des conseils techniques et une assistance dans la mise en accessibilité du cadre bâti :

- diagnostics et état des lieux des bâtiments existants
- aide à la planification et programmation de travaux
- recherche de solutions techniques
- accompagnement à la formulation et au suivi des agendas d'accessibilité programmée, analyse financière et technique des travaux de mise en accessibilité, optimisation des prescriptions

La mise en œuvre du principe « **Accès à tout pour tous** » repose sur une politique de non-discrimination – élimination de toutes différences de traitement d'une personne en raison de son handicap – dans tous les domaines de la vie.

La Communauté d'Agglomération quant à elle s'engage à veiller à ce que les dispositions architecturales et les aménagements des locaux d'habitations, collectifs et individuels, les établissements recevant du public, la voirie, les locaux de travail et les transports, soient tels que ces locaux et installations deviennent accessibles aux personnes atteintes de handicap au sens large du terme. (Article 49 de la Loi du 30 juin 1975.) Elle apporte son concours financier à la mise en place de cette convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le dispositif « **Accès à tout pour tous** » est destiné aux élus, aux techniciens des communes et des structures intercommunales, les habitants du territoire, les professionnels du bâtiment et porteurs de projet, les propriétaires et gestionnaires d'ERP, les architectes, promoteurs, bailleurs.

L'association accompagne dans les démarches d'élaboration de projets d'aménagement ou de construction de bâti accessible aux personnes à mobilité réduite (établissements et espaces publics, le transport, les outils touristiques, la voirie et le logement...).

L'Association contribue par cette action aux objectifs d'accessibilité fixés par la Charte handicap. L'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Le détail du programme d'actions est joint à la présente convention.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE 3 - Fonctionnement du partenariat

Pour permettre la réalisation des actions mentionnées à la présente convention, la Communauté d'Agglomération verse une subvention à l'association **d'un montant de 12.000 €.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (50%) dès qu'une réunion de bilan intermédiaire des actions subventionnées (qualitatif et quantitatif) aura eu lieu.

Ces versements seront effectués par mandat administratif au compte ouvert au nom de l'association.

Par la signature de cette convention, l'Association s'engage, avec l'appui de la Communauté d'Agglomération, à communiquer sur cette offre de service auprès des collectivités et porteurs de projet.

Pour la clôture de la présente convention, **l'Association devra transmettre à la Communauté d'Agglomération :**

Un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique à l'action inscrite dans cette convention au plus tard pour le 10 janvier 2027.

Un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :

- le rapport du Commissaire aux Comptes (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan). L'absence de production de ce document sera susceptible de remettre en cause le partenariat des années futures.

- le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien :

http://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

L'Association s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet objectif
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possibles
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui auront été affectés
- fournir à la Communauté d'Agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'Agglomération la copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association), ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association,

- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération à participer aux différentes instances en lien avec l'action déployée
- contribuer au programme d'actions ainsi qu'aux instances de pilotage de la Charte handicap de la Communauté d'Agglomération

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association devra être reversée à la Communauté d'Agglomération ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

ARTICLE 4 - Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association.

ARTICLE 5 - Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 6 - Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 7 – Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention.

A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre.

A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Pour le Président de la Communauté
d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane,
La Conseillère déléguée,

Pour l'Association APF France Handicap
La Directrice Régionale des Hauts de France

Emmanuelle DEBUSNE

Marie-Hélène DUTRIEUX

ACCES A TOUT POUR TOUS

L'objectif :

Mise en accessibilité et continuité de la chaîne de déplacement.

L'association APF France Handicap, signataire de la Charte Handicap propose des conseils techniques et une assistance dans la mise en accessibilité du cadre bâti : diagnostics et états des lieux des bâtiments existants, aide à la planification et programmation de travaux, recherche de solutions techniques. L'association accompagne, aide à l'analyse financière et technique des travaux de mise en accessibilité et à l'optimisation des prescriptions.

In fine, le public cible de l'action sont les personnes en situation de handicap et les personnes âgées.

L'intervention de l'association s'adresse aux élus, aux techniciens des communes et de l'EPCI, aux habitants de la CABBALR, aux propriétaires ou gestionnaires d'ERP, aux professionnels du bâtiment, aux porteurs de projet et aux bailleurs.

Description :

Conseils techniques et assistance dans la mise en accessibilité du cadre bâti :

- diagnostics et états des lieux des bâtiments existants,
- aide à la planification et programmation de travaux,
- recherche de solutions techniques,
- accompagnement à la formalisation et au suivi de la mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmée,
- analyse financière et technique des travaux de mise en accessibilité,
- optimisation des prescriptions,
- suivi de travaux,
- démarches administratives (permis de construire, déclaration de travaux, Ad'Ap, dérogations ...).

Public cible :

- les élus, techniciens des communes et des EPCI,
- les habitants du territoire de la CABBALR,
- les propriétaires ou gestionnaires d'établissements recevant du public,
- les professionnels du bâtiment et porteurs de projets (architectes, promoteurs, entreprises, ...),
- les bailleurs.

Objectifs :

- 50 dossiers et / ou 75 interventions sur l'ensemble du territoire de la CABBALR (100 communes).

Budget du projet 2026 / de l'action

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n° 1 Intitulé : Accès à tout pour tous

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	- €	70 - Vente de produits finis, prestations de services	12 572,00 €
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	29 000,00 €
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	2 585,00 €		
Locations et charges locatives	1 900,00 €		
Entretien et réparation	120,00 €		
Assurance	335,00 €	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	30,00 €	Hauts de France	
Autres	200,00 €	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2 262,00 €	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	200,00 €	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1 900,00 €	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	12,00 €	CABBALR	12 000,00 €
Autres	150,00 €	Autres CAHC	17 000,00 €
63 - Impôts et taxes	- €		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	34 425,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	22 500,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	11 925,00 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	- €
65 - Autres charges de gestion courante	1 500,00 €	Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,	800,00 €	77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	41 572,00 €	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	41 572,00 €
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	41 572,00 €	TOTAL DES PRODUITS	41 572,00 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	- €	TOTAL	- €
La subvention sollicitée de	12 000 €	28,87%	du total des produits
Compléments :			

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « LE CHEVAL BLEU »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association "Le Cheval Bleu", dont le siège est situé à BULLY-LES-MINES (62160) - 29/31 rue Roger Salengro, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Andrée PAU,

Ci-après dénommée « Le Cheval Bleu » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association Le Cheval Bleu et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association Le Cheval Bleu.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération, au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance », souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

Le Cheval Bleu, qui est composé de professionnels qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité auprès de tout auteur de violences intrafamiliales, assume les missions suivantes :

- Lutte contre la violence dans le cercle familial
- Ecoute privilégiée pour identifier les difficultés des auteurs de violence
- Accompagnement des auteurs par le biais d'un travail thérapeutique
- Développement de la prévention et information

- Appréhension des mécanismes de la violence et identification des réponses à apporter
- Développement d'un lieu d'interaction entre le social, le médical et la justice visant à responsabiliser les auteurs de violence
- Production des connaissances sur le phénomène, échange des pratiques
- Frein sur l'enfermement dans le cycle de la violence intrafamiliale.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Le Cheval Bleu s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le dossier de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, Le Cheval Bleu en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- Le budget prévisionnel global ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La subvention est imputée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 5 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

SOCIETE GENERALE
30003 00157 00037265739 55

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association Le Cheval Bleu s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,

- Fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- Si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Le Cheval Bleu, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le Cheval Bleu s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**La Présidente de l'association
Le Cheval Bleu**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Marie-Andrée PAU

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>L'association Le Cheval Bleu s'inscrit dans une action de lutte contre les violences conjugales et familiales en proposant une prise en charge spécifique des auteurs de violences conjugales et familiales, sous forme de groupe de responsabilisation.</p> <p>Il est effectivement primordial de travailler avec les auteurs afin de leur permettre une prise de conscience quant aux faits et ainsi les aider à assumer leurs responsabilités mais également à prendre en compte la réalité de la souffrance psychologique des victimes primaires et secondaires.</p> <p>Cette action vient en complémentarité avec les actions proposées par d'autres organismes en direction des auteurs mais également des victimes de violences intrafamiliales. En découle ainsi un objectif principal : la prévention du risque de la récidive et de la protection de la famille.</p> <p>Les personnes sont reçues à 2 entretiens de préadmission au groupe de responsabilisation. La problématique est exposée, les objectifs précisés, et l'indication est posée ou non par les professionnels.</p> <p>En cas de proposition d'admission, un contrat de responsabilisation est proposé à la personne, comportant un projet de 21 séances hebdomadaires (durée 2 heures), animées par deux thérapeutes.</p> <p>La personne est intégrée rapidement dans un groupe (les groupes sont ouverts). A la fin des 21 séances, un bilan synthétique est adressé au service demandeur. Durant la prise en charge, des liens sont maintenus avec les éventuels partenaires du soin et de justice.</p> <p>Les groupes thérapeutiques ont lieu à Bruay-La-Buissière et en Maison d'Arrêt de Béthune (soit 42 séances annuelles).</p>	<p>5 000 €</p>

ANNEXE 2

Budget du projet / de l'action / de la manifestation			
ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées			
Projet n°	Intitulé :		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	28757
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	45000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	40 000
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2750	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1250	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5 000
Supervision	1500	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	71007	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	47785	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	23222	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
		Autres	
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	73757	TOTAL DES PRODUITS	73757
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	73757	TOTAL DES PRODUITS	73757
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	25000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	25000	875 - Dons en nature	
TOTAL	25000	TOTAL	25000

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « CIDFF 62 »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (C.I.D.F.F.) du Pas-de-Calais dont le siège est situé à ARRAS (62000), 1 rue Charles Peguy, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Josée ROUSSEAU,

Ci-après dénommée « CIDFF 62 » d'autre part,

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 6 000 € à l'association CIDFF 62 et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association CIDFF 62.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance », souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

Le CIDFF 62 exerce une mission d'intérêt général dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le CIDFF 62 informe tous les publics dans les domaines juridique, social et familial. Il accompagne également les victimes de violences conjugales et sexistes dans leurs démarches juridiques.

Le CIDFF 62 forme et sensibilise les professionnels sur diverses thématiques.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le CIDFF 62 s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le dossier de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le CIDFF 62 en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 6 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties par mandat administratif au compte suivant :

CREDIT MUTUEL
10278 02608 00024589501 33

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association CIDFF 62 s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,

- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par le CIDFF 62 et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le CIDFF 62 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

La Présidente du CIDFF 62

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Marie-Josée ROUSSEAU

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>Le Centre d'Information pour le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) 62 est une association - loi 1901, implantée sur Béthune depuis 1979.</p> <p>Le CIDFF informe tout public, dans les domaines juridiques, social et familial. Il favorise l'écoute et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales.</p> <p>L'information juridique et l'accès au droit sont le pilier central de l'activité des CIDFF et sa mission générale se caractérise par une information gratuite, de proximité, globale, actualisée, impartiale et confidentielle. Cette information est basée sur une écoute active et non jugeante, respectueuse des souhaits, convictions et rythme de chaque personne reçue.</p> <p>Le projet vise à permettre au public résidant sur les communes de la communauté d'agglomération Béthune, Bruay, Artois, Lys, Romane d'accéder à des permanences juridiques dans le cadre de l'accès aux droits et / ou des prises en charge des violences intrafamiliales durant l'année 2026. Les objectifs sont de permettre au public d'accéder à l'information juridique gratuite, de proximité, avec un accueil individualisé sur des sites identifiés et par une prise en charge par des juriste spécialisées et formées.</p> <p>Le CIDFF reçoit le public lors de permanences au sein des Point-justice de Bruay-La-Buissière, Houdain et Auchy les Mines à raison de 9h mensuellement. Des permanences sont également tenues au siège du CIDFF situé à Béthune, et sur d'autres communes de la CABBALR (MJEP Isbergues, CCAS Bruay, QPV Béthune, QPV Nœux-les-Mines, QPV Lillers).</p> <p>Le CIDFF 62 est membre du réseau local de lutte contre les violences intrafamiliales et participe activement à la mise en place d'actions de prévention collectives en lien avec le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD).</p>	6 000 €

ANNEXE 2

Budget du projet / de l'action / de la manifestation			
ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées			
Projet n°	Intitulé :		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	500	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	500	74 - Subventions d'exploitation	22500
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	22500
61 - Services extérieurs	786	ANCT	22500
Locations et charges locatives	636		
Entretien et réparation			
Assurance	150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	3700	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	600	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	800		
Déplacements, missions, réceptions	2300	Communautés de communes ou d'agglomérations:	6000
Services bancaires		CABBALR	6000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	2250		
Impôts et taxes sur rémunération	2250	Commune(s) (Divion, Noeux les Mines,	16300
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	42604	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	25293	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	16861	cdad	5040
Autres charges de personnel	450	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	49840	TOTAL DES PRODUITS	49840
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	49840	TOTAL DES PRODUITS	49840
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « CLCV BÉTHUNE »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BETHUNE - BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé 100 avenue de Londres – CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association "Consommation Logement Cadre de Vie" dont le siège est situé à BETHUNE (62400), 335 rue Fernand Bar, représentée par sa Présidente, Madame Françoise MOISSON,

Ci-après dénommée « CLCV Béthune » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 € à l'association CLCV Béthune et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association CLCV Béthune.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance » souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire, et ce notamment par la permanence mensuelle tenue au Point-Justice d'Auchy-les-Mines.

L'association CLCV Béthune qui est composée de bénévoles qui interviennent à titre gratuit au sein des Point-Justice et en toute confidentialité auprès de tout public, assume les missions suivantes :

- Informer les consommateurs et usagers en matière de logement, consommation, cadre de vie

- Conseiller les consommateurs et usagers en matière de logement, consommation, cadre de vie
- Défendre les intérêts des consommateurs et usagers en matière de logement, consommation, cadre de vie.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association CLCV Béthune s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le dossier de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association CLCV Béthune en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 2 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

CAISSE D'EPARGNE
1627 5009 5008 000 59031 285

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association CLCV BÉTHUNE s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs

- commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
 - Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
 - Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
 - Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
 - Si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
 - Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association CLCV Béthune, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

L'association CLCV Béthune s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en deux exemplaires

Le.....

**La Présidente de l'association
CLCV BÉTHUNE**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Françoise MOISSON

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>L'association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV) accompagne les particuliers dans le règlement de leurs litiges personnels, les informe, défend l'intérêt collectif des consommateurs et usagers auprès des pouvoirs publics nationaux, européens, participe à l'élaboration des textes et veille à leur application.</p> <p>La CLCV offre aux consommateurs et usagers qui ont envie d'agir, la possibilité de se regrouper pour défendre leurs intérêts et, plus largement, de s'impliquer dans toutes les questions qui touchent à la consommation, au logement et au cadre de vie.</p> <p>Lors de ces permanences, la CLCV aide les consommateurs à résoudre leurs problèmes quotidiens. A partir des informations qu'elle y recueille, elle agit pour faire reconnaître les droits des consommateurs auprès des professionnels.</p> <p>Son service téléphonique CLCV SOS juridique permet à ses membres de contacter autant de fois que nécessaire des juristes spécialisés sur l'ensemble des questions de droit.</p> <p>La CLCV intervient également à raison d'une permanence mensuelle au sein du point-justice d'Auchy-les-Mines et sur Béthune (4 permanences hebdomadaires à La Charité).</p>	<p>2 000 €</p>

ANNEXE 2

CLCV du BETHUNOIS Année 2026			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	150	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	150	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	2000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	150		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance	150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	5650	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	1100	Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	3500	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	150	CABBALR	2000
Autres	900	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	3950
		Cotisations	1850
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	2100
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	5950	TOTAL DES PRODUITS	5950
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'« ASSOCIATION DES CONCILIEURS HAUTS DE FRANCE »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'ASSOCIATION DES CONCILIEURS HAUT DE FRANCE, dont le siège est situé à DOUAI (59 500), 1 Place Charles de Polinchove Cour d'appel, représentée par Monsieur Jean-Pierre DECOTTIGNIES, Président

Ci-après dénommée « ASSOCIATION DES CONCILIEURS » d'autre part,

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 300 € à l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance » souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

Les conciliateurs de justice peuvent être saisis par toute personne qui le souhaite ou à la demande d'un juge. Ils assument les missions suivantes :

- **La conciliation directe extra-judiciaire** : la tentative de conciliation est engagée par toute personne physique ou morale par tous moyens (téléphone, ou en se présentant spontanément à lui). Il s'agit des conciliations visées par l'article 1er du décret du 20 mars 1978, lorsque les personnes viennent ou contactent directement le conciliateur à ses permanences pour une tentative de conciliation.

- **La conciliation judiciaire** : il s'agit de la tentative préalable de conciliation du juge qui est ainsi déléguée au conciliateur, tiers neutre mandaté, qui dispose de la disponibilité nécessaire pour écouter les parties et rapprocher leurs points de vue. Elle peut s'exécuter à l'audience du Juge d'Instance ou hors audience.

Article 5 du décret du 20 mars 1978 : le conciliateur de justice est saisi sans forme par toute personne physique et morale. Il peut l'être également par les autorités judiciaires auxquelles il rend compte de ses diligences et du résultat de sa mission. La saisine du conciliateur de justice n'interrompt ni ne suspend les délais de préemption, les délais de déchéance ou de recours.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le dossier de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 300 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

CREDIT AGRICOLE
16706 00020 08544050000 63

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'ASSOCIATION DES CONCILIEURS s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,

- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'ASSOCIATION DES CONCILIEURS, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

L'ASSOCIATION DES CONCILIEURS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**Le Président de l'Association
des Conciliateurs Hauts de France**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Jean-Pierre DECOTTIGNIES

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>Les conciliateurs de justice sont des personnes bénévoles qui présentent toutes les garanties d'impartialité et de discrétion. Ils ne sont pas juges, ni enquêteurs, ni conseils juridiques et leur intervention est entièrement gratuite.</p> <p>Le conciliateur peut intervenir dans de nombreuses affaires : problèmes de mitoyenneté, conflit entre propriétaire et locataire, conflit opposant un consommateur à un professionnels, problème de copropriété, querelle de voisinage ou de famille, désaccord entre fournisseur et client, difficulté dans le recouvrement d'argent, contestation d'une facture etc.</p> <p>Il ne peut pas intervenir dans les conflits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec l'administration (Etat ou collectivité territoriale). • Concernant le Droit civil (divorce, reconnaissance d'enfant, pension alimentaire, ...). <p>Le conciliateur de justice peut être saisi par toute personne qui le souhaite ou à la demande d'un juge.</p> <p>La subvention de 300 € est destinée à couvrir les frais des conciliateurs pour la tenue de leurs permanences sur les points-justice de la CABBALR.</p> <p>Point-justice Auchy : 2 permanences (de 3 heures) mensuellement.</p> <p>Point-justice Bruay-la-Buissière : 5 permanences (de 3 heures) mensuellement.</p> <p>Point-justice Houdain : pas d'affectation pour le moment</p> <p>Point-justice de Lillers : 4 permanences (de 3 heures) mensuellement.</p>	300 €

ANNEXE 2

Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7100	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	7100	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	13100
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	12800
61 - Services extérieurs	1900	CDAD Nord	8100
Locations et charges locatives	500	CDAD PdC	4700
Entretien et réparation			
Assurance	400	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1000	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	8050	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	2000	Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	6000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	50	CABBALR	300
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aides)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	4000
		Cotisations	4000
65 - Autres charges de gestion courante	150	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	100
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	17200	TOTAL DES PRODUITS	17200
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE L'ASSOCIATION
« FAMILLES DE FRANCE DU PAS-DE-CALAIS »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association « Familles de France du Pas-de-Calais », dont le siège est situé à BREBIERES (62117), 8 chemin des 4 Fossés, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOREAU, N° de SIRET : 807 656 707 00013 - Code APE : 94.99Z

Ci-après dénommée « FAMILLES DE FRANCE » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association FAMILLES DE FRANCE et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association FAMILLES DE FRANCE.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération, au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance », souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

L'association FAMILLES DE FRANCE est composée de professionnels qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité auprès de tout public. Elle assume les missions suivantes :

- Permanences dans le cadre du droit de la consommation, du budget, de la prévention et du traitement du surendettement,
- Organisation d'ateliers pour un public diversifié dans le cadre du droit de la consommation, budget, surendettement et illettrisme.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FAMILLES DE FRANCE s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le document de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, FAMILLES DE FRANCE en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 5 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

CREDIT MUTUEL
10278 02681 00020408901 93

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association FAMILLES DE FRANCE s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,

- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

FAMILLES DE FRANCE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**Le Président de
Familles de France du Pas-de-Calais**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Jean-Pierre MOREAU

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>L'association Familles de France est composée de professionnels qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité auprès de tout public. Elle assume les missions suivantes :</p> <p>- Permanences d'Action Educative et Budgétaire (AEB) : élaboration et suivi des dossiers de surendettement, prévention du surendettement, règlement des litiges à la consommation.</p> <p>Permettre aux familles de retrouver un équilibre financier peut leur permettre également de retrouver un équilibre familial, de retrouver une estime d'eux-mêmes au sein de leur propre famille et également vis à vis de l'extérieur, d'avoir une vie descendente.</p> <p>L'action éducative budgétaire, permet de faire tout d'abord, le bilan de la situation avec la famille afin d'établir un diagnostic et une orientation.</p> <p>Parmi les orientations possibles, il est parfois nécessaire d'orienter les familles vers l'établissement d'un dossier de surendettement. L'élaboration des dossiers de surendettement ne consiste pas seulement au « remplissage » d'un dossier. Avant d'établir un dossier de surendettement, un bilan de la situation financière est établi : il est expliqué aux familles les conséquences positives et négatives d'un dépôt de dossier. Le montant de leur capacité de remboursement est indiqué et est comparé avec leur situation réelle et une vérification des créances est également faite.</p> <p>Quand le dossier est déposé, un accompagnement est parfois encore nécessaire pour la compréhension de la procédure et lorsque le plan est établi, dans de nombreux cas une aide budgétaire est nécessaire pour la réussite du plan.</p> <p>Il est convenu que l'association intervienne à raison de 2 permanences mensuelles au sein du « point-justice » situé à Lillers et du « point-justice » à Auchy-les-Mines.</p>	5 000 €

ANNEXE 2

6- Budget du projet

En cas de demandes multiples, remplir un budget prévisionnel par action ou projet
Dupliquer au besoin la feuille



ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n°	Intitulé : Permanences		
------------------	-------------------------------	--	--

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	80	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	80	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	5000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	37		
Locations et charges locales			
Entretien et réparation			
Assurance	37	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1623	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1623	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires		CABALR	5000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3260	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	1880	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	1380	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	5000	TOTAL DES PRODUITS	5000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5000	TOTAL DES PRODUITS	5000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de	5 000 €	100,00%	du total des produits
-----------------------------	---------	---------	-----------------------

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « FRANCE VICTIMES 62 »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association FRANCE VICTIMES 62, dont le siège est situé à ARRAS (62000) – 4 Place des Etats d'Artois, représentée par son Président, Monsieur Eric WILLOQUAUX,
N° de SIRET : 381 735 596 00037 - Code APE : 88.99B

Ci-après dénommée « FRANCE VICTIMES 62 » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association FRANCE VICTIMES 62 et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association FRANCE VICTIMES 62 et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association FRANCE VICTIMES 62.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance » souhaite soutenir l'intervention de l'association, afin de développer l'aide aux victimes.

L'association FRANCE VICTIMES 62, qui est composée de professionnels qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité, assume les missions suivantes :

- Accueil et écoute des victimes d'atteintes à la personne ou aux biens, notamment les victimes d'infractions pénales ;
- Favoriser la connaissance des droits ;
- Expliquer les démarches privées, administratives ou judiciaires à entreprendre ;
- Proposer un soutien, un accompagnement juridique, psychologique, social et matériel ;

- Instaurer une concertation avec les professionnels de la justice, les élus départementaux et municipaux ainsi qu'avec toute structure ou organisme sensibilisé à l'aide aux victimes en centralisant et en diffusant auprès du public et des professionnels des informations sur les pratiques judiciaires, administratives de nature à promouvoir une politique de prévention efficace ;
- Assurer les mandats judiciaires qui lui sont ou pourraient lui être confiés : médiation pénale pour le Parquet d'ARRAS et administration ad hoc ;
- Favoriser l'accès aux droits en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Pas de Calais.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FRANCE VICTIMES 62 s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le dossier de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association FRANCE VICTIMES 62 en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

CREDIT AGRICOLE
16706 00600 07688296000 50

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association FRANCE VICTIMES 62 s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,

- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par FRANCE VICTIMES 62, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

FRANCE VICTIMES 62 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**Le Président
de France Victimes 62**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Eric WILLOQUAUX

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>L'association France Victimes 62 appartient à un réseau associatif national, conventionné par le ministère de la Justice. Elle accueille, informe et accompagne toute victime d'un acte infractionnel ou accidentel.</p> <p>France Victimes propose cette prise en charge même si la victime n'a pas encore entrepris de démarches (dépôt de plainte, poursuite d'une procédure judiciaire).</p> <p>L'association répond aux besoins des victimes par une aide psychologique (choc émotionnel, stress post-traumatique...), une information sur les droits (organisation judiciaire, procédures, préparation aux expertises et systèmes d'indemnisation...), un accompagnement social, et par une orientation si nécessaire vers des services spécialisés (avocats, services sociaux et médico-psychologiques, assurances...).</p> <p><u>Les modalités d'accompagnement proposées aux victimes</u></p> <p>France Victimes 62 met à disposition de toute victime une équipe pluridisciplinaire qui sera présente aux côtés de la victime à chaque phase de la procédure (7 chargés de mission, 7 psychologues et un médiateur pénal).</p> <p><u>Le dépôt de plainte : présence de France Victimes 62 dans les commissariats de Police</u></p> <p>Cette présence au sein même du commissariat permet une réactivité dans la prise en charge de la victime, de lui apporter l'écoute nécessaire qu'elle est en droit d'attendre, de l'informer sur la procédure pénale, d'évaluer ses besoins et de prendre immédiatement toutes dispositions utiles et d'échanger avec les fonctionnaires de police sur la situation de la victime.</p> <p><u>L'accompagnement durant la procédure</u></p> <p>France Victimes 62 met à disposition de toute victime une équipe pluridisciplinaire (juristes et psychologues) spécialement formés assurant ainsi une prise en charge juridique, psychologique, administrative et sociale de la victime via des entretiens individuels gratuits et confidentiels</p> <p>En dehors de la prise en charge individuelle, l'association répond à des demandes telles que des prises en charge collectives, des réunions collectives peuvent alors être organisées et assurées.</p> <p><u>Permanences :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Commissariat de Police d'Auchel • Commissariat de Police de Bruay-La-Buissière • Tribunal Judiciaire de Béthune • Point-Justice situés à Auchy-les-Mines, Houdain, Bruay-La-Buissière et Lillers 	20 000 €

ANNEXE 2



BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	10 640	70 - Vente de produits finis, de marchan	100 000
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	5 660	74- Subventions d'exploitation	1 177 089
Autres fournitures	4 980	Chancellerie	693 000
61 - Services extérieurs	39 470	CGET - FIPD	110 363
Locations	24 720	DRDFE	11 000
Entretien, maintenance	6 540	Conseil Départemental du 62	110 363
Assurance	7 210	<i>Dont aide aux victimes</i>	25 000
Documentation	1 000	CDAD 62	17 000
62 - Autres services extérieurs	103 250		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	30 441	Collectivités territoriales : EPCI, communes	235 363
Publicité, publication	1 030	-	
Déplacements, missions	46 488		
Services bancaires, autres	20 291	-	
Actions CAJ	5 000	-	
63 - Impôts et taxes	40 375	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération	39 375	-	
Autres impôts et taxes	1 000		
		Fonds propres	92 396
64- Charges de personnel	1 199 750		
Rémunération des personnels	772 039	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	247 053	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	49 820	Aides privées	23 000
SEGUR	130 838		
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courant	3 000
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels, legs	2500
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	2 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 395 485	TOTAL DES PRODUITS	1 395 485

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
LE « POINT INFORMATION MEDIATION MULTI SERVICES ARTOIS GOHELLE »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association "Point Information Médiation Multi Services Artois Gohelle", dont le siège est situé à LIBERCOURT (62820) - Contour de la Gare - représentée par son Président, Monsieur Antoine GEY,

N° de SIRET : 492 365 325 00017 - Code APE : 94.99Z

Ci-après dénommée « PIMMS Médiation » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association PIMMS Médiation et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération au PIMMS Médiation.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance », souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

PIMMS Médiation, qui est composé de médiateurs qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité, a pour but de favoriser l'accès aux services publics. Il assume les missions suivantes :

Relais d'information et de médiation, PIMMS Médiation est une conjugaison originale d'une démarche associative permettant de développer des actions en direction de personnes fragilisées et d'une pratique entrepreneuriale portée par des entreprises assurant une mission de service public. Il a en gestion 5 plateaux d'accueil et un PIMMS itinérant.

L'un des piliers du concept est d'assurer un tremplin professionnel de qualité à ses salariés en, d'une part, les formant spécifiquement à la médiation sociale et d'autre part, en les inscrivant dans un parcours individuel de formation afin de leur faciliter une sortie positive.

PIMMS Médiation accueille gratuitement, sans rdv et sans aucune condition toute personne ayant besoin d'un accompagnement dans ses démarches administratives du quotidien (label France Services).

Il lutte ainsi contre la fracture sociale en créant un vrai lien de confiance avec les usagers.

Il entend accompagner les personnes dans une logique de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté.

Il offre un lieu polyvalent d'accueil mutualisé des services publics et lutte ainsi contre l'enclavement des populations.

Dans le cadre de son accompagnement informatique/ numérique, il lutte contre la fracture numérique et vise à réduire les inégalités. Il développe une forte campagne de sensibilisation/prévention afin d'endiguer la montée du surendettement dans le bassin minier (Label Point Conseil Budget) et participe à la gestion du budget et aux économies d'énergie, dans une démarche de développement durable.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, PIMMS Médiation s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le document de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, PIMMS Médiation en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association PIMMS Médiation s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par PIMMS Médiation, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

PIMMS Médiation s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative

des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**Le Président de l'association
« LE PIMMS ARTOIS GOHELLE »**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Antoine GEY

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>Le PIMMS accueille gratuitement, sans rendez-vous et sans aucune condition toute personne ayant besoin d'un accompagnement dans ses démarches administratives du quotidien. Il lutte ainsi contre la fracture sociale en créant un vrai lien de confiance avec les usagers.</p> <p>Il entend accompagner les personnes dans une logique de responsabilisation et d'éducation à la citoyenneté. Il offre un lieu polyvalent d'accueil mutualisé des services publics. Dans le cadre de son accompagnement au numérique, il lutte contre la fracture numérique et vise à réduire les inégalités. Il développe une forte campagne de sensibilisation/prévention afin d'endiguer la montée du surendettement dans le bassin minier (Label Point Conseil Budget) et participe à la gestion du budget et aux économies d'énergie, dans une démarche de développement durable.</p> <p>Afin d'aller vers les personnes les plus isolées, des permanences mobiles ont été mises en place sur le territoire de la CABBALR, au sein d'un véhicule aménagé en bureaux.</p> <p><u>Missions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion et animation de 2 plateaux d'accueil du public situés à Béthune et à Bruay-La-Buissière labélisés Maison de Services Au Public (MSAP), France Services (MFS) et Point Conseil Budget (PCB). - Accueillir, écouter, orienter et accompagner les administrés afin de réduire les points de contact et leur offrir un parcours institutionnel simplifié. - Réaliser des missions de médiation sociale afin de réduire les dépenses et gérer les conflits avec les institutions. - Assurer un service de proximité avec le PIMMS Itinérant afin d'aller vers les personnes les plus isolées. - Animer un espace numérique et un espace informatique afin d'accompagner les personnes dans leurs démarches administratives numériques. 	20 000 €

ANNEXE 2

Budget du projet / de l'action / de la manifestation

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

2026

Projet n°

Intitulé :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	4800	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	
Autres	3500	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs		France SERVICES	142500
Locations et charges locatives	20900	PCB	15000
Entretien et réparation	1700	POLITIQUE DE LA VILLE	20000
Assurance	1000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1600	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	2000		
Déplacements, missions, réceptions	5000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	500	CABBALR	20000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération	2000	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	130000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	29500
Charges sociales	36000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	3000	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	15000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	227000	TOTAL DES PRODUITS	227000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS
QUE CHOISIR DE L'ARTOIS »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association « UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR DE L'ARTOIS » dont le siège est situé à ARRAS (62000), Maison des Sociétés, 16 rue Aristide Briand, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre LHERMITE,

N° de SIRET : 327 744 975 00019 – Code APE : 94.99Z

Ci-après dénommée « UFC QUE CHOISIR ARTOIS » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 3 000 € à l'association UFC QUE CHOISIR ARTOIS et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association UFC QUE CHOISIR ARTOIS.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance » souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

L'association UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS qui est composée de professionnels qui interviennent à titre gratuit et en toute confidentialité auprès de tout public, assume les missions suivantes :

- Promouvoir, appuyer et relier entre elles les actions individuelles ou collectives des consommateurs, usagers, contribuables tendant à garantir la reconnaissance et le

- respect de leurs droits, la libre expression de leurs opinions et la défense de leurs intérêts tant individuels que collectifs ;
- Favoriser la prise en charge des problèmes de consommation par les consommateurs, usagers, contribuables eux-mêmes ;
 - Favoriser la prise en charge du problème afin d'aboutir, après conseil, à un règlement positif sans avoir besoin d'un recours devant les tribunaux.
 - Assurer une présence régulière aux permanences aux Point-Justice de Bruay-La-Buissière (et Lillers à compter de septembre 2026)
 - Possibilité de faire de la prévention lors de « Rendez-vous conso » abordant les problèmes éventuels de la vie quotidienne (banque-crédits-surendettement-les arnaques-être écocitoyen chez soi-...)

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le document de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention s'établit à 3 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

LA BANQUE POSTALE
20041 01005 0741443L026 80

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

L'association UFC QUE CHOISIR DE L'ARTOIS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**Le Président de l'association
UFC QUE CHOISIR ARTOIS**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Jean-Pierre LHERMITE

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D'ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>Créée en 1951, l'UFC-Que Choisir est une fédération regroupant près de 150 associations locales.</p> <p>L'UFC est agréée en qualité d'organisation de consommateurs en application des articles L. 411-1 et suivants du code de la consommation. Elle agit en justice pour défendre l'intérêt des consommateurs et faire évoluer la jurisprudence.</p> <p>Les associations locales de l'UFC-Que Choisir traitent chaque année plus de 100 000 litiges de consommation. Ces litiges concernent tous les secteurs, mais le plus souvent des problématiques liées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Au logement ➤ Aux assurances ➤ Aux banques ➤ A l'automobile ➤ De plus en plus liées aux nouvelles formes de communication, comme Internet et la téléphonie mobile. <p><u>Missions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Défendre les intérêts individuels et collectifs des consommateurs ➤ Favoriser la prise en charge des problèmes de consommation par les consommateurs eux-mêmes ➤ Les groupements et personnes qui se préoccupent de définir et de soutenir l'action des consommateurs ➤ Réaliser ou promouvoir toutes « actions, études, recherches, essais comparatifs de biens ou de services » ➤ Mettre à la disposition des consommateurs les moyens de formation et d'éducation qui leur sont utiles ➤ Présenter en tous lieux et auprès de toutes instances, et notamment en justice, les intérêts matériels et moraux des consommateurs. <p><u>Permanences :</u></p> <p>2 permanences mensuelles de 3 heures au point-justice situé à Bruay-La-Buissière, et 1 permanence mensuelle de 3 heures au point-justice situé à Lillers.</p>	<p>3 000 €</p>

ANNEXE 2

Budget prévisionnel de la structure

En cas de demande de subvention pluriannuelle, remplir un budget par année sur la période concernée
Dupliquer l'onglet au besoin

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	20000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	2000
Achats fournitures	5000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	126300
Autres	15000	Etat : DGCCRF	7000
61 - Services extérieurs	8800		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation	7000		
Assurance	800	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1000	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	107100	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	45000		
Déplacements, missions, réceptions	16000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	400	CABBALR	3000
Autres	45700	Autres (préciser)	5300
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	58400	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	44800	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	13500	Autres établissements publics	111000
Autres charges de personnel	100	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	51000
		Cotisations	42000
65 - Autres charges de gestion courante	7000	Autres	9000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	8000
67 - Charges exceptionnelles	6000	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	20000
TOTAL DES CHARGES	207300	TOTAL DES PRODUITS	207300
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	250000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	6000
862 - Prestations	6000		
864 - Personnel bénévole	250000	875 - Dons en nature	
TOTAL	256000	TOTAL	256000



Communauté d'Agglomération
Béthune-Bruay
Artois Lys Romane

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre l'association Gamins Exceptionnels et la Communauté d'Agglomération
Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Année 2026

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Représentée par M. Olivier GACQUERRE agissant en qualité de Président
Sis à l'Hôtel Communautaire, 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 BETHUNE CEDEX
Et désigné ci-après sous le terme « la Communauté d'Agglomération »,
D'une part,

Et

L'association « Gamins Exceptionnels »,
régie par la loi du 1er juillet 1901,
Représentée par Christèle LEROY agissant en qualité de représentant de la gouvernance collégiale
Sise au 4 rue Ludovic Boutleux - 62400 BETHUNE
Et désignée ci-après sous le terme « l'association »,
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'association Gamins Exceptionnels constitue un pôle ressources Handicap Parentalité qui intervient sur le territoire du Pas-de-Calais.

Gamins exceptionnels est une plate-forme ressources qui vise à favoriser l'inclusion de tout enfant reconnu ou non par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) au sein des structures et services de droit commun, et en particulier des établissements d'accueils du jeune enfant (EAJE), des Relais Petite Enfance (RPE) et des accueils collectifs de mineurs (ACM).

En effet, les collectivités, les associations organisatrices d'activités de loisirs, les gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et les familles ont fréquemment besoin d'une aide et d'un accompagnement pour rendre possible l'accueil des enfants en situation de handicap.

La Communauté d'Agglomération intervient dans le champ du handicap à travers notamment le pilotage de la Charte Handicap intercommunale.

Article 1 : Objet du partenariat

Le partenariat entre la Communauté d'Agglomération et l'association vise :

- à promouvoir et à favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération
- à faciliter l'accès aux services de l'association pour les 100 communes composant la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération s'engage à :

- Contribuer à l'information sur le dispositif et à la promotion de l'association
- Favoriser la mise en relation avec les partenaires et les communes
- Evaluer l'impact des actions mises en place

L'association s'engage à :

- Communiquer auprès des communes et des structures de la Communauté d'Agglomération sur son offre de services
- Organiser si besoin des sessions de sensibilisation à destination des professionnels ou des élus dans les communes
- S'associer aux travaux communaux et intercommunaux visant l'inclusion des enfants en situation de handicap
- S'inscrire dans les travaux de la Charte Handicap intercommunale
- Proposer aux acteurs du territoire des actions innovantes

Le partenariat vise à faciliter l'accès des communes aux services de l'association. Il permet aux structures (ACM, EAJE, RPE, MAM) des 100 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération de pouvoir bénéficier des services après adhésion (montant 80€/structure) sans avoir la charge du conventionnement préalable.

Comme prévu dans le fonctionnement de l'association, les structures qui adhéreront à l'association pourront bénéficier d'un accompagnement spécifique de l'association pour :

- Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les structures et dispositifs de droit commun en :
 - Cherchant à éviter les ruptures dans l'accompagnement des enfants porteurs de handicap entre le temps scolaire, périscolaire, extrascolaire
 - Accompagnant les organisateurs, les élus locaux et les équipes (formation, sensibilisation, outils ressources, réflexion autour de l'accueil...), les rassurant et sécurisant les interventions (clarification des rôles et des responsabilités).
- Mutualiser les compétences de chacun (équipe d'animation, équipe spécialisée, familles)

Au-delà des missions d'accompagnement classiques de l'association, une action spécifique sera proposée au titre de ce partenariat entre le CABBALR et Gamins Exceptionnels au cours de l'année 2026 en cohérence avec les enjeux de la Charte Handicap et de la Convention Territoriale Globale (à définir).

Article 2 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Pour permettre à l'association de réaliser l'objet de la présente convention, la Communauté d'Agglomération verse à l'association **la somme de 8400 € au titre de l'année 2026**. Ce montant correspond à la prise en charge du coût de conventionnement pour les 100 communes composant son territoire (0,03 € par habitant).

Cette subvention est versée en une seule fois à compter de la signature de la présente convention.

Ce versement est effectué par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association.

Obligations de l'association

L'association s'engage à ne pas facturer le coût de conventionnement aux 100 communes ni aux SIVOM de la Communauté d'Agglomération et ainsi éviter les doublons de financement.

L'association s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet objectif,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la Communauté d'Agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la Communauté d'Agglomération à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées

Pour la clôture de la présente convention, l'association adressera à la Communauté d'Agglomération :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) au plus tard pour le 31 janvier 2027
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan). L'absence de production de ce document sera susceptible de remettre en cause le partenariat des années futures.
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association.

Article 5 : Responsabilités et assurances

L'association souscrira les contrats d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile lors de ses différentes interventions dans le cadre de cette convention. L'association s'engage à justifier de l'existence des garanties souscrites par la remise d'une attestation de son assureur. La Communauté d'Agglomération ne pourra pas être tenue responsable des interventions et actions de l'association organisées dans le cadre de cette convention.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La représentante de l'association

Par délégation du Président de la Communauté
d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane
La Conseillère déléguée

Christèle LEROY

Emmanuelle DEBUSNE

Annexe 1

Budget du projet / de l'action / de la manifestation

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n°	Intitulé :		
------------------	-------------------	--	--

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	450	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	11400
Autres	350	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités: SDJES : accompagnement des acteurs de la	500
61 - Services extérieurs	1195		
Locations et charges locatives	880	Conseil-s Régional(aux) :	
Entretien et réparation	165	Hauts de France	
Assurance	50	Autres (préciser)	
Documentation		Conseil-s Départemental (aux) :	
Autres	100	Pas-de-Calais	1000
62 - Autres services extérieurs	2340	Autres (préciser)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	440	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Cotisations et licences		CABBALR	8400
Publicité, publication	100	Autres (préciser)	
Déplacements, missions, réceptions	1000		
Services bancaires			
Autres	800		
63 - Impôts et taxes	100		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes	100	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	1500
64 - Charges de personnel	7315	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7015	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	300	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	11400	TOTAL DES PRODUITS	11400
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	11400	TOTAL DES PRODUITS	11400
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	800	871 - Prestations en nature	800
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	800	TOTAL	800

La subvention sollicitée de	8 400 €	73,68%	du total des produits
-----------------------------	---------	--------	-----------------------



Communauté d'Agglomération

Béthune-Bruay

Artois Lys Romane

Convention d'objectifs

Entre « **Unis Cité Hauts de France** » et

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Année 2026

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'Association « UNIS CITE Hauts de France », dont le siège social est situé au 72/1 rue d'Arcole à LILLE (59000), représentée par Monsieur Jérôme MULLET, son directeur régional,

n° SIRET 440 523 918 000 140.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

UNIS CITE Hauts de France est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

A la fois vitrine et laboratoire du service civique, UNIS CITE mobilise et gère en direct des milliers de jeunes (de 16 à 25 ans – jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap) d'origines sociales, culturelles, de croyance et de niveaux d'étude différents sur des missions de service civique de 6 à 9 mois réalisées en équipe pour une expérience effective de mixité.

En parallèle des suivis des services civiques, UNIS CITE accompagne également les acteurs associatifs et publics souhaitant se lancer dans l'accueil de jeunes en service civique afin qu'un jour le service civique soit vraiment une étape naturelle dans l'éducation et le parcours de tous les jeunes.

Conformément à son objet social, UNIS CITE Hauts de France s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 1 : Objectifs de la convention

Afin de répondre au besoin « d’aller vers » sur son territoire que ce soit dans les quartiers prioritaires politique de la ville ou en zone rurale ; pour répondre aussi à une population jeune ayant des difficultés à s’inscrire dans un parcours d’insertion socio-professionnelle, la présente convention a pour objectif de renforcer le partenariat entre la CABBALR et UNIS CITE. Elle vise plusieurs objectifs :

✓ Déployer des services civiques sur le territoire de la CABBALR

UNIS CITE a pour objectif de permettre à 54 jeunes volontaires de démarrer un service civique en 2026.

✓ Développer l’intermédiation

UNIS CITE souhaite accompagner le développement du dispositif service civique à travers l’intermédiation (portage de jeunes pour autrui en binôme, avec double tutorat, formations, rassemblements mensuels) mais aussi l’animation de pôles d’appui, des activités d’information, de conseil, formations et soutien opérationnel aux organismes associatifs ou collectivités désirant accueillir des jeunes volontaires.

✓ Développer les missions des services civiques sur la Communauté d’agglomération

UNIS CITE entend développer certaines missions sur le territoire de la Communauté d’agglomération :

- Solidarité Aidants
- Solidarités Séniors
- Solidarité numérique
- Citoyen de la nature
- Repair’s Santé
- Cinéma et Citoyenneté

✓ Couvrir le territoire

UNIS CITE propose une meilleure couverture territoriale des services civiques et une offre de proximité permettant de recruter plus de jeunes notamment ceux éloignés de Béthune et ayant des difficultés de mobilité mais aussi de développer les missions au plus proche de la population en particulier dans les zones rurales.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l’année 2026.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Pour permettre à l'association UNIS CITE Hauts de France de réaliser les objectifs de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association UNIS CITE Hauts de France **une subvention de 60 000 € au titre de l'année 2026.**

UNIS CITE Hauts de France s'engage à une recherche de co-financements liés aux objectifs de l'action et aux publics visés. UNIS CITE devra rester en veille sur les autres appels à projets susceptibles de mobiliser des fonds (publics et privés) sur ces différentes actions.

Si le comité de suivi des actions met en avant une modification significative qui a un impact sur le budget, une nouvelle proposition financière sera effectuée. En tout état de cause, toute modification significative amènera à la production d'un avenant à la présente convention.

Article 4 : Modalité de versement et condition de paiement

La subvention est versée en une seule fois à compter de la signature de la présente convention.

Ce versement sera effectué par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association UNIS CITE Hauts de France à la Caisse d'Epargne sous le numéro 16275 00600 08103896726 26.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser durant toute la durée du conventionnement, en présence des directions concernées de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage technique de lancement des missions
- un comité de pilotage technique de bilan intermédiaire des missions,
- un comité de pilotage stratégique de bilan final des missions.

L'association UNIS CITE adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 31 janvier de l'année N+1.
- un bilan financier pour le 30 juin de l'année N+1 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31 Décembre de l'année N (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « UNIS CITE Hauts de France »

UNIS CITE Hauts de France s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association UNIS CITE Hauts de France, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association UNIS CITE Hauts de France,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

Article 5 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association UNIS CITE Hauts de France réalise effectivement ces objectifs.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association UNIS CITE Hauts de France.

Article 6 : Responsabilité

L'association UNIS CITE Hauts de France conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association UNIS CITE Hauts de France s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association UNIS CITE Hauts de France devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 7 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association UNIS CITE Hauts de France, la Communauté d'Agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 9 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

**Le Directeur Régional
de l'association
UNIS CITE Hauts-de-France**

**Le Président
de la Communauté d'Agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane**

Jérôme MULLET

Olivier GACQUERRE

ANNEXE 1

PROGRAMME D'ACTION PREVISIONNEL

Accompagner les jeunes en service civique sur le territoire de la CABBALR autour des programmes :

- Solidarité Aidants
- Solidarité Séniors
- Solidarité numérique
- Citoyen de la nature
- Volontaires « Repairs'Santé »
- Cinéma et Citoyenneté

Et via l'intermédiation

Objectif de l'action

Objectifs principaux :	Promouvoir le service civique et accompagner des jeunes en service civique
	Développer la prise d'initiative des jeunes
	Améliorer l'employabilité des jeunes en renforçant l'accompagnement au projet d'avenir
	Créer une génération de jeunes engagés
	Répondre aux problématiques locales à travers les missions proposées

Description du projet

Unis-Cité Béthune accompagne 54 jeunes en service civique. Dans le cadre du service civique, chaque jeune sera accompagné par son coordinateur d'Equipe et de projets dans la mise en œuvre des missions de terrain ainsi que dans la définition de son projet d'avenir.

L'objectif de l'action est également de développer l'accueil de jeunes en service civique au sein des associations et des collectivités locales par le biais de l'intermédiation.

L'accompagnement au projet d'avenir

L'accompagnement au projet d'avenir des volontaires se réalise au travers de temps individuels et collectifs permettant aux jeunes de mieux se connaître et lui permettant de découvrir les acteurs locaux et de favoriser son insertion professionnelle. Les objectifs sont :

- D’encourager la démarche de formation des volontaires et contribuer à l’insertion citoyenne, sociale et professionnelle des jeunes inscrits dans un parcours de service civique ;
- Que chaque volontaire ait un projet professionnel et/ou personnel défini à la fin de son volontariat ;
- De permettre aux volontaires d’amorcer ou de consolider la définition de leur projet professionnel ;
- De les accompagner dans les premières étapes de mise en œuvre de ce projet ;
- De transmettre aux volontaires des outils et méthodes utiles pour la recherche d’emploi en partenariat avec les missions locales ;
- D’ouvrir les volontaires sur le monde de l’entreprise ;
- D’aider les volontaires à valoriser et décrire leur expérience de service civique et les compétences transversales et spécifiques aux projets menés développées, en particulier celles transférables pour son projet professionnel.

Les missions mises en œuvre

Solidarité Séniors :

Développer la solidarité entre les générations et lutter contre l’isolement des personnes âgées

ACTIONS MENEES

- Recueil d’expérience de vie
- Jeux de stimulation de la mémoire
- Ateliers bien-être et détente
- Actions pour la fête des grands-mères
- Ateliers d’utilisation du numérique
- Sensibilisation aux risques de chutes à domicile

Solidarité Aidants :

Aider et soutenir les familles touchées par le handicap

ACTIONS MENEES

- Activités sportives, balades, activités manuelles, jeux de société (en individuel et en collectif)
- Café des parents/aidants
- Ateliers de sensibilisation au handicap

Solidarité numérique :

Accompagner les seniors de plus de 50 ans et personnes autonomes exclues du numérique pour répondre à leurs besoins et démarches

ACTIONS MENEES

- Aider dans les démarches administratives
- Faire découvrir les équipements numériques
- Accompagner dans les usages quotidiens du numérique

- Rendre autonomes dans les activités de loisirs et de lien social
- Orienter les publics vers les lieux adéquats à leurs besoins

Les citoyens de la nature :

Mener des actions visant à préserver l'environnement : lutter contre la surproduction de déchets dans les foyers, stimuler l'intérêt de la population pour rendre et garder son environnement propre et susciter l'intérêt de la population pour la protection de leur environnement.

ACTIONS MENEES

- Participer et organiser des actions de ramassage de déchets.
- Participer à des chantiers nature, promouvoir les actions existantes.
- Diffuser ses connaissances à travers des interventions et ateliers dans les écoles

Les Volontaires « Repairs'Santé » :

L'objectif est de développer les actions de prévention santé de pairs à pairs, sensibiliser les jeunes sur les bons comportements en matière de santé : vie sexuelle et affective addictions, bilan de santé, consentement.

ACTIONS MENEES

- Café santé
- Action de sensibilisation auprès des jeunes
- Participation à des temps forts « Santé »

Cinéma et Citoyenneté

L'objectif est de diffuser la culture cinématographique, de sensibiliser aux images et de développer l'esprit critique

ACTIONS MENEES

- Animation de ciné-débats auprès de jeunes adultes
- Interventions en Collèges et Lycées

ANNEXE 2 - BUDGET PREVISIONNEL

BP 2026 Antenne de Béthune - Unis Cité Hauts-de-France			
DEPENSES		PRODUITS	
60 - ACHATS	17 300 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	- €
604 - Achats d'études et de prestations de services		Produits des activités annexes	
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	17 000 €		
6068 - Autres matières et fournitures	300 €	74 - Subventions d'exploitation	340 160 €
		ETAT	50 751 €
61 - SERVICES EXTERIEURS	31 800 €	Etat : Financement Service Civique - tutorat	39 200 €
613 - Locations mobilières et immobilières	31 000 €	Etat : Financement Service Civique - formation citoyenne	5 551 €
615 - Entretien et réparation	600 €	Etat-Préfectures et Services déconcentrés	6 000 €
616 - Primes d'assurances	200 €	Etat-Autres	
618 - Documentation		REGION - Conseil régional	48 285 €
		DEPARTEMENTS - Conseils Généraux	34 109 €
		INTERCOMMUNALITES - EPCI	60 000 €
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	34 300 €	COMMUNES - VILLES	10 000 €
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 300 €	ORGANISMES SOCIAUX	18 000 €
623 - Publicité, publications, relations publiques	2 000 €	FONDS EUROPEENS	
625 - Déplacements, missions et réceptions	17 000 €	ASP (ex-CNASEA) - emplois aidés	
626 - Frais postaux et de télécommunications	2 000 €	EP - Autres Etablissements publics	
Cotisation aux services centraux et autres services extérieurs	10 000 €	AIDES PIVEES - MECENAT	119 015 €
63 - IMPOTS ET TAXES	15 000 €		
631 - Impôts et taxes sur rémunérations	11 400 €		
637 - Autres impôts & taxes	3 600 €		
64 - CHARGES DE PERSONNEL	182 000 €		- €
641 - Rémunérations du personnel	129 600 €		- €
645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	51 900 €		- €
647 - Autres charges de personnel	500 €	75 - Autres produits de gestion courante	- €
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	57 960 €	AUTRES PRODUITS (formations SC externes)	
6573 - Subventions versées par l'association (Indemnité des volontaires)	57 960 €		- €
658 - Charges diverses de gestion courante		76 - Produits financiers	- €
66 - CHARGES FINANCIERES	- €	764 - Revenus des valeurs mobilières de placement	- €
661 - Intérêts bancaires		768 - Autres produits financiers	- €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	77 - Produits exceptionnels	- €
671 - sur opérations de gestion (pénalités, amendes,dons,...)		771 - Produits exceptionnels s/ opération de gestion	
672 - Charges exceptionnelles s/ exercice antérieur		777 - Quote-part subvention investissement	- €
68 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	1 800 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
6811 - Dotation aux amortissements s/ immobilisations	1 800 €	79 - Transferts de charges d'exploitation	
6815 - Dotations aux provisions pour risques et charges		TRANSFERTS DE CHARGES (refacturation des frais des vols)	- €
TOTAL DES CHARGES	340 160 €	TOTAL DES PRODUITS	340 160 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	260 000 €	87 - Contributions volontaires en nature	260 000 €
860 - Secours en nature, alimentaires,..		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			
862 - Prestations	260 000 €	871 - Prestations en nature	260 000 €
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	- €
TOTAL GENERAL DES CHARGES	600 160 €	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	600 160 €

Convention d'objectifs
entre le Comité Départemental UFOLEP du Pas-de-Calais et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane
Année 2026

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane représentée par son Président Olivier GACQUERRE, dont le siège est situé au : 100 avenue de Londres – C.S 40548 - 62411 BETHUNE Cedex, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire du 29 mars 2022.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

Le Comité Départemental UFOLEP du Pas de Calais, dont le siège social est 9 rue Jean Bart à Angres (62143), représentée par Madame Natacha MOUTON-LEVREAY, sa Présidente, n° SIRET 42933277800027

Ci-après désignée sous le terme « l'association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

L'association a obtenu la labélisation de « Maison Sport-Santé » par suite d'un appel à projet du Ministère des Sports et du Ministère des Solidarités et de la Santé.

La mise en place d'une Maison Sport Santé a pour objectif général d'améliorer la santé de la population en renforçant la pratique de l'activité physique sur le territoire du département du Pas-de-Calais, et notamment dans les quartiers prioritaires de la ville, lieux de vie de populations plus fragiles.

Les objectifs opérationnels déployés pour la mise en œuvre de ce dispositif au sein des quartiers politique de la ville de la collectivité sont :

- Structurer un réseau pour accompagner les personnes vers une pratique régulière d'activités physiques en toute sécurité dans le cadre d'un parcours de santé global
- Développer et organiser une offre globale
- Rendre cette offre lisible et accessibles à toutes et à tous
- Mobiliser les publics spécifiques (résidents en QPV et personnes porteuses d'ALD et de pathologies chroniques) à pratiquer une activité physique
- Être un lieu de ressources et de partage pour rendre les offres lisibles et accessibles à tous (l'offre d'activité physique, l'offre de formation)
- Favoriser la mise en œuvre d'expérimentation d'outils et de programmes d'innovation

- Mobiliser le réseau associatif pour développer une nouvelle offre sportive d'activité physique adaptée
- Lutter contre l'isolement, pour renforcer le lien social et favoriser le vivre ensemble et le bien-être

Considérant l'intérêt de la Communauté d'Agglomération à s'inscrire dans cette démarche de projet Maison Sport Santé dans le cadre de sa politique Santé.

Article 1 : Objectif de la convention

La présente convention, au titre de l'année 2026 a pour objet le déploiement de la Maison Sport Santé au sein de la Communauté d'Agglomération.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le programme d'action mentionné en Annexe 1 de la présente convention et qui en fait partie intégrante.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération verse à l'association une subvention de **20 000 €** au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

La part non consommée de la subvention attribuée à l'association pour favoriser le déploiement de la Maison Sport Santé devra être reversée à la Communauté d'agglomération ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association *Comité Départemental UFOLEP du Pas de Calais* au Crédit Mutuel (RIB en annexe 3)

Pour la clôture de la présente convention, l'association adressera à la Communauté d'agglomération :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 10 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)

▪ et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association :

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à :

- Organiser à minima deux comités de pilotage de suivi des actions portées par la Maison Sport Santé dont un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre).
- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la communauté d'agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la communauté d'agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la communauté d'agglomération copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction du Comité Départemental UFOLEP du Pas-de-Calais ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution du Comité Départemental UFOLEP du Pas de Calais
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la communauté d'agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

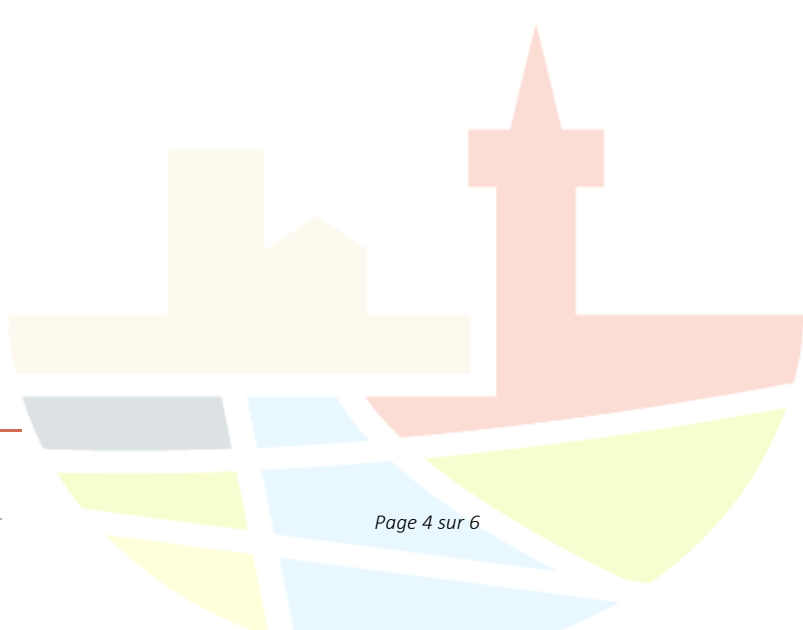
Fait à Béthune, le

La Présidente
du Comité Départemental
UFOLEP du Pas-de-Calais

Pour la Communauté d'Agglomération de
Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
La Vice-présidente déléguée

Natacha Mouton-Levreay

Virginie Souillart



ANNEXES : PROJET 2026 PROGRAMME D'ACTION ET BUDGET PREVISIONNEL
--

Déploiement de la Maison Sport Santé au sein de la CABBALR

Descriptif :

La Maison Sport Santé vise à rapprocher de l'activité physique des personnes qui en sont éloignées et même si l'offre de pratique proposée sera ouverte à tous publics, il est rappelé que certains usagers doivent faire l'objet d'une attention particulière et être une priorité : les populations sédentaires qu'elles que soient leur âge, les seniors, les personnes en situation de handicap physique et mental, les publics vulnérables (habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville, les publics en (ré) insertion : RSA de longue durée, les publics porteurs de maladie chronique ou déclarés en Affection de Longue Durée, les habitants des communes rurales).

Objectifs :

- Impacter d'avantage le territoire et rendre visible l'offre sport santé
- Structurer un réseau d'acteurs pour accompagner les personnes vers une pratique régulière d'activités physiques adaptées dans le cadre d'un parcours de santé global. Mobiliser les publics spécifiques (résidents en QPV et en milieu rural)
- Mise en place d'un processus simple pour orienter le public vers une reprise d'activité physique régulière.
- Mettre en place des outils d'évaluation pour mesurer l'impact de la démarche, également l'évolution de la pratique d'activités physiques et de la santé globale du public ayant repris une activité physique
- Développer une offre de sport santé sur les communes pour répondre aux besoins et attentes du public (lutter contre l'isolement, pour renforcer le lien social et favoriser le vivre ensemble et le bien-être des populations).
- Engager et autonomiser les adhérents (initiative citoyenne)
- Créer un observatoire de l'offre de pratique sur le territoire

Publics cibles :

- Les habitants des quartiers politique de la ville de la collectivité, les habitants en milieu rural
- Les associations sportives
- Le réseau médical pour informer, orienter les publics et prescrire l'activité physique (incluant l'ensemble des médecins généralistes, des pharmacies, des hôpitaux et cliniques).
- Les acteurs sociaux et caritatifs

Budget prévisionnel 2026

Budget du projet / de l'action / de la manifestation

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n°		Intitulé : Maison Sport Santé - CABBALR	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	18000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	23000
Achats fournitures	6000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	10000	74 - Subventions d'exploitation	182410
Autres	2000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	75000
61 - Services extérieurs	14000	POLITIQUE VILLE	20000
Locations et charges locatives	11000	ARS	30000
Entretien et réparation	200	SPORTS	25000
Assurance	2800	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	10000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	10210	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0	Pas-de-Calais	20000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1500		
Déplacements, missions, réceptions	8710	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	40000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	10000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	15000
64 - Charges de personnel	166621	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	111081	L'agence de services et de paiement	7410
Charges sociales	55540	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	208831	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	205410
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET			
Charges fixes de fonctionnement		préciser	3421
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	208831	TOTAL DES PRODUITS	208831
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	53599
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	84699	871 - Prestations en nature	84699
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	53599	875 - Dons en nature	
TOTAL	138298	TOTAL	138298
La subvention sollicitée de		40 000 €	19,15% du total des produits

Convention d'objectifs
entre l'association Mouvement Français pour le Planning Familial et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane
Année 2026

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane représentée par son Président Olivier GACQUERRE, dont le siège est situé au : 100 avenue de Londres – C.S 40548 - 62411 BETHUNE Cedex, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire du 29 mars 2022.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association Mouvement Français pour le Planning Familial, dont le siège social est 45 rue François Gautier 62300 LENS, représentée par sa Présidente Madame Manon BAVEREL, n° SIRET 44933572800027

Ci-après désignée sous le terme « l'association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis sa création en 1969, l'Association Départementale du Planning Familial du Pas-de-Calais s'est préoccupée de mener ses combats avec et pour les personnes qui vivent des freins à la santé sexuelle. Le Planning Familial du Pas-de-Calais lutte pour une société qui prenne en compte toutes les sexualités, qui défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation affective et sexuelle. L'association dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre le SIDA et les IST, contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales.

Considérant que l'association Planning Familial est identifiée comme opérateur du Contrat Local de Santé et que le projet du Bus de l'Emancipation est inscrit dans l'axe 1 du Contrat Local de Santé (favoriser des comportements favorables à la santé, de la périnatalité à la fin de vie)

Considérant qu'il s'agit d'un dispositif mobile d'accompagnement des habitants du territoire, notamment ruraux, qui permet d'accueillir, d'écouter, de conseiller et d'orienter les personnes sur des thématiques d'égalité femmes/hommes, de lutte contre les violences, de genre et de santé sexuelle.

Considérant l'intérêt de la Communauté d'Agglomération à s'inscrire dans cette démarche dans le cadre de sa politique Santé, et plus particulièrement dans son contrat local de santé.

Article 1 : Objectif de la convention

La présente convention, au titre de l'année 2026, a pour objet le déploiement du projet « Bus de l'Emancipation » sur le territoire de la CABBALR.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le programme d'action mentionné en Annexe 1 de la présente convention et qui en fait partie intégrante.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération verse à l'association une subvention de 7 500 € au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement unique à la signature de la convention.

La part non consommée de la subvention attribuée à l'association pour favoriser la mise œuvre du projet « Bus de l'émancipation » devra être reversée à la Communauté d'agglomération ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association au Crédit Agricole.

Pour la clôture de la présente convention, l'association adressera à la Communauté d'agglomération :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 10 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association :

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à :

- A minima deux comités de suivi de l'action (dont un pour présenter le bilan de l'action)
- Construire avec le service santé – autonomie – inclusion de la CABBALR le projet (relais auprès des médiateurs santé)
- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la communauté d'agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la Communauté d'agglomération copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'agglomération à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Communauté d'agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Pour le Planning Familial
La représentante légale

Pour la Communauté d'Agglomération de
Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
La Vice-présidente déléguée

Manon BAVEREL

Virginie SOUILLIART

ANNEXES : PROJET 2026 PROGRAMME D'ACTION PREVISIONNEL ET BUDGET PREVISIONNEL

Le projet du Bus de l'Emancipation est d'animer des actions sur le territoire sur les questions de santé sexuelle et de lutte contre les discriminations. Le dispositif du bus permet notamment d'aller vers les personnes en ruralité. Le bus a un volume d'activités d'environ 50 actions dont 15 à 25 sur le territoire de la CABBALR.

1/ Permanences mensuelles

Le bus est présent pour des permanences mensuelles aux abords des antennes des missions locales de la CABBALR. Ce sont des permanences d'écoute et d'accompagnement individualisé (rendez-vous de suivi) sur les questions de contraception, d'IST, de violences sexiste et sexuelles, de transition de genre... Des animations d'éducation à la vie affective et sexuelle sont proposées auprès des publics 15-25 ans de la CABBALR (missions locales, clubs de prévention, CCAS...), principalement autour des questions de genre et de consentement.

Le public estimé de l'action est de 200 personnes en stand de prévention, 60 personnes en actions collectives et 20 personnes en accompagnement individualisé (40 à 70 entretiens sur l'année civile).

2/ Intervention en milieu scolaire

Le Bus est aussi présent pour des permanences mensuelles de 3h au Lycée professionnel Fernand Degrugillier d'Auchel, avec 1h de stand de documentation et des interventions dans 6 classes.

3/ Action envers les mineur·e·s en transition de genre

La présence du bus sur le territoire de la CABBALR permet de repérer des besoins spécifiques au bassin de population. Parmi eux, l'isolement et la précarité sociale de mineur·e·s transgenres vivant en ruralité. Le Planning Familial souhaite par le biais du bus, créer un groupe de parole mensuel à Béthune pour une dizaine de jeunes. Ces séances de 3h, permettraient de :

- rompre l'isolement de ces jeunes,
- travailler à l'estime de soi,
- repérer et prendre en charge des violences intrafamiliales.

L'objectif est de faciliter leurs parcours pour éviter ou accompagner les situations de ruptures familiales, d'apprentissage, professionnelles en vue de leur intégration sociale.

Le Planning Familial 62 est déjà bien ancré sur le territoire de la CABBALR et a un réseau basé sur la MIPPS, le CLS, les Missions locales, les Centres Sociaux...

Les personnes bénéficiaires sont prioritairement des personnes entre 15 et 25 ans dont des personnes vulnérables (femmes en situation monoparentale, victimes de violences, personnes précaires, personnes transgenres, vivant des discriminations...).

Budget prévisionnel :**Budget du projet / de l'action / de la manifestation**

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n° Intitulé : Le Bus de l'émancipation sur la CABBALR

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	6 000 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	6 000 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	15 000 €
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	7 500 €
61 - Services extérieurs	1 625 €	- DFFE	
Locations et charges locatives		- DDETS	
Entretien et réparation	1 000 €	- Politique de la ville	7 500 €
Assurance	625 €	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1 700 €	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1 000 €	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	200 €	CABBALR	7 500 €
Autres	500 €	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	- €		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux - CPAM	
64 - Charges de personnel	5 675 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	4 375 €	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	1 300 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	- €
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
Participation des salariés			
TOTAL DES CHARGES	15 000 €	TOTAL DES PRODUITS	15 000 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	15 000 €	TOTAL DES PRODUITS	15 000 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	7 500 €	50,00 %	du total des produits
Compléments :			
5-1 Quelle méthodologie est-elle appliquée pour le calcul de la répartition des charges indirectes ?			

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE
L'ASSOCIATION « CRI D'ART »
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY,
ARTOIS LYS ROMANE**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé au 100 avenue de Londres - CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'association "Cri d'Art", dont le siège est situé à 904 Avenue du Pont des Dames à Béthune (62400), représentée par sa Présidente, Madame Mathilde FENART,
N° de SIRET : 987 951 969 00011 - Code APE : 91.02Z,

Ci-après dénommée « Cri d'Art » d'autre part.

Préambule

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 décidant d'attribuer une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association Cri d'Art et autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association Cri d'Art.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

OBJECTIFS GENERAUX RECHERCHES

La Communauté d'Agglomération, au titre de sa compétence « Accès au Droit et Prévention de la Délinquance », souhaite soutenir l'intervention de l'association sur son territoire.

L'association Cri d'Art a pour objectif de mener une action de sensibilisation sur les violences intrafamiliales.

L'association souhaite, via son exposition itinérante, favoriser la libération de la parole des victimes.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Cri d'Art s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé dans le document de demande de subvention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, Cri d'Art en informe immédiatement la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er},
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens prévisionnels affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La subvention est imputée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 1 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement en une seule fois, dès la signature de la convention par les deux parties, par mandat administratif au compte suivant :

CREDIT MUTUEL
1027 8026 1900 0230 2090 201

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association Cri d'Art s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Fournir les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité, en précisant l'origine géographique des bénéficiaires de l'action,
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son représentant légal ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante,
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention,
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés,
- Si l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles,
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Cri d'Art, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Cri d'Art s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 : EVALUATION

Une évaluation quantitative et qualitative des actions prévues dans le cadre de cette convention sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente.

Fait à Béthune, en trois exemplaires

Le.....

**La Présidente de l'association
Cri d'Art**

**Par délégation du Président Olivier GACQUERRE
La Conseillère communautaire déléguée**

Mathilde FENART

Rosemonde MULLET

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS 2026	MONTANT DE LA SUBVENTION
<p>Cri d'Art est une association d'artistes qui a pour objectif de créer et d'organiser des expositions artistiques et culturelles afin de sensibiliser l'opinion publique face à certaines injustices sociales. L'association vise à promouvoir l'égalité, la solidarité, le harcèlement sous toutes ses formes.</p> <p>L'association souhaite « susciter des réflexions, des débats et inspirer des actions pour un monde plus juste et équitable ».</p> <p>Les 6 membres de l'association, issus de générations différentes et d'univers professionnels divers, ont en commun la passion pour la photographie, le dessin et l'écriture et souhaitent mettre à profit leurs savoirs faire.</p> <p>L'association a été créée en ce début d'année 2025 avec l'intention de faire une première exposition sur les violences intrafamiliales qui se veut itinérante sur l'ensemble de l'agglomération.</p> <p>En lien avec le réseau VIF de l'arrondissement de Béthune, l'association a proposé son exposition le 25 novembre 2025 lors de la scène ouverte à Isbergues.</p>	1 000 €

ANNEXE 2

PLAN BUDGETAIRE CRI D'ART EXPOSITION VIF 2025 -2026			
60- Achat	6250		
<i>Prestation de services</i>			
<i>Achats matières et fournitures</i>	4750	70 – Ventes de produits finis, de marchandises, de prestations de services	1850
<i>Autres fournitures</i>	1500		
61- Services Extérieurs	1350	71- Production stockée	
<i>Locations</i>	1000		
<i>Entretien et réparation</i>			
<i>Assurance Documentation</i>	350		
62 – Autres services extérieurs	4250		
<i>Rémunérations intermédiaires et honoraire</i>	1300		
<i>Publicité, publication</i>	1050		
<i>Déplacements, missions</i>	1150		
<i>Services bancaires, autres</i>	750	72 – Production immobilisée	
63 – Impôts et taxes	0		
<i>Impôts et taxes sur rémunération Autres impôts et taxes</i>			
64 – Charges de personnel	0	74 – Subvention d'exploitation	10000
<i>Rémunération des personnels</i>		<i>Etat</i>	
<i>Charges sociales</i>		<i>Conseil Régional Conseil Départemental Communes</i>	500
<i>Autres charges de personnel</i>		<i>Agglomération</i>	2000
		<i>Fondations</i>	7500
65 - Autres charges de gestions courantes			
66- Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77- Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		79 – Transfert de charges	
<i>I. charges indirectes affectées à l'action</i>		<i>I. Ressources indirectes affectées à l'action</i>	
charges fixes de fonctionnement			
frais financiers			
Total des Charges	11850	Total des produits	11850
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
<i>Secours en nature</i>		<i>Bénévolat</i>	10000
<i>Mise à disposition gratuite de biens et prestations</i>	2500	<i>Prestations en nature</i>	
<i>Personnel bénévole</i>	7500	<i>Dons en nature</i>	
Total	21850	Total	21850

**Convention d'objectifs
entre l'association PREVART et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane
Année 2026**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane représentée par son Président Olivier GACQUERRE, dont le siège est situé au : 100 avenue de Londres – C.S 40548 - 62411 BETHUNE Cedex, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire du 29 mars 2022.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association PREVART, dont le siège social est 42 avenue La Ferme du Roi à Béthune (62400), représentée par Madame Ludivine Dubart, sa Présidente, n° SIRET 44933572800027

Ci-après désignée sous le terme « l'association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant,

L'association PREVART est identifiée comme opérateur du Contrat Local de Santé.

Le projet « La Ménopause et Moi ! » a pour objectif principal d'informer et accompagner les femmes du territoire de la CABBALR sur le sujet de la ménopause.

Pour ce faire, des ateliers en groupe d'information sur la ménopause, d'éducation alimentaire, de remise à l'activité physique, de bien-être physique et mental animés par des professionnels et des professionnels de santé leurs seront proposés.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'axe 1 du Contrat Local de Santé : « promouvoir les comportements favorables à la santé de la périnatalité à la fin de vie ».

Considérant l'intérêt de la Communauté d'Agglomération à s'inscrire dans cette démarche dans le cadre de sa politique Santé.

Article 1 : Objectif de la convention

La présente convention, au titre de l'année 2026, a pour objet le déploiement du projet « La Ménopause et Moi ! » auprès des femmes du territoire de la CABBALR.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le programme d'action mentionné en Annexe 1 de la présente convention et qui en fait partie intégrante.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération verse à l'association **une subvention de 7 500 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement unique, à la signature de la présente convention.

La part non consommée de la subvention attribuée à l'association pour favoriser la mise œuvre du projet « La Ménopause et Moi ! » devra être reversée à la Communauté d'Agglomération ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association *PREVART au C.I.C.*

Pour la clôture de la présente convention, l'association adressera à la Communauté d'Agglomération :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 10 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association :

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à :

- Associer le service santé – autonomie – inclusion de la CABBALR dans le projet et notamment les médiateurs santé et l'équipe du centre de santé

- Organiser à minima deux comités de suivi des actions (dont un pour présenter le bilan de l'action), y convier les représentants de la communauté d'agglomération
- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la communauté d'agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la communauté d'agglomération un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la communauté d'agglomération copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association PREVART ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Communauté d'agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente
de PREVART

Pour la Communauté d'Agglomération de
Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
La Vice-présidente déléguée

Ludivine Dubart

Virginie Souilliant

ANNEXES : PROJET 2026 PROGRAMME D'ACTION PREVISIONNEL ET BUDGET PREVISIONNEL

Déploiement d'actions liées à l'information sur la ménopause, à l'éducation alimentaire, à l'activité physique, au bien-être physique et mental des femmes concernées par la ménopause sur le territoire de la CABBALR.

Descriptif :

Les femmes seront « repérées » par les partenaires et l'association. Elles pourront bénéficier des ateliers dans la totalité ou de manière indépendante en fonction de leur besoin.

Les ateliers seront programmés en fin de journée pour la plupart mais également en journée afin de permettre aux familles monoparentales d'y participer.

Les conjoints pourront participer à la séance d'information.

Les inscriptions se feront auprès de l'association PREVART.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Contrat Local de Santé.

Objectif :

- Informer les femmes en période de (péri)ménopause
- Accompagner les femmes en période de (péri)ménopause : apporter une meilleure compréhension des modifications corporelles
- Permettre aux femmes en période de ménopause de découvrir différentes activités pour gérer le stress, apprendre à lâcher prise afin d'améliorer leur qualité de vie
- Accompagner les femmes en période de (péri)ménopause : adopter des habitudes et comportements alimentaires adaptés
- Impulser l'envie de pratiquer une activité physique régulière
- Adopter des comportements favorables à un sommeil de qualité

Calendrier :

- Rencontre et présentation du programme auprès des professionnels de santé, des partenaires.
- Solliciter les partenaires pour rencontrer des femmes
- Communiquer via des affiches, livrets
- Tenir des stands lors des quartiers d'été, forums
- Organisation d'un temps fort « Journée mondiale de la Ménopause »
- Organisation d'ateliers : changement du corps/sexualité ; alimentation ; activité physique ; sommeil ; esthétique ; « bien-être » ;

Publics cibles :

- Les femmes concernées par le sujet de la ménopause sur le territoire de l'agglomération

Budget prévisionnel

Budget du projet / de l'action / de la manifestation

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n° Intitulé :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	200	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	200	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	25987
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	1587		
Locations et charges locatives	1241		
Entretien et réparation	122		
Assurance	207	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	17	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	8700	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6100	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	800		
Déplacements, missions, réceptions	1800	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	23000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	15500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	10540	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	4960	PREVART	2987
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	25987	TOTAL DES PRODUITS	25987
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	25987	TOTAL DES PRODUITS	25987
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	6000	871 - Prestations en nature	6000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	31987	TOTAL	31987

La subvention sollicitée de 23 000 € 71,90% du total des produits

Compléments :

5-1 Quelle méthodologie est-elle appliquée pour le calcul de la répartition des charges indirectes ?

Les charges indirectes sont réparties selon la méthode des coûts complets.

**Convention d'objectifs entre l'AGENCE DEPARTEMENTALE
D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU NORD ET DU PAS DE CALAIS et
la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay,
Artois Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé 100 avenue de Londres CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'« AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU NORD ET DU PAS DE CALAIS » dont le siège est situé 7 bis rue Racine à Lille (59000) - N° de SIRET 343 097 333 00078, représentée par son Président, Monsieur Jean-Noël VERFAILLIE,

Ci-après dénommée l'« ADIL » d'autre part,

Préambule :

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'« ADIL ».

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de 35 166 € à l'« ADIL » et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'« ADIL » nommées ci-après les signataires, de formaliser leur partenariat,

les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

Objectifs généraux recherchés :

L'« ADIL » a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permettre aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible. L'action de l'« ADIL » auprès du public exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'« ADIL » a également vocation à assurer au bénéfice de ses membres, des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études, recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité.

Elle peut faire des propositions qui lui paraissent de nature à orienter les politiques publiques en matière de logement et d'habitat. Elle transmet ses propositions à l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement.

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'« ADIL » s'engage :

- À son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions sur la Communauté d'Agglomération conforme à son objet social dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 ;
- À mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage :

- À soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement ;
- En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'« ADIL » en informe également la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er}.
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention s'établit à 35 166 €.

Le versement de l'aide allouée sera effectué de la manière suivante :

- 50 % à la signature de la convention par les deux parties
- 50 % au terme de l'année sur présentation d'un bilan d'activité

Le versement sera effectué par mandat administratif à la signature de la convention par les deux parties au compte suivant :

Nom du titulaire du Compte : ADIL DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Banque : 

Article 5 : Obligations de l'association

L'« ADIL » s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité précisant la ou les actions et ses résultats à l'échelle du territoire couvert par la Communauté d'Agglomération ;
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés ;
- L'« ADIL », qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'« ADIL » et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'« ADIL » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce

justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Évaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

Quelques indicateurs en faciliteront l'évaluation, notamment :

- Le nombre de ménages informés et conseillés, notamment durant les temps de permanences spécifiques et en fonction des types de conseils (médiation locataire/propriétaire, expulsion, accession, rénovation, ...) ;
- Le nombre de permanences délocalisées à la demande de la Communauté d'Agglomération ;
- Le nombre de réunions et de temps d'appui impliquant des missions « habitat » de la Communauté d'Agglomération (LHI/permis de louer, accession sociale/relogement) ;
- Le nombre de communes concernées par ces missions d'assistance et de conseils ;
- Le nombre d'élus et techniciens formés sur des thématiques proposées par la Communauté d'Agglomération.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, le.....

Le Président de l'AGENCE DEPARTEMENTALE
D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU
NORD ET DU PAS DE CALAIS

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE,
La Conseillère communautaire déléguée
au Logement et au PLH

Jean-Noël VERFAILLIE

Nadine LEFEBVRE

ANNEXE 1 : PROGRAMME D' ACTIONS 2026

« Renforcement de l'information, du conseil et de l'expertise en matière de logement sur le territoire de la CABBALR »

Compte-tenu de la taille du territoire de la Communauté d'Agglomération, l'ADIL propose d'implanter des permanences supplémentaires permettant d'accueillir plus largement le public afin de lui délivrer un conseil complet et personnalisé.

Deux lieux paraissent adaptés, du fait de la présence de structures complémentaires au conseil de l'ADIL :

1. Guichet unique de l'habitat, au siège de la Communauté d'Agglomération

Le service juridique proposé par l'ADIL s'insère dans une démarche de « guichet unique de l'habitat ». Les conseillers juristes de l'ADIL pourraient ainsi travailler en proximité et en synergie avec les conseillers France Renov', pour apporter aux usagers une approche transversale et complémentaire. L'ADIL pourrait ainsi compléter par un conseil juridique et fiscal, l'information technique et financière délivrée aux habitants de la métropole sur les questions liées au logement et à l'habitat.

Proposition de deux plages de rendez-vous par semaine, les mardis et vendredis après-midi.

2. Secteur Est

Ce secteur n'est aujourd'hui pas couvert. Mettre en place une permanence sur ce secteur permettrait de garantir l'équité territoriale.

Proposition de deux plages de rendez-vous par mois, les 2^{ème} et 4^{ème} vendredi matin du mois.

En complément, l'ADIL peut apporter un appui juridique aux collectivités locales, par le biais de réponses complètes aux interrogations formulées par les services communaux et intercommunaux, ou les élus confrontés à la mise en œuvre des pouvoirs de police sur le territoire.

Par ailleurs, l'ADIL mène des actions d'information et de sensibilisation en direction du grand public, mais aussi des acteurs locaux et des élus sur des thématiques identifiées avec la Communauté d'Agglomération et en lien avec les acteurs intervenant dans le cadre des politiques publiques identifiées.

Exemples :

- Sur la non-décence en lien avec la CAF
- Sur les pouvoirs de police généraux et spéciaux du maire en matière de lutte contre l'habitat indigne, en lien avec la DDTM et l'ARS
- Sur la précarité énergétique en lien avec les conseillers France Renov' du territoire

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

« Renforcement de l'information, du conseil et de l'expertise en matière de logement sur le territoire de la CABBALR »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	31 828	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	16 874	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	14 954	74 - Subventions d'exploitation	1 775 271
Autres		Etat : Ministère du Logement	370 810
61 - Services extérieurs	81 552	Action Logement	336 600
Locations et charges locatives	54 331		
Entretien et réparation	9 987		
Assurance	5 687	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	11 547	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	138 365	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	31 005	Pas-de-Calais	118 000
Cotisations et licences		Nord	331 500
Publicité, publication	8 752		
Déplacements, missions, réceptions	44 850	Communautés de communes ou d'agglomérations:	299 824
Services bancaires		CABBALR	35 166
Frais de télécommunication et postaux	53 758		
63 - Impôts et taxes	99 282		
Impôts et taxes sur rémunération	89 541	Communes du Nord	125 661
Autres impôts et taxes	9 741	Org. sociaux: CAF du Nord et Pas de	40 000
64 - Charges de personnel	1 424 944	Org. sociaux: CAF du Pas-de-Calais	55 000
Rémunération des personnels	1 042 587		
Charges sociales	382 357	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		CGLLS	62 710
		75 - Autres produits de gestion	700
		Cotisations	700
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	1 775 971	TOTAL DES PRODUITS	1 775 971
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 775 971	TOTAL DES PRODUITS	1 775 971
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	-	TOTAL	-

<p align="center">Convention d'objectifs entre l'ASSOCIATION HABITAT ET INSERTION et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé 100 avenue de Londres CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'« ASSOCIATION HABITAT ET INSERTION » dont le siège est situé 122 Rue de l'Argentine à Bruay-La-Buissière (62700) - N° de SIRET 387 950 272 00071, représentée par son Président, Monsieur Hakim ELAZOUZI,

Ci-après dénommée « HABITAT INSERTION » d'autre part,

Préambule :

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'association « HABITAT INSERTION ».

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de 20 000€ à l'association « HABITAT INSERTION » et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association « HABITAT INSERTION » nommées ci-après les signataires, de formaliser leur partenariat,

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

Objectifs généraux recherchés :

La Résidence Habitat Jeunes, gérée par l'association « HABITAT INSERTION », est présente sur le territoire depuis plus de vingt ans. Leur action vise à favoriser l'accès au logement et à soutenir le parcours vers l'autonomie des jeunes âgés de 16 à 30 ans.

Dans cette perspective, l'association « HABITAT INSERTION » a progressivement développé une offre de logements diversifiée, mais également des modalités d'accompagnement adaptées, afin de répondre aux besoins variés de ce public en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Le CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des jeunes) est porté par cet établissement. Ce dispositif constitue un lieu d'accueil, d'information et d'accompagnement pour tout jeune confronté à une problématique liée au logement, qu'il s'agisse d'une

recherche de logement, d'un projet d'installation ou d'une difficulté rencontrée dans le maintien en logement.

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association « HABITAT INSERTION » s'engage :

- à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions sur la Communauté d'Agglomération conforme à son objet social dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 ;
- à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage :

- à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement ;

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, « HABITAT INSERTION » en informe également la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er}.
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention s'établit à 20 000 €.

Le versement sera effectué par mandat administratif à la signature de la convention par les deux parties au compte suivant :

Nom du titulaire du Compte : ASSOCIATION HABITAT INSERTION – CCE HABITAT ET INSERTION

Banque : 

Article 5 : Obligations de l'association

L'association « HABITAT INSERTION » s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention ;

- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité précisant la ou les actions et ses résultats à l'échelle du territoire couvert par la Communauté d'Agglomération ;
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés ;
- L'association « HABITAT INSERTION » qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par « HABITAT INSERTION » et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

« HABITAT INSERTION » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Évaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

Quelques indicateurs en faciliteront l'évaluation, notamment :

- Le nombre de jeunes accueillis en permanence et % de l'effectif en sortie positive (obj. de 50%)
- Le nombre de permanences tenues par commune
- La mise en place de l'observatoire et la réalisation d'un rapport annuel présentant l'état de la situation des jeunes face au logement sur le territoire

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, le.....

Le Président de
l'ASSOCIATION HABITAT INSERTION

Hakim ELAZOUZI

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE,
La Conseillère communautaire déléguée
au Logement et au PLH

Nadine LEFEBVRE

ANNEXE 1 : PROGRAMME D' ACTIONS 2026

« CLLAJ de l'Artois - Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes »

Le CLLAJ de l'Artois a pour objectif de mener les jeunes du territoire vers le logement autonome, de manière adaptée et sécurisée.

La circulaire interministérielle n° 382 du 29 juin 1990, régissant les CLLAJ, définit trois missions principales :

- Informer, conseiller et accompagner les jeunes dans leur projet logement, tout en favorisant leur autonomie
- Mettre en place et gérer un ensemble de services à destination des jeunes
- Faire de la problématique du logement des jeunes un enjeu territorial, à travers un rôle d'observatoire contribuant au développement social et durable

Le CLLAJ de l'Artois s'inscrit pleinement dans ces orientations. Sa mission est d'accompagner les jeunes **de 18 à 30** ans vers un accès autonome et sécurisé au logement.

En cohérence avec les politiques publiques locales et nationales (PDALHPD, PLH, CTG de la Communauté d'Agglomération), le projet repose sur quatre grands axes stratégiques :

- Un guichet unique pour simplifier et sécuriser les parcours logement des jeunes
- Un rôle central dans le partenariat territorial, en participant activement au réseau d'acteurs de l'habitat et de la jeunesse
- Une mission d'observatoire, afin de mieux connaître les besoins des jeunes et d'éclairer les décideurs
- Une offre renforcée d'information, de conseil, d'accompagnement et d'orientation logement, accessible sur tout le territoire, y compris via des permanences mobiles.

Ces actions visent à répondre de manière globale et adaptée aux besoins des jeunes, en particulier les plus modestes, tout en renforçant la cohérence des dispositifs existants et la lisibilité de l'offre locale.

Développement des actions :

1. Le CLLAJ, un guichet unique pour les jeunes

L'ambition est de développer une offre de service diversifiée se voulant la plus complète possible afin d'être en mesure de répondre à chaque jeune du territoire, quel qu'il soit et quel que soit son projet. Cette démarche vise à offrir un parcours simplifié et complet, permettant à chacun de trouver une solution adaptée à sa situation.

L'offre de services est développée comme suit :

- Accès au parc social : accompagnement administratif (dossiers de demande, FSL), estimation des aides, préparation aux visites, information collective sur les droits, devoirs et la gestion énergétique
- Accès au parc privé : aide à la recherche de logement, ateliers pratiques, estimation des aides, accompagnement aux visites et états des lieux
- Accès à l'hébergement temporaire : information sur les solutions existantes, élaboration de protocoles, fiches de liaison
- Réponse aux situations d'urgence : orientation vers le SIAO, protocoles d'accueil spécifiques, réflexion sur un diagnostic partagé CLLAJ/SIAO
- Accompagnement renforcé : suivi spécifique pour les jeunes en difficulté, en lien avec la plateforme Logement d'Abord
- Développement d'un parc capté : grâce à la gestion locative intégrée, le CLLAJ capte des logements publics et privés afin de répondre rapidement aux besoins

2. Le CLLAJ, acteur central du partenariat

Le CLLAJ de l'Artois a vocation à s'inscrire dans un réseau d'acteurs du logement et de la jeunesse. Cette coopération est essentielle pour offrir une réponse globale, réactive et adaptée.

Les actions prévues :

- Développement d'une stratégie de communication auprès des acteurs de l'habitat et des collectivités
- Mise en place de 10 journées de formation sur le logement des jeunes, destinées aux acteurs jeunesse du territoire
- Organisation d'un évènement annuel dans le cadre de la Semaine du logement des jeunes
- Formalisation de procédures de collaboration avec les bailleurs, les structures d'hébergement et le SIAO
- Recherche active de nouveaux partenariats institutionnels et financiers pour soutenir et élargir l'action

3. Le CLLAJ comme observatoire de la jeunesse

Un des enjeux majeurs est de mieux comprendre la réalité des jeunes de l'Artois et leurs parcours résidentiels. Le CLLAJ s'attache à développer un véritable outil d'observation locale, en s'appuyant sur le logiciel SILOJ pour structurer le recueil et l'analyse des données.

Les actions prévues :

- Utilisation et développement de l'utilisation du logiciel SILOJ pour collecter et analyser les données quantitatives (âge, situation économique, demandes, etc.) et qualitatives (parcours, freins rencontres)
- Elaboration d'un rapport annuel de restitution et organisation d'un comité de pilotage annuel, afin de partager les résultats de l'action et d'orienter les actions collectives
- Participation active du CLLAJ aux instances locales de réflexion et de décision sur le logement et la jeunesse

4. Le CLLAJ pour informer, conseiller, accompagner et orienter dans le logement

Au-delà d'un rôle d'information, le CLLAJ de l'Artois souhaite proposer une offre d'accompagnement individualisée autour du logement, afin de favoriser une insertion durable et prévenir les ruptures.

- Accueil des jeunes de 18 à 30 ans sur trois sites fixes : Bruay-La-Buissière, Béthune et Lillers
- Développement d'une permanence mobile hebdomadaire avec le déploiement du bureau mobile "Bouge ton CLLAJ" pour aller directement au contact des jeunes
- Mise en œuvre de 15 à 20 permanences par semaine avec rendez-vous rapides (moins d'une semaine), accueil au flux sans rendez-vous, créneaux en soirée et le samedi
- Appui sur la plateforme "Projet-Toit" et le logiciel Synbird (prise de rendez-vous en ligne, visio, rappels automatiques par SMS)
- Accompagnement personnalisé : étude de faisabilité du projet logement, appui à la constitution de dossiers administratifs, soutien dans les démarches d'accès aux droits, suivi après installation pour sécuriser le maintien dans le logement
- Ateliers collectifs thématiques : recherche de logement, droits et devoirs du locataire, gestion budgétaire, économie d'énergie

- Interventions extérieures dans les structures de proximité (Mission Locale, MECS, forum des associations dans les communes, ...

A travers ces quatre axes stratégiques, le CLLAJ de l'Artois souhaite devenir un acteur central du logement des jeunes, en alliant proximité, accompagnement, expertise et partenariat. Ce projet vise à la fois à répondre aux urgences, à préparer des solutions durables et à contribuer activement à la construction des politiques publiques en faveur de la jeunesse et de son autonomie résidentielle.

INDICATEURS DE REALISATION QUALITATIFS ET QUANTITATIFS

Objectif opérationnel 1 :	Informier, conseiller et orienter le public afin de favoriser l'accès et le maintien au logement	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombre de permanences mises en place à l'échelle du territoire	15 à 20 permanences hebdomadaires sur au moins 3 territoires de l'Agglomération : Bruay-la-Buissière, Lillers, Béthune. Renforcer notre présence sur les territoires avec 1 permanence hebdomadaire via le bureau mobile
	Fréquentation des permanences mises en place	Recevoir au minimum 700 jeunes sur l'année
	Proposition d'ateliers sur l'accès au logement aux organismes de formation, établissement scolaire, cfa, ...	Animation de deux à trois ateliers mensuels - Continuer à diversifier nos thématiques d'intervention en collectif : mise en œuvre d'un atelier sur la recherche de logement : "Un bail pour toi" et en proposant un atelier de recherche de logement dans le parc privé,
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Représentativité des jeunes de l'ensemble des territoires dans l'activité du CLLAJ	Augmenter le nombre de villes atteintes - 1/5 des jeunes reçus issus de communes rurales
	Assurer un accompagnement renforcé auprès des jeunes les plus en difficulté	1/4 des jeunes reçus bénéficiant d'un dispositif d'accompagnement très renforcé
Indicateur(s) de résultat	Sorties positives : accès au logement social ou privé, accès un logement adapté, maintien dans le logement, informations liées au logement, ...	50% de l'effectif en sortie positive

Objectif opérationnel 2 :	Créer et animer un réseau d'acteurs locaux en faveur du logement des jeunes
---------------------------	---

	Critère(s)s d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s))	Formaliser des partenariats avec les bailleurs sociaux	S'inspirer de ce que nous avons construit avec Pas-de-Calais Habitat et le proposer à d'autres bailleurs
	Formaliser des partenariats avec des acteurs locaux pour faciliter l'accompagnement des jeunes	Signatures de convention de partenariat
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Mise en place de sessions de formations "logement" à destination des professionnels "jeunesse" du territoire	Mise en place de 10 sessions de formation à l'échelle du territoire avec un objectif de 8 participants par atelier
	Mise en place de la semaine du logement des jeunes à destination des professionnels	Réunir l'ensemble des acteurs "logement jeune" du territoire lors de la semaine du logement des jeunes 2026 -
Indicateur(s) de résultat	Sorties positives : accès au logement social ou privé, accès un logement adapté, maintien dans le logement, informations liées au logement, ...	50% de l'effectif en sortie positive

Objectif opérationnel 3 :	Créer un observatoire "logement" des besoins des jeunes du territoire	
	Critère(s)s d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s))	Etablir une photographie de la demande "jeune"	1 rapport annuel
	Recenser les demandes des jeunes se rendant au CLLAJ	100% des besoins identifiés à l'entrée du CLLAJ + situation du jeune
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Compiler les statistiques de nos partenaires sur la situation des jeunes : demande de logement social, SIAO, FSL, ...	Nombre de partenaires associés à la démarche - objectif minimum : 4
Indicateur(s) de résultat	Etablir un document annuel présentant l'état de la situation des jeunes face au logement sur le territoire	1 rapport annuel

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

« CLLAJ de l'Artois - Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2500	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	2500	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	88000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	100		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance	100	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2745	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	45000
Cotisations et licences	595	Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	2150	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	20000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	20000
64 - Charges de personnel	82655	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	82655	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	3000
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	88000	TOTAL DES PRODUITS	88000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	88000	TOTAL DES PRODUITS	88000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

**Convention d'objectifs entre l'ASSOCIATION D'ASSISTANCE AUX COPROPRIETAIRES ET
CONSEILLERS SYNDICAUX et
la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay,
Artois Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé 100 avenue de Londres CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'« ASSOCIATION D'ASSISTANCE AUX COPROPRIETAIRES ET CONSEILLERS SYNDICAUX » dont le siège est situé Maison de la Vie Associative – Terre-plein du jeu de Mail - rue du 11 Novembre 1918 à Dunkerque (59140) - N° de SIRET 524 582 780 00010, représentée par son Président, Monsieur Jacques BISERTE,

Ci-après dénommée « ADACC » d'autre part,

Préambule :

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération à l'« ADACC ».

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de 6 000 € à l'« ADACC » et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'« ADACC » nommées ci-après les signataires, de formaliser leur partenariat,

les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

Objectifs généraux recherchés :

Il s'agit de sensibiliser les copropriétaires sur les principes et les règles de bonne gestion d'une copropriété dans le cadre de réunions d'échange. Une attention particulière est portée sur les enjeux de la rénovation. Il s'agira de mobiliser un maximum de copropriétaires.

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, l'« ADACC » s'engage :

- à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions sur la Communauté d'Agglomération conforme à son objet social dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 ;
- à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage :

- à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement ;

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'« ADACC » en informe également la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er}.
- Le budget prévisionnel global de ces actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention s'établit à 6 000 €.

Le versement sera effectué par mandat administratif à la signature de la convention par les deux parties au compte suivant :

Nom du titulaire du Compte : ASSO D'ASSISTANCE AUX COPROPRIET

Banque :

Article 5 : Obligations de l'association

L'« ADACC » s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers, accordés par la Communauté d'Agglomération, à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité précisant la ou les actions et ses résultats à l'échelle du territoire couvert par la Communauté d'Agglomération ;
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés ;
- L'« ADACC » qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'« ADACC » et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'« ADACC » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Évaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

Quelques indicateurs en faciliteront l'évaluation, notamment :

- Le nombre d'ateliers ouverts aux copropriétaires, à leur syndic et comité syndical,
- Le nombre de copropriétaires et de copropriétés présents, mobilisés, informés.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, le.....

Le Président de
l'ASSOCIATION D'ASSISTANCE AUX
COPROPRIETAIRES ET CONSEILLERS
SYNDICAUX

Jacques BISERTE

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE,
La Conseillère communautaire déléguée
au Logement et au PLH

Nadine LEFEBVRE

ANNEXE 1 : PROGRAMME D'ACTIONS 2026

« Animation de 6 ateliers de sensibilisation au fonctionnement juridique et financier d'une copropriété »

Avec la participation de syndics professionnels des ateliers de sensibilisation au fonctionnement juridique et financier d'une copropriété seront animés sur les organes de gouvernance en copropriété, les travaux, le budget...

Les sujets seront définis en concertation avec la collectivité

Publics cibles : copropriétaires/conseillers syndicaux/syndics bénévoles

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2025

« Animation de 6 ateliers de sensibilisation au fonctionnement juridique et financier d'une copropriété »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	0
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1200	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1200	Communautés de communes ou d'agglomérations:	6000
Services bancaires		CABBALR	
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	4800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	2743	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	2057	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	6000	TOTAL DES PRODUITS	6000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	6000	TOTAL DES PRODUITS	6000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	6000		0

**Convention d'objectifs entre le CONSEIL ARCHITECT URBANISME ENVIRONNEMENT
D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU NORD ET DU PAS DE CALAIS et
la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay,
Artois Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, dont le siège est situé 100 avenue de Londres CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

Le « CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT » dont le siège est situé 43 rue d'Amiens à Arras (62000) - N° de SIRET 329 414 296 00031, représentée par sa Présidente, Madame Véronique THIEBAUT,

Ci-après dénommée le « CAUE » d'autre part,

Préambule :

La présente convention définit les conditions de versement de la subvention par la Communauté d'Agglomération au « CAUE ».

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de 10 000 € au « CAUE » et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association et la Communauté d'Agglomération.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et du « CAUE » nommées ci-après les signataires, de formaliser leur partenariat,

les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention, sur les termes suivants :

Objectifs généraux recherchés :

Selon l'Article 7 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 qui crée les CAUE, le « CAUE », poursuit sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement.

Pour rappel, au travers de 4 missions :

- Conseiller les maires, les Présidents d'intercommunalités, les maîtres d'ouvrage publics et les particuliers dans la préparation de leurs opérations de construction, d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie, en amont et à l'exclusion de toute maîtrise d'œuvre ;

- Accompagner les acteurs institutionnels et associatifs pour la promotion de l'architecture, des paysages et de l'environnement, dans un objectif de développement durable ;
- **Informier le public, le sensibiliser à l'architecture et à un urbanisme à l'échelle de l'homme, dans le respect du patrimoine, des paysages et de l'environnement ;**
- Sensibiliser la population locale par la perception de son espace quotidien, les jeunes en offrant une assistance aux enseignants pour qu'ils intègrent la connaissance de l'espace bâti et naturel dans leurs projets pédagogiques, les professionnels du cadre bâti par des journées thématiques de réflexion et de travail, tous les maîtres d'ouvrage divers en encourageant les démarches qualitatives en matière d'architecture et de paysage.

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, le « CAUE » s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions sur la Communauté d'Agglomération conforme à son objet social dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 :

- Pour l'HABITAT : informer et conseiller les usagers sur la réglementation en cas de travaux (architecture/urbanisme)
- Accompagnement des partenaires sur le volet « AMENAGEMENT DURABLE »

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage :

- À soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement ;
- En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le « CAUE » en informe également la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

L'annexe 1 à la présente convention précise le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er}.

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention s'établit à 10 000 €

Le versement sera effectué par mandat administratif à la signature de la convention par les deux parties au compte suivant :

Nom du titulaire du Compte : ASSOCIATION CAUE 62

Banque : 

Article 5 : Obligations de l'association

Le « CAUE » s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1^{er} de la présente convention ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité précisant le programme d'actions et ses résultats à l'échelle du territoire couvert par la Communauté d'Agglomération ;
- Fournir le compte financier propre au programme d'actions, signé de sa présidente ou de toute autre personne qui en a été habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1^{er} juillet de l'année suivante ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser le programme d'actions subventionnés, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés ;
- Le « CAUE », qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par le « CAUE » et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

Le « CAUE » s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce

justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Évaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable et une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires.

Quelques indicateurs en faciliteront l'évaluation, notamment :

- Les permanences assurées pour les particuliers ainsi que le nombre de personnes conseillées
- La participation aux temps forts de sensibilisation des particuliers et des agents de la CABBALR ; Le nombre de personnes impliquées

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, le.....

La Présidente du CONSEIL ARCHITEC
URBANISME ENVIRONNEMENT

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE,
La Conseillère communautaire déléguée
au Logement et au PLH

Véronique THIEBAUT

Nadine LEFEBVRE

ANNEXE 1 : PROGRAMME D' ACTIONS 2026

Action 1	Action 2
<p style="text-align: center;"><u>« HABITAT »</u> <i>(informer et conseiller les usagers sur la règlementation en cas de travaux (architecture/urbanisme)) »</i></p> <p>→Conseils personnalisés aux porteurs de projets, en amont de la maitrise d'œuvre.</p> <p>2 demi-journées de permanence par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur rdv, organisés par la CABBALR - dans des locaux aménagés pour recevoir les particuliers et permettant un lien facile avec les services Instruction Droit des sols de la CABBALR et OPAH-RU - présence d'un architecte du CAUE <p>→Coordination technique entre la CABBALR, le conseiller « France Renov' », les services Instruction Droit des sols et OPAH-RU et le CAUE.</p> <p>1 réunion préalable à la mise en place des permanences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préparation de la mission de conseil, en coordination avec l'ensemble des services - mise en place des outils nécessaires à la bonne organisation du conseil (prise de rdv, réception des documents des particuliers, échanges d'information, ...) - planification de la communication multisupport à destination des habitants <p>2 ateliers techniques par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux de la CABBALR - avec un architecte du CAUE <p>→Co-organisation d'actions pour l'information et la sensibilisation des particuliers à la qualité des projets.</p> <p>Organisation et animation d'ateliers collectifs, à destination des particuliers, sur les enjeux et obligations liés à leur démarche</p>	<p style="text-align: center;"><u>« AMENAGEMENT DURABLE »</u></p> <p>→Coordination dans l'accompagnement des communes</p> <p>Au-delà du soutien financier des fonds de concours, la Communauté d'Agglomération accompagne le développement des communes rurales et périurbaines qui portent des projets d'aménagement de leurs espaces publics, de requalification de leurs centres-bourgs ou de reconversion de bâtiments publics, en résonance avec le projet de territoire « L'Agglo 100 % durable ».</p> <p>À ce titre, elle propose une démarche d'appui et de conseil à destination des communes volontaires de moins de 3 500 habitants au travers d'études pré-opérationnelles relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux projets d'aménagement des espaces publics d'une rue, d'un quartier, d'une place, à la densification des centre-bourgs - à la réalisation d'études de faisabilité pour la reconversion d'un bâtiment ou la programmation d'équipements publics - à la requalification, densification d'un centre-bourg <p>Le CAUE, dans le cadre de sa mission de conseil aux collectivités, veillera à faire le lien avec les politiques volontaristes de la CABBALR à destination des communes. Il sera associé au suivi des études pré-opérationnelles (2 à 3 par an maximum) et pourra, le cas échéant, apporter son expertise au contenu de l'étude ou à l'approfondissement d'une thématique spécifique (ex : mise à disposition de ressources, de références sur des sujets de</p>

<p>de projet de construction neuve ou de réhabilitation.</p> <p>Les thématiques seront déterminées en fonction des sujets émergeant des permanences, ainsi que des besoins spécifiques du territoire.</p> <p>2 ateliers par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans des locaux mis à disposition sur le territoire de la CABBALR - intervention d'un architecte et/ou d'un paysagiste concepteur du CAUE aux côtés des différentes structures d'accompagnement des particuliers 	<p>densification, gestion des eaux, désimperméabilisation, ...).</p> <p>→ Contribution à la démarche « Aménageons l'Agglo 100 % durable »</p> <p>Dans le cadre de sa démarche de sensibilisation des communes aux enjeux et pratiques du développement durable en matière d'aménagement, la CABBALR organise un cycle de réunions / voyages apprenants.</p> <p>Le CAUE pourra proposer des retours d'expériences exemplaires en matière d'aménagement durable et apporter son expertise et sa vision (ex : végétalisation des cours d'écoles).</p> <p>Il pourra également être associé à l'élaboration d'une Charte Aménageons l'Agglo 100 % durable.</p>
--	---

Convention d'objectifs entre l'association intercommunale de développement des cultures urbaines et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association intercommunale de développement des cultures urbaines
dont le siège est situé à la Maison des jeunes, 10 rue Hermary, 62620 BARLIN
Adresse de correspondance : Maison des jeunes, 10 rue Hermary, 62620 BARLIN
Téléphone : 0617287917
EMAIL : culturbaines@laposte.net
N° de SIRET : 531 707 016 000 14
Représentée par son Président, Monsieur Pascal RINGOT,

Ci-après dénommée « association intercommunale de développement des cultures urbaines »,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association intercommunale de développement des cultures urbaines nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des cultures urbaines et de la danse hip hop afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **17 000 €** à l'association intercommunale de développement des cultures urbaines et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association intercommunale de développement des cultures urbaines basée à Houdain et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association intercommunale de développement des cultures urbaines est une association ayant pour vocation de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion du hip hop et des cultures urbaines au travers de l'organisation d'un festival. Elle organise également un concours de danse d'envergure régionale et travaille à la mise en place de formations et de stages qualifiants.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine des cultures urbaines et du hip hop sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association intercommunale de développement des cultures urbaines s'engage à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association intercommunale de développement des cultures urbaines en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 17 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours (fournir une demande écrite ainsi que les bilans d'activité et financier de l'année n-1)

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : 10278 guichet : 02663 n° de compte : 00021075701 clé : 06
CCM NOEUX LES MINES

Article 5 : Obligations de l'association

L'association intercommunale de développement des cultures urbaines s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;

- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association intercommunale de développement des cultures urbaines, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association intercommunale de développement des cultures urbaines s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif,

notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties

Le

L'association intercommunale
de développement des cultures urbaines
Le Président,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire,

Monsieur RINGOT Pascal

Monsieur DAGBERT Julien

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

- Promouvoir et développer les cultures urbaines ;
- Formes les différents publics ;
- Organiser plusieurs évènements culturels sur le territoire de la CABBALR ;
- Favoriser l'accès à une offre culturelle adaptée et abordable ;
- Sensibiliser à la création artistique ;
- Permettre aux jeunes artistes de notre territoire de rencontrer, d'échanger et de bénéficier des conseils avisés des différents artistes professionnels qui se produiront "en CABBALR" ;
- Favoriser, développer, organiser et promouvoir des actions, des projets et des activités artistiques, éducatives et sociales ;
- Favoriser, développer, organiser et promouvoir des actions, des projets et des activités professionnelles ou en voie de professionnalisation dans le domaine artistique ;
- Favoriser, développer, organiser et promouvoir la formation de tous les publics, leurs participations aux pratiques culturelles et artistiques.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	35400	70 - Vente de produits finis, prestations de services	5000
Achats fournitures	5400	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	30000	74 - Subventions d'exploitation	42500
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	10250		
Locations et charges locatives	10000		
Entretien et réparation			
Assurance	250	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1850	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	10000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions, réceptions	1000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	350	CABBALR	24000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	8500
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	

		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	47500	TOTAL DES PRODUITS	47500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	20000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	12000	871 - Prestations en nature	12000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	20000	875 - Dons en nature	
TOTAL	32000	TOTAL	32000

<p align="center">Convention d'objectifs entre l'association Droit de Cité et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Droit de Cité

dont le siège est situé 32 rue de l'Abbé- 62160 AIX-NOULETTE

Téléphone : 03 21 49 21 21

Fax : 03 21 75 33 83

N° de SIRET : 3 8 8 7 4 7 8 9 1 0 0 0 41

Licences d'entrepreneur de spectacle : PLATESV-R-2021-011526

Représentée par son Président Monsieur François PASQUALINO,

Ci-après dénommée « Droit de Cité » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Droit de Cité nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 1 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'Agglomération à l'association Droit de Cité.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **68 000 €** à l'association Droit de Cité (dont 8 000 € pour le festival bivouac) et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association Droit de Cité basée à Aix-Noulette et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Droit de Cité est une association culturelle ayant pour but d'impulser une dynamique culturelle sur l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais en accompagnant les communes et leurs populations dans une démarche d'ouverture et de découverte culturelle. Elle est née de la volonté de conjuguer des projets locaux et une coopération intercommunale dans le cadre d'un développement concerté. Une attention particulière est accordée à la mise en place de projets de proximité intégrant l'implication des habitants.

A ce jour, l'association compte une vingtaine de communes adhérentes et une dizaine de communes associées qui se répartissent sur les communautés d'agglomération de Lens/Liévin, d'Hénin/Carvin et de Béthune-Bruay.

Droit de Cité élabore des projets dans le domaine de la musique, de la lecture, des arts de la rue et accompagne d'autres projets autour du développement cognitif de l'enfant ainsi que des compagnies artistiques.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la musique, de la lecture et des Arts de la rue sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics et impliquer les habitants dans les projets en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, Droit de Cité s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, Droit de Cité en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 68 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 42559 guichet 10000 n° de compte 08004743427 clé 28
Crédit Coopératif d'Arras

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Droit de Cité s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par Droit de Cité, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

Droit de Cité s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Président de Droit de Cité,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
culture et de l'éducation populaire

Monsieur François PASQUALINO

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

La musique : les Enchanteurs, festival de chanson itinérant entre mars-avril

Objectif encourager les habitants à se déplacer dans les salles de leur commune transformées en salles de concert pour découvrir des artistes confirmés et émergents

-Festival Tout en haut du jazz : novembre (Béthune, Beuvry, Marles)

Lecture : projet autour du coupe parents/enfant

-Festival Tiot Loupiot : pour les tout-petits jusqu'à 6 ans, octobre à décembre

-Coup de cœur Tiot Loupiot janvier à juin 25

Les arts de la rue

- « Beaver Fest » à Beuvry : 22-24 mai avec concerts, après-midi familiale, concert guinguette.

Publics : suivant les projets portés par Droit de Cité, le Tout Public, le très jeune public (éveil du tout petit au livre et à la lecture), les adolescents (projets dans le cadre de la politique de la ville).

L'action de Droit de Cité se développe principalement sur le territoire du Bassin Minier du Pas-de-Calais. Quelques évènements et liens se font également sur le territoire arrageois, et en Picardie.

Sur la CABBALR : Annequin, Auchy-les-Mines, Beuvry, Divion, Marles-les-Mines, Béthune, Noeux, Haillicourt, Violaines, Labeuvrière

En moyenne 20 000 personnes touchées par les actions de Droit de Cité, avec une quarantaine de communes partenaires tous les ans.

-Festival Bivouac au parc d'Ohlain 3^{ème} édition : dernier weekend d'août. Droit de Cité partenaire d'A Gauche de la Lune pour créer le 1^{er} Eco festival de musiques actuelles de la région. Volonté d'utiliser au maximum les ressources locales.

Artistes locaux et quelques artistes nationaux.

2 scènes live et 1 scène dédiée au DJ set. Cinéma de plein air. Accès aux activités du parc.

Ateliers pour les enfants et les familles.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026



BUDGET_PREVISIONNEL_2026

CHARGES	2026	PRODUITS	2026
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	354 108	70 - Vente prestations	82776
achats spectacles / atelier	325 681		
Achats fournitures	9 919	73 - Dotations et produits de tarification	
Achats matières	18 508	74 - Subventions d'exploitation	533 700
61 - Services extérieurs	126 784	Etat : politique de la ville	10 000
Locations et charges locatives	87 567	subventions autres	5000
Entretien et réparation	18 774		
Assurance	11 551	Conseil Régional :hauts de France	130000
Divers	8 892		
62 - Autres services extérieurs	187 924	aides emploi	4 000
Rémunérations honoraires	52 701	Conseil Départemental pas de calais	223 200
Divers	1 943		
Publicité, publication		Communautés de communes ou d'agglomérations:	161 500
Déplacements, missions, réceptions	122 520	CABBALR	68 000
Services bancaires	5 026	CALL	50 000
Services postaux tel et internet	5 734	CAHC	41 000
63 - Impôts et taxes	18 114	CUA	2 500
Impôts et taxes sur rémunération	16 614		
Autres impôts et taxes	1 500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel	405 044	Urssaf aide emplois	
Rémunération des personnels	295 331	Autres établissements publics - pas de Calair Actf - Fidess	
Charges sociales	108 819	75 - Autres produits de gestion courante	496 875
Autres charges de personnel	894	Cotisations/mécénats	147 945
65 - Autres charges de gestion courante		Conventions partenariats	348 930
66 - Charges financières	1892	76 - Produits financiers	11144
67 - Charges exceptionnelles	6380	77 - Subventions investissement	6800
68 - Dotations aux amorti,	31049	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	1 131 295	TOTAL DES PRODUITS	1 131 295

Convention d'objectifs entre Culture Commune – scène nationale du Bassin Minier du Pas-de-Calais et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane – dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

Culture Commune – scène nationale du Bassin Minier du Pas-de-Calais
dont le siège est situé Base 11/19 rue de Bourgogne – 62750 LOOS-EN-GOHELLE

Téléphone : 03.21.14.25.35

Fax : 03.21.14.25.30

N° de SIRET : 379 181 357 00029 – Code APE : 9499Z

Licences entrepreneur de spectacle : 1/101309 3/101310

Représentée par sa Présidente, Madame Christine Stiévenard,

Ci-après dénommée « Culture Commune » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Culture Commune nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine du spectacle vivant afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'Agglomération à Culture Commune.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2055 votant la subvention d'un montant de **90 000 €** à Culture Commune et autorisant la signature de la convention de partenariat entre Culture Commune basée à Loos en Gohelle et la Communauté d'agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Culture Commune, association intercommunale de développement artistique et culturel, est présente sur trois communautés d'agglomération (Lens-Liévin, Béthune-Bruay, Hénin-Carvin).

Scène nationale pluridisciplinaire (arts de la rue, cirque, danse, théâtre, écritures théâtrales, jeune public, lecture, multimédia), Culture Commune est une association culturelle ayant pour but de mettre en œuvre des actions artistiques et des projets culturels intercommunaux en collaboration avec les communes et les acteurs locaux: diffusion de spectacles, créations, coproductions, résidences d'artistes, développement de la sensibilisation artistique (ateliers de pratique, cours, stages, formation de relais à l'organisation, formation à la médiation, diffusion de spectacles, sensibilisation) et élargissement du public.

Au sein de la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay, Culture Commune propose de mettre en place un temps fort dans l'espace public avec les partenaires du territoire, de développer des actions de proximité avec les petites communes du territoire et de renforcer l'itinérance au sein des territoires les plus éloignés de la culture.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique sur le territoire.
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, Culture Commune s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, Culture Commune en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 90 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 42559 guichet : 10000 n° de compte : 08015406555 clé 80
Crédit Coopératif Arras

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Culture Commune s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par Culture Commune, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté

d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

Culture Commune s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

La Présidente de Culture Commune,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
culture et de l'éducation populaire

Madame Christine Stiévenard

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Nouveau cadre partenarial pour répondre à plusieurs enjeux :

- Renforcer l'accès à l'offre culturelle à travers des propositions artistiques de proximité favorisant le lien social,
- Initier une démarche artistique et culturelle co-construite, inclusive et participative en prenant en compte les caractéristiques de la commune, son histoire, sa géographie et l'ensemble de ses forces vives
- Sensibiliser les habitants à la diversité des arts : musique, danse, théâtre, arts du cirque, en mettant notamment en valeur l'espace public
- Valoriser les initiatives culturelles dans les communes en mobilisant les acteurs locaux
- Créer dès que possible des passerelles avec les projets portés par l'agglomération et d'autres acteurs culturels

Ainsi, dès 2026 et pour 2 années consécutives, Culture Commune travaillera avec 4 communes de moins de 3 000 habitants volontaires. La programmation dans l'espace public se construira la première année autour de l'accueil de spectacles professionnels tous publics et des propositions inclusives associant des groupes volontaires (école, associations, centres de loisirs, habitants, etc.)

La 2^{de} année, selon les dynamiques créées, une présence artistique plus longue dans la commune sera envisagée pour approfondir la rencontre entre les artistes et les habitants sous la forme d'ateliers, de rendez-vous et de créations participatives.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

2026 (en € HT)

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES	
60 - Achats	667 888 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services	249 421 €
Achats fournitures	62 329 €	73 - Dotations et produits de tarification	- €
Prestations de services	605 559 €	74 - Subventions d'exploitation	1 739 236 €
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	522 859 €
61 - Services extérieurs	89 415 €	DRAC Hauts-de-France - Fonctionnement	522 859 €
Locations et charges locatives	49 415 €		
Entretien et réparation	18 500 €	Conseil-s Régional(aux) :	
Assurance	18 500 €	Hauts de France	604 406 €
Documentation	1 000 €	Autres (préciser)	
Autres	2 000 €	Conseil-s Départemental (aux) :	
62 - Autres services extérieurs	201 900 €	Pas-de-Calais	272 702 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	25 500 €	Autres (préciser)	
Cotisations et licences			
Publicité, publication	109 000 €	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Déplacements, missions, réceptions	6 500 €	CABBALR, soit 90 000 € TTC	86 343 €
Services bancaires	5 300 €	Autres (CALL)	252 926 €
Frais postaux & télécommunications	17 000 €		
Autres	38 600 €		
63 - Impôts et taxes	35 200 €		
Impôts et taxes sur rémunération	16 700 €	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes	18 500 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	996 704 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	- €
Rémunération des personnels	697 485 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	297 719 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 500 €	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	31 150 €
		Cotisations	2 400 €
65 - Autres charges de gestion courante	300 €	Autres	28 750 €
66 - Charges financières	2 300 €	76 - Produits financiers	2 400 €
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	113 500 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	85 000 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	- €	79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	2 107 207 €	TOTAL DES PRODUITS	2 107 207 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	8 000 €	871 - Prestations en nature	8 000 €
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	8 000 €	TOTAL	8 000 €

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre Cirqu 'en Cavale et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association « Cirqu'en Cavale »

dont le siège est situé 1 rue de l'Etang de Quenehem – 62470 CALONNE-RICOUART

Téléphone : 03.21.53.11.71

N° de SIRET : 38498250000058

Représentée par sa Présidente, Madame Camille HERMANT,

Ci-après dénommée « Cirqu'en Cavale » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de Cirqu'en Cavale, nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine du cirque afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **48 000 €** à l'association Cirqu'en Cavale et autorisant la signature de la convention de partenariat entre Cirqu'en Cavale basée à Calonne-Ricouart et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association Cirqu'en Cavale est une association culturelle qui développe l'enseignement des arts du Cirque, la création et la diffusion de spectacles et participe à la mise en place et au fonctionnement d'un lieu permanent pour les activités de l'école du cirque, en priorité, en territoire rural.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine du cirque sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, Cirqu'en Cavale s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, Cirqu'en Cavale en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2) ;
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation du programme d'actions mentionné à l'article 1^{er} (Convention pluriannuelle de mise à disposition du chapiteau dit « La SMOB » – (Annexe 3).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 48 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :
banque 20041 guichet 01005 n° de compte 0258235K026 clé 92
LA BANQUE POSTALE – LILLE CENTRE FINANCIER

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Cirqu'en Cavale s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;

- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de sa présidente ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par Cirqu'en Cavale, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

Cirqu'en Cavale s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au

terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

La Présidente de Cirqu'en Cavale,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Madame Camille HERMANT

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

- L'enseignement des Arts du cirque, la création artistique et la diffusion de spectacles
- La mise en place et le fonctionnement d'un lieu permanent pour les activités de l'école de cirque avec une attention particulière pour les publics jeunes, les publics spécifiques et en tissant des liens entre les générations.
- L'animation d'ateliers cirque itinérants, en priorité sur le territoire rural du département du Pas-de-Calais.
- L'animation d'un espace de recherche et d'innovation pédagogique à partir des Arts du cirque pour tout public.
- La promotion de l'enseignement et des activités liés aux Arts du cirque auprès du public et des autorités au plan départemental, régional, national et international, selon les principes de la FFEC, tels qu'ils sont définis dans les statuts et votés dans ses assemblées générales.
- La participation au développement des territoires par des activités festives ou d'animation culturelle globale.
- La mise en place et l'animation d'un Espace de Vie Sociale pour permettre à l'association d'être au plus proche des habitant.e.s, de leur donner un espace de rencontre, de créativité et d'épanouissement.
- Le développement d'espaces favorisant l'expérimentation, l'impulsion de projets et d'initiatives.
- Le développement d'espaces d'expression libre et d'émergence d'idées.
- Le développement d'espaces de démocraties avec des actions concrètes.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	65570	70 - Vente de produits finis, prestations de services	55541
Achats fournitures	17373	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	48197	74 - Subventions d'exploitation	187354
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	14000
61 - Services extérieurs	10637	Politique Ville	10000
Locations et charges locatives	4870	DRAC	4000
Entretien et réparation	1833		
Assurance	3802	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	132	Hauts de France	24000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	22204	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6100	Pas-de-Calais	40000
Cotisations et licences	6825	Autres (préciser)	
Publicité, publication	3230		
Déplacements, missions, réceptions	4562	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	1487	CABBALR	64000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	1750		
Impôts et taxes sur rémunération	1750	Commune(s) (préciser) Calonne Ricouart	2000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	17600
64 - Charges de personnel	135702	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	

Rémunération des personnels	135702	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	19500
Charges sociales		Autres établissements publics	6254
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	250
		Cotisations	250
65 - Autres charges de gestion courante	2100	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	149
67 - Charges exceptionnelles	45	77 - Produits exceptionnels	800
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	22191	78 - Reprises sur amortissements et provisions	13312
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	2793
TOTAL DES CHARGES	260199	TOTAL DES PRODUITS	260199
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	260199	TOTAL DES PRODUITS	260199
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIB
86 - Emplois des contributions		87 - Contributions volontaires en nature	

volontaires en nature			
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	12890
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	18122	871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	12890	875 - Dons en nature	18122
TOTAL	31012	TOTAL	31012

ANNEXE 3 : CONTRIBUTION NON FINANCIERE

- Convention pluriannuelle de mise à disposition du chapiteau dit « La SMOB » - Terme 30/06/2024

Convention d'objectifs entre la Comédie de Béthune et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane – dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

La Comédie de Béthune, dénommée « Centre Dramatique National Nord/Pas-de-Calais » dont le siège est situé au 138 rue du 11 Novembre CS 70631 62412 BETHUNE CEDEX

Téléphone : 03 21 63 29 16

N° de SIRET : 384 492 518 00020 - code APE : 9001Z

Représentée par son Directeur, Monsieur Cédric GOURMELON

Ci-après dénommée « La Comédie de Béthune » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de la Comédie de Béthune nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des arts dramatiques afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'Agglomération à la Comédie de Béthune.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **610 000 €** à la Comédie de Béthune et autorisant la signature de la convention de partenariat entre la Comédie de Béthune basée à Béthune et la Communauté d'agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

La Comédie de Béthune est l'un des 39 Centres Dramatiques Nationaux Français. Elle s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche de décentralisation sur le territoire des Hauts-de-France. La programmation donne accès à de nombreux spectacles permettant de mettre avant des grands textes des répertoires classique et contemporains et d'auteurs vivants. La programmation itinérante en partenariat avec les communes partenaires permet de largement diffuser sur le territoire de la Communauté d'agglomération. La variété des propositions et des formats permet à la Comédie de rayonner sur le territoire local, régional et national. Parallèlement à ce travail de diffusion, la Comédie de Béthune assure un véritable soutien à la création par l'accompagnement de projets de création ou la mise en place de résidences artistiques. La Comédie de Béthune s'engage également auprès des publics en une variété de propositions de sensibilisation et d'éducation artistique et culturelle : ateliers de pratiques artistiques, rencontres avec les artistes, visites du Palace, débats, etc.

La Comédie propose ainsi un projet 2026 répondant aux enjeux suivants : approfondir l'ancrage et consolider les liens avec le territoire et favoriser le rayonnement national de la Comédie comme lieu de création et de production artistique.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine des arts dramatiques sur le territoire de la Communauté d'agglomération ;

- Elargir les publics en proposant une variété de propositions à destination de tous les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, la Comédie de Béthune s'engage à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, la Comédie de Béthune en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°1).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération

Le montant de la subvention s'établit à 610 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Article 5 : Obligations de l'association

La Comédie de Béthune s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par la Comédie de Béthune, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

La Comédie de Béthune s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Directeur de la Comédie de Béthune,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
culture et de l'éducation populaire

Monsieur Cédric Gourmelon

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

La programmation :

17 spectacles et 69 à 71 représentations

- Spectacles de compagnies régionales et nationales pour mettre en avant des grands textes du répertoire contemporain et classique et d'auteurs vivants.
- Dont 1 production, 7 coproductions, 9 accueils
- Dont 6 spectacles en itinérance (33 à 36 représentations) dans les communes de Lillers, Béthune, Beuvry, Divion, Marles-les-Mines, Gonnehem, Annequin, Saint-venant, Neuve-Chapelle, Labourse, Norrent-Fontes, Isbergues, Auchel, mais aussi le Ternois, Osartis-Marquion et la CAPSO
-

Le soutien aux artistes :

-Le Label résidence pour la mise à disposition d'espace de travail pour des équipes régionales
-L'incubateur : création de « Race d'Ep » par Simon Elie-Galibert. Début d'accompagnement d'Agathe Paysant (Cie de la Décision) pour sa 2^{ème} création.

Le développement des publics

-ateliers démocratiques ouverts à tous 3h/ 1 fois par mois
-ateliers hebdomadaires animés par 2 artistes
- « ateliers en compagnie » : 3h autour d'une pièce
-ateliers en itinérance dans les communes
-ateliers pour enfants
-différentes rencontres : visite du décor, débats...

L'action artistique et culturelle en direction des collèges et lycées

- « laboratoire de l'oral » dans les lycée professionnels Malraux et Allende à Béthune
- « A la découverte » : 1 groupe d'élèves volontaires découvre en profondeur la Comédie
- Options théâtre dans les lycées

Ambition d'accueillir le maximum de spectateurs et de favoriser la mixité qu'elle soit géographique, sociale ou générationnelle. Formations et dispositifs pour favoriser l'accessibilité des personnes handicapées

Enjeux : inscription dans le réseau national, la collaboration avec d'autres structures ainsi que le développement des actions et des partenariats au niveau local.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Année 2026 en euros Hors Taxe

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1 288 696 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services	237 398 €
Achats fournitures	85 000 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	1 185 118 €	74 - Subventions d'exploitation	3 019 500 €
Autres	18 578 €	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	1 367 000 €
61 - Services extérieurs	314 100 €	Etat / DRAC Hauts de France, fonctionnement	1 290 000 €
Locations et charges locatives	207 600 €	Etat / DRAC Hauts de France, subv. Affectées	77 000 €
Entretien et réparation	85 000 €		
Assurance	20 000 €	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 500 €	Hauts de France	780 000 €
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	230 300 €	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	30 500 €	Pas-de-Calais	262 500 €
		Autres (préciser)	
Cotisations et licences	8 500 €		
Publicité, publication	125 800 €	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Déplacements, missions, réceptions	20 000 €	CABBALR	610 000 €
Services bancaires	13 000 €	Autres (préciser)	
Autres	32 500 €		
63 - Impôts et taxes	128 272 €	Commune(s) (préciser)	
Impôts et taxes sur rémunération	102 772 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
Autres impôts et taxes	25 500 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
64 - Charges de personnel	1 256 530 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Rémunération des personnels	873 194 €	Autres établissements publics	
Charges sociales	351 336 €	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	32 000 €	75 - Autres produits de gestion courante	- €
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières	14 000 €	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels (quote part de subventions investies)	30 000 €
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	55 000 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	3 286 898 €	TOTAL DES PRODUITS	3 286 898 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	- €	TOTAL	- €

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre l'association Centre littéraire Escales des Lettres Nord Pas-de-Calais et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Centre Littéraire Escales des Lettres Nord Pas-de-Calais
dont le siège est situé 11, rue de la Taillerie – 62000 ARRAS
Téléphone : 03.21.71.40.99
N° de SIRET : 423 527 969 00020
Représentée par son Président Monsieur Ludovic DEGROOTE,

Ci-après dénommée « l'association Escales des Lettres » d'autre part

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Escales des Lettres nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la lecture et de la littérature afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'agglomération à l'association Escales des Lettres.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 25 votant la subvention d'un montant de **20 000 €** à l'association Escales des Lettres et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association Escales des Lettres basée à Arras et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Le « Centre littéraire Escales des Lettres » propose tout au long de l'année, sur l'ensemble de la région Nord Pas-de-Calais, des ateliers d'écriture, des rencontres, des lectures, des débats, un site internet, des cafés littéraires, des publications, des résidences d'écrivains, des fêtes du livre, un réseau local, régional, national et international d'échanges littéraires, diverses résidences d'auteurs...

Ses objectifs premiers sont les suivants : favoriser la création littéraire en langue française et sa diffusion ; favoriser la connaissance des littératures et des cultures étrangères ; créer, développer et soutenir les réseaux concernés par le livre et la lecture ; créer des passerelles durables entre le monde de la littérature et celui de l'enseignement ; favoriser les rencontres entre les acteurs du monde du livre (écrivains, éditeurs, traducteurs, libraires, bibliothécaires, enseignants...) et les différents publics (jeunesse, personnes en difficulté, personnes âgées, public occasionnel, public cultivé, lecteurs et non lecteurs).

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine du livre et de la littérature sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane.
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association Escales des Lettres s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association Escales des Lettres en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.
Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 30003 guichet 00150 n° de compte 00037265796 clé 86 –

Banque : Société Générale d'Arras

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Escales des Lettres s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Escales des Lettres, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Escales des Lettres s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président d'Escales des Lettres

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
Culture et de l'éducation populaire

Monsieur Ludovic DEGROOTE

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Escales des Lettres propose le projet « **Ecrire en Territoire** » :

40 rencontres littéraires dans 4 villes rurales de l'agglomération

8 ateliers d'écriture dans chaque commune partenaire (1 atelier / mois) et 8 rencontres d'écrivains permettant aux participants de chaque ville de se rencontrer et d'échanger en s'appuyant sur le réseau créé par Escales des Lettres, les bibliothécaires et les habitants. Il s'agit de la deuxième année de ce projet.

Villes pressenties : Norrent-Fontes, Billy Berclau, Hersin-Coupigny, Bruay la Buisnière

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2024

LE BUDGET PRÉVISIONNEL 2024

DÉPENSES		CAFÉS LITT. RÉSIDENCES	DÉTOURS D'AUTEURS	ÉCRIRE EN TERRITOIRE(S)	MARCHÉ POÉSIE LILLE	TOTAUX
60	ACHATS	6 825 €	4 910 €	1 854 €	1 921 €	15 510 €
604	Achats d'études et de prestations de service	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
604100	Achats de spectacles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
604300	Prestations techniques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
606	Achats non stockés de matières premières	6 225 €	1 200 €	1 354 €	1 921 €	10 700 €
606110	Electricité-Gaz	900 €	0 €	225 €	375 €	1 500 €
606150	Carburants	1 350 €	0 €	150 €	250 €	1 750 €
606300	Fournitures, entretien et petits équipements	725 €	0 €	100 €	250 €	1 075 €
606400	Fournitures de bureau et papeterie	1 750 €	1 200 €	504 €	421 €	3 875 €
606410	Logiciels et abonnements de données	900 €	0 €	225 €	375 €	1 500 €
606800	Autres matières et fournitures	600 €	0 €	150 €	250 €	1 000 €
607110	Achats de livres	600 €	3 710 €	500 €	0 €	4 810 €
61	SERVICES EXTERIEURS	5 981 €	0 €	1 493 €	3 487 €	10 961 €
613	Locations	4 050 €	0 €	1 013 €	2 687 €	7 750 €
613200	Locations de Bureaux	4 050 €	0 €	1 013 €	1 687 €	6 750 €
613200	Locations de matériels	0 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €
615	Entretiens et réparations	300 €	0 €	75 €	125 €	500 €
61550	Entretiens et réparations de matériels	180 €	0 €	45 €	75 €	300 €
61552	Entretiens matériels de bureau	120 €	0 €	30 €	50 €	200 €
616	Primes d'assurances	1 560 €	0 €	390 €	650 €	2 600 €
616000	Primes d'assurances	1 560 €	0 €	390 €	650 €	2 600 €
618	Divers	71 €	0 €	15 €	25 €	111 €
618600	Documentation artistique	71 €	0 €	15 €	25 €	111 €
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	15 140 €	10 163 €	7 725 €	15 165 €	48 193 €
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 700 €	4 200 €	2 325 €	7 325 €	22 550 €
62262	Honoraires artistiques (écrivains, autres)	4 200 €	4 200 €	1 200 €	5 450 €	15 050 €
622610	Honoraires Service Paie	600 €	0 €	150 €	250 €	1 000 €
622615	Honoraires comptables	2 400 €	0 €	600 €	1 000 €	4 000 €
622620	Commissariat aux comptes	1 500 €	0 €	375 €	625 €	2 500 €
623	Publicités, publications	400 €	0 €	150 €	2 000 €	2 550 €
623600	Catalogues et imprimés	400 €	0 €	150 €	2 000 €	2 550 €
625	Déplacements, missions, réceptions	4 630 €	5 963 €	4 900 €	5 250 €	20 743 €
625200	Repas administrateurs	250 €	0 €	0 €	250 €	500 €
625700	Déplacements équipe	980 €	3 863 €	3 300 €	750 €	8 893 €
625710	Restauration équipe	500 €	525 €	200 €	750 €	1 975 €
625721	Déplacements auteurs	400 €	1 050 €	400 €	1 800 €	3 650 €
625722	Restauration auteurs	500 €	525 €	200 €	500 €	1 725 €
625723	Hébergements auteurs	2 000 €	0 €	800 €	1 200 €	4 000 €
626	Frais postaux et télécommunications	1 230 €	0 €	305 €	515 €	2 050 €
626110	Ligne fixe, internet et mobiles	1 080 €	0 €	270 €	450 €	1 800 €
626200	Affranchissements	150 €	0 €	35 €	65 €	250 €
627	Services bancaires et assimilés	180 €	0 €	45 €	75 €	300 €
62700	Services bancaires et assimilés	180 €	0 €	45 €	75 €	300 €
63	IMPÔTS ET TAXES	720 €	0 €	180 €	300 €	1 200 €
631300	Part. employeur formation prof. Continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
635130	Taxe d'habitation	720 €	0 €	180 €	300 €	1 200 €
64	CHARGES DE PERSONNEL	54 208 €	7 082 €	15 764 €	24 987 €	102 041 €
641	Rémunération du personnel Escales des lettres	39 975 €	5 200 €	11 625 €	18 400 €	75 200 €
641000	Rémunération du personnel Escales des lettres	39 975 €	5 200 €	11 625 €	18 400 €	75 200 €

645	Charges sociales	14 233 €	1 882 €	4 139 €	6 587 €	26 841 €
645	Charges sociales	14 191 €	1 840 €	4 127 €	6 532 €	26 690 €
647010	Urssaf Limousin	42 €	42 €	12 €	55 €	151 €
65	AUTRES CHARGES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
658000	Charges diverses de gestion courante	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
66	CHARGES FINANCIERES	2 784 €	0 €	696 €	1 160 €	4 640 €
661100	Intérêts des emprunts et dettes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
661500	Intérêts comptes courants et dép. crédits	2 784 €	0 €	696 €	1 160 €	4 640 €
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
671200	Charges exceptionnelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
68	DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 152 €	0 €	288 €	480 €	1 920 €
68111	Dotations amortissements immo. incorporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
68112	Dotations amortissements immo. corporelles	1 152 €	0 €	288 €	480 €	1 920 €
80	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2 500 €	0 €	0 €	10 000 €	12 500 €
800000	Bénévolat et mises à disposition diverses	2 500 €	0 €	0 €	10 000 €	12 500 €
TOTAL DES DEPENSES		89 310 €	22 155 €	28 000 €	57 500 €	196 965 €

RECETTES		CAFÉS LITT. RÉSIDENCES	DÉTOURS D'AUTEURS	ÉCRIRE EN TERRITOIRE(S)	MARCHÉ POÉSIE LILLE	TOTAUX
70	VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES	200 €	0 €	0 €	0 €	200 €
706110	Prestations de services	150 €	0 €	0 €	0 €	150 €
706250	Ventes d'espaces d'expositions	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
706580	Ventes de livres	50 €	0 €	0 €	0 €	50 €
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	86 500 €	22 155 €	28 000 €	47 500 €	184 155 €
740100	Cabbair	0 €	0 €	25 000 €	0 €	25 000 €
740200	Région Hauts-de-France	31 500 €	0 €	1 000 €	7 500 €	40 000 €
740300	Drac Hauts-de-France	28 500 €	0 €	1 000 €	10 000 €	39 500 €
740400	Disp-Drac Hauts-de-France	0 €	22 155 €	0 €	0 €	22 155 €
740500	Département Pas-de-Calais	15 500 €	0 €	1 000 €	0 €	16 500 €
740600	Ville de Lille	0 €	0 €	0 €	10 000 €	10 000 €
740700	Métropole européenne de Lille	0 €	0 €	0 €	7 500 €	7 500 €
740800	Circé	0 €	0 €	0 €	7 500 €	7 500 €
741000	Département Nord	10 000 €	0 €	0 €	5 000 €	15 000 €
741200	Ville d'Arras	1 000 €	0 €	0 €	0 €	1 000 €
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	100 €	0 €	0 €	0 €	100 €
756000	Cotisations adhérents	100 €	0 €	0 €	0 €	100 €
758000	Produits divers de gestion courante	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
76	PRODUITS FINANCIERS	10 €	0 €	0 €	0 €	10 €
768200	Intérêts Livret A	10 €	0 €	0 €	0 €	10 €
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
778000	Produits exceptionnels	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
781000	Reprises sur amortissements et provisions	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
80	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2 500 €	0 €	0 €	10 000 €	12 500 €
800000	Bénévolat et mises à disposition diverses	2 500 €	0 €	0 €	10 000 €	12 500 €
TOTAL DES RECETTES		89 310 €	22 155 €	28 000 €	57 500 €	196 965 €

Convention d'objectifs entre la Fédération des Foyers Ruraux et associations du Nord Pas-de-Calais et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

La Fédération des Foyers Ruraux et associations du Nord Pas-de-Calais dont le siège est situé au 2bis place du capitaine Ansart, 62190 Lillers

Téléphone : 03 21 54 58 58

Courriel : fede5962@orange.fr / tony.havart@orange.fr

N° de SIRET 379 361 256 00033 – Code APE : 9499 Z

Représentée par son Président Monsieur Pascal PUCHOIS,

Ci-après dénommée « Fédération des Foyers Ruraux » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de la Fédération des Foyers Ruraux nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **23 000 €** à la Fédération des Foyers Ruraux et autorisant la signature de la convention de partenariat entre la Fédération des Foyers Ruraux basée à Lillers et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

La Fédération des Foyers Ruraux contribue à l'animation et au développement global du milieu rural et favorise le développement culturel au travers d'un projet autour du conte sur le territoire. Ainsi, elle organise chaque année le festival *Conteurs en campagne* et développe des actions, notamment dans les écoles volontaires de l'agglomération.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

La Fédération des Foyers Ruraux contribue à l'animation et au développement global du milieu rural et favorise le développement culturel au travers d'une action conte sur le territoire.

La Fédération des Foyers Ruraux s'engage à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, la Fédération des Foyers Ruraux en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.
Le montant de la subvention s'établit à 23 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours (fournir une demande écrite ainsi que les bilans d'activité et financier de l'année n-1)

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : 16706 guichet : 00042 n° de compte : 02823454000 clé : 71
Crédit agricole Nord de France, Fruges

Article 5 : Obligations de l'association

La Fédération des Foyers Ruraux s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires

aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par la Fédération des Foyers Ruraux, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

La Fédération des Foyers Ruraux s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Président de la Fédération
des Foyers Ruraux,

Par délégation du Président
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Pascal PUCHOIS

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

- 1- diffusion : participation de communes ou d'associations du territoire au festival Conteurs en Campagne durant l'automne 2026 (Marles les Mines, Lillers, Violaines, St Venant, Beugin, Richebourg, Labeuvrière, La Couture, Lapugnoy...) , programmation de spectacles professionnels et actions de médiation, organisation d'un événement thématique sur le territoire.**
- 2- spectacles, séances contes et animations dans les écoles primaires et maternelles du territoire (environ 40 établissements)**
- 3- formations courtes aux arts du récits et atelier mensuel sur le territoire (Lillers pour l'atelier mensuel) et lancement d'une scène ouverte histoire d'un soir.**

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
---------	---------	----------	---------

CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	56997	70 - Vente de produits finis, prestations de services	233000
Achats fournitures	12697	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	35000	74 - Subventions d'exploitation	209807
Autres	9300	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	13900	FONJEP	14807
Locations et charges locatives	10000	DRAC	18000
Entretien et réparation	1000	DDCS ET AUTRES	6000
Assurance	1400	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1000	Hauts de France	53800
Autres	500	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	95900	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	70000	Pas-de-Calais	61200
Cotisations et licences	700	NORD	10000
Publicité, publication	6000		
Déplacements, missions, réceptions	14500	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	200	CABBALR	23000
Autres	4500	epci	13000
63 - Impôts et taxes	7000		
Impôts et taxes sur rémunération	6000	Commune(s)	
Autres impôts et taxes	1000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	284000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	225000	L'agence de services et de paiement (emplois	

		aidés)	
Charges sociales	50000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	9000	Aides privées (fondation)	10000
		75 - Autres produits de gestion courante	45000
		Cotisations	45000
65 - Autres charges de gestion courante	18610	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	10000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	486407	TOTAL DES PRODUITS	487807
Excédent prévisionnel (bénéfice)	1400	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	20000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	15000	871 - Prestations en nature	15000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	20000	875 - Dons en nature	
TOTAL	35000	TOTAL	35000

Convention d'objectifs entre l'association Hemiolia et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Hemiolia
dont le siège est situé 138 bis rue Leon Blum 62290 Noeux les Mines
Téléphone : 06/30/42/76 38
Représentée par son Président Jean-Pierre Guffroy

Ci-après dénommée « l'association Hemiolia » d'autre part

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Hemiolia nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'agglomération à l'association Hemiolia.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 25 votant la subvention d'un montant de **19 000 €** à l'association Hemiolia et autorisant la signature de la convention de

partenariat entre l'association Hemiolia basée à Noeux-les-Mines et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association Hemiolia propose tout au long de l'année, sur l'ensemble de la région Nord Pas-de-Calais, des actions musicales dans le cadre des opérations nationales telles que les Nuits de la lecture, des concerts à destination des communes rurales, des actions culturelles à destination des publics empêchés (Maison d'arrêt, CHR, Centre de soin palliatif Amélie Loutre ..)

Ses objectifs premiers sont les suivants :

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la musique sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane.
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.
- Proposer des actions musicales à destination des communes rurales.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association Hemiolia s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association Hemiolia en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 19000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Sous le numéro : 00044172301

Code banque : 10278

Guichet : 02715

Clé RIB : 18

Nom de l'établissement bancaire : Crédit Mutuel

Adresse de l'établissement bancaire : Crédit Mutuel 2 place Richebe 59800 Lille

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Hemiolia s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;

- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Hemiolia, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Hemiolia s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président de Hemiolia

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
Culture et de l'éducation populaire

Monsieur Jean Pierre GUFFROY

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Hemiola propose une résidence longue de territoire sur l'Agglomération depuis 2023 :

L'ensemble baroque Hemiolia assurera une résidence artistique sur la CABBALR à destination du public et en partenariat avec les équipements communautaires et les associations culturelles.

Durant l'année 2026, Hemiolia participera à des projets en lien avec la politique culturelle communautaire : tournée d'été dans les petites communes (8 à 10 concerts), 1 à 2 concerts à l'UAS, 1 création grand effectif, des interventions en direction de divers publics : milieu scolaires (5/an), milieu carcéral (1/an), milieu hospitalier (4/an). Cette année 2026 sera la dernière année du dispositif « résidence longue de territoire ».

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	14700	70 - Vente de produits finis, prestations de services	82843
Achats fournitures	700	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	14000	74 - Subventions d'exploitation	133459
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	30000
61 - Services extérieurs	7722		
Locations et charges locatives	4728		
Entretien et réparation			
Assurance	2201	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	500	Hauts de France	25000
Autres	293	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	39427	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6203	Pas-de-Calais	12000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	33224	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	17955
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	163168	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	104195	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	19696
Charges sociales	58973	Autres établissements publics	28808
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	

		75 - Autres produits de gestion courante	8715
		Cotisations	150
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	8565
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	225017	TOTAL DES PRODUITS	225017
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	3600	871 - Prestations en nature	3600
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	3600	TOTAL	3600

<p align="center">Convention d'objectifs entre l'association Art Danse Compagnie et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Art Danse Compagnie
dont le siège est situé 10 rue d'Amont, 62700 BRUAY-LA-BUISSIERE
mail : artdansecompagnie2@gmail.com
tél. :06 31 24 49 24

N° de SIRET : 504 345646 00013

Représentée par sa Présidente, Madame Géraldine LABEEUW,

Ci-après dénommée « l'association Art Danse Compagnie» d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Art Danse Compagnie nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **2 500 €** à l'association Art Danse Compagnie et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association Art Danse Compagnie basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Art Danse Compagnie est une association culturelle ayant pour but de promouvoir et pratiquer la danse afin de participer au rayonnement du conservatoire par le biais de rencontres, stages, galas, concours.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la danse sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association Art Danse Compagnie s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association Art Danse Compagnie en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 2 500 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 16706 guichet 00024 n° de compte 16591521701 clé 66
Crédit Agricole Bruay centre

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Art Danse Compagnie s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Art Danse Compagnie, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Art Danse Compagnie s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

La Présidente de l'association
Art danse compagnie

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Madame Géraldine LABEEUW

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Association qui a pour but de compléter les enseignements dispensés par le Conservatoire communautaire :

- organisation du gala de danse annuel : location de barnum et prise en charge des techniciens, sécurité
- Spectacle pour les élèves du Conservatoire et les familles (Nuit du Conservatoire)

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

DEPENSES		RECETTES	
Frais administratifs		Cotisations	
Déplacements	400 euros		
Gala de danse	11500 euros		8715 euros
Noël des élèves	1000 euros		
Sacem	700 euros		
Achats costumes	2000 euros		
Frais divers	500 euros		
Assurances	800 euros		
Location matériel (sono, barnum etc..)	6315 euros		
		Subventions ville Bruay-La- Buisnière	12000 euros
		Subventions CABBALR	2500 euros
	23215 euros		23215 euros

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre l'association Kdances et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Kdances
dont le siège est situé Foyer François Albert, rue du Tir– 62400 BETHUNE
mail : isapoirier2003@yahoo.fr

N° de SIRET : 378 330 773 00011

Représentée par sa Présidente, Madame Isabelle POIRIER,

Ci-après dénommée « l'association Kdances » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Kdances nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **2 500 €** à l'association Kdances et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association Kdances basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Kdances est une association culturelle ayant pour but de promouvoir et pratiquer la danse afin de participer au rayonnement du conservatoire par le biais de rencontres, stages, galas, concours.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la danse sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association Kdances s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association Kdances en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 2 500 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 30003 guichet 00151 n° de compte 00037263577 clé 35
SG Béthune Grand Place

Article 5 : Obligations de l'association

L'association K danses s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Kdances, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Kdances s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président de l'association
Kdances

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Madame Isabelle POIRIER

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Association qui a pour but de promouvoir la danse et participer au rayonnement du conservatoire en organisant notamment le gala de danse annuel : achat e costumes, agents de sécurité, location du Théâtre, SACEM, captation vidéo.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

	Dépenses		Recettes
Cadeau Noël danseurs	1000		
Achats de costumes	1500	Vente clés USB gala 2025	1200
Achats de tickets	250	Subvention CABBALR	2 500
Agent de sécurité	1 200	Vente carte à cases	500
Location Théâtre	5000	Ressources propres (fonds sur le compte bancaire)	6716
Captation vidéo	1 200		
SACEM	400		
Assurance	96	Vente de vêtements	300
Achat clé usb gala 2025	570		
TOTAL	11216		11216

<p align="center">Convention d'objectifs entre l'association La Scyrendale et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association La Scyrendale
dont le siège est situé 7 rue de La Haye – 62190 LILLERS
lascyrendale@gmail.com
Tel. : 0662959207

N° de SIRET : 512 715 749 000 28
Représentée par son Président Monsieur DENISSEL Géry,

Ci-après dénommée « La Scyrendale » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de La Scyrendale nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **20 000 €** à l'association La Scyrendale et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association La Scyrendale basée à Lillers et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

La Scyrendale est une association culturelle ayant pour but de mettre en œuvre un spectacle son et lumières afin de promouvoir l'entraide et la solidarité, favoriser les liens sociaux et contribuer au développement des loisirs et de la culture.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association La Scyrendale s'engage à mettre en œuvre le « Récits oubliés des Hauts de France » à 5 reprises sur le territoire de l'agglomération Béthune Bruay.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association La Scyrendale en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 16706 guichet 00023 n° de compte 16356928706 clé 28
Crédit Agricole

Article 6 : Obligations de l'association

L'association La Scyrendale s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 7 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association La Scyrendale , et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contrôle de l'administration

L'association La Scyrendale s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 9 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 11 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président de la Scyrendale,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Géry DENISSEL

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : Projet prévisionnel 2026

Valoriser le patrimoine légendaire et historique régional.

Favoriser la participation citoyenne grâce à l'implication de bénévoles de tous âges.

Dynamiser la vie culturelle et touristique du territoire.

Créer un événement festif et intergénérationnel.

Public visé : habitants de la région, familles, scolaires, touristes (capacité d'accueil : environ 7 500 spectateurs par représentation).

ANNEXE 2 : Budget prévisionnel 2026

Année SEPTEMBRE 2025 - AOUT 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	85000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	50000
Achats fournitures	45000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	40000	74 - Subventions d'exploitation	55000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	8500		
Locations et charges locatives	1500		
Entretien et réparation	4000		
Assurance	3000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation et informatique		Hauts de France	10000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	11500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	10000
Cotisations et licences	200	Autres (préciser)	
Publicité, publication	6000		
Déplacements, missions, réceptions	5000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	300	CABBALR	30000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel	0		
Rémunération des personnels			
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	

68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	105000	TOTAL DES PRODUITS	105000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre L'association L'envol, Centre d'art et de transformation sociale et La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association L'Envol, centre d'art et de transformation sociale
dont le siège est situé 30 rue Henri Barbusse 62400 Béthune
Téléphone : 03 91 19 64 33/ 06 78 63 94 59
N° de SIRET : 814 144 101 00049
Représentée par sa Présidente Christelle JASINSKI

Ci-après dénommée « L'envol » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association L'Envol nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des arts afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant une subvention pour un montant total de **20 000 €** à l'association L'Envol et autorisant la signature de la convention de partenariat entre L'Envol basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association l'Envol met en œuvre des projets mêlant l'art et la société pour sensibiliser, proposer des solutions concrètes afin de favoriser l'employabilité de jeunes adultes décrochés à travers des projets de création, de diffusion et de formation.

Objectifs généraux recherchés :

- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.
- Développer des activités de médiation culturelle et de cohésion sociale par l'art

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, L'Envol s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, L'Envol en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours (fournir une demande écrite ainsi que les bilans d'activité et financier de l'année n-1).

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : 42559 Guichet : 10000 n° de compte : 08014330461 Clé : 08
Crédit Coopératif ARRAS

Article 5 : Obligations de l'association

L'Envol s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires

aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par L'Envol, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'Envol s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

La Présidente de l'association
L'Envol, centre d'art et de
Transformation sociale

Madame Christelle JASINSKI

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJETS PREVISIONNELS 2026

Projet 1

Classe Départ : projet d'épanouissement personnel et collectif, pensé pour des promotions de 12 à 14 jeunes décrocheurs (pas ou peu diplômés, pas ou très peu qualifiés, sans perspectives de formation ou d'emploi) : 6ème promotion à Béthune.

Durant 7 mois, ils sont accueillis dans le cadre d'un contrat de volontaire en service civique pour un projet qui s'articule autour de 3 grands axes :

- La pratique artistique : chant, danse théâtre, écriture
- La citoyenneté, le civisme : participation au quotidien du lieu Le Passage à niveau (médiation culturelle, événements, restauration en lien avec Kantina...)
- La définition d'un projet d'avenir en lien avec les professionnels de l'insertion

A l'issue du projet, une création, sous la forme d'un spectacle est présentée

Grand Ecart : programme à destination d'élèves de 6^{ème} identifiés en décrochage mené en partenariat avec les enseignants et les familles.

Projet 2 :

Pour les 10 ans de l'ENVOL, l'association souhaite donner une dimension exceptionnelle au programme d'activités annuelle. De mars à décembre, cet anniversaire sera marqué en augmentant les projets habituels d'une célébration pour chaque moment.

Parmi les temps forts de 2026, nous avons déjà défini :

- en Mars : une cérémonie festive et artistique de remise de diplôme Equipage et Brigade.
- en Avril : un Grand Renc'art exceptionnel qui célèbre les 5 ans de ce programme et les 10 ans de l'ENVOL, en associant les collèges de Lens qui ont été à l'origine du projet.
- en Mai : Le banquet spectacle de la classe départ, nous envisageons des représentations en série de 5 à 10, sur une ou deux semaines.
- en Septembre : Les crépuscules du Passage à Niveaux, une troisième édition que nous souhaitons encore plus généreuse et spectaculaire.
- en Octobre : Les rencontres arts et transformation sociale, pour inviter des projets similaires à des journées d'échange et de débat, d'émulation professionnelle.
- en Décembre : une grande fête d'anniversaire, avec un concert, des spectacles, des propositions participatives.

ANNEXE 2 : BUDGETS PREVISIONNELS 2026

Projets 1 et 2

Projet n°1		Intitulé : Programmes d'arts et transformation sociale	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	13000	70 - Vente de produits finis, prestations de services (formations)	35000
Achats fournitures	1000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	2000	74 - Subventions d'exploitation	210000
Autres	10000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	7500		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	30000
Autres (sous-traitance presta pédagogique)	7500	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	24000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	12000	Pas-de-Calais	30000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	2000		
Déplacements, missions, réceptions	4500	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	15000
Autres	5500	Autres (CUA)	5000
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (Béthune et Arras)	15000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	60000
64 - Charges de personnel	200500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	125000	L'agence de services et de paiement	25000
Charges sociales	68750	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	6750	Aides privées (fondation)	30000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	245000	TOTAL DES PRODUITS	245000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	245000	TOTAL DES PRODUITS	245000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Projet n°2 Intitulé : Temps forts 10 ans des l'ENVOL

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	3500	70 - Vente de produits finis, prestations de services (formations)	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification (billetterie)	7000
Prestations de services	3500	74 - Subventions d'exploitation	22500
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	2000		
Locations et charges locatives	2000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	10000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	6175	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1500	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1500		
Déplacements, missions, réceptions	2800	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5000
Autres	375	Autres (CUA)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (Béthune et Arras)	2500
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	17825	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	11500	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	6325	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	29500	TOTAL DES PRODUITS	29500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Convention d'objectifs entre l'association La Maison de la Poésie et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association « La Maison de la Poésie »
dont le siège est situé 37 Rue François Galvaire, Domaine de Bellenville – 62660 BEUVRY
Téléphone : 03.21.65.50.28
N° de SIRET : 384 14965400012
Représentée par sa Présidente Madame Emmanuelle LEVEUGLE,

Ci-après dénommée « La Maison de la Poésie » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de La Maison de la Poésie, nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la littérature et de la poésie afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **10 000 €** à l'association La Maison de la Poésie et autorisant la signature de la convention de partenariat entre La Maison de la Poésie basée à Beuvry et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association La Maison de la Poésie est une association culturelle ayant pour vocation de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion de la poésie. Elle constitue, pour ce faire, un centre de documentation et d'information, un « conservatoire de la poésie » et organise des manifestations permettant la rencontre entre des poètes et des publics diversifiés.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la littérature et de la poésie sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, La Maison de la Poésie s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, La Maison de la Poésie en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 10 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 42559 guichet 10000 n° de compte 08003903062 clé 93
CREDIT COOPERATIF ARRAS

Article 5 : Obligations de l'association

L'association La Maison de la Poésie s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par La Maison de la Poésie, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

La Maison de la Poésie s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

La Présidente de La Maison de la Poésie

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Madame Emmanuelle LEVEUGLE

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

La Maison de la Poésie installée à Beuvry a pour mission par diverses actions de faire connaître poésie et poètes contemporains/ Les actions se déroulent principalement sur le territoire.

L'un des objectifs est de renforcer les partenariats locaux : ville et médiathèque de Beuvry, CCAS de Bruay, Cité des électriciens, EDEN62, Adav Béthune, Comédie de Béthune, club des entrepreneurs ESS de l'Artois, Donation Kijno, etc.

- Mise en place d'ateliers et de temps de sensibilisation mis en place en milieu scolaire
- Mise en œuvre d'une revue grand public (Tohu-Bohu) en co-édition avec invenit pour une diffusion dans toutes les librairies (2n°/an) + Modernisation de L'Estarcelles
- Renforcement du partenariat avec l'association des libraires : rencontres de poésie en librairie
- Développement des liens avec les médiathèques
- Travail sur la francophonie (association suisse l'Epitre, Le Petit Bazar)
- Renforcement de la communication : Newsletter, réseaux sociaux
- 7000 ouvrages à trier, recenser, référencer en ligne, et valoriser
- RDV des poètes une fois par mois (environ 20 participants)
- mise en place d'un temps fort mêlant poésie et écologie

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2024

	Dépenses		Recettes
PERSONNEL	47 620 €	RESSOURCES PROPRES	28 000 €
Salaires	27 880 €		
Charges	8 440 €	Interventions poétiques	25 000 €
Poste CREAP (partagé avec La Contre Allée)	9 500 €	Cotisations et dons	2 000 €
Mutuelle d'entreprise	700 €	Vente de livres	1 000 €
Adhésion OPCO (unifformation)	600 €		
Médecine du travail	500 €		
SERVICES	13 000 €		
Assurances	1 400 €		
Location longue durée	2 600 €	SUBVENTIONS SOLLICITEES	99 600 €
Entret. Aménag. bat	1 000 €	DRAC	3 000 €
EDF chauffage eau	7 000 €	Conseil Régional - soutien aux activités 2024	65 000 €
Petit équipement	1 000 €	Conseil Départemental du Pas-de-Calais	20 000 €
ACHATS	2 000 €	Comm. Agglo. Béthune/Bruay/Artois/Lys Romane	11 000 €
Fourn. de bureau	600 €	Ville de Beuvry	600 €
Livres, documentations, abonnements	400 €		
Fournitures liées aux manifestations	1 000 €		
AUTRES SERV.EXTER.	64 980 €		
Honoraires (juridiques et comptables)	1 500 €		
Honoraires (édition)	12 000 €		
Honoraires (revues)	2 550 €		
Droits d'auteurs (programmation)	10 000 €		
Droits d'auteur (interventions)	22 000 €		
Impression-communication	8 000 €		
Déplacements mission réception	2 700 €		
Divers intermédiaires (graphisme, petits travaux...)	3 100 €		
Affranchiss/.télécom	2 500 €		
Service bancaire	330 €		
Impôts et taxes	300 €		
TOTAL	127 600 €	TOTAL	127 600 €

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre l'association Micromega et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

La Compagnie Microméga
dont le siège est situé 317 Rue Jean Jaurès - 62700 Bruay-La-Buissière
Téléphone : 07 54 81 55 03
Mail : micromega62@gmail.com
N° de SIRET : 392 328 852 000 34
Représentée par sa Présidente Madame Anne BUDYNEK,

Ci-après dénommée « la compagnie Micromega » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de la compagnie Micromega nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des arts de la marionnette afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **7 500 €** à la compagnie Microméga et autorisant la signature de la convention de partenariat entre la compagnie Microméga basée à Bruay-La-Buissière et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

La compagnie Microméga est une association culturelle ayant pour vocation de réaliser et de diffuser des actions culturelles et artistiques ayant pour objet principalement la sensibilisation du jeune public au théâtre d'objets animés.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine des arts de la marionnette sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, la compagnie Microméga s'engage à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, la compagnie Microméga en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 7 500 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque : 30002 guichet : 06649 n° de compte : 0000079091P clé : 82
Crédit Lyonnais, Béthune

Article 5 : Obligations de l'association

La compagnie Micromega s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires

aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par la compagnie Micromega, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

La compagnie Micromega s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

La Présidente de Micromega,

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Madame Anne BUDYNEK

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Création de spectacles (théâtre de marionnette et d'objets, chansons, poésie) et diffusion sur le territoire (en tous lieux et aussi en zone rurale et QPV de la CABBALR) ;

**Exposition et accueil de groupes et de particuliers à l'Espace Wallard, complétés de la sensibilisation du jeune au sujet environnemental ;
« La Caravane de l'Imaginaire », « Mamie Biscotte » (créations sur les thématiques et dimensions sociales, égalité des chances, respect égalité femme/homme, merveilleux et imaginaire) et diffusion - notamment sur les réseaux sociaux - sur les communes du territoire, zone rurale et QPV.**

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2025

Budget prévisionnel 2026 - association Cie MICROMEGA

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5 100,00	70 - Vente de produits finis, prestations de services	66 300,00
Achats fournitures	3 500,00	73 - Dotations et produits de tarification	
Achat non stockés	950,00	74 - Subventions d'exploitation	75 000,00
Autres	650,00	Etat : ANCT/Politique Ville	40 000,00
61 - Services extérieurs	8 520,00		
Locations et charges locatives	6 900,00		
Entretien et réparation	650,00		
Assurance	540,00	Conseil-s Régional(aux) :PEPS	
Documentation		Hauts de France	5 000,00
Autres / abon ESS	430,00	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	16 330,00	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	13 660,00	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	130,00	Autres (préciser)	
Publicité, publication	90,00		
Déplacements, missions, réceptions	270,00	Communautés agglomérations	
Services bancaires	580,00	CABBALR	7 500,00
Autres- frais postaux	1 600,00	Communautés de communes	
63 - Impôts taxes, versements assimilés	4 900,00		
formation continue, taxe apprentissage	3 360,00	Commune(s) Bruay La Buisnière	7 500,00
Autres impôts et taxes	550,00	Communes autres	15 000,00
CFE - Taxe foncière	965,00		
64 - Charges de personnel	105 700,00	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	70 000,00	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	35 700,00	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	250,00
		Cotisations	250,00
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1 000,00	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	141 550,00	TOTAL DES PRODUITS	141 550,00
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

<p align="center">Convention d'objectifs entre la Compagnie Noutique et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Compagnie Noutique

dont le siège est situé Centre Jean Monnet 2 Entrée A – 1 place de l'Europe - 62400 BETHUNE

Téléphone : 06.40.78.69.88

Courriel : contact.noutique@gmail.com

N° de SIRET : 75345052700027

Représentée par son Président Thomas EVRARD,

Ci-après dénommée « Compagnie Noutique » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de la Compagnie Noutique nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine du théâtre vivant afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 25 votant la subvention d'un montant de **19 000 €** à la Compagnie Noutique et autorisant la signature de la convention de partenariat entre la Compagnie Noutique basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

La Compagnie Noutique est une association culturelle ayant pour but la création et la diffusion étendue de formes artistiques liées au spectacle vivant, dans sa conception la plus large. Elle initie également des actions de médiation, de sensibilisation artistique et culturelle à destination de tous les publics.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine du spectacle vivant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, la Compagnie Noutique s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, la Compagnie Noutique en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 19 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : 13507 guichet : 00115 n° de compte : 30939941996 clé 62
Banque populaire BETHUNE

Article 5 : Obligations de l'association

La compagnie Noutique s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par la compagnie Noutique, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

La compagnie Noutique s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties

Le

Le Président de l'association
Compagnie Noutique,

Par délégation du Président, Le Vice-Président
en charge de la culture et de l'éducation
populaire

Monsieur Thomas EVRARD

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

La Compagnie Noutique souhaite porter la parole des gens qu'on n'entend pas. Elle crée des espaces de rencontre à travers la création et la diffusion de formes artistiques liées au spectacle vivant, de projets de médiation et de sensibilisation à destination de tous les publics et par la mise en place de projets participatifs et d'événements fédérateurs.

CRÉATION : cycle autour des identités adolescentes

-résidence de création « Le remplaçant »

Sur l'égalité filles/garçons, la santé mentale, les injonctions, les violences liées au genre...

- film documentaire sur l'homophobie dans les quartiers

DIFFUSION des spectacles sur le territoire et dans la région

- "Où sont les moutons ?" - film documentaire.

- Le grand Barto- spectacle jeune public

- "Daydream" et « Le faire pour soi » : 2 expositions qui continuent de tourner

-Le remplaçant : petite forme

- Les Im[poste]urs - tout public - spectacle de rue à tiroirs complètement décalé, doublé d'un système de poste ultra-locale et participative, pour recréer du lien avec les habitants.

ACTIONS CULTURELLES :

plusieurs projets d'actions culturelles avec les structures locales

Formation d'habitants pour développer un projet de postes locales et participatives

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	26050	70 - Vente de produits finis, prestations de services	50000
Achats fournitures	9750	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	15100	74 - Subventions d'exploitation	203642
Autres	1200	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	76500
61 - Services extérieurs	8251		
Locations et charges locatives	6450,5		
Entretien et réparation			
Assurance	1600	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	200	Hauts de France	16142
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	21320	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	21000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	6730		
Déplacements, missions, réceptions	14140	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR (fonctionnement + cohésion	33000
Autres	450	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) Béthune	5000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	218204	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	218204	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	47000
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	5000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	6682,5
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	13500
TOTAL DES CHARGES	273824,5	TOTAL DES PRODUITS	273824,5
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

<p align="center">Convention d'objectifs entre l'association A Bouts de Films et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association A Bouts de Films
dont le siège est situé 7 rue de Marest La Ferté Camblain 62470 PERNES
Téléphone : 06.21.06.74.53
N° de SIRET : 79053462200010
Représentée par son Président, Clément JONNEAUX

Ci-après dénommée « A Bouts de Films » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de A Bouts de Films , nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des Arts du spectacle vivant et des arts visuels afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **10 000 €** à l'association A Bouts de Films et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association A Bouts de Films basée à Pernes et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association A Bouts de Films est une association culturelle dont les objectifs sont de produire et réaliser des œuvres audiovisuelles et de spectacles vivants ayant pour but de rendre la culture accessible au plus grand nombre, sensibiliser les publics à des problématiques variées abordées de manière artistique, transmettre une passion pour la culture sous toutes ses formes aussi bien en spectacle avec le parc "la Nuit Magique" et dans l'art de l'audiovisuel avec les projets cinéma.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine des arts du spectacle vivant et des arts visuels sur le territoire ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, A Bouts de Films s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, A Bouts de Films en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 10 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 42559 guichet 10000 n° de compte 08025735540 clé 66
CREDIT COOPERATIF 5 bvd de Strasbourg, ARRAS

Article 5 : Obligations de l'association

L'association A Bouts de Films s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires

aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par A Bouts de Films, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

A Bouts de Films s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Président d'A Bouts de Films

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Clément JONNEAUX

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Les Nuits Magiques 2026 : parc éphémère fantastique pendant 3 jours à Annezin (port de plaisance). Le prix d'accès de 4 euros permet d'assister aux 10 représentations de spectacles, aux concerts.

Un marché d'artisans médiévaux anime le site. La restauration locavore est proposée.

Gestion écoresponsable de l'événement (toilettes sèches, 90% des décors sont issus de matériau de réemploi, tri sélectif, accessibilité...

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES		PRODUITS	
Charges d'exploitation		Produits d'exploitation	
Autres achats et charges externes	30 839,37	Production vendue	62000
prestation de service / achats	30 000,00	Prestation de service	2 000,00
Assurances	413,10	Vente de produit	60 000,00
frais de télécommunication	187,94		
frais bancaires	238,33		
		Subvention d'exploitation	20 000,00
Salaires et traitements	5 820,00	Subvention autres	20 000,00
salaires	5 820,00		
Charges sociales	2 328,00		
Urssaf	2 328,00		
Autres charges de gestion courante	12 000,00		
Droits auteur	12 000,00		
Total Charges d'exploitation	50 987,37	Total Produits d'exploitation	82 000,00
TOTAL CHARGES	50 987,37	TOTAL PRODUITS	82 000,00
Bénéfice	31 012,63	Perte	0,00
TOTAL	82 000,00	TOTAL	82 000,00
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	57 000,00	Bénévolat	36 000,00
Bénévolat	36 000,00	Prestations en nature	57 000,00
Contributions volontaires en nature	93 000,00	Contributions volontaires en nature	93 000,00
TOTAL CHARGES VALORISÉ	175 000,00	TOTAL PRODUITS VALORISÉ	175 000,00

<p style="text-align: center;">Convention d'objectifs entre l'association Orgues en Béthunois et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane</p>

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Orgues en Béthunois
dont le siège est 170 place du Maréchal Foch- 62400 BETHUNE
Téléphone : 07 62 12 47 97 / 03 21 62 85 06
N° de SIRET : 483257630 00028
Représentée par son Président Monsieur David GALLOIS,

Ci-après dénommée « l'association » d'autre part

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Orgues en Béthunois nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'agglomération à l'association Escales des Lettres.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 25 votant la subvention d'un montant de **8 000 €** à l'association Orgues en Béthunois et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association Orgues en Béthunois propose tout au long de l'année, une saison autour de l'orgue de l'église Saint Vaast de Béthune, un concours international et des master-class.

Ses objectifs premiers sont les suivants : développer la connaissance, la pratique et la promotion de l'orgue à Béthune et environs par la reconstruction de l'orgue de Béthune, des concerts, des expositions, la discographie ayant trait à l'orgue.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane.
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 8 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :
banque 16706 guichet 00020 n° de compte 53989039705 clé 13

Banque : Crédit Agricole Béthune Joffre

Article 5 : Obligations de l'association

L'association s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;

- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au

terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président d'Orgues en Béthunois

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la
Culture et de l'éducation populaire

Monsieur David GALLOIS

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

5 concerts d'été à l'église Saint Vaast de Béthune.

11^{ème} concours international d'orgue.

Sensibilisation des scolaires.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	4850	70 - Vente de produits finis, prestations de services	120
Achats fournitures	1350	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	3500	74 - Subventions d'exploitation	59800
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	14850		
Locations et charges locatives	1000		
Entretien et réparation			
Assurance	250	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	100	Hauts de France	
Autres	13500	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	33620	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7800	Pas-de-Calais	32800
Cotisations et licences	50	Autres (préciser)	
Publicité, publication	2700		
Déplacements, missions, réceptions	9300	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	10000
Autres	13770	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (Béthune, St-Omer)	4000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3700	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	2500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	1200	Conservatoires	3000
Autres charges de personnel		Aides privées (Associations et mécénat)	10000
		75 - Autres produits de	3650

		gestion courante	
		Cotisations	500
65 - Autres charges de gestion courante	300	Autres	3150
66 - Charges financières	60	76 - Produits financiers	100
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	9000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	66380	TOTAL DES PRODUITS	63670
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	2710
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	66380	TOTAL	66380

Convention d'objectifs entre l'association Rencontres audiovisuelles et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier Gacquerre,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Rencontres audiovisuelles
dont le siège est situé 19 rue du Plouick- 59133 PHALEMPIN
Téléphone : 06 88 14 49 87
N° de SIRET 42875987200032 – code NAF : 9002Z
Représentée par son Président Monsieur Hervé FRANCOIS,

Ci-après dénommée « Rencontres audiovisuelles » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de Rencontres audiovisuelles nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine des arts visuel et de l'éducation l'image afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **53 000 €** à Rencontres audiovisuelles et autorisant la signature de la convention de partenariat entre Rencontres audiovisuelles basée à Phalempin et la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Basée à Phalempin Rencontres audiovisuelles œuvre en faveur de la vidéo et de l'éducation à l'image en menant des activités de création, de sensibilisation et de diffusion dans la région Hauts-de-France.

L'association met notamment en place un festival de Vidéo Mapping dans la région.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine du vidéo mapping sur le territoire la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, Rencontres audiovisuelles s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, Rencontres audiovisuelles en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 53 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur demande écrite sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire, et le solde au 1^{er} septembre de l'année en cours (fournir une demande écrite ainsi que les bilans d'activité et financier de l'année n-1).

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

Banque : 16706 Guichet : 05428 n° de compte : 50431078020 Clé : 93
CA NDF Lille Victor Hugo

Article 5 : Obligations de l'association

Rencontres audiovisuelles s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrit à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires

aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par Rencontres audiovisuelles, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

Rencontres audiovisuelles s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Président de l'association
Rencontres audiovisuelles

Monsieur FRANCOIS Hervé

Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur DAGBERT Julien

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Video Mapping Festival : festival d'une vingtaine de dates en région.

Le parcours à Béthune aura lieu le 23 mai ou le 6 juin 2026 : 5 bâtiments de Béthune seront mis à l'honneur : Labanque, Office de Tourisme et 3 autres lieux à définir) de 22h à 00h30. Cet événement allie forme innovante et découverte du patrimoine d'une manière différente.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°		Intitulé : Parcours video mapping dans la ville de Béthune mai-juin 2026	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	4400	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	1000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	3400	74 - Subventions d'exploitation	99500
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	41300		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation	1000		
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	21500
Autres - location matériel technique et	40000	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	5000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	3000		
Déplacements, missions, réceptions	2000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	53000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	1200		
Impôts et taxes sur rémunération	1200	Commune(s) (préciser) - Béthune	25000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	46600	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	34000	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	12000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	600	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante - droits d'auteurs	1000	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	99500	TOTAL DES PRODUITS	99500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	99500	TOTAL DES PRODUITS	99500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Convention d'objectifs entre l'association Rencontres Musicales en Artois et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association Rencontres Musicales en Artois
dont le siège est situé 2 Rue de Tourcoing – 62400 BETHUNE
Adresse de correspondance : 706 rue d'Annezin, 62400 BETHUNE
Téléphone : 06.43.39.68.09
N° de SIRET : 378 330 773 00011
Représentée par son Président, Monsieur LARIVIERE Christian,

Ci-après dénommée « l'association Rencontres Musicales en Artois » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et de l'association Rencontres Musicales en Artois nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la musique afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 25 votant la subvention d'un montant de **20 000 €** à l'association Rencontres Musicales en Artois et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association Rencontres Musicales en Artois basée à Béthune et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

Rencontres Musicales en Artois est une association culturelle ayant pour but d'animer la région d'un festival de musique de chambre en partenariat avec plusieurs communes de l'agglomération.

Les Rencontres Musicales en Artois proposent de la musique classique à un public enclin à se déplacer dans les grands lieux de concert et, par la même occasion, mettent en valeur le patrimoine architectural du territoire. Ils organisent un festival automnal itinérant dans l'ensemble du territoire.

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider, par la pratique, la création et la diffusion, la présence artistique dans le domaine de la musique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association Rencontres Musicales en Artois s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association Rencontres Musicales en Artois en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1);
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération.

Le montant de la subvention s'établit à 20 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :

banque 16706 guichet 00020 n° de compte 08497648000 clé 05
Crédit Agricole – Béthune JOFFRE

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Rencontres Musicales en Artois s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;

- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;
- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Rencontres Musicales en Artois, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Rencontres Musicales en Artois s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties
Le

Le Président de l'association
Rencontres Musicales en Artois

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Christian LARIVIERE

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Les Rencontres Musicales en Artois organiseront leur festival itinérant entre octobre et novembre 2026.

Il comprendra 6 concerts dans 6 communes différentes.

Il y aura des concerts scolaires avec médiation pour les classes musique du lycée Blaringhem et du lycée Saint-Dominique l'après-midi.

Limité en 2021 à des musiciens de notre région en fin de cycle au conservatoire national supérieur de musique de Paris, le tremplin jeunes talents sera élargi en partenariat avec le conservatoire de Béthune-Bruay.

Partenariat avec l'Office de Tourisme Intercommunal pour la vente de billets en ligne.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2024

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	22500	70 - Vente de produits finis, prestations de services	11000
Achats fournitures	500	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	22000	74 - Subventions d'exploitation	47000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	8150		
Locations et charges locatives	8000		
Entretien et réparation			
Assurance	150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	18000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	10950	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1500	Pas-de-Calais	6000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	3000		
Déplacements, missions, réceptions	6400	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	50	CABBALR	21000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	400		
Impôts et taxes sur rémunération	400	Commune(s) (préciser)	1000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	14000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	

Rémunération des personnels	10000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	4000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	1000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante	2000	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	58000	TOTAL DES PRODUITS	58000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS			
VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	5000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	5000	875 - Dons en nature	

Convention d'objectifs entre l'association Véhicules militaires d'Artois la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane dont le siège est situé 100 avenue de Londres - CS 40548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier GACQUERRE,

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération » d'une part,

Et

L'Association « Véhicules militaires d'Artois »
dont le siège est situé 180 rue du Québec, 62700 Bruay-la-Buissière
Téléphone : 07 88 06 70 94
N° de SIRET : 449 883 289 000 26
Représentée par son Président Monsieur Bruno ROGÉZ

Ci-après dénommée « l'association Véhicules militaires d'Artois » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Considérant les volontés communes de la Communauté d'Agglomération et l'association Véhicules militaires d'Artois nommées ci-après les signataires, de coordonner leurs interventions respectives dans le domaine de la commémoration des fêtes de la libération de 1945 afin d'assurer un développement culturel cohérent et durable du territoire de la Communauté d'Agglomération et d'offrir un meilleur service culturel à sa population.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle en lien avec les communes.

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de développer sa politique culturelle de façon équitable sur l'ensemble de son territoire, en cohérence avec les autres collectivités publiques et en partenariat avec les associations.

Les signataires de la présente convention s'entendent et s'accordent, sur la durée de la présente convention de développement culturel, sur les termes suivants :

Préambule :

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de **10 000 €** à l'association Véhicules militaires d'Artois et autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'association basée à Bruay-la-Buissière et la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération a défini ses orientations en matière culturelle. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre de la compétence en faveur de l'aménagement et du développement culturel et des intérêts communautaires, dans une perspective de développement culturel durable et maîtrisé des territoires la composant et dans une démarche partenariale avec les collectivités et les acteurs qui les animent.

Ces orientations engagent la Communauté d'Agglomération dans son soutien aux institutions culturelles du territoire, dans un engagement aux côtés du monde artistique, dans une attention renforcée en direction des publics les plus éloignés de la culture, dans la mise en œuvre d'opérations artistiques et culturelles en direction du territoire et des publics.

L'association a pour objectifs : la mise en œuvre de commémorations, le rassemblement de véhicules militaires de la Seconde Guerre Mondiale, le devoir de mémoire, les fêtes de la libération, la valorisation du patrimoine en place l'événement commémoratif « Il était une fois le Pas-de-Calais libéré ».

Objectifs généraux recherchés :

- Renforcer et consolider le travail de mémoire historique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- Elargir les publics en portant une attention particulière aux populations les plus éloignées de l'accès à la culture.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à son objet social, dont le contenu est précisé à l'annexe n°1 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce programme, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

En cas de difficultés rencontrées dans l'exécution de la présente convention, l'association en informera par écrit la Communauté d'Agglomération.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- Le programme d'actions conforme à l'objet social de l'association visé à l'article 1er (annexe n°1) ;
- Le budget prévisionnel global de ses actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, et cetera (annexe n°2).

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention est reportée au crédit du poste 6574 (subvention de fonctionnement aux associations) du budget culture de la Communauté d'Agglomération
Le montant de la subvention s'établit à 10 000 euros.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du Conseil Communautaire et sur demande écrite de l'association. Le solde pourra être demandé par écrit par l'association à partir du 1^{er} septembre de l'année en cours accompagné du dernier bilan financier et du dernier bilan d'activité.

Le versement sera effectué par mandat administratif au compte suivant :
banque 30003 guichet 02892 n° de compte 00050053402 clé 87
SG Bruay-la-Buissière

Article 5 : Obligations de l'association

L'association Véhicules militaires d'Artois s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de l'objectif décrits à l'article 1er de la présente convention ;
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par décret-loi du 2 mars 1938 ;
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera dans le cadre de cette opération ;
- Fournir les comptes annuels (Bilan, compte de résultat et annexes) dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée. Si l'Association est

soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, elle s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles ;

- Fournir le dernier rapport annuel d'activité ;
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres et pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, au regard du total des financements publics qui lui auront été affectés.
- Fournir le compte financier (1) propre au programme d'actions, signé de son président ou de toute autre personne qui en a été habilitée dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;
- Communiquer sans délai à la Communauté d'Agglomération, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association) ; ainsi que tout acte portant modification de ses statuts ou portant dissolution de l'association ;
- Procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Communauté d'Agglomération a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention.

(1) arrêté du 11 octobre 2006 (JO n°239 du 14 octobre 2006, page 15260)

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association Véhicules militaires d'Artois, et sans préjudice des dispositions contenues à l'article 9, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de l'administration

L'association Véhicules militaires d'Artois s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 8 : Evaluation

Les signataires s'engagent à mettre en place un Comité de Suivi composé paritairement de représentants élus et techniciens. Celui-ci a pour mission de s'assurer du suivi de la présente. Une évaluation annuelle sera produite conjointement à cet effet par les services respectifs. A cet effet les signataires élaboreront conjointement les indicateurs de suivi de la présente. Les signataires porteront à la connaissance des assemblées respectives les travaux du Comité de suivi.

Article 9 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un accord commun entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci devra préciser les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Béthune, en autant d'exemplaires que de parties,
Le

Le Président de l'association
Véhicules militaires d'Artois

Par délégation du Président,
Le Vice-Président en charge de la culture
et de l'éducation populaire

Monsieur Bruno ROGÉZ

Monsieur Julien DAGBERT

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

40ème édition de la manifestation « Il était une fois le Pas de Calais libéré » du 3 au 6 septembre 2026 dans une trentaine de communes associées et à Haillicourt.

Commémoration impliquant 300 véhicules d'époque et environ 1000 participants venus de France et d'Europe en tenues militaires et civiles pour commémorer la libération du Pas de Calais lors de la 2nde Guerre mondiale.

-Camp (bourse, animations, etc.) et défilé mis en place à Haillicourt

Entrée du camp gratuite.

- 2 convois d'une centaine de véhicules, le samedi dans le Béthunois et le Bruaysis.

- Grand défilé le 6 septembre à Haillicourt en présence des autorités civiles et militaires.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	79630	70 - Vente de produits finis, prestations de services	42650
Achats fournitures	19080	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	60550	74 - Subventions d'exploitation	44300
Autres	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	3500
61 - Services extérieurs	2900	ONAC	1500
Locations et charges locatives		FDVA	2000
Entretien et réparation			
Assurance	2900	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	10000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	4920	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	15000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	2920		
Déplacements, missions, réceptions	900	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	400	CABBALR	10000
Autres	700	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	2000		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	3500
Autres impôts et taxes	2000	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	2300
		75 - Autres produits de gestion courante	2100
		Cotisations	2100
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	400
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	89450	TOTAL DES PRODUITS	89450
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	60000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	60000	875 - Dons en nature	
TOTAL	60000	TOTAL	60000

Convention d'objectifs entre l'association « ASSOCIATION GRAND PRIX CYCLISTE ISBERGUES » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **GRAND PRIX CYCLISTE ISBERGUES** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Mairie d'ISBERGUES - Hôtel de Ville – Place Basly - 62330 ISBERGUES** représentée par **Monsieur Jean-Claude WILLEMS**, son Président.
N° SIRET : 431 219 526 00016

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **VINGT MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Grand Prix Cycliste d'Isbergues** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Grand Prix Cycliste d'Isbergues » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **VINGT MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Grand Prix Cycliste d'Isbergues ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Grand Prix Cycliste d'Isbergues

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

GRAND PRIX D'ISBERGUES 2026 - 80ème Edition - Hommes			
BILAN PREVISIONNEL 2026			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
	2026		
Subventions Institutionnelles (R-1)			
Ville d'ISBERGUES	44510,00		
Subventions communes traversées	500,00		
REGION HAUTS de France	21300,00		
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS	21000,00		
Com d'Agglo Béthune Bruay(Artois Iys Romane	20000,00		
Total	107710,00	0,00	
Publicité Partenaires (R-2)			
ALLAN	1400,00		
Crédit Mutuel	14000,00		
IDVERDE	1200,00		
SARL LAINE FRERES	1800,00		
Partenaires PUB spécial GPI (petites pubs)	6000,00		
APERAM	2400,00		
CCI	2000,00		
SOLUCE EXPERT CONSEIL	2000,00		
EUROVIA	3600,00		
MUTUELLE SMH	2500,00		
NOURRY ENTREPRISE	1200,00		
VERRIERS ENERGIE	1200,00		
FUSIREF	1200,00		
MLD Camping Car	1200,00		
ACES	1000,00		
Nouveau partenaire ?	4000,00		
Total	46200,00	0,00	
Membres GPI (R-3)			
Cartes Adhérent	800,00		
Total	800,00	0,00	
DIVERS (R-4)			
Buvette	2500,00		
Retour TVA (previsionnel par rapport à l'an dernier)	7000,00		
Retour Service civique	1500,00		
Equipements BIORACER	700,00		
Total	11900,00	0,00	
Total des Produits d'Exploitation	166510,00	0,00	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais des Equipes (D-1)			
Equipes Françaises	24000,00		
Equipes Etrangères	22000,00		
Total	46000,00	0,00	0,00
Grille des Prix (D-2)			
Prix coureurs Pros LNC UCI	14500,00		
Droit Organisation Inc	1380,00		
Coupe de France FDJ Hommes	1600,00		
Commissaires UCI Hommes	2500,00		
Prix spéciaux (Monts, sprints etc...) Hommes	2000,00		
Contrôle médical Hommes	800,00		
Licences FFC + Affiliation	1600,00		
ROCC (200 €) - A/OCC (100€)	300,00		
Contribution Matsport	1300,00		
Total	23980,00	0,00	0,00
Publicité D-3)			
Journal Spécial GPI -	2150,00		
EVP Clip + présentation équipe	700,00		
Forfait plateforme tv	1000,00		
streaming course eurosport	17400,00		
Total	21250,00	0,00	0,00
Sécurité - Sous Traitants (D-4)			
Ambulances	1500,00		
Carburant	700,00		
Gendarmerie (devis)	14000,00		
M.S.O.	1000,00		

Signaleurs Courses	3500,00		
Podium Arrivée (OPX)	2840,00		
Dépannage neutre ASP (Hommes Dames)	1780,00		
Radio Motocomm (motos hommes)	3600,00		
Locations voitures (car balai, etc...)	1300,00		
Réception Signaleurs PREVisionnel (paniers, vit)	900,00		
Fleurs courses	300,00		
Médecins course + infirmiers	1600,00		
ACH signalétiques	3500,00		
Location nacelles	200,00		
ONET sécurité site	750,00		
Retour service			
Total	37270,00	0,00	0,00
Restauration (D-5)			
Brasseur (samedi soirée et dimanche)	3500,00		
Restauration (vendredi, samedi et dimanche)	4500,00		
Baraque Frites	2500,00		
Reconnaissance gendarmerie	300,00		
Restauration caravane	400,00		
Total	11200,00	0,00	0,00
Hébergement (D-6)			
Invités Hôtel Bruay	3000,00		
Parc Holhain	1000,00		
Total	4000,00	0,00	#REF!
Animation (D-8)			
Speaker	1500,00		
Sonorisation	2400,00		
Total	3900,00	0,00	
DIVERS (D-10)			
Trophée Juline	300,00		0,00
Equipement Membres GPI	800,00		
Equipement signaleurs	500,00		
Autocollants + divers panneaux	2000,00		
Frais Représentation Statutaire (autres courses)	600,00		
Frais visites Partenaires	900,00		
Assurance course + locaux	400,00		
Matériel divers (petit outillage)	400,00		
Dons et cadeaux	100,00		
Frais bancaires	350,00		
Fournitures de bureau	500,00		
Frais postaux	100,00		
Service civique	1500,00		
Site Web	360,00		
Photocopieuse	3000,00		
Total	11910,00	0,00	0,00
Expert Comptable (D-11)			
Honoraires du Cabinet Soluce Expert Conseil	5000,00		
Impôts sur les Sociétés			
Total	5000,00	0,00	
Total des Charges d'Exploitation	166510,00	0,00	
Résultat		0,00	0,00

Convention d'objectifs entre l'association « REGION SPORT ORGANISATION » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **REGION SPORT ORGANISATION** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à **l'Hôtel de Ville – Place Roger Salengro – BP 9 – 62192 LILLERS CEDEX** représentée par **Monsieur Jean REVEILLON**, son Président.
N° SIRET : 789 880 374 000 10

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **VINGT MILLE EUROS** à l'Association pour le « **4^{ème} Tour des 100 communes** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « 4^{ème} Tour des 100 communes » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **VINGT MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 4^{ème} Tour des 100 communes »

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

4^{ème} tour des 100 communes au départ de Béthune

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Manifestation (nom, date et lieu) :	4ème Tour des 100 Communes - le 07/03/2026 - Départ BETHUNE			
N° dossier :				
			Exprimé en € (TTC)	
CHARGES			PRODUITS	
Rubriques	Prévisionnel	Dépenses subventionnables	Rubriques	Prévisionnel
60 - Achats	3 150,00 €	3 150,00 €	70 - Prestations de services	14 700,00 €
Matériel consommable (ex : matériel sportif, textiles...)	1 800,00 €	1 800,00 €	Vente de produits	
Marchandises, buvette, denrées alimentaires...		0,00 €	Publicités	
Récompenses (hors primes)		0,00 €	Mécénat	
Fournitures administratives	250,00 €	250,00 €	Sponsors	14 700,00 €
Achats non stockés (ex : carburant véhicule)	1 100,00 €	1 100,00 €	Entrées	
Achats non stockables (ex : eau, électricité, gaz)		0,00 €	Buvette	
Achats d'études et de prestations de service		0,00 €	Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
61 - Services extérieurs	7 650,00 €	7 650,00 €	74 - Subventions d'exploitation	72 000,00 €
Frais de communication et promotion	5 500,00 €	5 500,00 €	Etat	
Assurances	950,00 €	950,00 €	Agence Nationale du Sport (ANS)	
Location (sonorisation, véhicules...)	1 200,00 €	1 200,00 €	Région Hauts-de-France	15 000,00 €
Entretien, réparations...		0,00 €	Département : (si plusieurs Départements merci de les préciser ci-dessous)	12 000,00 €
Locations immobilières		0,00 €	Département : (à préciser)	
Crédit bail		0,00 €	Département : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *			Intercommunalité : (à préciser)	20 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	56 200,00 €	56 200,00 €	Ville : (si aide de plusieurs villes merci de les préciser ci-dessous)	25 000,00 €
Frais de déplacement	8 900,00 €	8 900,00 €	- (à préciser)	
Frais de réception	4 100,00 €	4 100,00 €	- (à préciser)	
Animations	1 200,00 €	1 200,00 €	- (à préciser)	
Frais d'hébergement et de restauration	3 500,00 €	3 500,00 €	- (à préciser)	
Frais de secrétariat (postaux, administratifs...)	500,00 €	500,00 €	Autres (fonds européens, Agence de Service et Paiement...)	
Services et frais bancaires *			Autres : (à préciser) *	
Prestataires extérieurs (sécurité, secours,...)	38 000,00 €	38 000,00 €		
Autres : (à préciser) *				
63 - Impôts et taxes	- €	0,00 €	75 - Autres produits de gestion	- €
Taxes sur salaires *			Frais d'inscription / engagements	
Impôts directs (dont TVA) *			Recettes d'animations	
Droits d'auteurs (SACEM...) *			Droits télévisés	
Autres : (à préciser) *			Taxe d'apprentissage	
64 - Charges de personnel	- €	0,00 €	Fédération	
Salaires et charges de personnel		0,00 €	Ligue / Comité régional	
Primes / Price money		0,00 €	Comité départemental	
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
65 - Charges de gestion courante	19 700,00 €	19 700,00 €		
Engagements	15 000,00 €	15 000,00 €	Fonds propres	
Arbitrages	4 700,00 €	4 700,00 €		
Autres : (à préciser) *				
66 - Charges financières	- €	0,00 €	76 - Produits financiers	- €
Remboursement d'emprunts *			Intérêts bancaires	
Intérêts des dettes *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
67 - Charges exceptionnelles	- €	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	- €
Pénalités, amendes fiscales et pénales *			Produits exceptionnels	
Créances irrécouvrables dans l'exercice *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
68 - Dotations aux amortissements *	- €	0,00 €	78 - Reprise sur amortissement	- €
Immobilisations corporelles et incorporelles *			Reprise sur amortissement	
Valeurs mobilières de placement *			Autres : (à préciser)	
Dotations aux amortissements *			79 - Transfert de charge	- €
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
Total des charges de fonctionnement :	86 700,00 €	86 700,00 €	Total des produits de fonctionnement :	86 700,00 €

**Convention d'objectifs entre l'association « REGION SPORT ORGANISATION »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **REGION SPORT ORGANISATION** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à l'**Hôtel de Ville – Place Roger Salengro – BP 9 – 62192 LILLERS CEDEX** représentée par **Monsieur Jean REVEILLON**, son Président.
N° SIRET : 789 880 374 000 10

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **VINGT MILLE EUROS** à l'Association pour la « **Ronde des Beffrois** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « la Ronde des Beffrois » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **VINGT MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « la Ronde des Beffrois »

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Ronde des Beffrois

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Manifestation (nom, date et lieu) : 2ème RONDE DES BEFFROIS (date en cours) 2026				
N° dossier : MASP-				
		Exprimé en € (TTC)		
CHARGES		PRODUITS		
Rubriques	Prévisionnel	Dépenses subventionnables	Prévisionnel	
60 - Achats	18 400,00 €	18 400,00 €	70 - Prestations de services	26 800,00 €
Matériel consommable (ex : matériel sportif, textiles...)	15 000,00 €	15 000,00 €	Vente de produits	17 800,00 €
Marchandises, buvette, denrées alimentaires...		0,00 €	Publicités	
Récompenses (hors primes)	2 500,00 €	2 500,00 €	Mécénat	
Fournitures administratives	150,00 €	150,00 €	Sponsors	9 000,00 €
Achats non stockés (ex : carburant véhicule)	750,00 €	750,00 €	Entrées	
Achats non stockables (ex : eau, électricité, gaz)		0,00 €	Buvette	
Achats d'études et de prestations de service		0,00 €	Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
61 - Services extérieurs	6 460,00 €	6 460,00 €	74 - Subventions d'exploitation	23 000,00 €
Frais de communication et promotion	1 500,00 €	1 500,00 €	Etat	
Assurances	970,00 €	970,00 €	Agence Nationale du Sport (ANS)	
Location (sonorisation, véhicules...)	3 990,00 €	3 990,00 €	Région Hauts-de-France	
Entretien, réparations...		0,00 €	Département : (si plusieurs Départements merci de les préciser ci-dessous)	3 000,00 €
Locations immobilières		0,00 €	Département : (à préciser)	
Crédit bail		0,00 €	Département : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *			Intercommunalité : (à préciser)	20 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	24 940,00 €	24 940,00 €	Ville : (si aide de plusieurs villes merci de les préciser ci-dessous)	
Frais de déplacement	500,00 €	500,00 €	- (à préciser)	
Frais de réception	1 500,00 €	1 500,00 €	- (à préciser)	
Animations		0,00 €	- (à préciser)	
Frais d'hébergement et de restauration	350,00 €	350,00 €	- (à préciser)	
Frais de secrétariat (postaux, administratifs...)	90,00 €	90,00 €	Autres (fonds européens, Agence de Service et Paiement...)	
Services et frais bancaires *			Autres : (à préciser) *	
Prestataires extérieurs (sécurité, secours,...)	22 500,00 €	22 500,00 €		
Autres : (à préciser) *				
63 - Impôts et taxes	- €	0,00 €	75 - Autres produits de gestion	- €
Taxes sur salaires *			Frais d'inscription / engagements	
Impôts directs (dont TVA) *			Recettes d'animations	
Droits d'auteurs (SACEM...) *			Droits télévisés	
Autres : (à préciser) *			Taxe d'apprentissage	
64 - Charges de personnel	- €	0,00 €	Fédération	
Salaires et charges de personnel		0,00 €	Ligue / Comité régional	
Primes / Price money		0,00 €	Comité départemental	
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
65 - Charges de gestion courante	- €	0,00 €		
Engagements		0,00 €	Fonds propres	
Arbitrages		0,00 €		
Autres : (à préciser) *				
66 - Charges financières	- €	0,00 €	76 - Produits financiers	- €
Remboursement d'emprunts *			Intérêts bancaires	
Intérêts des dettes *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
67 - Charges exceptionnelles	- €	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	- €
Pénalités, amendes fiscales et pénales *			Produits exceptionnels	
Créances irrécouvrables dans l'exercice *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
68 - Dotations aux amortissements *	- €	0,00 €	78 - Reprise sur amortissement	- €
Immobilisations corporelles et incorporelles *			Reprise sur amortissement	
Valeurs mobilières de placement *			Autres : (à préciser)	
Dotations aux amortissements *			79 - Transfert de charge	- €
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
Total des charges de fonctionnement :	49 800,00 €	49 800,00 €	Total des produits de fonctionnement :	49 800,00 €

**Convention d'objectifs entre l'association « REGION SPORT ORGANISATION »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **REGION SPORT ORGANISATION** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à l'**Hôtel de Ville – Place Roger Salengro – BP 9 – 62192 LILLERS CEDEX** représentée par **Monsieur Jean REVEILLON**, son Président.
N° SIRET : 789 880 374 000 10

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **VINGT MILLE EUROS** à l'Association pour le « **61^{ème} Grand Prix Cycliste International – Lillers** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **61^{ème} Grand Prix Cycliste International – Lillers** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **VINGT MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 61^{ème} Grand Prix Cycliste International – Lillers »

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

61^{ème} Grand Prix Cycliste International de la Ville de Lillers "Souvenir Bruno Comini"

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Manifestation (nom, date et lieu) : 61ème Grand Prix Cycliste International de la Ville de Lillers "Souvenir Bruno Comini" 08/03/2026 LILLERS				
N° dossier : MASP-				
Exprimé en € (TTC)				
CHARGES		PRODUITS		
Rubriques	Prévisionnel	Dépenses subventionnables	Rubriques	Prévisionnel
60 - Achats	3 790,00 €	3 790,00 €	70 - Prestations de services	16 090,00 €
Matériel consommable (ex : matériel sportif, textiles...)	2 000,00 €	2 000,00 €	Vente de produits	4 000,00 €
Marchandises, buvette, denrées alimentaires...		0,00 €	Publicités	
Récompenses (hors primes)		0,00 €	Mécénat	
Fournitures administratives	290,00 €	290,00 €	Sponsors	12 090,00 €
Achats non stockés (ex : carburant véhicule)	1 500,00 €	1 500,00 €	Entrées	
Achats non stockables (ex : eau, électricité, gaz)		0,00 €	Buvette	
Achats d'études et de prestations de service		0,00 €	Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
61 - Services extérieurs	8 500,00 €	8 500,00 €	74 - Subventions d'exploitation	72 000,00 €
Frais de communication et promotion	5 600,00 €	5 600,00 €	Etat	
Assurances	1 100,00 €	1 100,00 €	Agence Nationale du Sport (ANS)	
Location (sonorisation, véhicules...)	1 800,00 €	1 800,00 €	Région Hauts-de-France	15 000,00 €
Entretien, réparations...		0,00 €	Département : (si plusieurs Départements merci de les préciser ci-dessous)	12 000,00 €
Locations immobilières		0,00 €	Département : (à préciser)	
Crédit bail		0,00 €	Département : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *			Intercommunalité : (à préciser)	20 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	56 100,00 €	56 100,00 €	Ville : (si aide de plusieurs villes merci de les préciser ci-dessous)	25 000,00 €
Frais de déplacement	9 500,00 €	9 500,00 €	- (à préciser)	
Frais de réception	5 400,00 €	5 400,00 €	- (à préciser)	
Animations	1 300,00 €	1 300,00 €	- (à préciser)	
Frais d'hébergement et de restauration	4 300,00 €	4 300,00 €	- (à préciser)	
Frais de secrétariat (postaux, administratifs...)	600,00 €	600,00 €	Autres (fonds européens, Agence de Service et Paiement...)	
Services et frais bancaires *			Autres : (à préciser) *	
Prestataires extérieurs (sécurité, secours,...)	35 000,00 €	35 000,00 €		
Autres : (à préciser) *				
63 - Impôts et taxes	- €	0,00 €	75 - Autres produits de gestion	- €
Taxes sur salaires *			Frais d'inscription / engagements	
Impôts directs (dont TVA) *			Recettes d'animations	
Droits d'auteurs (SACEM...) *			Droits télévisés	
Autres : (à préciser) *			Taxe d'apprentissage	
64 - Charges de personnel	- €	0,00 €	Fédération	
Salaires et charges de personnel		0,00 €	Ligue / Comité régional	
Primes / Price money		0,00 €	Comité départemental	
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
65 - Charges de gestion courante	19 700,00 €	19 700,00 €		
Engagements	15 000,00 €	15 000,00 €	Fonds propres	
Arbitrages	4 700,00 €	4 700,00 €		
Autres : (à préciser) *				
66 - Charges financières	- €	0,00 €	76 - Produits financiers	- €
Remboursement d'emprunts *			Intérêts bancaires	
Intérêts des dettes *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
67 - Charges exceptionnelles	- €	0,00 €	77 - Produits exceptionnels	- €
Pénalités, amendes fiscales et pénales *			Produits exceptionnels	
Créances irrécouvrables dans l'exercice *			Autres : (à préciser)	
Autres : (à préciser) *				
68 - Dotations aux amortissements *	- €	0,00 €	78 - Reprise sur amortissement	- €
Immobilisations corporelles et incorporelles *			Reprise sur amortissement	
Valeurs mobilières de placement *			Autres : (à préciser)	
Dotations aux amortissements *			79 - Transfert de charge	- €
Autres : (à préciser) *			Autres : (à préciser)	
Total des charges de fonctionnement :	88 090,00 €	88 090,00 €	Total des produits de fonctionnement :	88 090,00 €

**Convention d'objectifs entre l'association « TEAM BETHUNE ROBECQ »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **TEAM BETHUNE ROBECQ** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **285 rue de la Faïencerie – 62400 BETHUNE** représentée par **Monsieur Ruddy GALIEN**, son Président.

N° SIRET : 851 268 581 00010

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Cyclo-Cross International de Béthune UCI** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Cyclo-Cross International de Béthune UCI » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Cyclo-Cross International de Béthune UCI ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Cyclo-Cross International de Béthune UCI

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Budget prévisionnel : Aperçu des principales dépenses

Budget Global 28000 €

Catégorie de dépenses	Montant	Dépenses
Droit d'organisation et assurances	50% du budget	Droit organisation et Commissaires / Assurances / Grille de Prix
Technique, fournitures parcours	20% du budget	Piquets, Rubalise, etc
Communication	15% du budget	Impression des affiches et flyers, frais de presse, communication digitale.
Récompenses	5% du budget	Gerbes de Fleurs; Trophées
Animation et technique	10% du budget	Sonorisation, présentateur, animations.

**Convention d'objectifs entre l'association « ARTOIS ATHLETISME »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ARTOIS ATHLETISME** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Maison des Associations – 403 rue Roger Salengro – 62700 BRUAY-LA-BUISSIERE** représentée par **Monsieur Alexis NOWOCZYN**, son Président.
N° SIRET : 440 362 762 000 39

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour « **Les foulées de l'Amitié** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « les foulées de l'Amitié » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « les foulées de l'Amitié ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser les foulées de l'Amitié le dimanche 26 octobre 2025

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n° 1	Intitulé : Foulées de l'amitié Béthune 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7900	70 - Vente de produits finis, prestations de services	4200
Achats fournitures	4000	73 - Dotations et produits de tarification	0
Prestations de services	3200	74 - Subventions d'exploitation	9500
Autres	700	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	0
61 - Services extérieurs	650		
Locations et charges locatives	400		
Entretien et réparation			
Assurance	200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	0
Autres	50	Autres (préciser)	0
62 - Autres services extérieurs	2950	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	750	Pas-de-Calais	0
Cotisations et licences	0	Autres (préciser)	0
Publicité, publication	0		
Déplacements, missions, réceptions	0	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	0	CABBALR	3000
Autres	2200	Autres (préciser)	0
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération	0	Commune(s) (préciser)	6500
Autres impôts et taxes	0	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	0
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	0
Rémunération des personnels	0	L'agence de services et de paiement	0
Charges sociales	0	Autres établissements publics	0
Autres charges de personnel	0	Aides privées (fondation)	0
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	0
65 - Autres charges de gestion		Autres	0
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	0
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	0
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	0
TOTAL DES CHARGES	11500	TOTAL DES PRODUITS	13700
Excédent prévisionnel (bénéfice)	2200	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

**Convention d'objectifs entre l'association « ARTOIS ATHLETISME »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ARTOIS ATHLETISME** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Maison des Associations – 403 rue Roger Salengro – 62700 BRUAY-LA-BUISSIERE** représentée par **Monsieur Alexis NOWOCZYN**, son Président.
N° SIRET : 440 362 762 000 39

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour « **Le Meeting d'athlétisme international de l'Artois** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Le Meeting d'athlétisme international de l'Artois » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Le Meeting d'athlétisme international de l'Artois ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Meeting d'athlétisme international de l'Artois en juin 2026

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°3	Intitulé : Meeting international de l'Artois Juin 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	3000
Achats fournitures	5000	73 - Dotations et produits de tarification	0
Prestations de services	7000	74 - Subventions d'exploitation	21000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	250		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance	200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres	50	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	11000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	3000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1000		
Déplacements, missions, réceptions	10000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	15000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser) Bruay La	3000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	23250	TOTAL DES PRODUITS	24000
Excédent prévisionnel (bénéfice)	750	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

**Convention d'objectifs entre l'association « BETHUNE ATHLETISME »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **BETHUNE ATHLETISME** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **248 rue de Carency – 62400 BETHUNE** représentée par **Madame Hélène MIERSMAN**, sa Présidente.

N° SIRET : 800 547 507 00015

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour les « **24 heures de la gare d'eau de Béthune** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « les 24 heures de la gare d'eau de Béthune » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « les 24 heures de la gare d'eau de Béthune ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser les 24 heures de la gare d'eau de Béthune le dimanche 26 octobre 2025

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé : 24 h de la Gare d'eau 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12550	70 - Vente de produits finis, prestations de services	6400
Achats fournitures	4900	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	7150	74 - Subventions d'exploitation	9350
Autres	500	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	3200		
Locations et charges locatives	3000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres	200	Autres FDVA	2000
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3500
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune de Béthune	2000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées - sponsoring	1850
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	15750	TOTAL DES PRODUITS	15750

**Convention d'objectifs entre l'association « MISSION BASSIN MINIER NPDC »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **MISSION BASSIN MINIER NPDC** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Fosse 9/9 bis, rue du Tordoir, BP 16 – 62590 OIGNIES** représentée par **Madame Cathy APOURCEAU-POLY**, sa Présidente.
N° SIRET : 432 167 161 00020

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour la « **11^{ème} édition du Trail des Pyramides Noires** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **11^{ème} édition du Trail des Pyramides Noires** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 11^{ème} édition du Trail des Pyramides Noires ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser la 11^{ème} édition du Trail des Pyramides Noires

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°2	Intitulé : Trail des Pyramides Noires 11ème édition - 9 mai 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	71578	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	1556	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	70022	74 - Subventions d'exploitation	26500
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	4304		
Locations et charges locatives	4304		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	53843	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1226	Pas-de-Calais	4000
Cotisations et licences		Autres	
Publicité, publication	22371		
Déplacements, missions, réceptions	30246	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres : CALL et CAHC	9500
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	10000
		75 - Autres produits de gestion	103225
		Cotisations	95875
65 - Autres charges de gestion		Autres	7350
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	129725	TOTAL DES PRODUITS	129725
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	129725	TOTAL DES PRODUITS	129725

Convention d'objectifs entre l'association « OLYMPIQUE LA COMTE OMNISPORTS » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **OLYMPIQUE LA COMTE OMNISPORTS** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé au **77 rue du 8 mai 1945 – 62150 LA COMTE** représentée par **Monsieur Sylvain CREIS**, son Président.
N° SIRET : 838 548 428 000 13

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le «**Trail des Hobbits**» et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement «Trail des Hobbits» objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement «Trail des Hobbits»

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération,

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organisation du Trail des Hobbits

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

[illegible]

**Convention d'objectifs entre l'association « ASPHALTE CLASSIC »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ASPHALTE CLASSIC** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **4 bis rue Alexandre Dhesse – 62290 NOEUX-LES-MINES** représentée par **Monsieur Franck BONIFACE**, son Président.

N° SIRET : 818 893 554 00027

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour la « **22^{ème} course de côte automobile d'Hersin-Coupigny** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **22^{ème} course de côte automobile d'Hersin-Coupigny** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 22^{ème} course de côte automobile d'Hersin-Coupigny ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser la 22^{ème} course de côte automobile d'Hersin-Coupigny

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé : COURSE DE COTE AUTOMOBILE D'HERSIN-COUPIGNY		
	qualificative pour la Coupe de France de la Montagne		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	8000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	4600
Achats fournitures	3000	73 - Dotations et produits de tarification	8200
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	11500
Autres	5000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	9500		
Locations et charges locatives	4000		
Entretien et réparation			
Assurance	1500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres	4000	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	9800	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	2500
Cotisations et licences	2500	Autres (préciser)	
Publicité, publication	2000		
Déplacements, missions, réceptions	5000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5000
Autres	300	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	4000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	7000
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	7000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	4000	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	31300	TOTAL DES PRODUITS	31300
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	31300	TOTAL DES PRODUITS	31300

**Convention d'objectifs entre l'association « LYS AUTO RACING »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **LYS AUTO RACING** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé au **54 bis, rue Basse – 62330 ISBERGUES** représentée par **Monsieur Laurent FOURNEZ**, son Président.

N° SIRET : 529 014 508 000 12

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **DIX MILLE EUROS** à l'Association pour le « **42^{ème} rallye de la Lys Saint-Venant** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **42^{ème} rallye de la Lys Saint-Venant** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **DIX MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 42^{ème} rallye de la Lys Saint-Venant ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le 42ème RALLYE DE LA LYS-VILLE DE SAINT-VENANT

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°		Intitulé : 42ème RALLYE DE LA LYS VILLE DE SAINT VENANT		
CHARGES		Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		58000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	190000
Achats fournitures		58000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services			74 - Subventions d'exploitation	17600
Autres			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs		37700		
Locations et charges locatives		17000		
Entretien et réparation		500		
Assurance		15200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			Hauts de France	2600
Autres		5000	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs		86700	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Pas-de-Calais	2000
Cotisations et licences		1700	Autres (préciser)	
Publicité, publication		11000		
Déplacements, missions, réceptions		46000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires			CABBALR	10000
Autres		28000	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes		0		
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) St Venant et Aire sur la Lys	3000
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels			L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales			Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)	
			75 - Autres produits de gestion courante	0
			Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		25000	Autres	
66 - Charges financières			76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		6000	78 - Reprises sur amortissements et	5800
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);			79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES		213400	TOTAL DES PRODUITS	213400

Convention d'objectifs entre l'association « STADE BETHUNOIS AUTOMOBILE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **STADE BETHUNOIS AUTOMOBILE** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à **54 Place du Maréchal Foch – B.P 183 – 62400 BETHUNE** représentée par **Messieurs Marc DECANter et Maxime HOLLANDER**, ses Co-Présidents.

N° SIRET : 440 627 438 000 29

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **DIX MILLE EUROS** à l'Association pour le « **48^{ème} rallye Le Béthunois** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « 48^{ème} rallye Le Béthunois » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **DIX MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 48^{ème} rallye Le Béthunois ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Les Co-Présidents de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

ORGANISATION DU 48EME RALLYE AUTOMOBILE LE BETHUNOIS

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	80000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	112000
Achats fournitures	60000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	58000
Autres	20000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	25000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	53000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	18000	Pas-de-Calais	2500
Cotisations et licences	23000	Autres (préciser)	
Publicité, publication	10000		
Déplacements, missions, réceptions	2000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	10000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	23000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	40000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	40000	Aides privées (fondation)	20000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	173000	TOTAL DES PRODUITS	170000

**Convention d'objectifs entre l'association « ETOILE SPORTIVE DU DISTRICT
D'ISBERGUES »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ETOILE SPORTIVE DU DISTRICT D'ISBERGUES** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **37 rue Jean Jaurès – 62330 ISBERGUES** représentée par **Monsieur Geoffrey BODART**, son Président.
N° SIRET : 500 773 429 00013

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Tournoi International METALLOS CUP 2026** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Tournoi International METALLOS CUP 2026 » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Tournoi International METALLOS CUP 2026 ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Tournoi International METALLOS CUP 2026

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé : Tournoi International METALLOS CUP 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	36650	70 - Vente de produits finis, prestations de services	46000
Achats fournitures	26500	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	10000	74 - Subventions d'exploitation	9000
Autres frais de nettoyage	150	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	15400		
Locations et charges locatives	15400		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	2000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2150	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	1000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	2150		
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (Isbergues)	3000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	800	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	55000	TOTAL DES PRODUITS	55000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	55000	TOTAL DES PRODUITS	55000

Convention d'objectifs entre l'association « UNION SPORTIVE DE VERMELLES » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **UNION SPORTIVE DE VERMELLES** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à la **Mairie – Place de la République – 62980 VERMELLES** représentée par **Monsieur Geoffrey BOUTELEUX**, son Président.

N° SIRET : 439 546 029 000 18

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Tournoi International de football de la Pentecôte** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Tournoi international de football de la Pentecôte » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Tournoi international de football de la Pentecôte ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération,

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organisation d'un tournoi international de football U14

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	10500	70 - Vente de produits finis, prestations de services	11550
Achats fournitures	5000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	5500	74 - Subventions d'exploitation	4000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	4000		
Locations et charges locatives	4000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1050	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	300		
Déplacements, missions, réceptions	750	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	500
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	500
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
		Autres	
65 - Autres charges de gestion courante			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	15550	TOTAL DES PRODUITS	15550

Convention d'objectifs entre l'association « USOBL FOOTBALL » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **USOBL FOOTBALL** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé à l'**Hôtel de Ville – Place Henri Cadot – 62700 BRUAY-LA-BUISSIÈRE** représentée par **Monsieur Denis TIELEMANS**, son Président.
N° SIRET : 903 294 924 000 19

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Tournoi international de football rassemblement U13** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Tournoi international de football rassemblement U13 » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Tournoi international de football rassemblement U13 ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération,

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Tournoi international de football rassemblement U13

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé :		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	6000
Achats fournitures	8000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	6000
Autres	4000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	3000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	12000	TOTAL DES PRODUITS	12000

**Convention d'objectifs entre l'association « ASSOCIATION SPORTIVE EQUESTRE
DU PARC DE LA LOISNE »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ASSOCIATION SPORTIVE EQUESTRE DU PARC DE LA LOISNE** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **8 rue Guy Mollet – 62113 VERQUIGNEUL** représentée par **Monsieur Guy BIRLOUEZ**, son Président.
N° SIRET : 482 012 135 00018

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour la « **compétition de sauts d'obstacles** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « compétition de sauts d'obstacles » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « compétition de sauts d'obstacles ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser les concours pro et amateur de sauts d'obstacles

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Association Sportive du Parc de la Loisme
CONCOURS NATIONAUX PRO & AMATEUR
25 au 28 juin 2026
Bilan prévisionnel 2026

DEPENSES EURO T.T.C.		RECETTES EURO T.T.C.	
Dotation des épreuves	25000.00€	Engagements des cavaliers	30000.00€
Demi			
Sous total « Dotation Concours »	25000.00€	Sous total « Autofinancement	30000.00€
Cadeaux-plaques-flots : Communication-papeterie Chef de piste Jury Equipes techniques Prestation Chrono Maintenance informatique et secrétariat Mise à disposition du terrain Frais de réception et d'hébergement Electricité Entretien de la piste et petit équipement Mise à disposition 2 tracteurs avec gas oil	1500.00€ 500.00€ 3000.00€ 1000.00€ 1000.00€ 2000.00€ 500.00€ 11000.00€ 2000.00€ 500.00€ 500.00€ 500.00€	Sponsors privés (demi) SUBVENTIONS - Conseil Général (demi) - Ville de Verquigneul (demi) - Artois Lys Romane	3000.00€ 3000.00€ 3000.00€ 10000.00€
Sous total « Frais de fonctionnement »	24000.00€	Sous total « Sponsors & Subventions	19000.00€
TOTAL DEPENSES	49000.00 €	TOTAL RECETTES	49000.00€

Convention d'objectifs entre l'association « ASTT BETHUNE-BEUVRY » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane
--

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **ASTT BETHUNE-BEUVRY** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Salle Marguerite Yourcenar – rue du Moulin à Tabac – 62400 BETHUNE** représentée par **Monsieur Jérôme BLANQUART**, son Président.
N° SIRET : 419 408 786 00038

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Tournoi National B** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Tournoi National B » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Tournoi National B ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Tournoi National B

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n° 1		Intitulé : Tournoi National B	
CHARGES	Monta	PRODUITS	Monta
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES	
60 - Achats	4000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	6450
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	9000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	1150		
Locations et charges locatives	350		
Entretien et réparation	800		
Assurance		Conseil-r Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	1000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	5500	Conseil-r Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5000	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	1000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	800	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS):		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	11450	TOTAL DES PRODUITS	11450

**Convention d'objectifs entre l'association « BETHUNE BADMINTON CLUB »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **BETHUNE BADMINTON CLUB** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **108 rue des Sablières – 62400 BETHUNE** représentée par **Madame Stéphanie DAUM-VISEUR**, sa Présidente.

N° SIRET : 440 362 218 00024

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Tournoi National de Noël** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Tournoi National de Noël » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Tournoi National de Noël ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Tournoi National de Noël

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé :								
CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant				
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES						
60 - Achats		6800	70 - Vente de produits finis, prestations de services		3300				
Achats fournitures		2200	73 - Dotations et produits de tarification						
Prestations de services		3500	74 - Subventions d'exploitation		9800				
Autres		1100	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités						
61 - Services extérieurs		500							
Locations et charges locatives		300							
Entretien et réparation									
Assurance		200	Conseil-s Régional(aux) :						
Documentation			Hauts de France		1500				
Autres			Autres (préciser)						
62 - Autres services extérieurs		5300	Conseil-s Départemental (aux) :						
Rémunérations intermédiaires et honoraires		2700	Pas-de-Calais		1000				
Cotisations et licences			Autres (préciser)						
Publicité, publication		800							
Déplacements, missions, réceptions		1800	Communautés de communes ou d'agglomérations:						
Services bancaires			CABBALR		3000				
Autres			Autres (préciser)						
63 - Impôts et taxes		0							
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)		2000				
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)						
64 - Charges de personnel		0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)						
Rémunération des personnels			L'agence de services et de paiement						
Charges sociales			Autres établissements publics						
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)		2300				
			75 - Autres produits de gestion		6800				
			Cotisations						
65 - Autres charges de gestion		7300	Autres		4200				
66 - Charges financières			76 - Produits financiers						
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels						
68 - Dotations aux amortissements,			78 - Reprises sur amortissements et						
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);			79 - Transfert de charges						
TOTAL DES CHARGES		19900	TOTAL DES PRODUITS		19900				

**Convention d'objectifs entre l'association « CLUB DE BADMINTON D'HERSIN-
COUPIGNY »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **CLUB DE BADMINTON D'HERSIN-COUPIGNY** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **2 rue Paul Doumer – 62530 HERSIN-COUPIGNY** représentée par **Monsieur Guislain BOROWIAK**, son Président.
N° SIRET : 489 860 189 00013

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **25^{ème} Tournoi National des Gueules Noires** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **25^{ème} Tournoi National des Gueules Noires** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 25^{ème} Tournoi National des Gueules Noires ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le 25^{ème} Tournoi National des Gueules Noires

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°01	Intitulé : 25ème Tournoi "Des Gueules noires"		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	9000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	5000
Achats fournitures	9000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	6000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	1000
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions, réceptions	1000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	3000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune HERSIN COUPIGNY	2000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	500	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	11000	TOTAL DES PRODUITS	11000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	11000	TOTAL DES PRODUITS	11000

**Convention d'objectifs entre l'association « CERCLE CALONNOIS DE LUTTE
HERCULE »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **CERCLE CALONNOIS DE LUTTE HERCULE** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Salle de Lutte Daniel Grard, 5 rue du Parc – 62470 CALONNE-RICOUART** représentée par **Monsieur Jordan SOMON**, son Président.
N° SIRET : 482 098 415 00011

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Challenge International BEAUGRAND-JACOB** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Challenge International BEAUGRAND-JACOB » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Challenge International BEAUGRAND-JACOB ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Challenge International « BEAUGRAND-JACOB »

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n° 1	Intitulé : Challenge International BEAUGRAND-JACOB 1 et 2 mai 2026		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5760	70 - Vente de produits finis, prestations de services	4500
Achats fournitures	5760	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	13500
Autres : Achat bâche reversible et matériels pédagogiques		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	4880		
Locations et charges locatives	1150		
Entretien et réparation	1000		
Assurance	1510	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	3500
Autres	1220	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	6510	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	3500
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1220		
Déplacements, missions, réceptions	1560	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5000
Autres	3730	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune : Calonne-Ricouart	1500
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	1000
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion	1850	Autres Fonds Propres	1000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	19000	TOTAL DES PRODUITS	19000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	19000	TOTAL DES PRODUITS	19000

**Convention d'objectifs entre l'association « LA PLUME NOEUXOISE »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **LA PLUME NOEUXOISE** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **34 rue du Général Chanzy – 62290 NOEUX-LES-MINES** représentée par **Monsieur Jean-Claude KAPOLA**, son Président.
N° SIRET : 842 649 444 00010

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour la « **Finale de la Coupe de France de Javelot Tir sur Cible Individuelle et Triplette 2026** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Finale de la Coupe de France de Javelot Tir sur Cible Individuelle et Triplette 2026 » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Finale de la Coupe de France de Javelot Tir sur Cible Individuelle et Triplette 2026 ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser la Finale de la Coupe de France de Javelot Tir sur Cible Individuelle et Triplette
2026

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°	Intitulé : finale coupe de France individuelle		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	900
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	5000	TOTAL DES PRODUITS	5000

**Convention d'objectifs entre l'association « LA FLECHETTE TRADITIONNELLE
POINTE ACIER AUCHELLOISE »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **LA FLECHETTE TRADITIONNELLE PAINTE ACIER AUCHELLOISE** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé au **53 rue de l'Egalité – 62260 AUCHEL** représentée par **Monsieur Alain ALEXANDRE**, son Président.

N° SIRET : 928 953 942 000 10

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour « **L'Open international de fléchette traditionnelle (sénior)** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « les foulées de l'Amitié » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « les foulées de l'Amitié ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMEZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organisation d'un tournoi de fléchette traditionnelle, du 24 au 26 avril 2026

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

NC

**Convention d'objectifs entre l'association « RUGBY CLUB BETHUNOIS » et la
Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **RUGBY CLUB BETHUNOIS** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé au **286 rue Fernand Bar – 62400 BETHUNE** représentée par **Monsieur Stéphane KUBIAK**, son Président.

N° SIRET : 440 627 156 000 27

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **TROIS MILLE EUROS** à l'Association pour le « **24^{ème} Tournoi européen des écoles de rugby** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « **24^{ème} Tournoi européen des écoles de rugby** » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **TROIS MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « 24^{ème} Tournoi européen des écoles de rugby ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque _____ sous le numéro _____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération,

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

24^{ème} Tournoi européen des écoles de rugby

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n°1		Intitulé :24ème édition du Tournoi Européen des écoles de rugby 2026	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	15350	70 - Vente de produits finis, prestations de services	20000
Achats fournitures	12000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	3000	74 - Subventions d'exploitation	7000
Autres	350	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	3200		
Locations et charges locatives	2000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	500
Autres	1200	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	5650	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	500
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	4500	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	150	CABBALR	3000
Autres	1000	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser) : mairie Béthune	3000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	4800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3800	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	1000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	2000
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres : mécénats	2000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	29000	TOTAL DES PRODUITS	29000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	29000	TOTAL DES PRODUITS	29000

Convention d'objectifs entre l'association « STADE BETHUNOIS PELICAN CLUB » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **STADE BETHUNOIS PELICAN CLUB** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé au **Centre Aquatique – Avenue du Pont des Dames – 62400 BETHUNE** représentée par **Monsieur Thomas CARPENTIER**, son Président.
N° SIRET : 783 937 915 000 24

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour le «**18^{ème} meeting national de natation de Béthune**» et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement «**18^{ème} meeting national de natation de Béthune**» objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement «18^{ème} meeting national de natation de Béthune ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération,

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Philippe DRUMÉZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organisation du 18^{ème} meeting national de natation de Béthune

A NNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

Projet n° 1	Intitulé : Organisation du 18ème meeting national de Bethune		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	11900	70 - Vente de produits finis, prestations de services	4 000
Achats fournitures	8500	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	3400	74 - Subventions d'exploitation	14300
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	1 300
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	9034	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	3 000
Cotisations et licences	350	Autres (préciser)	
Publicité, publication	1850		
Déplacements, missions, réceptions	6834	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	5 000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		5 000
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (Bethune)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	8200	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	5000	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	3200	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	12000
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	12 000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	1166	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	30300	TOTAL DES PRODUITS	30300

**Convention d'objectifs entre l'association « LES ARCHERS DU VAL DE LYS DE SAINT-VENANT »
et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres C.S 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

Et

L'Association « **LES ARCHERS DU VAL DE LYS DE SAINT-VENANT** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est situé **Mairie de Saint-Venant – 62350 SAINT-VENANT** représentée par **Madame Catherine LECOCQ**, sa Présidente.
N° SIREN : 447 791 039

Et ci-après-dénommée « l'Association »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 14 décembre 2005 modifiées in fine en date du 27 septembre 2017 fixant les critères d'éligibilité pour l'octroi de subventions dans le cadre des actions en faveur du développement sportif du territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention d'un montant de **CINQ MILLE EUROS** à l'Association pour le « **Championnat de France des Femmes** » et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante.

Article 1 : Objectif de la convention

Située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, l'Association a pour vocation de développer dans sa discipline le sport de compétition et en particulier le volet haut niveau amateur. Elle organise à ce titre l'évènement « Championnat de France des Femmes » objet de la présente subvention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'Association et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de la saison sportive **2025/2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération verse à l'Association une subvention de **CINQ MILLE EUROS** au titre de la saison sportive **2025/2026** pour l'organisation de l'évènement « Championnat de France des Femmes ».

La subvention sera versée en une seule fois, par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque_____sous le numéro_____.

Obligations de l'Association

L'association s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération à la réalisation de cet évènement,
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à apposer en bonne position dans sa structure sportive le(s) calicot(s) à l'effigie de la Communauté d'Agglomération,
- à lutter contre toutes les formes de violences et d'incivilités liées aux manifestations sportives,
- à se conformer à la « Charte du sport de haut niveau » et en particulier au Chapitre I Règles VI relative à l'utilisation de substances ou procédés interdits,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Article 4 : Contrôle de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association.

Article 5 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, la Communauté d'Agglomération pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,**

Philippe DRUMETZ

ANNEXE 1 : PROJET PREVISIONNEL 2026

Organiser le Championnat de France des Femmes

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL 2026

6. Budget⁶ du projet
 Année 2026, ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
30 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	7500
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1000		
Autres fournitures	17500	71 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	2000
31 - Services extérieurs		72 - Club	4000
Locations	3000	73 - CNDS	2000
Entretien et réparation		74 - PARTENAIRE	1500
Assurance	1000	75 - Conseil-s Régional(aux) :	4000
Documentation			
32 - Autres services extérieurs		76 - Conseil-s Départemental (aux) :	4000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		77 - Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	3000
Publicité, publication		78 - ARTOIS LYS Grand	2000
Déplacements, missions			
Services bancaires, autres			
33 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes			
34 - Charges de personnel			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		79 - L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Autres charges de personnel		80 - Autres établissements publics	
35 - Autres charges de gestion courante			
36 - Charges financières		81 - Produits financiers	
37 - Charges exceptionnelles		82 - Produits exceptionnels	
38 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		83 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	

7			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	4000	871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	4000	875 - Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de.....€, objet de la présente demande représente% du total des produits du projet
 (montant sollicité/total du budget) x 100.

Ne pas indiquer les centimes d'euros.

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Page sur

Convention d'objectifs entre l'Association « LES AMIS DE LA POMME » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « LES AMIS DE LA POMME », dont le siège social est situé 326, Rue Bellerive – GONNEHEM (62920), représentée par Monsieur Jean-Claude MESSIANT, Son Président, n° 88098631000014.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « LES AMIS DE LA POMME » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 500€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

LES AMIS DE LA POMME est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet :

- Rechercher et sauvegarder le patrimoine génétique fruitier régional,
- Promouvoir des variétés fruitières régionales, locales, méritantes,
- Informer et éduquer le public
- Toutes les activités contribuant à réaliser les objectifs ci-dessous :
 - ✚ Stage de greffe,
 - ✚ Pressage de pommes,
 - ✚ Démonstration de tailles...

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « LES AMIS DE LA POMME » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « LES AMIS DE LA POMME » **une subvention de 500 €** au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « LES AMIS DE LA POMME » à la banque Crédit Mutuel, sous le numéro 00020595101, **dès que l'association « LES AMIS DE LA POMME » en aura fait la demande écrite.**

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un comité de pilotage de lancement des actions,
- Un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- Un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « LES AMIS DE LA POMME » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un **bilan d'activités détaillé** (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention **au plus tard pour le 9 janvier 2027.**
- un **bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai** comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « LES AMIS DE LA POMME »

LES AMIS DE LA POMME s'engagent à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un

bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,

- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « LES AMIS DE LA POMME », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « LES AMIS DE LA POMME »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « LES AMIS DE LA POMME » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « LES AMIS DE LA POMME » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « LES AMIS DE LA POMME » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « LES AMIS DE LA POMME ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « LES AMIS DE LA POMME » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « LES AMIS DE LA POMME » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « LES AMIS DE LA POMME » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « LES AMIS DE LA POMME », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

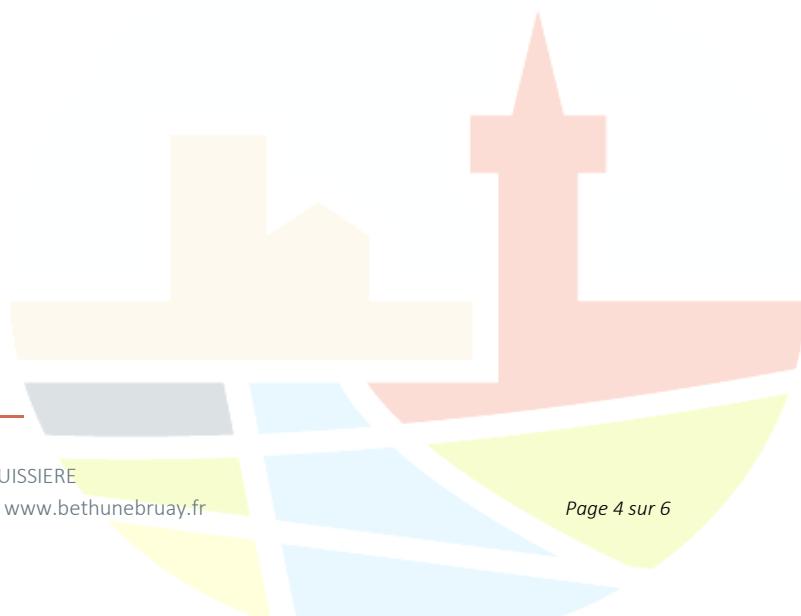
Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« LES AMIS DE LA POMME »

Jean-Claude MESSIANT

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Maurice LECONTE



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« LES AMIS DE LA POMME »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association « LES AMIS DE LA POMME » :

- Mise en œuvre d'un programme d'animations autour des vergers publics du territoire
- Réalisation d'une campagne de pressage de pommes à l'attention des habitants du territoire
- Aide et conseils à la plantation de vergers dans les collectivités du territoire

Objectifs :

Objectif opérationnel :		
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	14 journées de pressage	14 journées
	6 stages	100 personnes
Indicateur(s) de résultat		

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12687	70 - Vente de produits finis, prestations de services	20456
Achats fournitures (bouteilles - capsules - Porte greffe)	2100	73 - Dotations et produits de tarification	
Achat de matériel (bâche remorque, chaudière, cloison amovible...)	8587	74 - Subventions d'exploitation	500
Autres	2000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	900		
Locations et charges locatives	600		
Entretien et réparation			
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	7944	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions, réceptions	7164	Communauté d'Agglomération	500
Services bancaires	80	CABBALR	
Autres (goddies - polo adhérents)	600	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	350
		Cotisations	350
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	21531	TOTAL DES PRODUITS	21306
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	225
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

Sur les 500€ sollicités par « LES AMIS DE LA POMME », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 500€

Convention d'objectifs entre l'Association « A PRO BIO » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « A PRO BIO », dont le siège social est situé 4, Rue Dormagen – SAINT ANDRE LEZ LILLE (59350), représentée par Monsieur **Florent LEROY**, Son Président, n° 39758203200041.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « A PRO BIO » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 15 000 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

A PRO BIO est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet :

- Développement et promotion de l'agroalimentaire bio régional,
- Participation aux politiques territoriales de développement durable et d'aménagement du territoire en favorisant l'essor de cette filière à travers 3 axes de travail :
 - Développer les filières bio régionales
 - Encourager la consommation de produits issus de l'agriculture biologique
 - Accompagner les dynamiques territoriales en faveur d'une alimentation responsable

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « A PRO BIO » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « A PRO BIO » une subvention de 15 000 € au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « A PRO BIO » à la banque Crédit Mutuel, sous le numéro 00053426745, dès que l'association « A PRO BIO » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un comité de pilotage de lancement des actions,
- Un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- Un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « A PRO BIO » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « A PRO BIO »

A PRO BIO s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un

bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,

- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « A PRO BIO », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « A PRO BIO »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « A PRO BIO » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « A PRO BIO » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « A PRO BIO » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « A PRO BIO ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « A PRO BIO » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « A PRO BIO » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « A PRO BIO » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions :

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « A PRO BIO », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
d'agglomération
« A PRO BIO »

Florent LEROY

Pour le Président de la Communauté
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Maurice LECONTE

ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« A PRO BIO »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association A PRO BIO :

Programme d'accompagnement à l'introduction de produits sous label AB dans la restauration collective des établissements scolaires et des établissements sociaux et médico sociaux de l'Agglo.

Objectif général : Promouvoir et favoriser l'accès à une alimentation de qualité pour tous sur le territoire.

Objectif opérationnel 1 :	Accompagner l'introduction de produits biologiques en restauration collective	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nb d'ateliers collectifs organisés	2 ateliers
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Nb de participants aux ateliers	30 participants
Indicateur(s) de résultat	Evolution du taux de bio	
Objectif opérationnel 2 :	Sensibiliser les citoyens et convives aux enjeux de l'AB	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nb de manifestations locales	3 evenements grand public
	Nb d'animations enfants	
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Nb de personnes sensibilisées	100 participants pour les animations grand public
Indicateur(s) de résultat	Pas d'évaluation des informations apprises	

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES				Montant	PRODUITS				Montant
CHARGES					R				
60 - Achats				2100	70 - Vente de produits finis, prestations de				
Achats fournitures				300	73 - Dotations et produits de				
Prestations de services				1800	74 - Subventions d'investissement				38520
Autres					Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou				
61 -				0					
Locations et									
Entretien et									
Assurance					Conseil-s				
Documentati					Hauts de France				
Autres					Autres (préciser)				
62 - Autres				0	Conseil-s				
Rémunératio ns					Pas-de-Calais				
Cotisations et					Autres (préciser)				
Publicité, publication									
Déplacement s, missions,					Communautés de communes ou				
Services					CABBALR				15000
Autres					Agence de l'eau				23520
63 - Impôts				0					
Impôts et					Commune(s)				
Autres impôts					Organismes sociaux				
64 - Charges				36420	Fonds européens				
Rémunératio				36420	L'agence de				
Charges sociales					Autres établissements				
Autres					Aides privées				
					75 - Autres				0
					Cotisations				
65 - Autres					Autres				
66 - Charges financières					76 - Produits financiers				
67 - Charges					77 - Produits				
68 -					78 - Reprises sur				
69 - Impôt					79 - Transfert de				
TOTAL DES CHARGES				38520	TOTAL DES PRODUITS				38520
Excédent					Insuffisance				
CHARGES INDIRECTES					RESSOURCES PROPRES				
Charges					préciser				
Frais									
Autres									
TOTAL DES				38520	TOTAL DES				38520
Excédent					Insuffisance				
86 - Emplois des					87 - Contributions				
860 - Secours					870 - Bénévolat				
861 - Mise à disposition					871 - Prestations en nature				
862 -									
864 -					875 - Dons en				
TOTAL				0	TOTAL				0
La				15 000 €					38,94% du total des

Sur les 15 000€ sollicités par « A PRO BIO », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 15 000€

Convention d'objectifs entre l'Association « ARCADE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « ARCADE », dont le siège social est situé 1, Rue du Moulin – HAZEBROUCK (59190), représentée par Monsieur Xavier BONVOISIN, Son Président, n° 39276617600037.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « ARCADE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 4 500 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

ARCADE est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet :

L'accompagnement des acteurs économiques ruraux rencontrant des difficultés (agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales et autres) pour la résolution de leurs problèmes économiques, sociaux et juridiques, dans une perspective de maintien de l'emploi et la préservation de leur outil de travail.

L'association accompagnera ces acteurs économiques ruraux au mieux de leurs intérêts en respectant leurs choix. Cette mission -intégrant le soutien moral des personnes et de leurs familles - s'inscrit dans une perspective de préservation de la dignité des personnes. L'accompagnement favorisera la mise en relation des personnes entre elles, pour un redressement durable des hommes et des entreprises. Sa compétence territoriale est sur les départements du Nord et du Pas de Calais.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « ARCADE » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « ARCADE » une subvention de 4 500 € au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « ARCADE » à la banque Crédit Agricole, sous le numéro 50821208001, dès que l'association « ARCADE » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un comité de pilotage de lancement des actions,
- Un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- Un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « ARCADE » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « ARCADE »

ARCADE s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),

- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « ARCADE », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « ARCADE »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « ARCADE » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « ARCADE » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « ARCADE » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « ARCADE ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « ARCADE » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « ARCADE » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « ARCADE » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « ARCADE », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« ARCADE »

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Xavier BONVOISIN

Maurice LECONTE

« ARCADE »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association ARCADE :

Accompagnement des agriculteurs en difficulté sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois-Lys Romane

Cet accompagnement comprend :

- La négociation amiable avec les créanciers,
- L'accompagnement dans les procédures collectives,
- L'aide informatique et administratif,
- La réalisation d'audit AREA,
- L'accompagnement pour faire face aux risques psycho sociaux,
- L'accès aux droits sociaux (RSA – prime d'activité),
- L'écoute et l'accompagnement humain.

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	700	70 - Vente de produits finis, prestations de services	1100
Achats fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	600	74 - Subventions d'exploitation	17700
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	1800		
Locations et charges locatives	1500		
Entretien et réparation			
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	9700
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2100	-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	3500
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	100		
Déplacements, missions, réceptions	2000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBLAR	4500
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	100		
Impôts et taxes sur rémunération	100	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	22000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	22000	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	8000
		Cotisations	600
65 - Autres charges de gestion courante		Mécénat et Dons	7400
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	100	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	26800	TOTAL DES PRODUITS	26800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	26800	TOTAL DES PRODUITS	26800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Sur les 4 500€ sollicités par « ARCADE », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 4 500€

Convention d'objectifs entre l'Association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE », dont le siège social est situé 4Ter, Rue Jean-Baptiste Lebas – PHALEMPIN (59133), représentée par Madame Sophie TABARY, sa Présidente, n° 43347668600061.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 6 176€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

BIO EN HAUTS DE FRANCE est une association régie par la loi de 1901

L'association a pour objectif le développement de filières biologiques, territorialisées et équitables en région Hauts de France.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » une subvention de 6 176€ au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » à la Caisse d'Épargne, sous le numéro 08000454512, dès que l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un comité de pilotage de lancement des actions,
- Un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- Un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE »

BIO EN HAUTS DE FRANCE s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE »,

- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « BIO EN HAUTS DE FRANCE », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

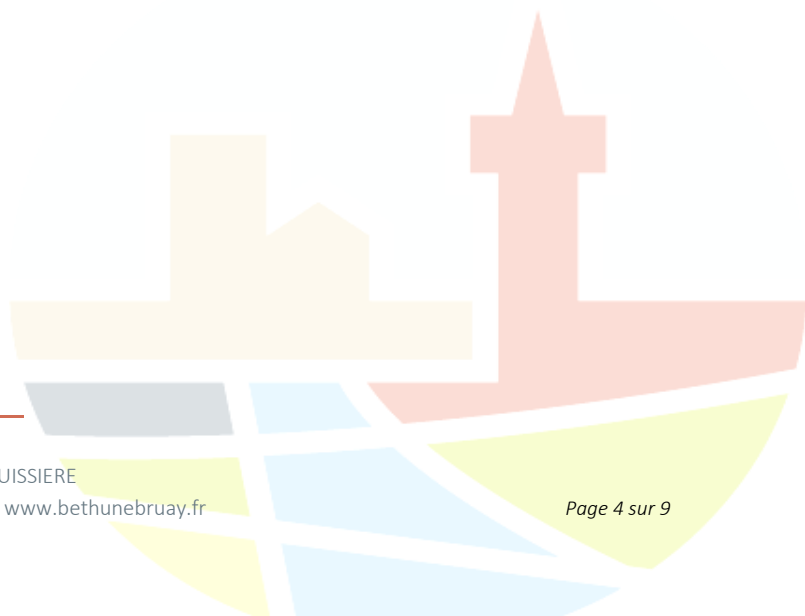
La Présidente de l'Association

« BIO EN HAUTS DE FRANCE »

Sophie TABARY

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Maurice LECONTE



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« BIO EN HAUTS DE FRANCE »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association BIO EN HAUTS DE FRANCE :

Soutenir le développement de l'agriculture Biologique sur le territoire de la CABBALR avec différents programmes d'action ciblant différentes filières agricoles.

Objectif général :	Soutenir les producteurs bio du territoire
--------------------	--

Objectif n° 1 :

Objectif opérationnel 1 :	Sensibiliser la collectivité et les agriculteurs à l'intérêt d'une filière de compostage à destination des agriculteurs bio	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Organisation d'un temps d'échange avec les agriculteurs et la collectivité	
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)		
Indicateur(s) de résultat		
Objectif opérationnel X :	Identification des producteurs bio susceptibles d'intégrer le système logistique en faveur des circuits courts porté par la	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Organisation d'un temps d'échange avec les agriculteurs et le porteur du système logistique	
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)		
Indicateur(s) de résultat		
Objectif opérationnel 3 :	Identification des filières émergentes économes en eau et à bas niveau d'intrants pour accompagnement des agriculteurs	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Organisation de temps d'échange avec les agriculteurs et les acteurs des filières	
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)		
Indicateur(s) de résultat		

Objectif n° 2 :

Objectif opérationnel 1 :	Réaliser un diagnostic technique autour des modalités de retour en gestion autonome dans les communes intéressées	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombre de communes sensibilisées sur le sujet	
	Nombre de diagnostic technique réalisés	
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)		
Indicateur(s) de résultat		

Objectif n° 3 :

Objectif opérationnel 1 :	Animation du collectif de partenaires du dispositif PANIERS	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombre de paniers distribués et de foyers touchés	900 paniers distribués + 80 foyers
	Nombre de partenaires engagés et d'animations organisées	6 structures relais engagées + 15 animations
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Animation du comité de pilotage de la démarche	Mise en place d'un COPIL en septembre
	Suivi des structures relais impliquées et des producteurs bio locaux fournissant les paniers	Satisfaction des partenaires
Indicateur(s) de résultat	Augmentation du nombre de paniers livrés	
	Augmentation du nombre de foyers touchés	

Objectif opérationnel 2 :	Déploiement du dispositif sur le reste de l'agglomération	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombre de nouveaux partenaires engagés	2 nouveaux partenaires
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Réponse aux sollicitations des communes et nouveaux partenaires qui souhaitent déployer le dispositif	Rencontre avec les communes intéressées
	Identification de financements permettant le déploiement	Partenariat avec une fondation et/ou fonds de dotation
Indicateur(s) de résultat	Augmentation du nombre de partenaires du dispositif	

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°1	Intitulé : Soutenir les producteurs bio du territoire		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	8859
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	2658
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	8859	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	8859	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics : AEAP	6201
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	8859	TOTAL DES PRODUITS	8859
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	8859	TOTAL DES PRODUITS	8859
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	2 658 €	30,00%	du total des produits

Projet n°2		Intitulé : Sensibiliser au retour en régie de la restauration collective	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	3290
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	987
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3290	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3290	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics : AEAP	2303
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	3290	TOTAL DES PRODUITS	3290
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	3290	TOTAL DES PRODUITS	3290
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	987 €	30,00%	du total des produits

Projet n°3		Intitulé : Coordination du dispositif PANIERS	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	33000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	12500
Achats fournitures	25000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	8000	74 - Subventions d'exploitation	38000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0	Politique de la ville	8000
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	7000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	10000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10000	Pas-de-Calais	2969
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	2531
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	7000
64 - Charges de personnel	7500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	10500
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	50500	TOTAL DES PRODUITS	50500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	50500	TOTAL DES PRODUITS	50500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		2 531 €	5,01% du total des produits

Sur les 6 176€ sollicités par « BIO EN HAUTS DE FRANCE », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 6 176€

Convention d'objectifs entre l'Association « CAMPUS VERT » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « CAMPUS VERT », dont le siège social est situé 175, Route d'Estaires – VIOLAINES (62138), représentée par Monsieur Henri DELDALLE, Son Président, n° 43175596600022.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « CAMPUS VERT » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 2 000€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

CAMPUS VERT est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet de :

- Valoriser le patrimoine agricole bâti
- Conforter les exploitations agricoles par une activité économique complémentaire
- Faciliter l'accès au logement des jeunes en formation supérieure et/ou professionnelle
- Développer de nouveaux partenariats/conventions avec les entreprises et les entreprises locales pour l'hébergement d'étudiants et de jeunes salariés

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature. La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « CAMPUS VERT » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « CAMPUS VERT » **une subvention de 2 000€ au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « CAMPUS VERT » à la banque Crédit Agricole Nord de France, sous le numéro 11019891000, **dès que l'association « CAMPUS VERT » en aura fait la demande écrite.**

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « CAMPUS VERT » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention **au plus tard pour le 9 janvier 2027.**
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 **dernier délai** comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « CAMPUS VERT »

CAMPUS VERT s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,

- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « CAMPUS VERT », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « CAMPUS VERT »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « CAMPUS VERT » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « CAMPUS VERT » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « CAMPUS VERT » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « CAMPUS VERT ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « CAMPUS VERT » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « CAMPUS VERT » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « CAMPUS VERT » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « CAMPUS VERT », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de

Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

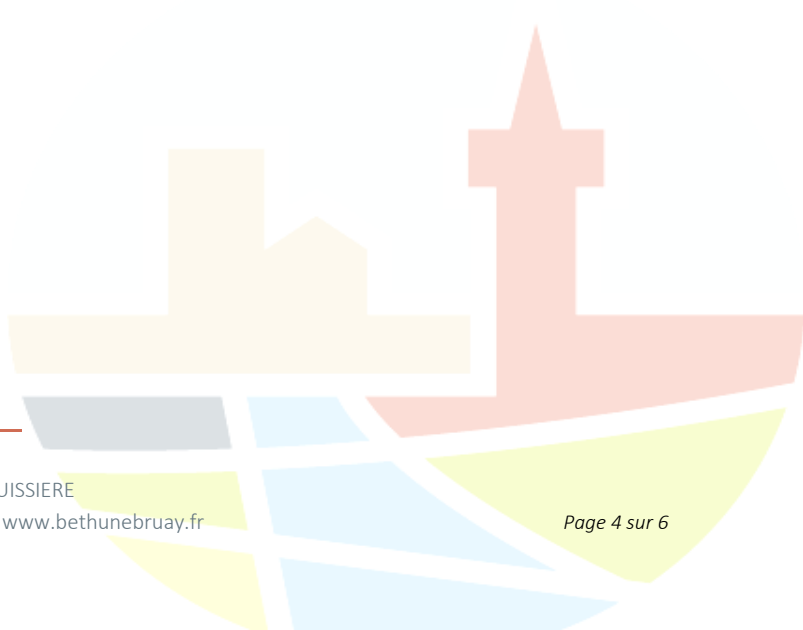
Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« CAMPUS VERT »

Henri DELDALLE

Pour le Président de la Communauté d'Agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Maurice LECONTE



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« CAMPUS VERT »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association CAMPUS VERT :

Objectifs :

Objectif n° 1 :

Objectif opérationnel 1 :	Accompagner les porteurs de projet dans la création de logements étudiants	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Nombre de jours de formation	3 jours
Indicateur(s) de réalisation	Nombres d'agriculteurs participants	3
	Nombre de rendez-vous chez les agriculteurs	4
Indicateur(s) de résultat	Nombre de dossiers étudiés en commission	2
	Nombres de logements agréés	6
	Nombres de logements réalisés	4

Objectif N° 2 :

Objectif opérationnel 2:	Promouvoir le concept auprès des établissements supérieurs et entreprises sur CABBALR	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombres de portes ouvertes réalisées	10
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Nombre de partenariat à réaliser	6
Indicateur(s) de résultat	Nombres de conventions établies avec les établissements	10

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	500	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	500	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	4300
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	300		
Locations et charges locatives	250		
Entretien et réparation			
Assurance	50	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	1500
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1550	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	300	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	300		
Déplacements, missions, réceptions	750	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	2000
Autres	200	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	5950	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	4000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	1950	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	800
		75 - Autres produits de gestion courante	4000
		Cotisations	3700
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	300
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	8300	TOTAL DES PRODUITS	8300
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	8300	TOTAL DES PRODUITS	8300
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		2 000 €	24,10% du total des produits

Sur les 2 000€ sollicités par « CAMPUS VERT », la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 2 000 €

Convention d'objectifs entre l'Association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS », dont le siège social est situé 54, Avenue Roger Salengro – BP 90136 – SAINT LAURENT BLANGY (62223), représentée par Madame Caroline DELEPIERRE PIAT, sa Présidente, n° 41066399100017.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 18 000€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet de :

- Offrir aux enfants un contact avec la nature à travers l'activité agricole :
- Eveiller la curiosité et le sens de l'observation,
- Mieux connaître les phénomènes de la vie,
- Découvrir le métier d'agriculteur et la vie dans les campagnes,
- Sensibiliser au respect de l'environnement,
- Connaître l'origine des produits alimentaires.
- Proposer un support pédagogique et une collaboration étroite aux enseignants pour réaliser leur programme par des méthodes actives.
- Encourager la diversification des exploitations agricoles et favoriser le maintien d'emploi en milieu rural

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

Pour permettre à l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » **une subvention de 18 000€ au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » à la banque Crédit Agricole, sous le numéro 08518360000, **dès que l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » en aura fait la demande écrite.**

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS »

LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,

- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

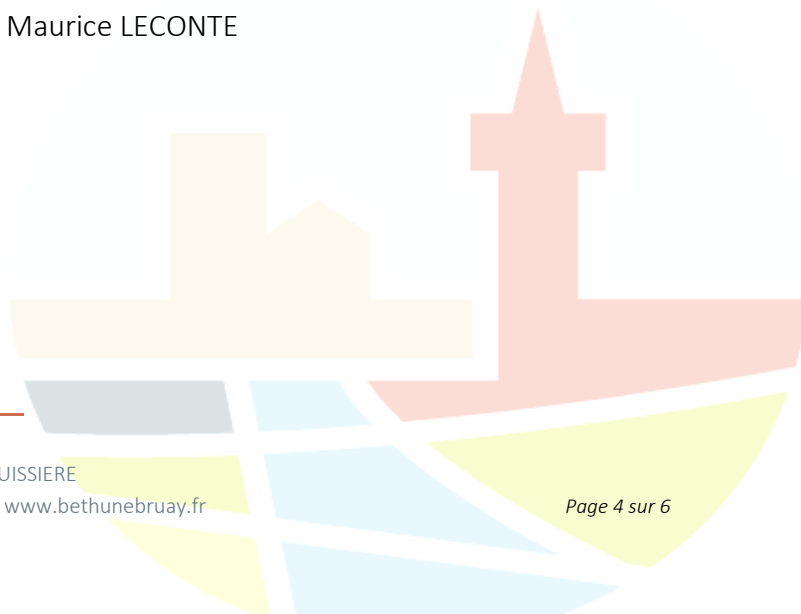
Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association
« Le Savoir Vert des Agriculteurs »

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Caroline DELEPIERRE PIAT

Maurice LECONTE



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D'ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS »

Programme d'action de l'année 2026 de l'association « LE SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS »

Organiser des actions de sensibilisation et de formation auprès des jeunes et des enfants, en partenariat avec le personnel de restauration et le corps enseignant.

L'association organise des visites au sein des fermes pédagogiques « Savoir Vert » de la communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois-Lys Romane, qui répondent au projet pédagogique initié par l'enseignant, en finançant leur sortie.

Les agriculteurs du Savoir Vert se chargent d'organiser la visite de leur exploitation. Les frais de visite sont pris en charge dans le cadre de cette action par la Communauté d'Agglomération. Huit agriculteurs proposent des visites. Les fermes sont réparties sur le territoire et proposent des thèmes de visites variés : Du veau à la vache, le soin aux animaux, de la fraise aux confitures, du blé au pain, les animaux de la basse-cour, le cycle de la vie des plantes, de la betterave au sucre, la découverte de la ferme au travers des 5 sens....

Valeurs ciblées :

- Nombre de classes et groupes d'IME sortis : 100 classes

Objectif :

Objectif général :	Communiquer et sensibiliser à l'agriculture du territoire et aux activités qui en découlent à partir d'une démarche pédagogique	
Objectif opérationnel :	Découverte du monde agricole par le public scolaire cycle 2 et cycle 3 (de la Grande Section de Maternelle au CM2) ainsi que les enfants scolarisés en établissements spécialisés (IME, EMP, hôpitaux de jour ...) au sein des 6 fermes pédagogiques de la CABBALR	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation quantitatif(s)	Nombre de Classes et groupes d'IME sortis	100
	Nombre d'élèves et nombres d'enseignants	25 élèves par classe soit 2500 élèves et 3 accompagnants par classe (ou groupe) soit 300 enseignants accompagnants
Indicateur(s) de réalisation qualitatif(s)	Nombre de fiches d'évaluation de la visite	plus de 60
Indicateur(s) de résultat	Nombres de fiches de vœux pour sortir dans les 8 fermes Savoir Vert de la CABBALR reçues	plus de 100
	Nombre d'IME sortis en ferme	plus de 5 groupes
	Nombre d'écoles qui sont sorties plusieurs fois sur les fermes du Savoir Vert dans le cadre de cette opération (satisfaction, renouvellement, fidélisation, prérenisation)	plus de 60

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	24350
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	1060		
Locations et charges locatives	570		
Entretien et réparation	250		
Assurance	240	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	6350
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	9090	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8190	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication, promotion (tenue de stand)	400		
Déplacements, missions, rencontres CABBALR	100	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Frais de formation	400	CABBALR	18000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	800
		Cotisations proportionnelles	800
65 - Autres charges de gestion courante	15000	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	25150	TOTAL DES PRODUITS	25150
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	25150	TOTAL DES PRODUITS	25150
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de	18 000 €	71,57%	du total des produits
-----------------------------	----------	--------	-----------------------

Sur les 18 000€ sollicités par le « SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 18 000€.

Convention d'objectifs entre l'Association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « TERRE DE LIENS HAUT DE FRANCE », dont le siège social est situé 235, Boulevard Paul Painlevé – LILLE (59000), représentée par Monsieur Eric JOHN, Son Co Président, n° 50752150800030.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 4 000€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet la préservation et le partage des terres agricoles par l'animation d'initiatives citoyennes et solidaires en faveur de l'agriculture écologique et paysanne. L'association agit dans le respect de la charte Terre de Liens, annexée aux présents statuts, et du projet associatif national. Son action est à caractère d'éducation populaire et contribue à la défense de l'environnement naturel.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

Pour permettre à l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » **une subvention de 4 000€ au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » à la banque Crédit Coopératif, sous le numéro 08012023376, dès que l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- Un comité de pilotage de lancement des actions,
- Un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- Un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » adressera à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE »

TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- Mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE »,

- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE », à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou

procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

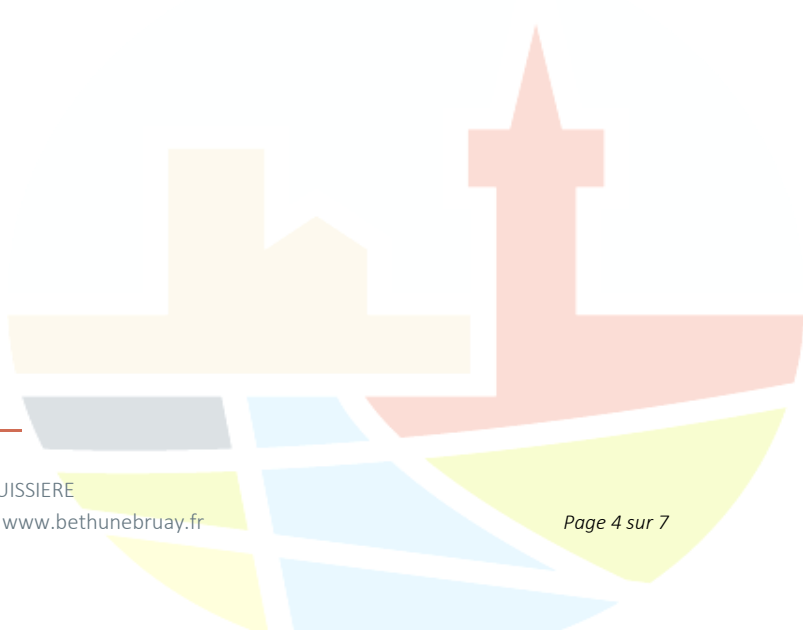
Fait à Béthune, le

Le Co Président de l'Association
« Terre de Liens Hauts de France »

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Eric JOHN

Maurice LECONTE



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE »

Descriptif :

Le programme d'action de l'année 2026 pour l'association Terre de Liens :

Objectif général : Agir sur le foncier pour développer ou conforter l'agriculture biologique

Objectif :

Objectif général 1 :	Accompagner les collectivités et l'intercommunalité dans leurs problématiques et stratégies foncières agricoles
Objectif opérationnel a :	Sensibiliser et répondre aux sollicitations des communes souhaitant réfléchir à leurs problématiques foncières, identifier leur foncier en propriété et mobiliser des terres pour l'installation d'un-e porteur-euse de projet agricole agroécologique
Objectif opérationnel b :	Accompagnement de l'intercommunalité autour de la réflexion et mise en place d'une stratégie foncière
Objectif général 2 :	Sensibiliser les cédants et propriétaires privés sur la transmission de leurs fermes, en favorisant les porteurs-de-projets en
Objectif opérationnel a :	Sensibiliser et répondre aux sollicitations de propriétaires privés ou cédants concernant la transmission de leur ferme ou de leurs terres
Objectif opérationnel b :	Participer aux temps d'accompagnement collectif de futurs cédants du territoire et les accompagner dans leur transmission sur le volet foncier
Objectif général 3 :	Accompagner de manière renforcée des porteurs de projet et / ou des agriculteurs bio, ou en projet de conversion dans leur problématique et recherche foncière
Objectif opérationnel a :	Accompagner de manière renforcée des porteurs de projet et / ou des agriculteurs bio, ou en projet de conversion dans leur problématique et recherche foncière

Objectif opérationnel :	Accompagner individuellement des communes volontaires souhaitant réfléchir à leurs problématiques foncières, identifier leur foncier en propriété et mobiliser des terres pour l'installation d'un·e porteur·euse de projet agricole agroécologique	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Nombre de réunions avec des communes nous ayant sollicitées à la suite de l'étude de repérage	2
Indicateur(s) de résultat	Nombre de projets fonciers (identification d'une ou plusieurs parcelles pouvant être mise à disposition)	1
Objectif opérationnel :	Accompagner l'intercommunalité autour de la réflexion et mise en place d'une stratégie foncière sur son AAC	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Nombre de réunions de travail interservices CABBALR	2
	Nombre de réunions d'appui technique avec la CABBALR	2
Indicateur(s) de résultat	Document stratégique	1
Objectif opérationnel :	Sensibiliser et répondre aux sollicitations de propriétaires privés ou cédants concernant la transmission de leur ferme ou de leurs terres	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Propriétaires privés ou cédants rencontrés	2
	Visite de parcelle	1
Indicateur(s) de résultat	Annonce foncière publiée sur Objectif Terres	1
Objectif opérationnel :	Participer aux temps d'accompagnement collectif de futurs cédants du territoire et les accompagner dans leur transmission sur le volet foncier	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Participation à un évènement public autour de la transmission	1
	Réunion avec Initiatives Paysannes pour l'organisation d'un café transmission	1
Indicateur(s) de résultat	Nombre de participant.es	5
Objectif opérationnel :	Accompagner de manière renforcée des porteurs de projet et / ou des agriculteurs bio, ou en projet de conversion dans leur problématique et recherche foncière	
	Critère(s) d'évaluation	Valeur(s) cible(s) à atteindre
Indicateur(s) de réalisation	Réunions avec des porteur·euses de projet	3
	Fiche portrait	1
Indicateur(s) de résultat	Porteur·euses de projet installé·e	1

Budget prévisionnel 2026 :

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	9400
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs			
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	100
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	100
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires		CABBALR	4000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	7049	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	4902	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	2147	Autres établissements publics (AEAP)	5200
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	100
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	100
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	7049	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)	2451	TOTAL DES PRODUITS	9500
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	2451	préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	9500	TOTAL DES PRODUITS	9500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de	4 000 €	42,11%	du total des produits
-----------------------------	---------	--------	-----------------------

Sur les 4 000€ sollicités par « TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 4 000€

Convention d'objectifs entre « ARTOIS INITIATIVE » et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association ARTOIS INITIATIVE, dont le siège social est situé à La Coloc Technoparc Futura, rue de l'Université à BETHUNE (62400), représentée par Monsieur François LEROY, son Président, n° SIRET 379 279 961 00062

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention d'un montant de 139 817€ au titre de l'année 2026 à l'association Artois Initiative et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondant.

Article 1 : Objectif de la convention

L'association a pour objet :

- toute opération favorisant la circulation des idées propres à porter remède à la situation du chômage que connaît notre région,
- déceler et favoriser les initiatives créatrices d'emploi dans tous les domaines : agriculture, industrie, commerce, tertiaire ... qu'ils soient du secteur marchand ou non marchand,
- apporter gracieusement un concours intellectuel et technique à toute initiative tendant à l'innovation et à la recherche de créneaux nouveaux comme à l'amélioration du potentiel économique et technologique d'entreprise à développer, à redresser ou à créer,
- consentir aux entrepreneurs, responsables de telles initiatives des prêts d'honneur sans intérêt,
- assurer la gestion et l'animation de tout équipement, public ou privé, à vocation économique.

Conformément à son objet social, l'association Artois Initiative s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint à la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association Artois Initiative de réaliser les objectifs de la présente convention, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane lui verse **une subvention de 139 817€ au titre de l'année 2026.**

La subvention sera répartie comme suit :

Intitulé de l'action	Montant alloué
Action 1 : Initiative Artois, Plateforme Initiative France	90 000 €
Action 2 : Boutique à l'essai	22 197 €
Action 3 : Boutique partagée	27 620 €
TOTAL	139 817 €

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « Artois Initiative » à la banque Crédit Mutuel sous le numéro _____ dès que l'association en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre en fonction des avancées des actions)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association Artois Initiative est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association Artois Initiative

L'association Artois Initiative s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts et déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association Artois Initiative,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association Artois Initiative devra être reversée à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association Artois Initiative réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association Artois Initiative.

Article 5 : Responsabilité

L'association Artois Initiative conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association Artois Initiative s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association Artois Initiative devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association Artois Initiative, la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune,

Le Président de
L'association Artois Initiative

François LEROY

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane
Le Vice-Président délégué

Steve BOSSART

Action 1 : Initiative Artois, Plateforme Initiative France

Descriptif :

Les actions menées par Initiative Artois s'inscrivent dans la "Promesse Initiative France" :

- Un accueil professionnel et bienveillant pour tous les entrepreneurs
- Un accompagnement à la finalisation du business plan, une expertise financière, une intermédiation bancaire
- Un prêt d'honneur à taux 0, sans garantie demandée, octroyé par un comité composé de chefs d'entreprises et d'experts locaux de l'entrepreneuriat
- Un suivi personnalisé dans les premières années de vie de l'entreprise
- L'ouverture à un réseau professionnel
- La participation de l'association la vie économique locale, notamment dans le cadre de l'Académie de l'entrepreneuriat portée par la CABBALR, la participation aux formations et jurys des chambres consulaires

Publics cibles : Tout porteur de projet de création, reprise ou développement d'entreprises qui souhaitent s'implanter sur le territoire de la CABBALR.

Objectifs :

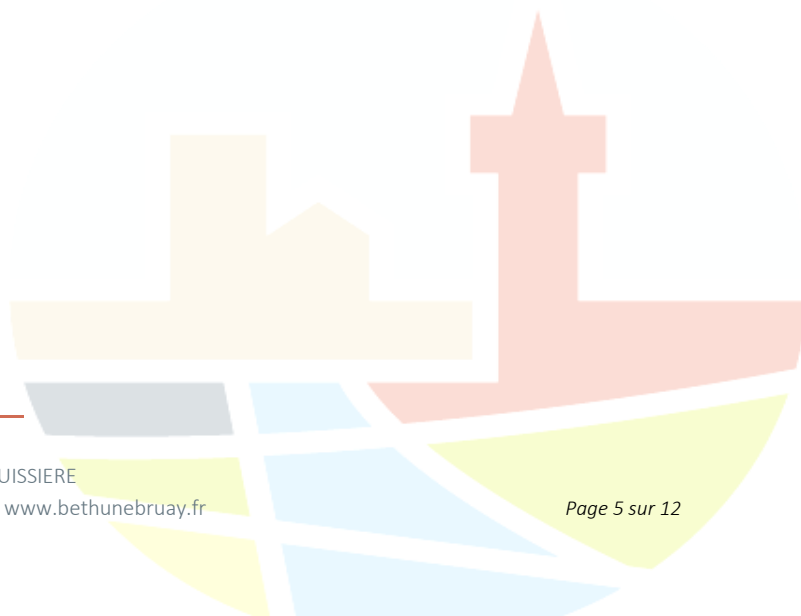
350 porteurs accueillis

200 accompagnements

150 prêts d'honneur décaissés

120 suivis

20 comités



Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : Association Initiative France	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7830	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	7400	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	274434
Autres	430	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	32737		
Locations et charges locatives	27190		
Entretien et réparation	1900		
Assurance	1500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	65000
Autres	2147	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	40298	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	16842	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	15000	Autres (préciser)	
Publicité, publication	736		
Déplacements, missions, réceptions	5250	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires	600	CABBALR	156395
Autres	1870	Autres (préciser)	8039
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	220569	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	205400	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	45000
Autres charges de personnel	15169	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	30000
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	20000
66 - Charges financières		Autres	10000
		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	3000	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	304434	TOTAL DES PRODUITS	304434
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	304434	TOTAL DES PRODUITS	304434
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolet	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		156 395 €	51,37% du total des produits

Sur les 156 395€ (soit 51.37% du budget total de l'action) sollicités par Artois Initiative, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 90 000€.

Descriptif :

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet de territoire de la CABBALR : "l'Agglo 100% durable" et notamment dans la priorité 3 : garantir le bien-vivre ensemble et la proximité sur l'ensemble du territoire notamment dans la thématique "Assurer un maillage de commerces et de services de proximité".

Initiative Artois est également partenaire et acteur de l'Académie de l'Entrepreneuriat. A ce titre, elle participe aux différentes réunions et anime avec Pas de Calais Actif et les banques au moins un atelier autour de la thématique du financement. Sur cette action, Initiative Artois pourra présenter aux académiciens le concept des boutiques à l'essai.

L'action peut être découpée en différentes étapes :

- Recherche du local pour implanter l'action

Le travail préalable au lancement de l'action est la recherche et l'identification d'un local susceptible d'accueillir l'opération. Le local que nous rechercherons sera d'une superficie de 30 à 60 m² avec une bonne visibilité. Nous réaliserons une étude des locaux commerciaux vacants au sein du quartier puis nous nous rapprocherons du ou des bailleurs afin de contractualiser. Nous nous appuierons non seulement sur l'expérience et les outils de la Fédération des Boutiques à l'Essai mais aussi sur notre expérience de l'implantation d'une boutique à l'essai à Bruay la Buissière en 2018 et de celles implantées en 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 et 2025 à Béthune, Bruay, Noeux les Mines, Lillers, Auchel, Vermelles, Richebourg, Haillicourt, Burbure et Busnes.

Il est précisé que la Communauté d'Agglomération reste décisionnaire des communes choisies pour le déploiement de ce dispositif sur son territoire.

- Mise en place d'outils de communication adaptés et pertinents

Une charte graphique nationale a été créée spécifiquement pour l'action. Elle comporte tous les éléments de communication de l'opération. Ainsi, sont prêts à être déclinés sur le quartier où se portera l'action des affiches, flyers et surtout une vitrophanie pour l'appel à candidature. Cette démarche est essentielle pour donner envie aux futurs porteurs de projets de proposer leur candidature. Elle l'est également pour une bonne diffusion et compréhension de l'action par les habitants et les partenaires.

- Lancement de l'appel à candidature

L'appel à candidatures lance le démarrage officiel de l'opération, il va drainer les premiers porteurs de projet. Pour toucher un maximum de personnes, l'appel à candidatures doit être bien orchestré. Une nouvelle fois, nous bénéficierons de l'expérience et des outils de la Fédération des Boutiques à l'Essai dont les actions sont très suivies par les médias.

- Accompagnement des candidats

Chaque candidat dont le projet s'inscrit dans les objectifs de l'opération « Ma Boutique à l'essai » est reçu individuellement pour être accompagné dans le montage de son dossier : préparation d'un business plan et d'un prévisionnel de l'activité projetée, sur la période de test et sur une période de 3 ans.

L'accompagnement est au cœur du dispositif et permet de construire pas à pas le projet avec le porteur.

- Organisation du comité de sélection du candidat

C'est le comité de sélection qui valide le dossier d'un porteur de projet. Il est organisé dès que plusieurs « bons » dossiers sont enregistrés. L'objectif du comité est de donner un accord sur l'octroi du local à un futur commerçant. Il est composé de 5 à 12 membres, dont notamment des élus, un représentant de l'association du quartier, les partenaires de l'action et le propriétaire du local.

Il est précisé que chaque comité doit, dans la mesure du possible, pouvoir examiner au moins 2 projets différents.

- Accompagnement du futur commerçant à l'essai avant l'ouverture

Un programme est mis en place avec le lauréat afin de tenir le délai imparti d'un mois pour ouvrir son commerce. Le lauréat est mis en contact avec les partenaires de l'opération.

- Ouverture de la boutique et suivi du commerçant à l'essai

Etape clé de l'action : l'inauguration. C'est un moment important pour le commerçant mais également pour la mise en avant de l'action.

Le commerçant bénéficie ensuite d'un suivi personnalisé pendant toute la période test. Le suivi permet de s'assurer de la réalisation du chiffre d'affaires prévisionnel. Il se traduit par des visites de suivi dans le commerce mais également par l'envoi de tableaux de bord. Le commerçant à l'essai peut ainsi être rassuré et motivé sur la réalisation de ses objectifs.

Ensemble, recréons une dynamique économique dans le quartier, le centre-ville et en milieu rural !

La réussite de cette action est liée à la mobilisation, la participation et la collaboration des différents acteurs économiques locaux. Le rôle d'Initiative Artois est de les sensibiliser, de les fédérer autour de cet événement afin que chacun apporte ses compétences autour de cette action.

Quel est le territoire ou la zone géographique de réalisation de l'action ?

100 communes de la CABBALR

Pour les entreprises en cours d'accompagnement : Auchel, Richebourg, Haillicourt, Burbure et Busnes

Combien de personnes en seront bénéficiaires ?

20 porteurs de projets accueillis

4ancements d'appel à candidature sur l'année 2026 : 2 nouveaux, 2 renouvellements

Informations complémentaires éventuelles

Communication : 40 heures ; communication sur les boutiques déjà en activité et sur celles à venir

4 appels à candidature : en moyenne 100 heures par appels

Publics cibles :

Tout porteur de projet qui souhaite tester son activité

Les entrepreneurs des boutiques à l'essai

Objectifs :

Résultat	Nombre de nouvelles boutiques (étapes 1+2+3+4)	2
Performance	Nombre de candidats présentés à chaque comité (validation de l'étape 2)	2
Résultat	Nombre de boutiques renouvelées (étape 2+ 3+ 4)	2
Performance	Sorties positives du dispositif (boutique maintenue au-delà de 12 mois)	4

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : Boutiques à l'essai	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	29600
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0	ANCT	
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	2500
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	3500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	3000	Autres (préciser)	
Publicité, publication	4000		
Déplacements, missions, réceptions	2500	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires		CABALR	27100
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	20100	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	20100	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) :		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	29600	TOTAL DES PRODUITS	29600
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	29600	TOTAL DES PRODUITS	29600
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		27 100 €	91,55% du total des produits

Sur les 27 100€ (soit 91,55% du budget total de l'action) sollicités par Artois Initiative, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 22 197€

Descriptif :

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet de territoire de la CABBALR : vers "l'Agglo 100% durable" ! Notamment dans la priorité 4 : Accélérer les dynamiques de transition économique - Stimuler l'entrepreneuriat.

Initiative Artois est également partenaire et acteur de l'Académie de l'Entrepreneuriat. A ce titre, elle participe aux différentes réunions et anime avec Pas de Calais Actif et les banques au moins un atelier autour de la thématique du financement. Sur cette action, Initiative Artois pourra présenter et faire visiter aux académiciens les boutiques partagées.

Le concept de boutique partagée, « La Maison, Une Boutique qui se partage » permet à des entrepreneurs de bénéficier d'un local partagé avec d'autres entrepreneurs et ainsi de mutualiser les espaces, les permanences, les animations. Cette boutique se veut aussi un lieu de convivialité, de rencontre et d'échanges avec les habitants du quartier. Le local est composé de différents corners permettant d'accueillir en fonction des activités 6 à 8 locataires permanents. Les locataires sont amenés à mettre en avant leurs produits dans leur espace à leur image et ainsi leur permettre de se sentir dans leur propre boutique. De plus, ils tiennent à tour de rôle à boutique et vendent leurs produits et ceux de leurs colocataires.

La Maison s'adresse à celles et ceux qui souhaitent tester à « grandeur nature » leurs produits ou prestations, qui ne bénéficient pas de vitrine parallèlement, dans le cadre d'un soutien au démarrage d'activité ou d'un développement.

Initiative Artois a créé la première boutique en 2018 à Béthune, la deuxième en 2023 à Bruay la Buisnière et la troisième en 2024 à Lillers ; elle en assure la gestion et l'animation.

Des temps d'échange collectifs mensuels sont organisés ; ils permettent de mieux se connaître, d'échanger, de mettre en place des actions ponctuelles : ateliers, apéro shopping, ventes privées....

Initiative Artois accompagne également les entrepreneurs des boutiques à développer leurs activités et à la recherche de locaux sur le territoire. Chaque entrepreneur de la boutique bénéficie ainsi d'un suivi individualisé. Ces temps d'échange permettent notamment de faire un point sur l'activité, son développement....

Les boutiques de Lillers et Bruay disposent d'un espace ateliers qui peut être loué par des extérieurs. Initiative Artois met l'accent sur le travail en réseau avec les partenaires de l'accompagnement du territoire (Consulaires, BGE, France Travail, Mission Locale...) ; les boutiques sont des supports d'hébergement et de tests d'activité pour les entrepreneurs du territoire.

En plus d'être un outil innovant socialement sur le territoire ce local partagé, se veut par nature destiné à celles et ceux qui souhaitent réussir leur insertion professionnelle par la création d'activité. La boutique va leur permettre de développer leurs compétences (savoirs, savoir-faire, améliorer leur communication, apprendre à travailler ensemble et développer le sens du commerce, se former et développer, rompre l'isolement du chef d'entreprise.

L'association s'occupe également de la communication sur les réseaux sociaux de la Maison. Elle incite également les entrepreneurs à digitaliser leur communication et à utiliser les outils de vente en ligne à

disposition. Elle propose notamment le click and collect et un site internet marchand en cours de finalisation.

Des prestataires extérieurs sont mobilisés afin de partager leurs compétences avec les locataires de la boutique partagée.

La boutique partagée est un support pour les entrepreneurs et il s'inscrit dans un parcours cohérent des services d'accompagnement proposés sur le territoire. Les partenaires sont invités dans la boutique de façon régulière pour un temps d'échange. La boutique partagée permet aux porteurs de projet de devenir autonomes

L'objectif est d'offrir aux porteurs de projet l'intégralité des services dont il peut bénéficier pour optimiser son accompagnement, son bon développement et la pérennité de son activité.

Préalablement à son installation, le porteur de projet sera reçu par Initiative Artois afin de valider les motivations avant l'intégration de la boutique, de faire un premier diagnostic sur les perspectives de démarrage ou développement.

L'association s'engage à informer, au fil de l'eau, la Communauté d'agglomération des entrées et sorties de locataires de chacune des boutiques partagées.

Quel est le territoire ou la zone géographique de réalisation de l'action ?

Béthune

Bruay la Buissière

Lillers

Informations complémentaires éventuelles

Décomposition du temps de travail sur cette action :

Masse salariale :

Décomposition du temps de travail pour cette action :

- Communication : 3 heures par semaine pour les 3 boutiques soit 156 h par an

- Caisse : 2 heures par semaine soit 104 heures

- Réunions mensuelles : 4 heures * 3 boutiques * 11 mois soit 132 h

- Animation, accueil des nouveaux locataires, gestion.... 1h * 3 boutiques * 47 semaines soit 141 heures

- Suivi : 1h * 20 locataires * 6 mois soit 120 h

Soit un total de 653 heures à un taux horaire moyen de 40 euros soit 26 120 €

Publics cibles :

Tout porteur de projet ou tout entrepreneur de la CABBALR qui souhaite tester son activité dans un local commercial partagé.

Résultats attendus :

30 locataires accueillis

18 locataires dont l'activité se développe

132 heures de rencontres collectives

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : Boutiques Partagées, La Maison une Boutique qui se partage	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	3370	70 - Vente de produits finis, prestations de services	25200
Achats fournitures	1200	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	32620
Autres : Electricité	2170	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	22450	ANCT	
Locations et charges locatives	17460		
Entretien et réparation	600		
Assurance	1500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres : Internet, location logiciel de	2890	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	4380	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations Intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	1500		
Déplacements, missions, réceptions	2250	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Internet	630	CABALR	27620
Autres : SACEM, SPRE		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	1500		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser) Lillers	5000
Autres impôts et taxes	1500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	26120	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	26120	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) :		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	57820	TOTAL DES PRODUITS	57820
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	57820	TOTAL DES PRODUITS	57820
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	12000	871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	12000
TOTAL	12000	TOTAL	12000
La subvention sollicitée de		27 620 €	47,77% du total des produits

Sur les 27 620€ (soit 47.77% du budget total de l'action) sollicités par Artois Initiative, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 27 620€.

Convention d'objectifs
entre l'Association « L'Ecole de Production de Béthune Bruay » et
La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « L'Ecole de Production de Béthune Bruay », dont le siège social est situé 135 rue Raymond Deruy 62700 BRUAY LA BUISSIÈRE, représentée par Monsieur Patrick DARGENT, son Président, n° SIRET 89382630500029

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « L'Ecole de Production de Béthune Bruay » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 30 000€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

L'Ecole de Production de Béthune Bruay est une association régie par la loi de 1901.

L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) est un projet qui est né en 2021, année de création de l'association.

Les missions qu'elle s'est fixée sont les suivantes :

- **Former les jeunes** dès 15 ans aux métiers de l'usinage pour leur assurer un avenir et ce grâce à la pédagogie du faire pour apprendre qui doit leur redonner goût à l'apprentissage et leur donner confiance en leurs capacités. Les jeunes préparent un CAP Conducteur d'Installation de production
- **Offrir aux entreprises du territoire une main d'œuvre qualifiée** grâce à une formation concrète et exigeante qui traite de vraies commandes de clients
- **Ré-enchanter l'Industrie** : faire découvrir l'industrie au plus grand nombre et susciter des vocations
- **Servir le territoire** en assurant l'emploi et le développement, en permettant plus de lien social, en réduisant le chômage des jeunes

Conformément à son objet social, l'association « Ecole de production de Béthune Bruay » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en

œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » **une subvention de 30 000 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » à la banque Crédit Coopératif sous le numéro , dès que l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) »

L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,

- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » pour favoriser les actions prévues en annexe devra être reversée par l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B) », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
L'Ecole de Production de Béthune-Bruay (EP2B)

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune Bruay Artois Lys Romane
La Conseillère Déléguée

Patrick DARGENT

Sophie DUBY

« L'École de production : Former les jeunes au métier d'usineur »

Descriptif :

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet de territoire de la CABBALR : "l'Agglo 100% durable" et notamment dans la priorité 4 : Accélérer les dynamiques de transition économique – Enjeu 2 « Proposer une offre de formation initiale cohérente sur le territoire »

L'école de production a pour but d'accompagner et de former des jeunes, tout public y compris ceux qui rencontrent des difficultés scolaires et sociales. Il s'agit de leur offrir un soutien éducatif et social au travers de l'enseignement des métiers de l'usinage et des métiers annexes s'y rapportant en les préparant au diplôme du CAP conducteur d'installation de production.

Ses missions sont les suivantes :

- Former les jeunes dès 15 ans aux métiers de l'usinage pour leur assurer un avenir et ce grâce à la pédagogie du faire pour apprendre qui doit leur redonner goût à l'apprentissage et leur donner confiance en leurs capacités. Les jeunes préparent un CAP Conducteur d'installation de production
- Offrir aux entreprises du territoire une main d'œuvre qualifiée grâce à une formation concrète et exigeante qui traite de vraies commandes de clients (entreprises partenaires)
- Ré-enchanter l'industrie : faire découvrir l'industrie au plus grand nombre et susciter des vocations
- Servir le territoire en assurant l'emploi et le développement, en permettant plus de lien social, en réduisant le chômage des jeunes

Quel est le territoire ou la zone géographique de réalisation de l'action ?

100 communes de la CABBALR

Combien de personnes en seront bénéficiaires ?

24 jeunes en CAP 1 ET 2

Informations complémentaires éventuelles

L'école de production souhaite développer des actions de formation pour adulte. Elle a expérimenté en 2024 une POEC en partenariat avec France Travail et l'AFPI.

Elles développent aussi un partenariat avec l'école de la deuxième chance en accueillant le programme Graines d'industrie

Publics cibles :

Jeunes de 15 à 20 ans décrocheurs scolaires

Demandeurs d'emploi (pour le développement d'actions spécifiques de formation pour adultes)

Budget prévisionnel 2026 :

Année 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	71300	70 - Vente de produits finis, prestations de services	200000
Achats fournitures	17000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	2000	74 - Subventions d'exploitation	378843
Autres	52300	Etat : DREETS	138176
61 - Services extérieurs	24231		
Locations et charges locatives	2503		
Entretien et réparation	11031		
Assurance	7000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	0	Hauts de France	
Autres	3697	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	55450	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	42465	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	4820	Autres (préciser)	
Publicité, publication	1100		
Déplacements, missions, réceptions	6117	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	948	CABBALR	30000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	13395		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes	13395	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	348201	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	150000
Rémunération des personnels	251334	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	1000
Charges sociales	92867	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	4000	Aides privées (fondation, taxe	59667
		75 - Autres produits de gestion courante	200
		Cotisations	200
65 - Autres charges de gestion courante	1333	Autres	
66 - Charges financières	8785	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	7142	77 - Produits exceptionnels	185016
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	234222	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	764059	TOTAL DES PRODUITS	764059
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	50000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	50000	875 - Dons en nature	
TOTAL	50000	TOTAL	50000

Sur les 30 000€ sollicités par « L'Ecole de Production Béthune Bruay », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 30 000€

Convention d'objectifs entre l'Association « MISSION LOCALE DE L'ARTOIS » et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'Association Mission Locale de l'Artois, dont le siège social est situé au 121A Boulevard des Etats-Unis à BETHUNE (62400), représentée par Madame Nadine LEFEBVRE, sa Présidente, n° SIRET 439 624 602000 25.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention, au titre de l'année 2026, d'un montant de 690 000 € à l'association Mission Locale de l'Artois et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondant.

Article 1 : Objectif de la convention

L'association a pour objet l'insertion sociale et professionnelle des jeunes conformément à la charte des Missions Locales. Dans ce cadre, elle accompagne les jeunes dans la construction de leur parcours d'insertion et favorise la concertation entre les différents partenaires, en vue :

- de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci pour les jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle,
- de contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre sur le territoire d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Conformément à son objet social, l'association Mission Locale de l'Artois s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint à la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association Mission Locale de l'Artois de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane lui verse **une subvention de 690 000 € au titre de l'année 2026.**

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la signature de la présente convention et le solde en septembre de l'année en cours.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque Crédit Mutuel sous le numéro _____, **dès que l'association Mission Locale de l'Artois en aura fait la demande écrite.**

En cours d'année, l'association Mission Locale de l'Artois sera conviée à un temps d'échange avec les services de la Direction du développement économique et emploi un pour faire le point :

- sur les actions engagées,
- celles réalisées
- et celles restant à mettre en œuvre avant le terme de cette convention.

Pour la clôture de la présente convention, l'association Mission Locale de l'Artois adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- **un bilan d'activités détaillé** (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention **au plus tard pour le 9 janvier 2027.**
- **un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai** comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association Mission Locale de l'Artois

L'association Mission Locale de l'Artois s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts et déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la

direction de l'association, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association Mission Locale de l'Artois,

- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association Mission Locale de l'Artois devra être reversée à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association Mission Locale de l'Artois réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association Mission Locale de l'Artois.

Article 5 : Responsabilité

L'association Mission Locale de l'Artois conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association Mission Locale de l'Artois s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association Mission Locale de l'Artois devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association Mission Locale de l'Artois, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention.

A défaut, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'association
Mission Locale de l'Artois

Nadine LEFEBVRE

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane
La conseillère déléguée

Sophie DUBY

<p style="text-align: center;">ANNEXES : PROJET 2026 PROGRAMME D'ACTION ET BUDGET PREVISIONNEL</p>
--

« L'insertion sociale et professionnelle des jeunes »

L'objectif de cette action est :

Les objectifs généraux de la Mission Locale sont l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans au travers de : l'accueil, l'information sur l'offre de service de la Mission Locale de l'Artois, l'orientation et proposition des différents dispositifs mis en place par la Mission Locale de l'Artois, l'accompagnement dans les démarches d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, vie quotidienne), la formation, l'emploi et la vie quotidienne (mobilité, santé, sport, culture, ...)

Contribution active aux événements portés par la CABBALR sur le volet emplois-formations et l'Académie de l'entrepreneuriat.

Publics cibles : Tous les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, en difficultés d'insertion sociale et professionnelle (décrocheurs scolaires, demandeurs d'emploi, jeunes des quartiers prioritaires de la ville, ...)

Zone géographique d'intervention : le territoire de la CABBALR

Des lieux d'accueils de proximité sont réparties sur le territoire : Auchel, Barlin, Beuvry, Béthune, Bruay, Isbergues, Laventie, Lillers, Nœux-les-Mines et Haisnes.

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de jeunes accompagnés	5000 à 6000 jeunes
Performance	Nombre de jeunes en situation professionnelle	2500 jeunes

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : Fonctionnement global de la structure	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	100000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	40000	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	50000	74 - Subventions d'exploitation	4058046
Autres	10000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	3052632
61 - Services extérieurs	269808		
Locations et charges locatives	213676		
Entretien et réparation	28651		
Assurance	19300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	8181	Hauts de France	293414
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	411230	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	213020	Pas-de-Calais	
		Autres (préciser)	
Cotisations et licences			
Publicité, publication	13500		
Déplacements, missions, réceptions	47550	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	4600	CABBALR	690000
Autres	132560	Autres (FLANDRES LYS)	22000
63 - Impôts et taxes	217221		
Impôts et taxes sur rémunération	217221	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	2968567	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	1992572	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	914122	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	61873	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante	19220	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	3000
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	75000	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	4061046	TOTAL DES PRODUITS	4061046
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	4061046	TOTAL DES PRODUITS	4061046
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		690 000 €	16,99% du total des produits

Sur les 690 000 € (soit 16,99 % du budget total de l'action) sollicités par la Mission Locale de l'Artois, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 690 000 €.

Convention d'objectifs entre « L'ASSOCIATION PBI » et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association PBI, dont le siège social est situé Centre Jean Monnet I – Avenue de Paris – Entrée Wallonie – Bâtiment E – 3^{ème} étage à BETHUNE (62400), représentée par Madame Sylvie MEYFROIDT, sa Présidente, n° SIRET 394 127 161 000 47.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 votant la subvention, au titre de l'année 2026, d'un montant de 340 000 € à l'association PBI et autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondant.

Article 1 : Objectif de la convention

L'association a pour objet d'assurer l'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant soit au retour à l'emploi, soit à l'accès à une formation qualifiante des populations du territoire de l'arrondissement de Béthune et notamment les personnes les plus en difficulté, jeunes ou adultes.

L'association inscrit son projet dans une dimension d'intérêt général, en s'ouvrant à tous les publics, notamment les plus fragiles, en préservant à ses activités un caractère non lucratif, laïque et apolitique. En toutes circonstances, l'association garantit un fonctionnement démocratique et transparent et préserve le caractère désintéressé de sa gestion.

L'association poursuit un but non lucratif.

Pour ce faire, l'association est support de 2 outils :

- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), prévu par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et dont le cadre est fixé par la circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999, dont elle assure la mise en œuvre
- et le Pôle Emploi Formation qui vise à faciliter la professionnalisation en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi, la médiation et l'accès à l'emploi des publics cibles et notamment les publics issus du champ de l'insertion par l'activité économique.

Conformément à son objet social, l'association PBI s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint à la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association PBI de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane lui verse une **subvention de 340 000€ au titre de l'année 2026.**

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la signature de la présente convention et le solde en septembre de l'année en cours.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque Crédit Coopératif sous le numéro _____, dès que l'association PBI en aura fait la demande écrite.

En cours d'année, l'association PBI sera conviée à un temps d'échange avec les services de la Direction du développement économique et emploi un pour faire le point :

- sur les actions engagées,
- celles réalisées
- et celles restant à mettre en œuvre avant le terme de cette convention.

Pour la clôture de la présente convention, l'association PBI adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- **un bilan d'activités détaillé** (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention **au plus tard pour le 9 janvier 2027.**

- **un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai** comprenant :

- le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
- et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Conformément à l'article L1611-4 modifié par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009- article 84, l'association est autorisée à reverser 40% maximum des fonds à des associations de formation ou d'insertion en cofinancement du fonds social européen, dans le cadre de son plan d'actions annuel. Ces actions auront pour objectifs la mise en œuvre de formations individuelles ou collectives, l'encadrement de chantiers école ou encore le financement de frais engendrés par la reprise d'une formation ou d'un emploi.

L'association s'engage à fournir à la communauté d'agglomération un compte rendu financier de l'emploi des crédits alloués, la liste des organismes auxquels les fonds ont été reversés, le budget et les comptes de l'exercice écoulé assortis de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice.

Obligations de l'association PBI

L'association PBI s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts et déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association PBI,
- inviter la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association PBI devra être reversée à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association PBI réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association PBI.

Article 5 : Responsabilité

L'association PBI conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association PBI s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause. L'association PBI devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association PBI, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'association PBI

Sylvie MEYFROIDT

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane
La Conseillère déléguée

Sophie DUBY

ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D'ACTION ET BUDGET PREVISIONNEL

2 objectifs opérationnels : « le Plan Local pour l'insertion et l'emploi » et « La mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics ».

1- Plan Local pour l'insertion et l'emploi

Le PLIE remplit 5 missions majeures :

- Mobilisation et coordination des acteurs, des moyens et organisation de la cohérence des politiques, des mesures et des actions sur le territoire.
- Ingénierie : de projet et une autre financière.
- Organisation des parcours d'insertion professionnelle de demandeurs d'emploi de plus de 26 ans (7 référents de parcours, 35 permanences, un référent accompagnement des contrats PEC Lycée, un conseiller suivi de parcours clause insertion et 9 référents primo accédants RSA)
- Gestion des financements / plateforme financière gestion de fonds européens, régionaux, départementaux et territoriaux
- Accompagnement et conseil pour le recrutement en entreprise.

2- La mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics

Le PLIE travaille avec les services techniques et juridiques des différents acheteurs pour accompagner la mise en place de la clause d'insertion dans les marchés publics et favoriser la mise en étapes de parcours et l'embauche des publics éligibles.

Publics cibles :

Les habitants de la CABBALR répondant aux critères suivants : adultes DELD ou DELTD ; ou sans emploi depuis 12 mois ; ou jeunes ; ou BRSA ; ou en contrats aidés ou en sortant ; ou travailleurs handicapés avec orientation en milieu ordinaire de travail

Zone géographique : territoire de la CABBALR

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de DE accompagnés	650
	Nombre d'entreprises + nombre d'heures clauses	20 et 50000 heures
Performance	Sorties positives (emploi et formation)	170
	Nombre de personnes en parcours clause	150

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°1 Favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficultés			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	29 852,62 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	29 852,62 €	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	1 468 774,69 €
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	24 248,13 €	ANCT Politique Ville	26 796,40 €
Locations et charges locatives	21 419,49 €		
Entretien et réparation		Conseil-s Régional(aux) :	
Assurance	2 274,98 €	Hauts de France	36 800,00 €
Documentation	553,66 €	Autres (préciser)	
Autres		Conseil-s Départemental (aux) :	
62 - Autres services extérieurs	85 719,00 €	Pas-de-Calais	630 259,71 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	34 233,12 €	Autres (préciser)	
Cotisations et licences			
Publicité, publication	5 525,80 €	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Déplacements, missions, réceptions	15 346,18 €	CABBALR	340 000,00 €
Services bancaires	2 789,16 €	Autres (préciser)	
Autres	27 824,74 €		
63 - Impôts et taxes	37 831,27 €	Commune(s) (préciser)	
Impôts et taxes sur rémunération	26 011,98 €	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
Autres impôts et taxes	11 819,29 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	461 714,98 €
64 - Charges de personnel	748 331,68 €	L'agence de services et de paiement	
Rémunération des personnels	542 348,16 €	Autres établissements publics	
Charges sociales	205 983,52 €	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	- €
65 - Autres charges de gestion courante	542 791,99 €	Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS):		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	1 468 774,69 €	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	1 468 774,69 €
		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	0,004309939
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 468 774,69 €	TOTAL DES PRODUITS	1 468 774,69 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
880 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
881 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
882 - Prestations			
884 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de	340 000 €	23,15%	du total des produits
-----------------------------	-----------	--------	-----------------------

Sur les 340 000 € (soit 23,15 % du budget total de l'action) sollicités par l'association PBI, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 340 000€.

Convention d'objectifs entre l'Association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » et La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique », dont le siège social est situé 2 rue du Priez 59000 LILLE représentée par Monsieur Frédéric LAVENIR, son Président, n° 35221687302852.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

L'ADIE est une association régie par la loi de 1901.

Depuis 35 ans, l'Adie accompagne des personnes dont les projets de création d'entreprise ne sont pas financés par des banques. Elle démontre au quotidien que l'entrepreneuriat individuel, de manière complémentaire à l'emploi salarié et tout aussi légitimement, peut être un véritable vecteur d'inclusion sociale, économique et financière

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » **une subvention de 10 000 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » à la banque : Banque Populaire Rives de Paris sous le numéro _____, dès que l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.

- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :

- le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)

- et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique »

L'ADIE Association pour le droit à l'initiative économique s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,

- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « ADIE Association pour le droit à l'initiative économique », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve

le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

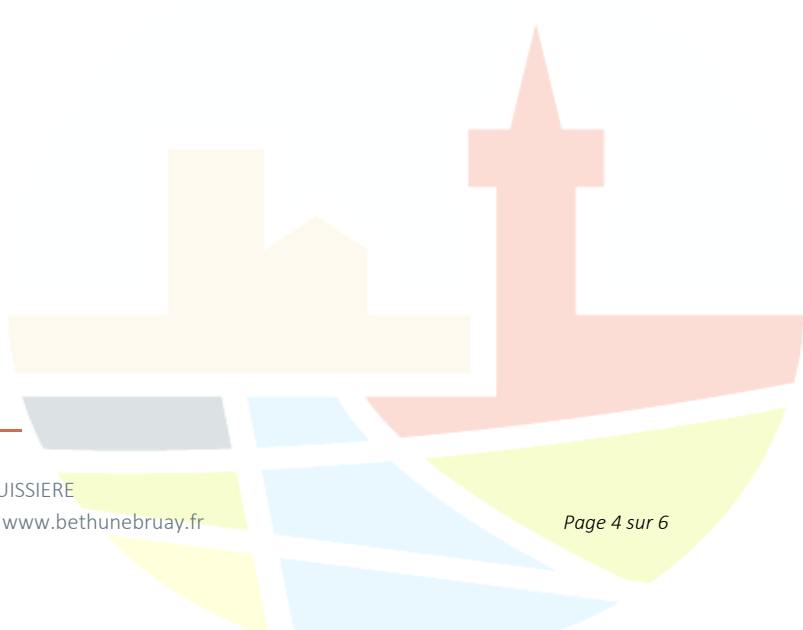
Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« ADIE »

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-Président délégué

Frédéric LAVENIR

Steve Bossart



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D'ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« Rendre l'entrepreneuriat accessible à tous ceux qui le souhaitent grâce au microcrédit et à un accompagnement au sein de l'agglomération de Béthune-Bruay en 2026 »

Descriptif :

La création d'entreprise est un puissant ascenseur social : elle permet aux personnes éloignées de l'emploi ou mal à l'aise dans leur emploi de trouver un revenu, une autonomie, un sens à leur travail et parfois à leur vie :

- Près de 50 % des demandeurs d'emploi considèrent que le « choix de carrière le plus intéressant » est l'entrepreneuriat et l'envisagent dans leur parcours d'insertion professionnelle
- 12% des habitants des quartiers vs 9 % dans l'ensemble du pays veulent entreprendre à court terme

La Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane met en œuvre une stratégie locale en faveur de l'émergence et de la création d'entreprise et d'activité. A travers son service développement économique, elle soutient financièrement et coordonne les différentes structures partenaires qui composent l'offre territoriale en matière d'aide à la création d'entreprise.

L'intervention de l'ADIE sur le territoire de la CABBALR consistera en 2026 :

- Mener des actions de sensibilisation à la création d'entreprise en direction des public ciblés
- Contribuer activement à l'Académie de l'entrepreneuriat
- Organiser des temps forts en février, juin et octobre
- Assurer l'accompagnement et le financement de 12 auto-entrepreneurs
- Organiser des tournées avec l'agence mobile en milieu rural et quartier prioritaire

Publics cibles :

- Demandeurs d'emploi et bénéficiaires des minima sociaux qui souhaitent créer leur entreprise
- Entrepreneur déjà en activité
- Les femmes car permettre le développement de l'entrepreneuriat des femmes est un enjeu pour l'ADIE

Objectifs :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre d'actions de sensibilisation menées Accompagnement de 12 micro-entrepreneurs Rencontres via l'agence mobile Actions de sensibilisation Temps forts organisés	12 2 en zone rurale et 2 en QPV 3 2

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : "Rendre l'entrepreneuriat accessible à tous ceux qui le souhaitent grâce au microcrédit et à un accompagnement au sein de l'agglomération de Béthune-Bruay en 2026"	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1619	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures	823	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	35000
Autres	796	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	5377		
Locations et charges locatives	3891		
Entretien et réparation	1086		
Assurance	60	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	340	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1753	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	88	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication	85		
Déplacements, missions, réceptions	992	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires	588	CABBALR	25000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	48813	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	46663	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2148	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	10000
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante	9231	Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	31793
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	66793	TOTAL DES PRODUITS	66793
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	66793	TOTAL DES PRODUITS	66793
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		37,43% du total des produits	
25 000 €			

Sur les 25 000€ sollicités par « L'ADIE », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 10 000 €

**Convention d'objectifs
entre l'Association « BGE Hauts de France » et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « BGE Hauts de France », dont le siège social est situé au 4 rue des Buisses à LILLE (59000), représentée par Monsieur Yves DURUFLE, son Président, n° SIRET 392 297 271 00 299.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « BGE HAUTS DE FRANCE » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 76 480€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

La BGE Hauts de France est une association régie par la loi de 1901.

Elle a pour objet principal de promouvoir la création d'activités génératrices d'emplois, en particulier les projets cherchant à favoriser l'autonomie et la responsabilité des personnes. Elle contribue au développement local et à la création d'emploi en fournissant aux entrepreneurs ou porteurs de projet et plus spécialement aux personnes menacées d'exclusion les informations, les conseils, les aides et la formation aux techniques de gestion dont ils ont besoin :

- préalablement à la création,
- et en « accompagnant » les nouvelles entreprises ainsi formées pendant les premiers temps de leur vie, et d'une manière générale en menant toutes activités de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par l'association, son existence ou son développement.

Conformément à son objet social, l'association « BGE Hauts de France » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « BGE Hauts de France » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « BGE Hauts de France » **une subvention de 76 480€ au titre de l'année 2026.**

La subvention sera répartie comme suit :

Intitulé de l'action	Montant alloué
Action 1 : Incuba Test	18 000 €
Action 2 : Animation et développement des permanences	20 000 €
Action 3 : Incuba Quartier	10 520 €
Action 4 : J'éveille	9 000 €
Action 5 : AGIR	18 960 €
TOTAL	76 480€

Le financement de l'action 3 sera conditionnée par le montant du cofinancement octroyé par la CGET dans le cadre du Contrat de Ville.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées, dès que l'association en aura fait la demande écrite.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « BGE Hauts de France » à la banque Crédit Coopératif sous le numéro

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association BGE Hauts de France est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027. dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « BGE Hauts de France »

La BGE Hauts de France s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « BGE Hauts de France », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « BGE Hauts de France »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.
- Contribuer aux différentes actions menées par la CABBALR dans la cadre de l'Académie de l'entrepreneuriat

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « BGE Hauts de France » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « BGE Hauts de France » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « BGE Hauts de France » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « BGE Hauts de France ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « BGE Hauts de France » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « BGE Hauts de France » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « BGE Hauts de France » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « BGE Hauts de France », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« BGE Hauts de France »

Yves DURUFLE

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-président délégué

Steve BOSSART

ACTION 1 : « INCUBA TEST / LA COUVEUSE D'ENTREPRISES »

Descriptif :

Le dispositif Incubatest est un accélérateur de succès pour les créateurs d'entreprise, il permet aux entrepreneurs de tester leur marché en situation réelle tout en développant des compétences mais aussi des soft-skills. Ils acquièrent de l'autonomie, développent une posture entrepreneuriale et optimisent leur parcours de création d'entreprise pour se préparer à devenir un chef d'entreprise. La pédagogie utilisée est celle de l'effectuation.

Pour cela, l'Incubatest met en œuvre un programme centré sur l'action commerciale grâce aux formations et au coaching renforcé en vente et négociation ainsi que sur la communication y compris digitale. L'objectif est que l'entrepreneur développe rapidement son activité et son réseau en vue d'un développement rapide de la clientèle

dès l'immatriculation de l'entreprise. Le dispositif est adapté tant pour les projets de prestations de services, de consulting que les projets innovants, e-commerce...

La couveuse BGE est un IncubaTest qui propose un parcours d'excellence permettant de :

- Accélérer le démarrage de l'entreprise et garnir son carnet de commande
- Donner confiance au porteur de projet, notamment aux femmes et aux jeunes

On le sait la création d'entreprise par les femmes représente moins de 40 % et plus de 60% des entrepreneurs à l'essai bénéficiant d'un test en couveuse.

- Professionnaliser les futurs chefs d'entreprise

Le parcours au sein de l'Incuba Test inclut non seulement du coaching renforcé mais aussi des ateliers et formations concrètes pour le démarrage d'une entreprise.

- S'appuyer sur une dynamique numérique pour optimiser ses ventes
- Favoriser le démarrage des entreprises innovantes

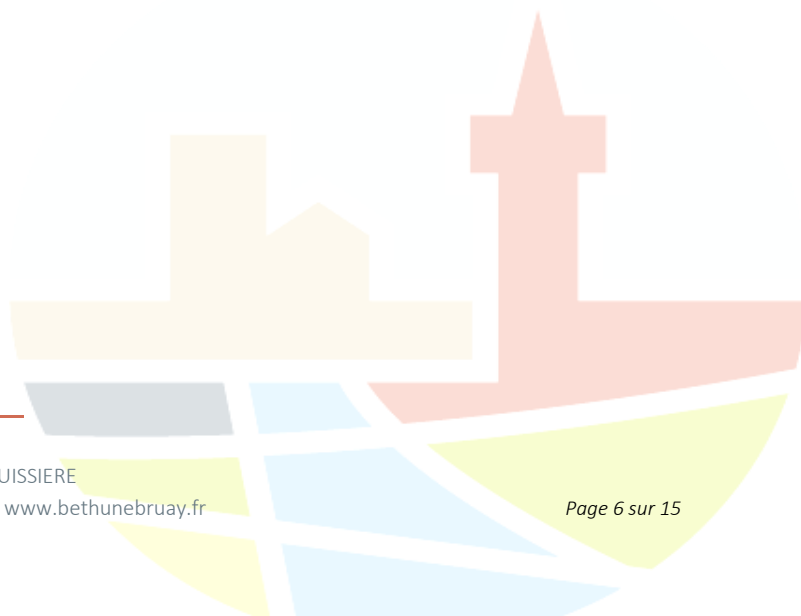
L'objectif est de faire monter en compétences les entrepreneurs, d'acquérir de l'autonomie, de tisser des réseaux en vue d'un développement rapide de la clientèle dès l'immatriculation de l'entreprise.

Publics cibles : Entrepreneurs pour lesquels il existe un marché mais qui reste à quantifier, et/ou à un public en difficulté (demandeur d'emploi, bénéficiaire des minima sociaux, personnes reconnues handicapées, publics des quartiers prioritaires).

Objectifs :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Les indicateurs suivants peuvent être analysés pour l'ensemble de la couveuse :	4 parcours d'une durée moyenne de 6 mois de test sur les 12 à 13 bénéficiaires de la couveuse.
		Types de sortie : sortie positive par la création effective de

	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'entrepreneurs entrés/sortis/accompagnés, - Durée du passage en couveuse, - Analyse du type de sortie (création, retour à l'emploi, en formation, autre) 	<p>l'entreprise : 60 % des personnes en sortie de couveuse créent leur entreprise. La sortie positive par un retour à l'emploi durable : 20 % des personnes sorties de couveuse ont retrouvé un emploi. Autre sortie : Abandon du projet et retour dans un parcours d'insertion. Dans ce cas, le test du projet a permis au bénéficiaire de ne pas se lancer dans une création d'entreprise qui n'aurait pas été viable à long terme. Par ailleurs, le parcours a un impact sur l'employabilité des personnes qui ne créent pas à l'issue du test et qui rebondissent sur l'emploi. En effet, la mobilisation des personnes autour de leur projet permet notamment de développer des compétences personnelles (soft skills) particulièrement recherchées par les employeurs.</p>
Performance	Taux de création d'entreprise	<p>A l'issue du test, la rentabilité de l'entreprise et l'autonomie de l'entrepreneur sont évaluées. La décision de créer est ainsi prise de façon raisonnée. L'entrepreneur sort du dispositif avec des éléments concrets du marché qu'il souhaite développer : clients en portefeuille, chiffre d'affaires réalisé ou en commande, charge d'activité.</p> <p>Par ailleurs, BGE Hauts de France mesure le taux de sortie positive du dispositif (création d'entreprise, retour à l'emploi salarié, formation ...).</p> <p>60 % des personnes en sortie de couveuse créent leur entreprise.</p>



Budget prévisionnel :

Projet n° 1 Intitulé : Incubatest			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	440	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	49807
Autres	440	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	4136		
Locations et charges locatives	3364		
Entretien et réparation	465		
Assurance	141	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	166	Hauts de France	31807
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2067	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	125	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	504	Autres (préciser)	
Publicité, publication	129		
Déplacements, missions, réceptions	872	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	104	CABALR	18000
Autres	333	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	89		
Impôts et taxes sur rémunération	89	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	42200	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	27228	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	13887	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1085	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières	29	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles	181	77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	665	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	49807	TOTAL DES PRODUITS	49807
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	49807	TOTAL DES PRODUITS	49807
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de 18 000 € 36,14% du total des produits			

Sur les 18 000 € (soit 36.14 % du budget total de l'action) sollicités par la BGE Hauts de France, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 18 000 €.

Descriptif :

La CABBALR s'efforce de développer la culture entrepreneuriale sur son territoire, ces permanences favorisent la prise d'initiatives par la proximité. BGE Hauts de France anime depuis plusieurs années des permanences. Elles sont tenues par un consultant en création d'entreprise et permettent de réaliser :

- Un premier accueil des porteurs de projet en individuel et/ou en collectif
- Des rendez-vous d'accompagnement ante et post création
- Rencontrer les acteurs économiques, sociaux, élus du territoire afin de les sensibiliser aux actions menées par l'intercommunalité en matière de développement économique.

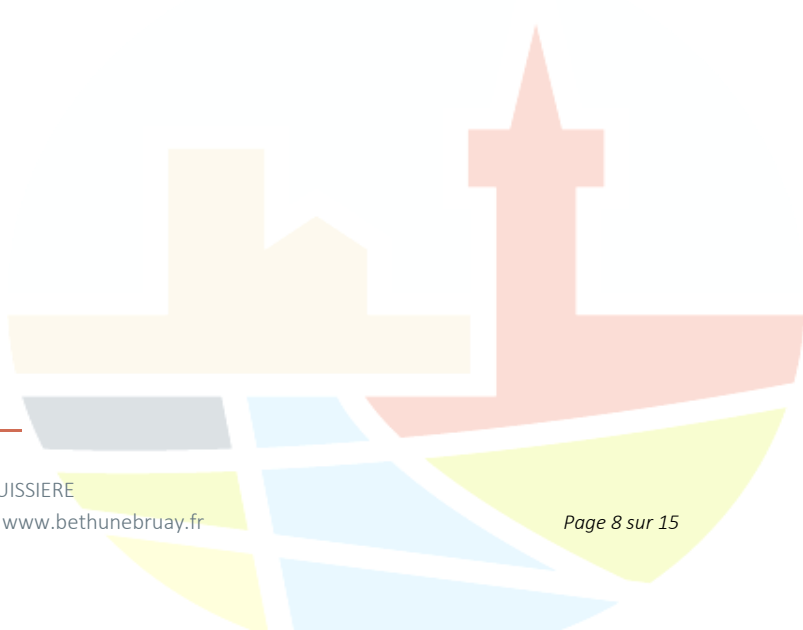
Ces permanences se dérouleront tous les 15 jours sur Bruay la Buissière (le mardi matin), Isbergues (le mercredi matin) Lillers (le jeudi matin). Nous maintenons le développement de la permanence sur la commune de Billy Berclau à la Maison de la vie éco citoyenne afin de couvrir l'ensemble du territoire de L'intercommunalité à raison d'un atelier par mois. Ces permanences nous permettent également d'assurer notre engagement dans le cadre du projet de l'académie de l'entrepreneuriat

Publics cibles :

La permanence s'adresse à tout porteur de projet et/ou chef d'entreprise, quel que soit son statut, son projet de création d'entreprise, son âge, sa formation initiale....

Objectifs :

- 80 permanences sur l'année répartis sur les 4 lieux
- Permanences tous les quinze jours : le mardi à Bruay, le mercredi à Isbergues, le jeudi à Lillers. Pour la permanence de Billy-Berclau nous seront présents le premier mardi de chaque mois, et un temps mensuel sera consacré pour la promotion de celle-ci.
- 200 bénéficiaires sur l'année.



Budget prévisionnel :

Projet n° 2		Intitulé : Animation et développement des permanences	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	511	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	40000
Autres	511	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	4806		
Locations et charges locatives	3909		
Entretien et réparation	540		
Assurance	164	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	193	Hauts de France	20000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2471	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	145	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	563	Autres (préciser)	
Publicité, publication	241		
Déplacements, missions, réceptions	1013	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	121	CABALR	20000
Autres	386	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	31406	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	19964	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	10182	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1260	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courants	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières	34	Autres	
		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,	772	78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	40000	TOTAL DES PRODUITS	40000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	40000	TOTAL DES PRODUITS	40000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		20 000 €	50,00% du total des produits

Sur les 20 000 € (soit 50% du budget total de l'action) sollicités par la BGE Hauts de France, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 20 000 €.

Descriptif :

Incuba 'Quartiers est un catalyseur d'entrepreneuriat en QPV, structuré en trois parties et rythmé par une série de 5 événements sur l'année.

Contrairement à un format de promotion classique, l'action fonctionne en file active, avec des entrées et sorties permanentes tout au long de l'année. Cette flexibilité permet d'accueillir les porteurs de projets au moment où ils en ont besoin, sans les contraindre à attendre un cycle annuel de sélection. Est assurée ainsi une réactivité maximale et une adaptation au rythme réel de l'entrepreneuriat sur le territoire.

Ce programme est conçu pour préparer les futurs entrepreneurs en amont de leur accompagnement classique. Il est structuré autour de :

- Meet-Up Quartiers : Une ou plusieurs rencontres des habitants en intégrant des événements en quartier prioritaire. BGE participera activement à plusieurs événements des structures partenaires de la politique de la ville. En participant à ces événements déjà présents dans l'agenda des quartiers, BGE pourra aller à la rencontre des habitants directement et répondra ainsi aux questions des habitants sur les aides au financement, les statuts juridiques...
- Master-Class : Plusieurs thématiques au choix pourront être proposées : "Déverrouiller les financements de mon projet", "Booster mon CA avec le Digital" et "Le plafond de la micro », les impacts de la création sur mes droits France Travail. Ces ateliers sont animés par des experts et permettent de répondre à des problématiques concrètes. BGE Hauts de France invitera également ses partenaires-experts lors de ces sessions d'informations (France-Travail, France Active, la CPAM de l'Artois...)
- Événement de fin de programme : Un événement festif et professionnel réunit les bénéficiaires, les partenaires (banques, experts-comptables, associations...) et des élus. L'objectif est de mettre en réseau les nouveaux entrepreneurs et de valoriser leur parcours.

	Objectif(s)	Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de participants	Meet-Up QUARTIERS : environ 20 à 30 participants au total Master-Class : Une vingtaine de participants au total Evènement de fin de programme : 20 à 30 participants
	On pourra mesurer la réussite de l'action sur différents critères : - Apporter une orientation qualifiée à tous les participants (orientation, formation, prescription,) y-compris ceux n'allant pas au terme de l'initiative - Retour à l'emploi des bénéficiaires - Intégration au parcours de droit commun "la maison des entrepreneurs" des bénéficiaires	100 % des porteurs de l'action pourront valoriser un parcours. Invitation de l'ensemble des bénéficiaires et des partenaires à l'évènement de clôture.

Budget prévisionnel :

Projet n° 3		Intitulé :		Incuba'Quartiers	
CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		78	70 - Vente de produits finis, prestations de services		
Achats fournitures			73 - Dotations et produits de tarification		
Prestations de services			74 - Subventions d'exploitation		21040
Autres		78	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités		10520
61 - Services extérieurs		738			
Locations et charges locatives		600			
Entretien et réparation		83			
Assurance		25	Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation		30	Hauts de France		
Autres			Autres (préciser)		
62 - Autres services extérieurs		1621	Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		22	Pas-de-Calais		
Cotisations et licences		89	Autres (préciser)		
Publicité, publication		585			
Déplacements, missions, réceptions		847	Communautés de communes ou d'agglomérations:		
Services bancaires		19	CABBALR		10520
Autres		59	Autres (préciser)		
63 - Impôts et taxes		0			
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)		
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel		18479	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels		12110	L'agence de services et de paiement		
Charges sociales		6176	Autres établissements publics		
Autres charges de personnel		193	Aides privées (fondation)		
			75 - Autres produits de gestion courante		0
			Cotisations		
65 - Autres charges de gestion courante			Autres		
66 - Charges financières			76 - Produits financiers		
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements,		124	78 - Reprises sur amortissements et		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);			79 - Transfert de charges		
TOTAL DES CHARGES		21040	TOTAL DES PRODUITS		21040
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement			préciser		
Frais financiers					
Autres					
TOTAL DES CHARGES		21040	TOTAL DES PRODUITS		21040
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole			875 - Dons en nature		
TOTAL		0	TOTAL		0
La subvention sollicitée de		10 520 €	50,00%		du total des produits

Sur les 10 520€ (soit 50% du budget total de l'action) sollicités par la BGE Hauts de France, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 10 520€

Descriptif :

Il s'agit d'animer 10 actions de sensibilisation à l'esprit d'initiative auprès des jeunes collégiens. L'action sera composée de 3 ateliers complémentaires de 90 mn chacun dont le principal thème abordé est l'éveil à l'esprit d'entreprendre. A l'aide d'expériences ludiques et pragmatiques, les jeunes sont rapidement mis en situation pour tester leurs qualités et attitudes entrepreneuriales.

Atelier N°1 : Son objectif est de permettre aux jeunes de prendre conscience de leurs habilités entrepreneuriales. Tout au long de cet atelier, à l'aide d'exercices ludiques, les élèves auront l'occasion d'évaluer leurs qualités entrepreneuriales (motivation, sens de l'effort, initiative, persévérance, esprit d'équipe...).

Atelier N°2 : Lors de cet atelier, seront organisés des rencontres avec un entrepreneur pour apporter une vision plus large de l'entrepreneuriat. En racontant son parcours, l'entrepreneur pourra ainsi témoigner du plaisir qu'il ressent à réaliser son rêve, de la satisfaction qu'il éprouve à récolter le fruit de ses efforts.

Atelier N°3 : L'objectif du troisième atelier est d'amener les jeunes à sortir du "cadre" pour stimuler leur créativité. Différents exercices pratiques vont leur permettre de mobiliser leur "savoir agir" pour imaginer une idée originale de projet de classe". Les élèves vont pouvoir expérimenter le travail en équipe et mettre en pratique certaines qualités telle que la confiance en soi et la débrouillardise.

Objectifs :

	Objectif(s)	Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de bénéficiaires	150 jeunes sensibilisés. (10 actions avec en moyennes 15 participants)
Performance	Questionnaire de satisfaction	Questionnaire remis à chaque élève et enseignant

Budget prévisionnel :

Projet n° 4		Intitulé : Animation d'actions" j'éveille" au sein des collègues	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	307	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	24000
Autres	307	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	2884		
Locations et charges locatives	2346		
Entretien et réparation	324		
Assurance	98	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	116	Hauts de France	12000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	1485	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	88	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	339	Autres (préciser)	
Publicité, publication	145		
Déplacements, missions, réceptions	608	Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires	73	CABALR	12000
Autres	232	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	18841	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	11976	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	6108	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	757	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières	20	Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,	463	77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS):		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	24000	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	24000
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
Charges fixes de fonctionnement		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Frais financiers		préciser	
Autres			
TOTAL DES CHARGES	24000	TOTAL DES PRODUITS	24000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		12 000 €	50,00% du total des produits

Sur les 12 000€ (soit 50% du budget total de l'action) sollicités par la BGE Hauts de France, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 9 000€

Descriptif :

AGIR est un programme en 3 étapes permettant aux entrepreneurs du territoire de réaliser un diagnostic de situation de l'entreprise face aux différents enjeux auxquels il devra répondre pour assurer le développement et la pérennité de son activité, une montée en compétence sur les enjeux repérés comme l'IA, la prise en compte de l'écoresponsabilité dans son modèle économique, la génération de nouvelles opportunités de développement de son chiffre-d'affaires.

Nous proposons à la CABBALR de mettre en place les thématiques suivantes :

- AGIR sur le développement commercial
- AGIR sur le développement des stratégies
- AGIR sur le développement par l'IA

Le programme AGIR offre aux entrepreneurs un accompagnement sur-mesure pour passer à la vitesse supérieure.

- Développer son chiffre d'affaires : Le programme offre des outils et des méthodes pour identifier de nouvelles opportunités de croissance, diversifier son offre et mettre en place des stratégies commerciales plus efficaces. C'est un accompagnement concret pour booster son activité.
- Sécuriser la pérennité de son activité. En réalisant un diagnostic précis et en agissant sur les points de développement, l'entrepreneur renforce la solidité de son modèle économique. Il anticipe les risques et met en place des mesures pour garantir la durabilité de son entreprise.
- Gagner en efficacité et en confiance : En acquérant de nouvelles compétences et en ayant une feuille de route claire, le dirigeant devient plus performant dans ses décisions. Il gagne en assurance et en légitimité, ce qui lui permet de piloter son entreprise avec plus de sérénité et d'efficacité.

Innover en intégrant l'IA, le digital et la RSE : L'entrepreneur est initié aux enjeux de demain. Il apprend à intégrer l'Intelligence Artificielle et le digital pour optimiser ses processus, et la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) pour se différencier et répondre aux attentes du marché. C'est l'occasion de moderniser son entreprise et de prendre une longueur d'avance

Moyens mis en œuvre

-Moyens Humains : Des consultants et spécialistes sont mobilisés pour réaliser l'action. Forts d'une expérience de terrain qui a fait ses preuves auprès des TPE, ils apportent leur expertise dans un programme composé de temps collectifs et individuels (diagnostic, analyse, groupe de réflexion, montée en compétences, bilan, plan d'action...). Ils offrent aux entrepreneurs des outils pratiques et des méthodes concrètes, leur permettant ainsi de passer rapidement à l'action.

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre d'entreprises par atelier thématique	-AGIR sur le développement par l'IA : 10 entrepreneurs (2 promotions de 5 entrepreneurs) -AGIR sur le développement commercial : 5 entrepreneurs -AGIR sur le développement des stratégies : 5 entrepreneurs
Performance	Développement de la stratégie commerciale, pérennisation de l'activité, utilisation de l'IA	L'action doit permettre d'offrir un accompagnement expert et de faire évoluer les pratiques de l'entreprise

Budget prévisionnel :

Projet n° 5		Intitulé :		AGIR	
CHARGES		Montant	PRODUITS	Montant	
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats	232		70 - Vente de produits finis, prestations de services		
Achats fournitures			73 - Dotations et produits de tarification		
Prestations de services			74 - Subventions d'exploitation	18960	
Autres	232		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités		
61 - Services extérieurs	2177				
Locations et charges locatives	1771				
Entretien et réparation	245				
Assurance	74		Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation	87		Hauts de France		
Autres			Autres (préciser)		
62 - Autres services extérieurs	1121		Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	66		Pas-de-Calais		
Cotisations et licences	256		Autres (préciser)		
Publicité, publication	110				
Déplacements, missions, réceptions	459		Communautés de communes ou d'agglomérations :		
Services bancaires	55		CABALR	18960	
Autres	175		Autres (préciser)		
63 - Impôts et taxes	0				
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)		
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel	15065		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels	9599		L'agence de services et de paiement		
Charges sociales	4895		Autres établissements publics		
Autres charges de personnel	571		Aides privées (fondation)		
			75 - Autres produits de gestion courante	0	
			Cotisations		
65 - Autres charges de gestion courante			Autres		
66 - Charges financières	15		76 - Produits financiers		
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements	350		78 - Reprises sur amortissements et		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) :			79 - Transfert de charges		
TOTAL DES CHARGES	18960		TOTAL DES PRODUITS	18960	
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement			préciser		
Frais financiers					
Autres					
TOTAL DES CHARGES	18960		TOTAL DES PRODUITS	18960	
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévolat			875 - Dons en nature		
TOTAL	0		TOTAL	0	
La subvention sollicitée de		18 960 €	100,00%	du total des produits	

Sur les 18 960€ (soit 100% du budget total de l'action) sollicités par la BGE Hauts de France, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 18 960€

**Convention d'objectifs
entre « COOPCONNEXION » et
la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

« COOPCONNEXION », dont le siège social est situé au 18 rue Victor Picard à LENS (62300), représentée par Monsieur Luc MARONI, son Président, n° 824 395 396 000 16.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre « COOPCONNEXION » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

« COOPCONNEXION » est une Coopérative d'Activités et d'Emploi (CAE) constituée sous forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiées à capital variable en date du 1^{er} décembre 2016.

« COOPCONNEXION » a pour objet principal l'appui à la création et au développement d'activités économiques d'entrepreneurs personnes physiques.

Dans le cadre de cet objet, « COOPCONNEXION » exercera les activités suivantes :

- L'accompagnement, le conseil et la formation de personnes dans la création de leur propre emploi, activité et/ou entreprise,
- L'étude, le conseil et la formation auprès des acteurs de développement local et de l'économie sociale et solidaire,
- Toutes activités annexes ou complémentaires, permettant la réalisation de l'objet social dont les prestations de services aux particuliers et aux professionnels – artisanat d'art – vente de tous produits manufacturés – alimentaires et non alimentaires – antiquités – brocantes – enseignement en divers sports en sédentaire et non sédentaire – fabrication et vente de métaux précieux, fabrication de bateaux de plaisance,
- Le développement d'un réseau catalyseur des forces vives des acteurs de l'économie locale : personnes, entreprises, établissements de l'enseignement et de la recherche,

- La création ou la gestion des lieux d'activité et d'échange : mutualisation de ressources, partage d'expérience et animation des espaces partagés,
- Et toutes actions s'inscrivant dans une démarche d'économie sociale et solidaire.

Ceci dans l'objectif d'impulser des solutions aux problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et économique.

Une attention particulière sera apportée aux valeurs de partage, de collaboration, de respect mutuel et de convivialité qui ont inspiré la création de cette association et sont décrites dans sa charte éthique.

Les fondateurs de « COOPCONNEXION » se réclament du personnalisme en ce qui redonne de la valeur humaine à chaque personne et de la valeur coopérative à chaque groupe de personnes.

Conformément à son objet social, « COOPCONNEXION » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à « COOPCONNEXION » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à « COOPCONNEXION » **une subvention de 10 000 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de « COOPCONNEXION » à la banque caisse d'Epargne sous le numéro _____, dès que « COOPCONNEXION » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, « COOPCONNEXION » s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2026).

Pour la clôture de la présente convention, « COOPCONNEXION » est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.

- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :

- le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)

- et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de « COOPCONNEXION »

« COOPCONNEXION » s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de « COOPCONNEXION », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de « COOPCONNEXION »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.
- Contribuer aux différentes actions menées par la CABBALR dans la cadre de l'Académie de l'entrepreneuriat

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à « COOPCONNEXION » devra être reversée par « COOPCONNEXION » à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que « COOPCONNEXION » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par « COOPCONNEXION ».

Article 5 : Responsabilité

« COOPCONNEXION » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, « COOPCONNEXION » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

« COOPCONNEXION » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par « COOPCONNEXION », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de « COOPCONNEXION »
Luc MARONI

**Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane**
Le Vice-président délégué
Steve BOSSART

ANNEXES : PROJET 2026

Animation d'ateliers thématiques sur le personal branding et le pitch

Descriptif :

Sensibilisation d'intentionnistes, porteurs de projet et d'entrepreneurs par des ateliers sur différentes thématiques :

1/ Personal branding : savoir identifier sa personnalité, ses formes d'intelligences et son profil entrepreneurial pour développer son marketing

2/ Pitch : sur la base de son personal branding, savoir présenter succinctement son activité professionnelle dynamique et engageante

	Objectif(s)	Valeur(s) cible(s)
Résultats quantitatifs	- Nb d'ateliers assurés	6 ateliers
Résultats qualitatifs	- Nb de participants aux ateliers	5 personnes par ateliers

Budget prévisionnel 2026 :

Budget prévisionnel Action 1			
Animation d'ateliers thématiques sur le personal branding et le pitch			
Année 2026			
CHARGES	Action 1	PRODUITS	Action 1
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	490	70 - Vente de produits finis, prestations de services	8 670
Achats fournitures	320	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	150	74 - Subventions d'exploitation	10 000
Autres	20	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	590		
Locations et charges locatives	50		
Entretien et réparation	20		
Assurance	500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	20	Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	2 035	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 100	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	710	Autres (préciser)	
Publicité, publication	15		
Déplacements, missions, réceptions	115	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	60	CABBALR	10 000
Autres	35	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	420		
Impôts et taxes sur rémunération	35	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes	385	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	13 935	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	9 900	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	3 970	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	65	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1 200	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	18 670	TOTAL DES PRODUITS	18 670
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

Sur les 10 000€ sollicités par « Coopconnexion », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 10 000 €.

Convention d'objectifs entre l'Association « DREAMAKERS » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « DREAMAKERS », dont le siège social est situé 7, Place Lisfranc Croisé Laroche à Marcq-en-Barœul (59700), représentée par Monsieur LEROY Christophe, son Président, n° SIRET 829 998 368 000 15.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « DREAMAKERS » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 29 840 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

DREAMAKERS est une association régie par la loi de 1901.

DREAMAKERS hérite des savoir-faire, des outils, des méthodes, de l'histoire de l'association Entreprendre pour Apprendre Hauts-de-France dont elle est issue. DREAMAKERS est ainsi le fruit du travail porté par les associations EPA Picardie, EPA Nord/Pas-de-Calais et EPA Hauts-de-France.

Exerçant son activité dans les Hauts-de-France, DREAMAKERS est convaincue que la mutation entrepreneuriale de la Région est essentielle à son avenir. L'association se fixe pour ambition de faire émerger, une génération d'entrepreneurs pour faire des Hauts-de-France la 1^{ère} région entreprenante d'Europe.

Dans ce cadre, DREAMAKERS a pour objet social d'accompagner les territoires dans l'évolution de la culture entrepreneuriale des jeunes en les sensibilisant à l'entrepreneuriat.

DREAMAKERS est indépendante de tout mouvement politique, confessionnel, professionnel et syndical.

Pour atteindre son ambition, l'association DREAMAKERS crée des expériences entrepreneuriales pour rendre le métier de dirigeant-entrepreneur accessible à tous, c'est-à-dire connu et compris de tous, et réalisable par ceux qui le souhaitent.

DREAMAKERS développe ainsi son activité sur 3 champs de compétences.

- Consciente que la culture entrepreneuriale des adultes impacte l'envie d'entreprendre des jeunes, DREAMAKERS met en place des actions de sensibilisation, initiation et formation des adultes pour faire connaître les enjeux de la pédagogie de l'entrepreneuriat.
- Sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat par la création et le déploiement d'un parcours d'apprentissage tout au long de la scolarité.
- Accompagner les jeunes qui le souhaitent vers la création, dans le respect de l'écosystème existant sur le territoire.

Conformément à son objet social, l'association « DREAMAKERS » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « DREAMAKERS » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « DREAMAKERS » **une subvention de 29 840 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « DREAMAKERS » à la banque Caisse d'Epargne sous le numéro _____, dès que l'association « DREAMAKERS » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association DREAMAKERS adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)

• et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « Entreprendre pour Apprendre – Hauts de France »

DREAMAKERS s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « DREAMAKERS », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « DREAMAKERS »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.
- Contribuer aux différentes actions menées par la CABBALR dans la cadre de l'Académie de l'entrepreneuriat

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « DREAMAKERS » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « DREAMAKERS » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « DREAMAKERS » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « DREAMAKERS ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « DREAMAKERS » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « DREAMAKERS » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « DREAMAKERS » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « DREAMAKERS », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

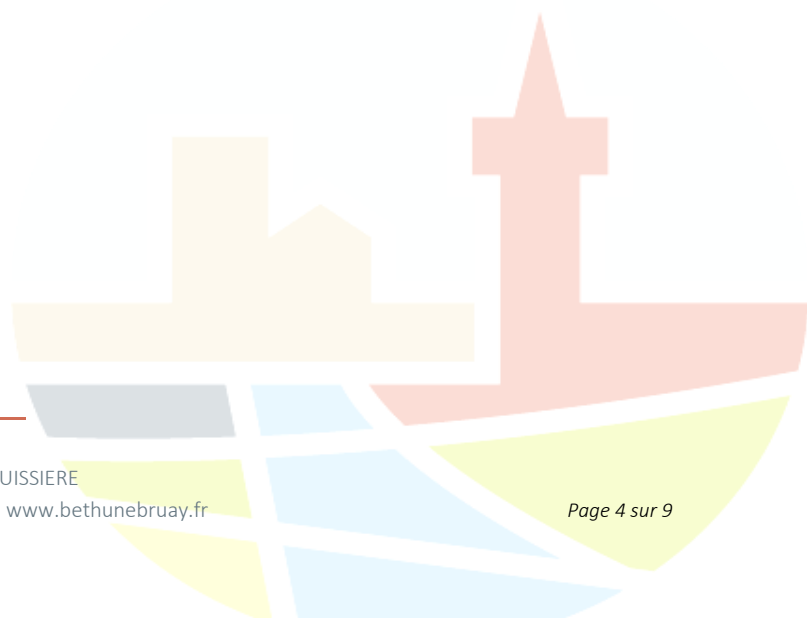
Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« DREAMAKERS »

LEROY Christophe

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-président délégué

Steve BOSSART



ACTION 1 : Contribuer à la transformation des territoires par l'entrepreneuriat des jeunes

Description des actions et publics cibles :

Le territoire de la CABBALR déploie depuis de nombreuses années une politique territoriale de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Dreamakers s'inscrit dans cette politique territoriale pour contribuer à la transformation du territoire. Le soutien financier apporte à Dreamakers nous permet de mettre en place un plan d'action différent de ce qui est fait "en moyenne" sur la Région, car nous combinons ce soutien financier aux financements obtenus dans le cadre de la politique régionale de sensibilisation (Conseil Régional, et Fonds européens) : dans ce contexte, nous sommes en mesure de :

1/ déployer le parcours de formation composé de 12 expériences pédagogiques dans les établissements scolaires.

2/ mettre en place des actions spécifiquement adaptées à la CABBALR pour être en parfaite cohérences avec les enjeux économiques territoriaux

1/ Concernant le parcours de formation

En 2025, sur le territoire de la CABBALR, afin de déployer le parcours de formation : nous prévoyons de :

- Sensibiliser les enseignants aux enjeux de la pédagogie entrepreneuriale, en leur permettant une immersion dans les programmes pédagogiques de Dreamakers : Nous proposons ainsi de mettre en place 3 camps de l'innovation , qui permettront de :

- o Faire découvrir l'entrepreneuriat aux jeunes : entre 150 et 200 jeunes participants

- o Faire découvrir la pédagogie entrepreneuriale aux enseignants : 15 à 18 enseignants, avec pour objectif de leur donner envie de s'engager par la suite dans un programme pédagogique avec leurs élèves

- Mettre en place et accompagner les expériences entrepreneuriales (parcours de formation Dreamakers), sur des niveaux scolaires différents (collèges/lycées), et avec des niveaux d'intervention différents

- o 7 expériences entrepreneuriales sur les 3 niveaux Decrypte, Teste et Vivre – (nombre de bénéficiaires : entre 90 et 110 jeunes)

2/ concernant les actions spécifiquement adaptées à la CABBALR :

Très attentive aux problématiques d'attractivité du territoire évoquées au sein de l'Académie de l'entrepreneuriat et au sein du Comité Grand Béthune, nous souhaitons également nous mobiliser sur les thématiques suivantes, qui permettent de poursuivre le développement d'actions innovantes sur le territoire de la CABBALR à horizon 2026/2027

- mise en place d'un programme « Imagine demain » impliquant plusieurs établissements scolaires, afin de réunir les jeunes autour d'un projet entrepreneurial sur la thématique Agriculture/santé : un programme entièrement conçu pour impliquer les jeunes dans une problématique de territoire !

- Construction dans le courant de l'année 2025, du Makersplace 2026 : un makersplace est un évènement organisé dans le courant du mois de mai pour clôturer une année scolaire Dreamakers. Sur cette manifestation, nous accueillons tous les jeunes impliqués dans une expérience entrepreneuriale avec leurs

enseignants, afin de leur permettre de vivre un « premier rendez-vous réseau professionnel ».

Dreamakers propose donc de

mettre en place un comité de pilotage de cette manifestation des septembre 2025, et de travailler dans le courant du 1er semestre 2025, avec la CABBALR , au concept de l'évènement.

- Contribuer à la dynamique existante au sein de l'Académie de l'entrepreneuriat
- Réflexion, dans le courant de l'année 2025, sur un plan d'action pour déployer les programmes Dreamakers autrement que dans le cadre scolaire : depuis toujours, Dreamakers développe majoritairement son activité dans les établissements scolaires, car c'est selon nous le meilleur moyen de rendre l'entrepreneuriat accessible à tous (80% des jeunes rencontrés dans les classes n'ont pas d'entrepreneur dans leur entourage).

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Mise en place d'actions	3 Camps de l'Innovation 10 expériences pédagogiques
Performance	Nombre de bénéficiaires	175 jeunes pour les Camps de l'Innovation 100 jeunes pour l'expérience pédagogique 30 jeunes pour Imagine Demain 15 enseignants formés à la découverte de la pédagogie entrepreneuriale.

Budget prévisionnel :

Dreamakers - Budget 2025- Prévisionnel

CHARGES		PRODUITS	Montant
60 - Achats	1 733 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services (droits d'inscription)	
Achats non stockés de matières et fournitures	489 €	Conseil Régional cœur de métier	11 997 €
Achats d'études et Prestations de services	573 €	FEDER Hauts de France	17 996 €
Autres prestations	671 €	EPCI	24 840 €
		BPI	1 850 €
		fondation AJIR	3 303 €
61 - Services extérieurs	7 794 €		
Locations et charges locatives (immobilières)	1 835 €		
locations mobilières (parc de véhicules)	2 310 €		
location mobilières (imprimantes, parc informatique)	1 303 €		
location mobilières (ordinateurs et hébergement)	82 €		
location de salles	345 €		
Entretien et réparation	382 €		
Assurance	1 272 €		
frais de formation	265 €		
62 - Autres services extérieurs	9 258 €		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 292 €		
	0 €		
Publicité, publication, communication	164 €		
Déplacements, missions, réceptions	2 704 €		
frais postaux et télécom	605 €		
	0 €		
Services bancaires	292 €		
Organisation d'évts (weareDreamakers et événement territoires)	2 285 €		
divers, cadeaux aux usagers, cotisations diverses	34 €		
prestation de r&D	1 882 €		
	0 €		
63 - Impôts et taxes	1 760 €		
Impôts et taxes sur rémunération	1 325 €		
Autres impôts et taxes	435 €		
64 - Charges de personnel	37 110 €		
Rémunération des personnels	26 507 €		
Charges sociales	10 603 €		
65 - Autres charges de gestion courante	0 €		
66 - Charges financières	91 €		
67 - Charges exceptionnelles	0 €		
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	2 242 €		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés			
TOTAL	59 987 €	TOTAL	59 987 €

Sur les 29 658€ sollicités par DREAMAKERS, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 24 840€

Description des actions et publics cibles :

Le territoire de la CABBALR déploie depuis de nombreuses années une politique territoriale de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Dreamakers s'inscrit dans cette politique territoriale pour contribuer à la transformation du territoire. Le soutien financier apporté à Dreamakers nous permet de mettre en place un plan d'action différent de ce qui est fait "en moyenne" sur la Région, car nous combinons ce soutien financier aux financements obtenus dans le cadre de la politique régionale de sensibilisation (Conseil Régional, et Fonds européens) Contribuer à la dynamique existante au sein de l'Académie de l'entrepreneuriat

Les objectifs généraux de Dreamakers sont de :

- Sensibiliser et former les enseignants à la pédagogie de l'entrepreneuriat, pour qu'ils mettent en place des projets avec leurs élèves
- Accompagner les enseignants dans les expériences pédagogiques qu'ils choisissent de mener avec leurs élèves : animation de séances de travail, mobilisation de l'écosystème entrepreneurial local pour faire découvrir des lieux clés, implication des entrepreneurs locaux dans les expériences vécues par les jeunes
- Faire réfléchir les jeunes, par des outils de gestion de projet, à l'avenir de leur territoire et à leur engagement sur ce territoire.

L'Action vise à proposer l'Action Stage Autrement

Il s'agit ici de mettre en place une action inscrite dans le pôle d'activités "entreprise" : au regard des difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des stages en entreprise, et au regard des difficultés rencontrées par les entreprises pour accueillir les stagiaires (temps à mobiliser, encadrement à réaliser, missions à identifier pour susciter l'intérêt des jeunes) , Dreamakers a construit une expérience pédagogique "stage autrement" qui a pour objectif de permettre aux jeunes de réaliser leur stage, dans des conditions différentes puisqu'ils le réaliseront de manière collective et visiteront plusieurs entreprises. Durant la semaine de stage, le contenu du stage portera sur la découverte de l'activité de l'entreprise et de ses métiers PAR des méthodes de travail qui font leurs preuves dans nos expériences pédagogiques d'entrepreneuriat.

La particularité, dans ces stages autrement, est de mobiliser les PME du territoire pour accueillir le stage.

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de jeunes concernés	12 à 20
Performance	Nombre d'entreprises découverte Evolution de la représentation métiers	2 à 3

Budget prévisionnel :

CHARGES		PRODUITS	MONTANT
ACHAT (charges variables)	343 €	Cotisation adhérent	0 €
frais de séminaire	161 €	DROIT D'INSCRIPTION	0 €
conception outils de comm	150 €		
prestation de formation	32 €	vente de prestations	0 €
	- €	Subventions d'exploitation	8 000 €
	- €		
AUTRES CHARGES (frais de fonctt)	1953 €		
Electricite	13,44 €	dont FSE	3 000 €
carburant	183,26 €	CABBAIR	5 000 €
Four entretien petit equipemen	32,79 €		
Matériel pédagogique	10,46 €	Mecenat	0 €
Fourniture bur informatique	6,34 €	utilisation des fonds dédiés et PCA	
Frais koolo	32,14 €	fondations et BP	
Sous-traitance generale (presta admin)	70,96 €	TAXE D'APPRENTISSAGE	0 €
		Autres produits (refacturation, reprise sur provision, transfert de charges)	0 €
Loc. immo. marq en bareoul	84,52 €	Produits exceptionnels	
Loc. immo. boves	46,36 €		
Location salles	28,09 €		
locations mobilières	0,00 €		
Leascom - location ordi	28,40 €		
Location copieurs	32,17 €		
Location serveurs / logiciels (pipe drive)	70,64 €		
	0,00 €		
Locations de véhicules	289,89 €		
Charges locatives marq en b.	35,12 €		
Charges locatives boves	15,83 €		
Entretien / biens immobiliers	7,45 €		
Ent.repar.s/biens mobilier	46,01 €		
Ent.repar.mat.transport	30,22 €		
entretien matériel de transport	11,69 €		
Maintenance	21,89 €		
Licence plateforme pédagogique	72,90 €		
Primes d'assurances RC, mutirisque pro	143,17 €		
Assurance-transport	6,44 €		
Documentations revues	0,85 €		
Frais de formation	16,10 €		
	0,00 €		
Honoraires - agence de communication	139,15 €		
catalogues et imprimés (campagne TA)	0,00 €		
Honor.experts comptables	183,79 €		
Hon.commissaire aux comptes	30,36 €		
Site internet (nom de domaine, maintenance, héber	28,51 €		
voyages et déplacements	111,68 €		
frais kilométriques	77,30 €		
cadeaux aux usagers	0,00 €		
dons	0,00 €		
Frais postaux	14,36 €		
Telecommunications	3,39 €		
frais bancaires, Intérêts et charges assimilées Caisse	54,76 €		
Cotisations diverses	4,28 €		
	- €		
IMPOTS ET TAXES	231 €		
Taxe s/les salaires	- €		
(impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	- €		
Form.profiles continue	- €		
(impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	- €		
Taxes foncières	- €		
Droits d'enregistrement et de timbre	- €		
CHARGES DE PERSONNEL	4 548 €		
rémunérations	- €		
charges sociales	- €		
DOTATIONS AUX AITS ET PROV	23 €		
D.a.p. immo.corporelles	- €		
Dotation aux provision pour créances dou	- €		
Dot.prov.exceptionnelles	- €		
report en fonds dédiés	- €		
FRAIS DIVERS	26 €		
Autres charges de gestion	- €		
CHARGES FINANCIERES	- €		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	877 €		
provision pour risque	271 €		
charges exc.op.de gestion	13 €		
dépenses exceptionnelles/projet			
TOTAL CHARGES	8 000 €	TOTAL DES PRODUITS	8 000 €
Contribution volontaire en nature	1 500 €		

Sur les 5 000€ sollicités par DREAMAKERS, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 5 000€

Convention d'objectifs entre « PAS-DE-CALAIS ACTIF » et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et le Groupement d'Intérêt Public « PAS-DE-CALAIS ACTIF », dont le siège social est situé au 23, rue du 11 Novembre à Lens (62300), représentée par Madame Françoise VASSEUR, sa Présidente, n° SIRET 186 2000 93 000 83.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre le GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF » basée à Lens et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 25 500 € au GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF » au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

PAS-DE-CALAIS ACTIF est un Groupement d'Intérêt Public.

Il a pour vocation de promouvoir et favoriser le développement de l'économie d'insertion dans le Pas-de-Calais par tous les moyens qu'il jugera utile et en particulier par :

- le parrainage de projets de création ou de développement de structures d'insertion par l'économie et de projets de création d'entreprise portés par des Rmistes et demandeurs d'emploi,
- la mise en place et la gestion d'outils financiers réservés aux activités de ce secteur,
- la promotion globale des structures d'insertion dans le tissu économique traditionnel.

Conformément à son objet social, le GIP s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint à la présente convention.

Ce soutien notamment à travers le dispositif local d'accompagnement constitue une action de la politique de Economie Sociale et Solidaire qu'impulse la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.
La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Pour permettre au GIP de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse au GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF » **une subvention de 25 500€ au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque Caisse d'Epargne sous le numéro _____, dès que le GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, le GIP Pas-de-Calais Actif s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (courant décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, le GIP Pas-de-Calais Actif adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations du GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF »

Le GIP s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.
- à la réalisation de cet objectif,
- à mentionner le concours de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

- sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à fournir à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.
- un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- à communiquer à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts et déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction du GIP, ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution du GIP PAS-DE-CALAIS ACTIF,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- à inviter la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à PAS-DE-CALAIS ACTIF pour l'outil « Dispositif Local d'Accompagnement » individuel ou collectif devra être reversée par le GIP à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que le GIP réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par « PAS-DE-CALAIS ACTIF ».

Article 5 : Responsabilité

Le GIP conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, le GIP s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

Le GIP devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par le GIP « PAS-DE-CALAIS ACTIF », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

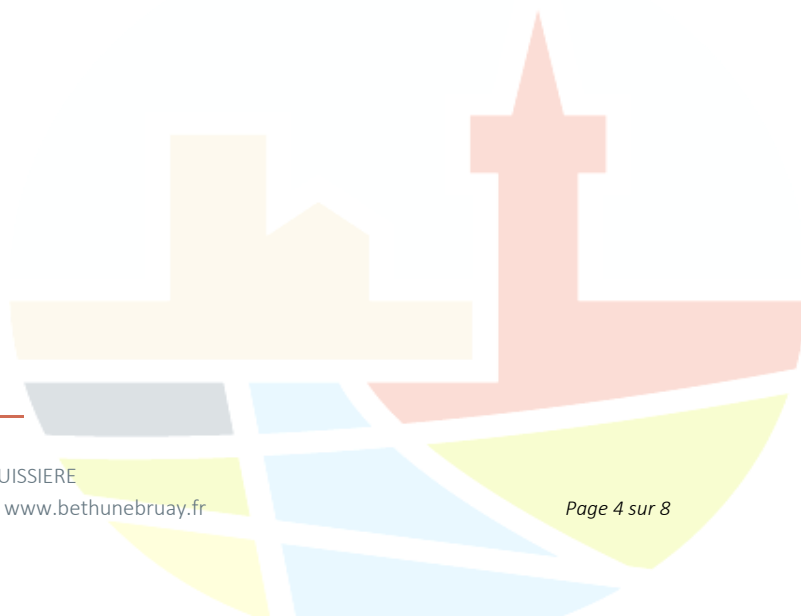
Fait à Béthune, le

La Présidente du GIP
« PAS-DE-CALAIS ACTIF »

Françoise VASSEUR

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys
Romane
Le Vice-président délégué

Steve BOSSART



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D'ACTION ET BUDGET PREVISIONNEL

ACTION 1 : MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT

Descriptif :

L'action, de façon opérationnelle, se déroulera en plusieurs phases. En premier lieu, il s'agira de repérer et d'accueillir les structures cibles du dispositif. Après avoir vérifié que l'intervention du DLA était pertinente pour la structure (dans le cas contraire, la structure sera réorientée sur d'autres ressources mobilisables), un diagnostic partagé destiné à repérer les problématiques de la structure, à repérer les pistes de développement et identifier ses besoins d'accompagnement sera réalisé. Ce diagnostic donne lieu à un plan d'accompagnement, validé par la structure, puis présenté devant un comité d'appui composé de personnes ressources du territoire pour enrichissement.

La deuxième phase correspond à la mise en œuvre du plan d'accompagnement notamment à travers le financement d'ingénierie via le fonds d'ingénierie. Les deux premières phases pourront être organisées au profit d'une structure ou d'un groupe de structures (par territoire ou thématique).

La troisième phase concerne le suivi : le suivi des missions financées, le suivi post-ingénierie et les mesures de performance. Parallèlement, il sera assuré la gestion administrative du dispositif et le reporting notamment via ILO (nouvel outil de reporting arrivant sur 2025).

Aussi, sera organisé de façon régulière un comité de pilotage en lien avec les financeurs.

Enfin, il y aura poursuite de la dynamique globale du dispositif et à la professionnalisation des acteurs en lien avec le DLA régional, les centres de Ressource DLA et l'AVISE mais aussi à l'ancrage territorial du dispositif par la mobilisation des opérateurs locaux, par des actions de communication, la participation aux rencontres locales et une coordination avec les structures d'accompagnement existantes.

Les publics visés sont définis par la Loi ESS du 31 juillet 2014 (articles 1er et 61) ainsi que par le décret d'application du 1 septembre 2015 relatif au DLA. Les publics sont les structures statutaires de l'ESS (association loi 1901, coopérative, mutuelle et fondation) ainsi que les entreprises commerciales agréées ESUS.

	Objectif(s)	Valeur(s) cible(s)
Résultat	- Nombre de structures accompagnées individuellement	34
	- Nombre de structures accompagnées collectivement	61
	- Nombre de structures suivies	29
Performance	- Augmentation des ETP à l'horizon n+2	80 %
	- Amélioration de la situation économique et financière à l'horizon N+2	80%

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°1 Intitulé : Dispositif Local d'Accompagnement			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
80 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	329000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	141711
81 - Services extérieurs	0	DRETS	
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseils Régionaux (aux) :	
Documentation		Hauts de France	104000
Autres		Autres (préciser)	
82 - Autres services extérieurs	172100	Conseils Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	172100	Pas-de-Calais	0
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires		CABALR	15000
Autres		Autres (préciser)	
83 - Impôts et taxes	7417		
Impôts et taxes sur rémunération	8117	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
84 - Charges de personnel	126497	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	82564	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	43933	Autres établissements publics	68289
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
85 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
86 - Charges financières		Autres	
		76 - Produits financiers	
87 - Charges exceptionnelles			
88 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
88 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation		78 - Reprises sur amortissements et	
		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	306014	TOTAL DES PRODUITS	329000
Excédent prévisionnel (bénéfice)	22986	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	22986	préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	329000	TOTAL DES PRODUITS	329000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
88 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
880 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
881 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
882 - Prestations			
884 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de 15 000 € 4,56% du total des produits			

Sur les 15 000 € (soit 4,56 % du budget total de l'action) sollicités par Pas-de-Calais Actif, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 15 000 €

Descriptif :

Cette action vise, en s'adaptant aux profils et aux capacités des créatrices-créateurs, à faire en sorte qu'ils réunissent les clés du succès entrepreneurial de leur future activité et qu'ils parviennent à mobiliser les ressources financières nécessaires pour rendre viable leur projet d'entreprise.

Le dispositif envisagé ne vise pas à se substituer aux dispositifs existants, quel que soit le stade d'avancement des projets. Il permet d'optimiser les chances de réussite des projets en renforçant les apports des entrepreneur(e)s concerné(e)s..

La prime CAP quartier peut répondre en partie à ses problématiques. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- 2000 € maximum
- Plan de financement inférieur à 100 000 € en création, pas de plafond pour les reprises
- Couplée (obligatoirement) à une garantie de Pas-de-Calais Actif (donc à un prêt bancaire)

Pour la détection des projets et la mise en œuvre de l'action, nous souhaitons nous appuyer sur les acteurs présents au sein des quartiers, ainsi que les partenaires de la création d'entreprise et du financement du territoire

Objectifs 1 : Accompagner les porteurs de projet issus des QPV		Valeur(s) cible(s)
Résultat	- Nombre de porteurs issus de QPV	18
	- Nombre de porteurs soutenus par la prime Cap Quartier	8
Performance	- Taux de pérennité des entreprises financées à N+5	80%
Objectifs 2 : menés des actions d'animation et d'accompagnement dans le cadre de l'ADE		Valeur(s) cible(s)
Résultat	- Nombre de porteurs accueillis (justification)	60 dont 15 en QPV
	- Nombre de permanence et participation à des événements	10 dont 2 dans le cadre de l'acct ADE
	- Nombre de porteurs bénéficiant de notre intervention financière (garantie, primes, prêts)	40 dont 10 en QPV, dont 5 ADE
	- Nombre de porteurs ayant bénéficié de l'intervention d'au moins 2 opérateurs de l'académie	40 dont 10 en QPV
Performance	- Taux de pérennité des entreprises financées à N+5	80%

Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°2		Intitulé : CAP QUARTIER ET ACADEMIE DE L'ENTREPRENARIAT	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
80 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	21000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités (ANCT)	10500
81 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation		Conseil-s Régional(aux) :	
Assurance		Hauts de France	
Documentation		Autres (préciser)	
Autres		Conseil-s Départemental (aux) :	
82 - Autres services extérieurs	16000	Pas-de-Calais	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	16000	Autres (préciser)	
Cotisations et licences			
Publicité, publication		Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Déplacements, missions, réceptions		CABALR	10500
Services bancaires		Autres (préciser)	
Autres			
83 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
84 - Charges de personnel	5000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3333	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales	1667	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
85 - Autres charges de gestion courante		Autres	
86 - Charges financières		76 - Produits financiers	
87 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
88 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
88 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	21000	TOTAL DES PRODUITS	21000
Exoédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	21000	TOTAL DES PRODUITS	21000
Exoédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		10 500 €	50,00% du total des produits

Sur les 10 500 € (soit 50 % du budget total de l'action) sollicités par Pas-de-Calais Actif, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane cofinancera cette action à hauteur de 10 500 €.

**Convention d'objectifs
entre l'ESUS « La Ruche Développement » et
La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'ESUS « La Ruche Développement », dont le siège social est situé 24 rue de l'Est 75020 PARIS, représentée par Madame Sophie VANNIER, sa Présidente, n° SIRET 80304815600043

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'ESUS « La Ruche Développement » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 23 333€ au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

La Ruche Développement est agréée en qualité d'entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS).
La Ruche propose différents programmes d'accompagnement à la création d'entreprise, à toutes les étapes clefs de la création. La Ruche aide les entrepreneurs à construire, grandir et se développer.
La Ruche propose écoute et conseil de professionnels, rencontres de paires et experts.

Conformément à son objet social, l'ESUS « La Ruche Développement » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'ESUS « La Ruche Développement » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'ESUS « La Ruche Développement » **une subvention de 23 333 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'ESUS « La Ruche Développement » à la banque BNP PARIBAS, sous le numéro : _____, dès que l'ESUS « La Ruche Développement » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'ESUS s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'ESUS « La Ruche Développement » adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'ESUS « La Ruche Développement »

La Ruche Développement s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « La Ruche Développement », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « La Ruche Développement »,

- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.
- Contribuer aux différentes actions menées par la CABBALR dans la cadre de l'Académie de l'entrepreneuriat

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'ESUS « La Ruche Développement » pour favoriser les actions prévues en annexe devra être reversée par l'ESUS « La Ruche Développement » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'ESUS « La Ruche Développement » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'ESUS « La Ruche Développement ».

Article 5 : Responsabilité

L'ESUS « La Ruche Développement » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'ESUS « La Ruche Développement » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'ESUS « La Ruche Développement » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'ESUS « La Ruche Développement », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'ESUS de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de

Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

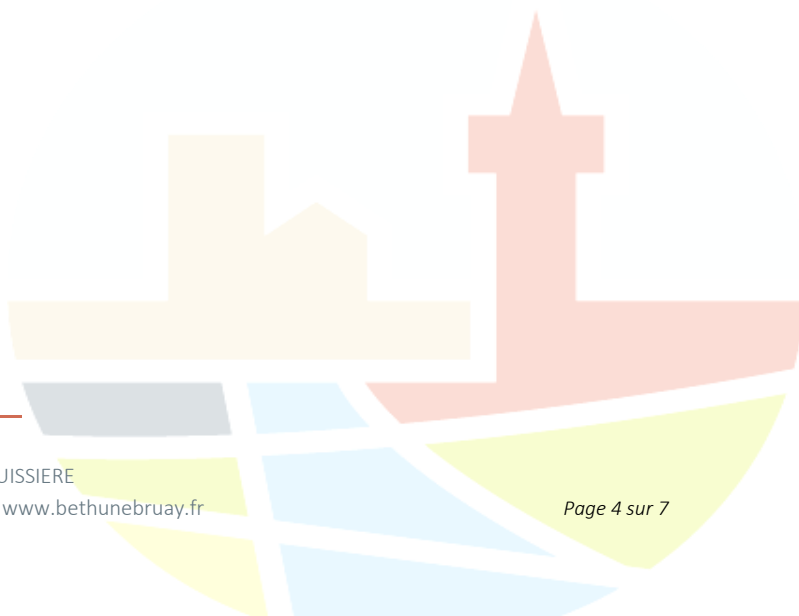
Fait à Béthune, le

La Présidente de l'ESUS
La Ruche Développement

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune Bruay Artois Lys Romane
Le Vice-Président

Sophie VANNIER

Steve BOSSART



ANNEXES : PROJET 2026
PROGRAMME D'ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

« CitésLab »

Descriptif :

La Ruche est en phase de développement dans les Hauts de France depuis 2023 et déploie ses actions majoritairement dans l'ex-Bassin Minier et la métropole lilloise, principalement auprès des publics les plus éloignés de l'emploi. Notre directeur régional dispose d'une expérience de plus de 10 ans dans les réseaux de la création d'entreprise et a entamé dès février 2024 des échanges avec la BPI et la CABBALR (Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane) pour évoquer les besoins du Territoire.

L'agglomération de Béthune développe des actions en faveur des porteurs de projet avec l'Académie de l'entrepreneuriat et montre un intérêt fort pour la détection des porteurs de projets moins visibles. Dans cette phase de développement, constatant l'absence de dispositif Cités Lab à Béthune (et plus globalement dans le département du Pas-de-Calais) malgré le nombre d'habitants en QPV, nous avons pris attache avec de nombreux acteurs institutionnels et privés, acteurs de l'accompagnement au sens large comme acteurs de terrain. Toutes ces rencontres ont confirmé le besoin et le bon accueil qui serait réservé au dispositif et à son portage par La Ruche. C'est pourquoi, au regard du nombre d'habitants QPV (36 000 au total) et au vu des besoins à apporter aux offres existantes, La Ruche propose de porter un CitésLab au service des porteurs de projets avec un chef de projet qui sera en charge de détecter les futurs porteurs de projet et les orienter efficacement vers les dispositifs locaux d'accompagnement à l'entrepreneuriat.

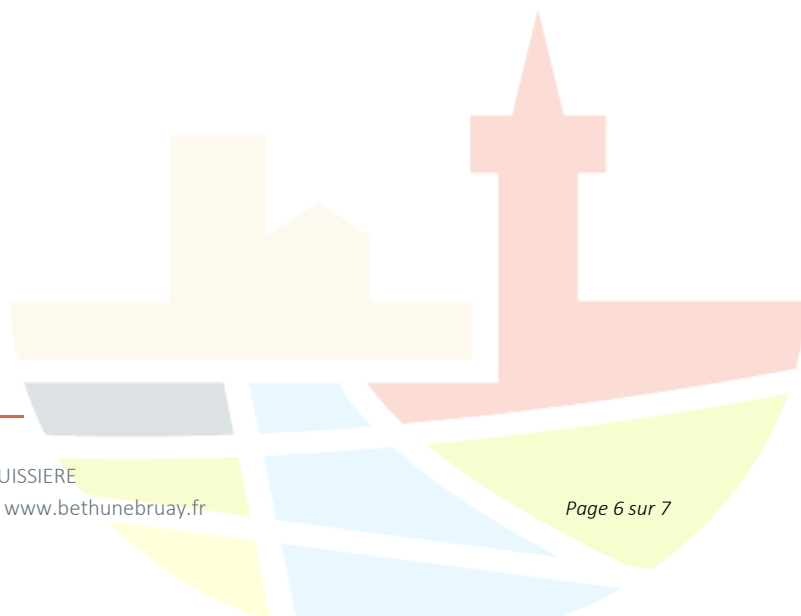
L'ambition est de :

- Animer et co-construire avec les acteurs de ces quartiers des événements à forte valeur ajoutée pour les résidents des quartiers prioritaires
- Rendre accessible l'offre d'accompagnement et de financements de projets au sein des territoires de la CABBALR
- Mobiliser un ETP dédié à la détection et à l'orientation des porteurs de projets et entrepreneurs des QPV et ainsi compléter l'offre d'accompagnement existante, en apportant cette brique "amont"

Objectifs :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de personnes sensibilisées	200
	Nombre d'action organisées	60 jours de permanences dans les QPV 20 réunions et ateliers
	% Public Homme/Femme	50%/50%
	% de personnes poursuivant vers un accompagnement à la création d'entreprise	50% des personnes sensibilisées

Performance	Nombre de personnes orientées vers les dispositifs	100
	Animation chez les partenaires	10
	% personnes orientées vers les structures d'accompagnement à la création d'entreprise	60%



Budget prévisionnel 2026 :

Projet n°		Intitulé : CitésLab CABBALR		
CHARGES		Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		3000	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		2200	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		800	74 - Subventions d'exploitation	58333
Autres			Etat : + BPI	35000
61 - Services extérieurs		2500		
Locations et charges locatives		2500		
Entretien et réparation				
Assurance			Conseils Régional(aux) :	
Documentation			Hauts de France	
Autres			Autres (préciser)	
62 - Autres services		5500	Conseils Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Pas-de-Calais	
Cotisations et licences			Autres (préciser)	
Publicité, publication		3000		
Déplacements, missions, réceptions		2500	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires			CABBALR	23333
Autres			Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes		0		
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		41153	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		29500	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		11653	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)	
			75 - Autres produits de gestion	0
			Cotisations	
			Autres	
65 - Autres charges de			76 - Produits financiers	
66 - Charges financières				
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux			78 - Reprises sur	
69 - Impôt sur les bénéfices			79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES		52153	TOTAL DES PRODUITS	58333
Excédent prévisionnel		6174	Insuffisance prévisionnelle	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de		6174	préciser	
Frais financiers				
Autres				
TOTAL DES CHARGES		58333	TOTAL DES PRODUITS	58333
Excédent prévisionnel			Insuffisance prévisionnelle	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
86 - Emplois des contributions volontaires en			87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature	
862 - Prestations				
864 - Personnel bénévole			875 - Dons en nature	
TOTAL		0	TOTAL	0
La subvention		23 333 €	40,00%	du total des produits

Sur les 23 333€ sollicités par « La Ruche Développement », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 23 333€.

Convention d'objectifs entre « RESEAU ENTREPRENDRE ARTOIS » et la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « RESEAU ENTREPRENDRE ARTOIS », dont le siège social est situé au 64 rue Marcel Cabiddu à DOUVIRIN (62138), représentée par Monsieur Franck COQUIDE, son Président, n° SIRET 429 831 514 000 22.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « RESEAU ENTREPRENDRE ARTOIS » basée à Douvrin et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 10 000 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

L'association « RESEAU ENTREPRENDRE ARTOIS » est une association régie par la loi de 1901.

L'association, créée à l'initiative de chefs d'entreprises, a pour objet, à titre gratuit et non lucratif, de favoriser la création et la préservation d'emplois par la promotion et le soutien de l'entrepreneuriat dans sa zone de rayonnement.

Dans cet objectif, elle s'attachera à :

- contribuer à faire réussir des entrepreneurs significativement porteurs d'emplois et de richesses par la création, la reprise ou le développement d'entreprises
- appuyer les initiatives qui concourent, dans un domaine similaire, à développer la culture entrepreneuriale, à susciter des vocations d'entrepreneurs, à favoriser l'initiative économique.

Elle mobilise en premier lieu des chefs d'entreprise.

Elle respecte les trois valeurs fondatrices indissociables, constitutives de la Charte de la "Fédération Réseau Entreprendre", que sont :

- L'important, c'est la personne,
- Le principe, c'est la gratuité,
- L'esprit, c'est la réciprocité.

Dans ce cadre, l'association a pour objet exclusif de :

- Verser des aides financières permettant la réalisation d'investissements tels que définis au 1 de l'article 2 du règlement (CE) n°800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité. L'association peut notamment consentir aux entrepreneurs créateurs, repreneurs et développeurs des prêts d'honneur non rémunérés (sans intérêt et sans garantie), pour favoriser le lancement ou éventuellement le développement et la mutation d'entreprises.
- Fournir des prestations d'accompagnement à des petites et moyennes entreprises telles qu'elles sont définies à l'annexe I de ce règlement.

L'association s'engage à accorder des aides compatibles avec le 1 de l'article 12 du règlement (CE) n°800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie).

Les aides fournies par l'association sont considérées comme non rémunérées, au sens du 4 de l'article 238 bis du code général des impôts : elles ne donnent lieu à aucune ristourne, rémunération ou contrepartie au profit de l'association.

Conformément à son objet social, l'association « Réseau Entreprendre Artois » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « Réseau Entreprendre Artois » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association une subvention de 10 000 € au titre de l'année 2026.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « Réseau Entreprendre Artois » à la banque Crédit Mutuel sous le numéro 53000 202, dès que l'association en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre en fonction des avancées des actions)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2026).

Pour la clôture de la présente convention, l'association Réseau Entreprendre Artois adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « Réseau Entreprendre Artois »

RESEAU ENTREPRENDRE ARTOIS s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « Réseau Entreprendre Artois », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « Réseau Entreprendre Artois »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « Réseau Entreprendre Artois » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « Réseau Entreprendre Artois » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane.

La communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « Réseau Entreprendre Artois » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « Réseau Entreprendre Artois ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « Réseau Entreprendre Artois » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « Réseau Entreprendre Artois » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « Réseau Entreprendre Artois » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « Réseau Entreprendre Artois », à la communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
Réseau Entreprendre Artois

Franck COQUIDE

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-président délégué

Steve BOSSART

Budget prévisionnel :

CHARGES	2026	PRODUITS	2026
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	3 330	70 - Vente de produits finis, prestations	
Achats fournitures	930	73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services	0	74 - Subventions d'exploitation	30 850
Autres	2 400	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions	
61 - Services extérieurs	14 089		
Locations et charges locatives	8 939		
Entretien et réparation	300		
Assurance	4 200	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	650	Hauts de France	3 850
Autres	0	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	54 320	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 100	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences	15 720	Autres (préciser)	
Publicité, publication	1 500		
Déplacements, missions, réceptions	32 000	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	300	CABBALR	10 000
Autres	700	Autres (préciser)	17 000
63 - Impôts et taxes	381		
Impôts et taxes sur rémunération	0	Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes	381	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	139 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	100 000	Chômage partiel	
Charges sociales	39 000	Autres établissements publics (CDC, etc, détailler)	
Autres charges de personnel	0	Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	180 500
		Cotisations	140 000
65 - Autres charges de gestion courante	30	Autres	40 500
66 - Charges financières	200	76 - Produits financiers	0
67 - Charges exceptionnelles	0	77 - Produits exceptionnels	0
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	1 000
TOTAL DES CHARGES	212 350	TOTAL DES PRODUITS	212 350
Excédent(bénéfice)		Insuffisance (déficit)	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	230448
861 - Mise à disposition gratuite de biens et	0	871 - Prestations en nature	53073
862 - Prestations	53073		
864 - Personnel bénévole	230448	875 - Dons en nature	
TOTAL	283521	TOTAL	283521

Sur les 10 000 € sollicités par Réseau Entreprendre Artois, la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 10 000 €

Convention d'objectifs
entre l'Association « CLUB DES ENTREPRENEURS
DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE » et
la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « CLUB DES ENTREPRENEURS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE L'ARTOIS », dont le siège social est situé à la Réserve 22 BIS rue Nationale 62290 NOEUX LES MINES, représentée par Monsieur Pierre-Alain BETREMIEUX, son Président, n° 84249990700017.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « CLUB DES ENTREPRENEURS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 15 000 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

LE CLUB DES ENTREPRENEURS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE est une association régie par la loi de 1901.

L'association a pour objet de fédérer, de représenter et de promouvoir les acteurs du développement local, partageant les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire au travers d'une identité commune.

L'association s'appliquera à :

- Valoriser les compétences et les offres de services de ses adhérents auprès des collectivités, des entreprises, des consommateurs et des usagers,
- Soutenir l'échange de pratiques, la coopération et la mutualisation de moyens entre ses membres,
- Favoriser la mise en place d'actions collectives et la création d'activités dans l'ESS,
- Encourager les différentes démarches et actions favorisant la recherche de financement pour le Club ou l'un de ses membres.

Les principes de l'Economie Sociale et Solidaire sont les fondements du Club et sont déclinés par le club :

- Les hommes et les femmes sont au cœur de l'économie et en constituent la finalité,
- L'adhésion aux projets et aux structures est ouverte et volontaire,
- La gouvernance d'une structure ESS est démocratique et les instances de décision sont collectives,

- La lucrativité est limitée,
- Une structure de l'ESS est autonome et indépendante des pouvoirs publics, mais les coopérations sont nécessaires,
- Les principes de solidarité et de responsabilité guident la mise en place des actions.

Conformément à son objet social, l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » **une subvention de 15 000 € au titre de l'année 2026.**

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde (30%) sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » à la banque caisse d'Epargne sous le numéro _____, dès que l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » en aura fait la demande écrite.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence de la direction du développement économique et emploi de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un comité de pilotage de lancement des actions,
- un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (début septembre)
- un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2027).

Pour la clôture de la présente convention, l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » adressera à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2027.
- un bilan financier pour le 30 juin 2027 dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do)

Obligations de l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire »

Le Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses statuts, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire »,
- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » pour favoriser la création d'activité devra être reversée par l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire », à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

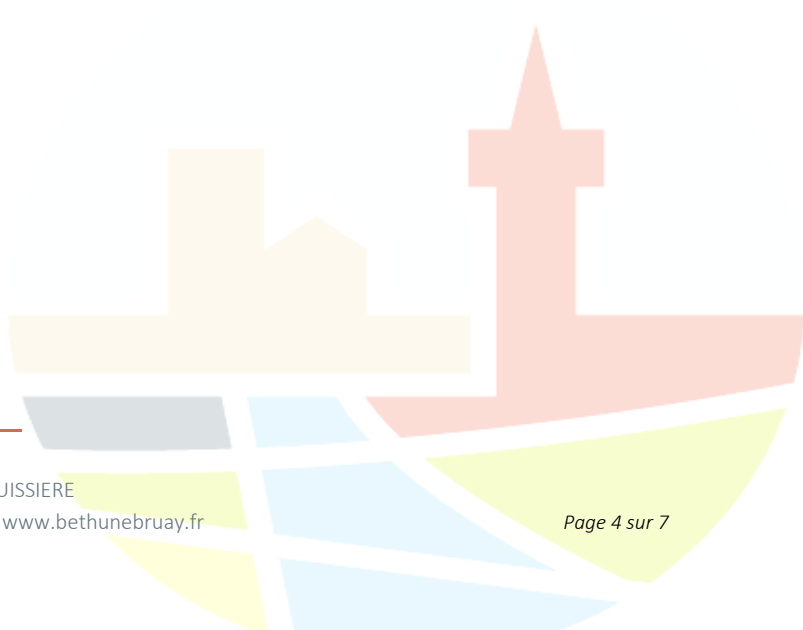
Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« Club des Entrepreneurs de
L'Economie Sociale et Solidaire »
Pierre-Alain BETREMIEUX

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
La Conseillère déléguée
Sylvie MEYFROIDT



« L'ESS au service du développement économique territorial »

Descriptif :

En lien avec la Direction Développement de l'économie de proximité et de l'emploi de la CABBALR, le Club des Entrepreneurs de l'ESS de l'Artois poursuit sa dynamique de développement en tant que réseau professionnel promouvant l'économie sociale et solidaire comme réponse aux enjeux de société auprès des puissances publiques et privées.

En s'appuyant sur ses partenaires (CABBALR, entreprises, clubs, associations locales, collectivités) et ses adhérents, le Club ESS met en place différents outils et actions afin d'avoir un impact positif sur trois dimensions :

- le territoire (développement économique local, valorisation du territoire, attractivité, soutien aux porteurs de projet)
- la coopération (développement du réseau, entraide et solidarité, mutualisation des moyens, partage d'informations, projets communs)
- les entreprises (prestations, réponse RSE)

En parallèle, le Club ESS poursuit le travail initié l'année dernière sur la constitution d'un Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE), centré sur le tourisme d'affaires comme levier de développement Territorial et sur l'emploi.

Cette dynamique, visant à être soutenue au niveau régional, vient renforcer les actions menées localement avec l'agglomération en matière de développement économique, et ouvre des perspectives de synergies à l'avenir.

Ainsi et dans la continuité de cette ligne directrice, le Club développera des actions favorisant ainsi le maillage territorial et la mise en place du PTCE :

- Busin'ESS : évènement phare avec pour objectif le réseautage et le décroisement entre entreprises conventionnelles et entreprises ESS
- Les rencontres ESS de l'Artois : Sessions de travail et d'échange autour de thématiques spécifiques comme celle de la RSE favorisant ainsi le réseautage, l'interconnaissance, la coopération, le développement des compétences ;
- Actions interclubs et réseaux : Temps de rencontre et d'échange entre entreprises ESS et entreprises conventionnelles, et participations à des évènements du réseau.

Le Club met également en place des « Flash ESS » une fois par mois pour favoriser l'interconnaissance entre membres du Club, partager des actualités et mettre en place des actions communes.

- Réseau d'Appui : Développement du réseau d'appui aux porteurs de projets : créer les conditions d'un accompagnement bienveillant autour des porteurs de projets, en création ou développement d'entreprises, grâce à l'échange entre professionnels et acteurs de l'accompagnement.

Publics cibles :

Busin'ESS : 1/ an – 100 participants dont 20 nouveaux partenaires

Rencontres ESS de l'Artois : 5/ an – 15 participants à chaque rencontre dont 2 entreprises nouvelles

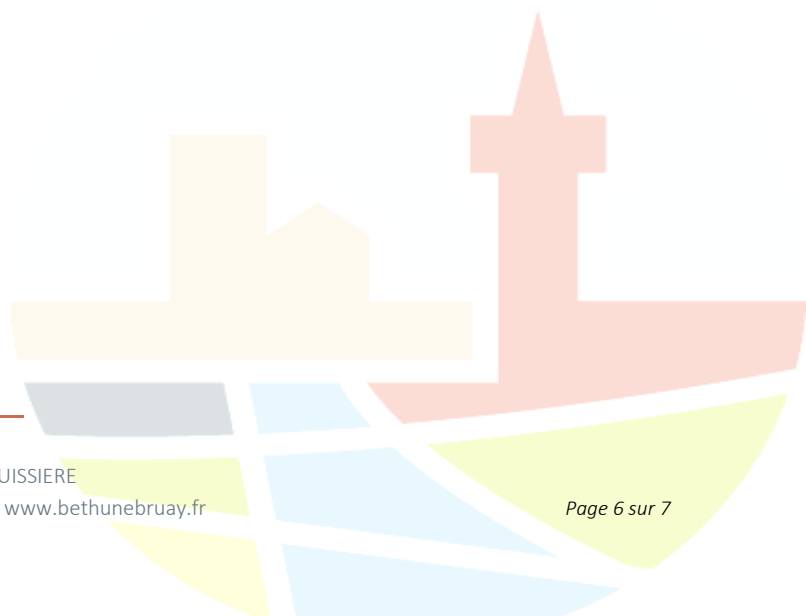
Actions interclubs et réseaux : 5/ an

Réseau d'appui : 4/an – 8 porteurs de projets participants

En complément de ces actions, le Club mènera également des animations de sensibilisation à l'ESS et à l'entrepreneuriat avec différents partenaires dont la Direction Développement de l'économie de proximité et de l'emploi de la CABBALR.

Objectifs :

- % de porteurs ayant réussi à monter leur projet suite au Réseau d'appui : 80%
- % de structures trouvant des réponses lors des rencontres ESS de l'Artois : 90%
- % d'échange entre entreprises ESS et entreprises conventionnelles : 60%
- % de nouvelles coopérations via le Busin'ESS : 50%



Budget prévisionnel 2026 :

BUDGET PREVISIONNEL 2025 STRUCTURE			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
Charges directes		Ressources directes	
60- Achats		70- Ventes de produits finis, de marchandises,	3 000,00
Achats matières et fournitures	500,00	73- Concours publics	
Autres fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Informatique	1000,00	Etat : préciser les ministères, directions ou services déconcentrés	
61- Services extérieurs		62- ETAT - politique ville	
Locations	1500,00	Fond de cohésion sociale	
Entretien et réparation		Poste FONJEP Jeune	
Assurance	500,00	Conseils régionaux	
Documentation	300,00	Conseil Régional des Hauts-de-France - COTE	30 000,00
		Conseil Régional des Hauts-de-France - CREAP	
62- Autres services extérieurs			
Prestations extérieures, rémunérations intermédiaires et honoraires	5 000,00	Conseils départementaux	
Médecine du travail	100,00	Conseil départemental du Pas-de-Calais	
Publicité, publication	1 000,00		
Déplacements, missions	6 000,00		
Services bancaires, autres	100,00		
		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations	
63- Impôts et taxes		CARERLA	15 000,00
Impôts et taxes sur rémunération		SUCCESS	6000,00
Autres impôts et taxes			
		Organismes sociaux (CAF, etc)	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels	32 000,00		
Charges sociales	8 500,00	Fonds européens (FSE, FEADER)	
Autres charges de personnel		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
		Autres établissements publics	
65- Autres charges de gestion courante		Aides privées (fondation)	
		75- Autres produits de gestion courante	
		756- Cotisations	2 500,00
		758- Dons manuels - Mécénat	
66- Charges financières		76- Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- Produits exceptionnels	
68- Dotations aux amortissements, provisions et		78- Reprises sur amortissement, dépréciations et	
69- Impôt sur les bénéfices (IS) ; participation des		79- Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	56 500,00	TOTAL DES PRODUITS	56 500,00
Excédent prévisionnel		Insuffisance prévisionnelle	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87- ontributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Dons en nature	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	5000,00	875- Bénévolat	5000,00
TOTAL		TOTAL	

Sur les 15 000€ sollicités par le « Club des Entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire », la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane financera cette action à hauteur de 15 000 €



**Convention d'objectifs 2026
entre l'Association « Eura Industry Innov' » et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay,
Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « Eura Industry Innov' », Association de loi 1901, immatriculée sous le N° SIRET 82123606400019, dont le siège social est situé au 299 BD de Leeds à Lille (59777), représentée par Madame Renée Ingelaere, sa Présidente.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du **16 décembre 2025** autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « Eura Industry Innov' » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de **DIX MILLE EUROS** au titre de **l'année 2026**.

Article 1 : Objectif de la convention

Eura Industry Innov' est une association régie par la loi de 1901.

Eura Industry Innov' rassemble et fédère sur un territoire pilote l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur afin de faciliter et accélérer la mise en place de projets liés à une bioéconomie innovante et durable.

Le projet Eura Industry Innov' s'inscrit dans une volonté de rassembler l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur au niveau des territoires pilotes que sont les 6 EPCI afin de travailler en proximité avec les acteurs en présence à cette échelle : Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Communauté de Communes Flandre Lys, Cœur de Flandre Agglo, Communauté d'Agglomération Pays de Saint-Omer, Communauté de communes Pays de Lumbres, Communauté de communes du Ternois.

L'approche atypique et innovante de l'association Eura Industry Innov' réside dans sa démarche collective, coopérative, où l'ensemble des partenaires mettent à contribution leurs compétences complémentaires, tout en favorisant la proximité territoriale pour faire émerger

et développer des projets innovants en bioéconomie, porteurs de valeurs économiques, écologiques et sociétales.

Conformément à son objet social, l'association « Eura Industry Innov' » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane. Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour l'année 2026** et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « Eura Industry Innov' » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « Eura Industry Innov' » **une subvention de DIX MILLE EUROS au titre de l'année 2026.**

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane s'engage à contribuer aux différents projets mis en œuvre par l'association « Eura Industry Innov' ».

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde soit les 30% restant sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées, dès que l'association en aura fait la demande écrite.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « Eura Industry Innov' » à la banque du Crédit Mutuel d'Hazebrouck sous le numéro IBAN : FR76 1027 8027 1000 0478 5710 107 et BIC : CMCIFR2A.

Obligations de l'association « Eura Industry Innov' »

A ce titre, dans le cadre de son programme d'actions 2026, l'association « Eura Industry Innov' » devra en particulier :

A/ Dans le cadre de l'intelligence collective et l'animation économique

- Organiser des réunions de travail, dont au moins une, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane
- Présenter le rapport de l'étude sur la bioéconomie régionale
- Mettre en place la vallée de la bioéconomie

B/ Dans le cadre de l'accompagnement de projet

- Rechercher et identifier des projets, des acteurs de la bioéconomie et avoir au moins un nouvel adhérent du territoire de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane
- Travailler à identifier les projets en bioéconomie portés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, en détecter au moins un et en accompagner au moins un en conséquence

C/ La valorisation, communication sur la bioéconomie circulaire

- Valoriser et promouvoir les projets accompagnés grâce à différents outils : site internet, événement dont un sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane
- Sensibiliser les collégiens et les lycéens dont ceux de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane, lors d'une action à définir entre les deux parties.

Eura Industry Innov' s'engage à :

- à organiser, en présence des directions concernées par l'ensemble des actions, des comités de suivis tels que définis dans la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane et l'association « Eura Industry Innov' ». Chaque action mise en œuvre pourra faire l'objet d'un suivi et générer la mise en place de réunions de travail avec les directions concernées au sein de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane.
- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, cotisations ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses derniers statuts mis à jour, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « Eura Industry Innov' », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « Eura Industry Innov' »,

- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « Eura Industry Innov' » devra être reversée par l'association « Eura Industry Innov' » à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « Eura Industry Innov' » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « Eura Industry Innov' ».

A la clôture de la présente convention, l'association « Eura Industry Innov' » est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour **le 8 janvier 2027**.
- un bilan financier pour **le 30 juin 2027** dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention

Article 5 : Responsabilité

L'association « Eura Industry Innov' » s'engage à garantir sa responsabilité à l'égard de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et imputables à l'association.

Pour ce faire, l'association « Eura Industry Innov' » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « Eura Industry Innov' » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, des conditions d'exécution de la convention par l'association « Eura Industry Innov' », la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation de la présente convention et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

La Présidente de l'Association
« Eura Industry Innov' »

Renée INGELAERE

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois
Lys Romane

La conseillère déléguée

Sophie DUBY

<p>ANNEXES : PROJET 2026</p> <p>PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL</p>

<p>ACTION 1 : « L'INTELLIGENCE COLLECTIVE & ANIMATION ECONOMIQUE »</p>
--

L'intelligence collective est mise en œuvre selon différents formats et modes de déploiement.

a) Ateliers de proximités

- L'organisation d'ateliers territoriaux s'inscrit dans la perspective de développement de la bioéconomie circulaire sur les territoires pilotes.
- Ces ateliers visent à mobiliser les acteurs institutionnels, industriels, agricoles et de la recherche de chaque territoire d'action d'Eura Industry Innov' autour de la bioéconomie, compte tenu des ressources et potentialités territoriales.
- Ils consistent également à créer un lieu propice d'échanges et de retours d'expérience entre porteurs de projets.
- Les modes d'intervention portent sur l'organisation d'ateliers techniques se matérialisant par : des conférences plénières et l'animation des échanges avec l'intervention d'experts (à titre d'exemple : pôles de compétitivité, pôles d'excellence, centre de recherche, experts scientifiques, et tout expert de filières, etc.) des témoignages inspirants/exemplaires de projets, présentations de solutions innovantes, identification des synergies entre acteurs.

Publics cibles : Entreprises, Agriculteurs, Collectivités, Ecoles/Universités, Associations.

Acteurs de l'action : les collectivités à chaque atelier avec les différents intervenants partenaires ou non de l'association (entreprises, agriculteur, laboratoire...)

Indicateur quantitatif : au rythme de 1 à 2 ateliers par an de manière tournante sur chaque territoire

Indicateurs qualitatifs :

- Mailing d'invitation
- Supports de présentation
- Programme de la journée
- Liste des participants

b) Création d'une instance de rapprochement des mondes agricole, industriel et de la recherche

- Cette action a pour finalité de décroisonner et mettre en relation les acteurs de l'amont à l'aval de la chaîne de valeur de la bioéconomie circulaire.
- Cet axe permet d'identifier et de faire le lien entre les ressources valorisables, les voies de valorisation existantes et en développement, ainsi que les besoins de développement exprimés par les industriels. Le but étant de mettre ces trois éléments en parallèle pour faire émerger des projets en bioéconomie pertinents et ayant du sens en termes d'innovation, de durabilité et circularité.

- Cet axe permet de s'inscrire et renforcer une démarche d'économie circulaire (dynamique de valorisation de co-produits agricoles ou agro industriels, favoriser les circuits courts) ainsi que de mettre à l'honneur des opportunités spécifiques aux territoires et enfin, de mettre en relation l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur et faciliter ainsi l'accompagnement des projets.
- Le mode d'intervention relatif à cette action consiste en la mise en place d'un groupe de travail constitué d'industriels, de représentants du monde agricole et universitaires/centre de recherches, pôles de compétitivité/excellence partenaires d'Eura Industry Innov'.

Publics cibles : Entreprises, Agriculteurs, Collectivités, Universités et centres de recherches

Acteurs de l'action : La construction de cette instance est portée par Eura Industry Innov' avec la Chambre régionale d'Agriculture, la CCI et les Universités/Pôles

Indicateurs quantitatifs/qualitatifs :

- Nombre de réunions du groupe de travail : 1 à 2/an dont au moins une sur le territoire de Béthune Bruay
- Nombre de participants

c) Identification continue des acteurs et des ressources pour favoriser les synergies (étude Bioéconomie Régionale)

- Il s'agit d'une action structurante permettant de faire une veille relative aux bioressources sur le territoire, aux projets de recherche et développement menés sur le territoire en lien avec la bioéconomie, aux acteurs de la transformation et de l'utilisation des bioressources.
- La mise en œuvre opérationnelle de ces actions consiste en une étude territoriale de la filière de la bioéconomie sous les angles agricole (ressources), industriel (acteurs de la transformation et de l'utilisation intermédiaire et/ou finale) et de la recherche (avancée technique, technologique, innovation pour des projets avec un TRL minimum de 6). Cette étude prospective permettra d'inventorier les acteurs et les ressources de la bioéconomie sur le territoire (mise à jour de l'étude réalisée sur la période précédente), (de comprendre la complexité du système économique local et de qualifier les relations entre tous les acteurs impliqués.) d'appréhender les attentes et les enjeux des différents acteurs impliqués.

Publics cibles : Entreprises, Agriculteurs, Collectivités, Ecoles/Universités, Associations.

Acteurs de l'action : Etude sous traitée avec le concours de la CCIR, la chambre d'agriculture et les universités/centres de recherche/pôles

Indicateurs qualitatifs/quantitatifs :

- Réalisation du CDC, réunions de préparation
- Rapport de l'étude lors de l'évènement annuel 2026

d) Une vallée de la Bioéconomie

- Un axe structurant majeur d'Eura Industry Innov' concerne la volonté et l'ambition commune pour le développement de la bioéconomie durable sur ses territoires pilotes selon l'adage « Seul on va plus vite, Ensemble on va plus loin ».
- Dans son rôle de fédérateur, l'association ambitionne de faire du territoire géographique d'Eura Industry Innov' la vallée de la bioéconomie. De manière opérationnelle, l'objectif est de

rassembler les 6 collectivités territoriales autour d'ateliers de réflexions pour accélérer le développement de la bioéconomie en tenant compte des enjeux associés (économiques, écologiques, technologiques, etc.).

Publics cibles : Collectivités.

Acteurs de l'action : La construction de cet axe est portée par Eura Industry Innov' en collaboration avec les 6 EPCI et les parties prenantes.

Indicateurs quantitatifs :

- 2 réunions de travail au cours de l'année 2026

Indicateurs qualitatifs :

- Liste des participants
- CR des réunions

a) La recherche et l'identification de projets, d'acteurs de la bioéconomie

- Cet axe a pour objectif de rechercher, identifier et rassembler le maximum d'acteurs de la bioéconomie en Hauts de France au sein de l'association Eura Industry Innov' afin :
 - o D'identifier des porteurs de projets, des partenaires, des adhérents ;
 - o D'enrichir les connaissances et les compétences en bioéconomie qui permettront de répondre aux besoins des porteurs de projets accompagnés.
- La mise en œuvre opérationnelle consiste à prospecter de nouveaux projets, de manière individuelle par chaque partenaire mais également au travers d'une réflexion commune sur l'identification de mode de communication sur Eura Industry Innov' et de mise en relation avec des relais (syndicats de filières, clubs entrepris, autres groupements...)
- La déclinaison opérationnelle de cet axe consiste également à rencontrer et détecter de nouveaux partenaires et adhérents pour l'association : organisme financier tel que BPI, les syndicats de filières (BTP, chimie, automobile, ferroviaire...), les Centres de Transfert de technologie, Industriels de toutes tailles, etc.

Acteurs de l'action : Eura Industry Innov' et ses partenaires

Calendrier : au fil de l'eau

Indicateurs qualitatifs/quantitatifs :

- Nombre de projets AMI ou REV3 Lab déposés
- Nombre d'adhérents : gain de 3 à 5 nouveaux adhérents dont 1 adhérent territoire CABBALR

b) Un Appel à Manifestation d'intérêt permanent ou Appel à candidatures REV3 Lab

- L'appel à manifestation d'intérêt /candidatures est destiné à sélectionner des projets dans le domaine de la bioéconomie et la naturalité.
- L'AMI /REV3 Lab vise à soutenir les projets innovants de valorisation de la biomasse à des fins applicatives dans les domaines de l'agroalimentaire durable, la cosmétique, la pharmacie, la chimie du végétal, les matériaux (BTP, automobile/ferroviaire), l'énergie (hors méthanisation), les molécules d'intérêt.
- Le projet devra mettre en avant un réel potentiel en termes de développement économique (création d'emplois), de gain environnemental de la solution proposée (économie de ressources, valorisation optimale de la biomasse (approche d'écoconception et d'économie circulaire) et la prise en compte de son impact social/sociétal sur le territoire.
- Le projet sera également challengé sur les nouvelles approches de modèles économiques (économie circulaire, économie de la fonctionnalité, synergies territoriales, approches en circuit court...).
- L'AMI /REV3 Lab vise les projets en phase d'incubation, de création ou de développement qui requièrent un accompagnement technique et/ou économique et/ou entrepreneurial.
- Les modalités d'intervention portent sur la définition des conditions de l'AMI et de l'offre d'accompagnement, la diffusion et la communication, l'instruction par un jury qualifié associant les membres d'Eura Industry Innov' et la mise en place de groupes collaboratifs mutualisant les compétences et expertises des membres d'Eura Industry Innov' pour l'accompagnement des projets.

- Dans une dynamique d'intelligence collective, tous les partenaires d'Eura Industry Innov' interviennent dans l'évaluation des dossiers réceptionnés et sont sollicités pour accompagner les projets dès lors que les compétences répondent aux besoins identifiés.

Public cible : Les projets peuvent être portés par des entreprises, des agriculteurs, des laboratoires (y compris les ambassadeurs issus d'AMI précédents)

Acteurs de l'action : l'ensemble des partenaires d'Eura Industry Innov'

Calendrier : Au fil de l'eau : première rencontre, accompagnement au dossier de candidature, audition, feuille de route.

Indicateurs quantitatifs :

- Objectif d'identification et d'accompagnement de 4 à 8 projets en 2026 dont 1 projet détecté par la CABBALR et/ou sur le territoire de la CABBALR

Indicateurs qualitatifs :

- Feuille de route et engagements de chaque partenaire pouvant contribuer au développement du projet

c) L'accompagnement des porteurs de projets

- L'objectif central de cet axe consiste à accompagner et accélérer des projets innovants et durables dans le domaine de la bioéconomie sur le territoire pilote.
- La mise en place du dispositif d'accompagnement de projets s'appuie sur l'intelligence collective des partenaires d'Eura Industry Innov' et se matérialise par le développement de projets innovants, le soutien à l'innovation, le développement et la croissance des entreprises du territoire et ce, dans la finalité de créer de la valeur et de l'emploi pour le territoire.
- Pour atteindre ces objectifs, le mode d'intervention consiste à identifier les besoins des porteurs de projet, à mobiliser les acteurs et les partenaires dans le cadre de l'accompagnement, à mettre en place un groupement d'accompagnement – le milieu innovateur - mobilisant et mutualisant les expertises et compétences des membres d'Eura Industry Innov' pour chaque projet, à mettre en œuvre le dispositif d'appui, d'expertise et de conseil auprès des porteurs de projet et à mettre en place un suivi de l'évolution des projets.
- Les expertises mobilisées à cet effet (liste non exhaustive) portent sur la mise en réseau, le développement économique, le développement technologique, l'ingénierie financière, l'ingénierie de projet, etc.
- Dans le cadre d'un REV3 Lab, l'accompagnement vient en complément de l'accompagnement par les partenaires d'Eura Industry Innov' sous la forme d'ateliers collectifs, de coachings individuels, de temps forts et événement pour la mise en lumière et en réseau des projets accompagnés

Publics cibles : Lauréats de l'AMI permanent / REV3 Lab

Acteurs de l'action : cet axe est supporté par une contribution des Experts partenaires d'Eura Industry Innov' et la mobilisation du réseau des partenaires d'Eura Industry Innov' et du REV3 Lab

Calendrier : L'accompagnement de projets intervient tout le long de la mise en œuvre du programme sur une durée individuelle de 12 à 18 mois pour les partenaires d'Eura Industry Innov' et dans un programme d'accompagnement de 6 mois par le REV3 lab

Indicateurs quantitatifs :

- Objectif d'identification et d'accompagnement de 4 à 8 projets en 2026 dont 1 projet détecté par la CABBALR et/ou sur le territoire de la CABBALR

Indicateurs qualitatifs :

- Fiches de suivi d'accompagnement des projets
- Réunions périodiques pour le suivi de l'accompagnement multipartenaire
- Réunion à mi-parcours et en fin de parcours d'accompagnement

ACTION 3 : « VALORISATION, COMMUNICATION SUR LA BIOECONOMIE CIRCULAIRE »

1. Un évènement annuel de la bioéconomie

- Cet axe a pour objectif majeur de contribuer à la politique d'attractivité d'Eura Industry Innov' et de la bioéconomie
- Organisé une fois par an, l'évènement sur la bioéconomie durable et la naturalité vise à mobiliser les acteurs du territoire en mettant en exergue les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et territoriaux de la bioéconomie. Cet évènement a pour finalité d'apporter une valeur ajoutée pour les acteurs et le territoire en favorisant la prise de conscience pour chaque acteur des leviers de développement que peut représenter la bioéconomie dans son domaine, les rapprochements entre acteurs et l'émergence de projets.
- Les modalités d'intervention portent sur l'organisation de conférences plénières, la mise en place de témoignages d'agriculteurs, de chercheurs, d'industriels, etc. et la tenue de tables rondes faisant intervenir des acteurs de la bioéconomie à portées régionale, nationale et internationale. C'est également l'occasion de mettre à l'honneur les lauréats de l'AMI et les ambassadeurs (anciens projets lauréats déjà accompagnés), et de faire appel à de nouveaux investisseurs et adhérents à l'association.

Publics cibles : Entreprises, Agriculteurs, Collectivités, Ecoles/Universités, Associations.

Indicateurs quantitatifs :

- 1 évènement en 2026

Indicateurs qualitatifs :

- Mailing d'invitation
- Supports de présentation
- Programme de la journée
- Liste des participants

2. La valorisation et la promotion des projets accompagnés par Eura Industry Innov'

- Cet axe a pour objectif majeur de promouvoir les projets d'Eura Industry Innov'
- La valorisation et promotion permettront de rendre lisible les réalisations des entreprises, agriculteurs et laboratoires du territoire, de faire connaître le potentiel d'innovation des acteurs économiques du territoire et de contribuer ainsi à la promotion de son attractivité et à la stratégie de marketing territorial portée par les collectivités.
- La communication est également un axe permettant de mobiliser de nouveaux adhérents et partenaires.

Publics cibles : Entreprises, Agriculteurs, Collectivités, Ecoles/Universités, Associations.

Objectifs qualitatifs :

- o La mise à jour et l'animation d'un site internet et d'un compte LinkedIn Eura Industry Innov' avec la définition d'un plan de communication
- o La valorisation des projets accompagnés dans des évènements en lien avec la filière et le développement de supports de communication (kakémonos, photos, vidéos, plaquettes, etc.) [lors d'évènements sur le territoire CABBALR \(à définir conjointement\)](#)
- o La création d'un « kit de communication »

o L'exploration de la communication par voie de presse

3. La sensibilisation dans les collèges et lycées

- Cet axe a pour objectif de promouvoir la bioéconomie circulaire et ses différentes applications, présenter les industries intégrant la bioéconomie, leurs métiers et leurs débouchés à différents niveaux d'études.
- Ces présentations pour les collèges et lycées sont organisées par l'EPCI et animées par une structure externe spécialisée, l'EPCI et Eura Industry Innov'.
- Une approche pédagogique avec la bioéconomie dans la vie quotidienne sera abordée et des exemples de projets applicatifs seront détaillés.

Publics cibles : Collèges & Lycées

Moyens mobilisés : Déléguée Générale Eura Industry Innov'

Acteurs de l'action : La construction de cet axe est supportée par l'EPCI en partenariat avec Eura Industry Innov'.

Objectifs qualitatifs & quantitatifs :

La participation à 1 ou 2 journées de sensibilisation organisées par un EPCI dont 1 sur le territoire de la CABBALR (l'évènement sera défini entre les parties)

Budget prévisionnel des actions pour 2026 :

Bilan Charges

		2026	Subvention CABBALR 2026
AXES	1.L'intelligence collective & l'animation économique		
1	Ateliers de proximités	3 760 €	950 €
2	Création d'une instance de rapprochement des mondes agricole, industriel et de la recherche	1 880 €	475 €
3	Une vallée de la Bioéconomie	1 880 €	475 €
	2.L'accompagnement de projets		
4	La recherche et l'identification de projets, d'acteurs de la bioéconomie	11 280 €	2 851 €
5	Un Appel à Manifestation d'intérêt permanent	5 640 €	1 426 €
6	L'accompagnement des porteurs de projets	32 390 €	8 187 €
	3.La communication & sensibilisation		
7	Un évènement annuel de la bioéconomie	13 500 €	3 412 €
8	La valorisation et la promotion des projets accompagnés par Eura Industry Innov'	7 860 €	1 987 €
9	Sensibilisation : Exposition itinérante (citoyens) & Actions dans les collèges et lycées	940 €	238 €
	Total Axes 1 à 9	79 130 €	20 000 €
	Animation association	11 320 €	
	Fonctionnement association	8 620 €	
	TOTAL	99 070 €	

Bilan Produits

	2026
Adhésion Partenaires, Adhérents	16 000 €
EPCI	70 000 €
Trésorerie	13 070 €
	99 070 €

Le budget prévisionnel sera revu sur la base de 10 000€ de subvention.

**Convention d'objectifs
entre l'Association « CD2e » et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay, Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « CD2e », Association de loi 1901, immatriculée sous le N° SIRET 887 569 770 00019, dont le siège social est situé à la base du 11/19 - rue de Bourgogne à Loos-en-Gohelle (62750), représentée par Madame Frédérique SEELS, Directrice générale.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025 autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « CD2e » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de 34 300 € au titre de l'année 2026.

Article 1 : Objectif de la convention

Le CD2e est une association régie par la loi de 1901.

Il s'agit d'un centre de déploiement de l'éco-transition dans les entreprises et les territoires. Il accompagne, conseille et forme les entreprises et les collectivités dans le développement de leur expertise et de leurs projets sous le prisme de l'éco-transition dans les Hauts-de-France. Leur mission est ainsi d'accélérer et de massifier la transition écologique à l'échelle régionale, voire nationale, en mettant en place des leviers favorisant un développement économique vertueux et générateur d'emplois non délocalisables.

Conformément à son objet social, l'association « CD2e » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2026 et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « CD2e » de réaliser l'objectif de la présente convention, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « CD2e » **une subvention de 34 300 € au titre de l'année 2026.**

La subvention sera répartie comme suit :

Intitulé de l'action	Montant alloué
Action 1 : Sensibiliser l'administration aux enjeux de l'habitat et l'aménagement durable	960 €
Action 2 : Accompagner le développement de l'habitat et l'aménagement durable	25 840 €
Action 3 : Accompagner le déploiement des ENR	7 500 €
TOTAL	34 300€

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde soit les 30% restant sur production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées, dès que l'association en aura fait la demande écrite. Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « CD2e » à la banque Crédit coopératif sous le numéro IBAN : FR76 4255 9100 0008 0243 8562 464 et BIC : CCOPFRPPXXX59 10000 08002889313 02.

Par la signature de cette convention, l'association s'engage à organiser, en présence des directions concernées par l'ensemble des actions des comités de suivis tels que définis dans la convention de partenariat entre l'agglomération et le CD2E. Chaque action mise en œuvre pourra faire l'objet d'un suivi et générer la mise en place de réunions de travail avec les directions concernées au sein de la communauté d'agglomération.

Pour la clôture de la présente convention, l'association « CD2e » **est dans l'obligation d'adresser** à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard pour le 9 janvier 2026.

- un bilan financier pour le 30 juin 2026 dernier délai comprenant :

- le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2024 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)

- et le compte-rendu financier de subvention (téléchargeable via le lien : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623> **Association : compte-rendu financier de subvention (Formulaire**

15059*02)

Service-Public.fr)

Obligations de l'association « CD2e »

Le CD2e s'engage à :

- Affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation des objectifs,
- Mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- Rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, cotisations ...),
- Tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- Fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- Communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses derniers statuts mis à jour, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « CD2e », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « CD2e »,
- Ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- Inviter la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « CD2e » devra être reversée par l'association à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord expresse de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « CD2e » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « CD2e ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « CD2e » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « CD2e » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « CD2e » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, des conditions d'exécution de la convention par l'association « CD2e », la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation de la présente convention et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

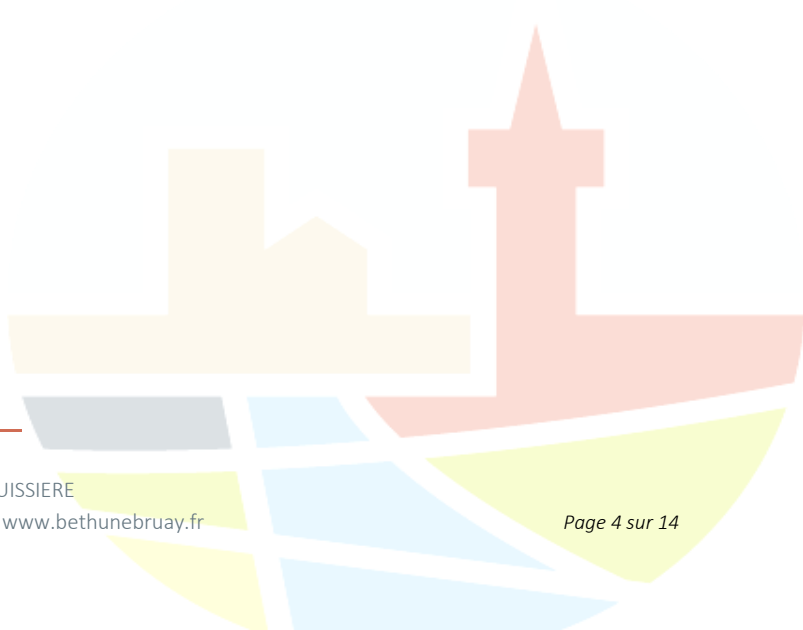
Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« CD2e »

LOISON Benoît

Pour le Président de la Communauté d'agglomération
de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Le Vice-président délégué

Steve BOSSART



ANNEXES : PROJET 2024
PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

ACTION 1 : « Sensibiliser l'administration aux enjeux de l'habitat et l'aménagement durable »

Descriptif et publics cibles :

Accueil d'un séminaire du CODIR de la CABBALR au CD2E (journée ou 1/2 journée) :

- Mise à disposition salle de séminaire
- Présentation du CD2E et de ses expertises - état des liens des actions menées dans le cadre de la Convention de Partenariat Stratégique 2024-2026
- Sensibilisation ciblée sur un axe spécifique (bâti et enjeux de transition énergétique et adaptation aux impacts du changement climatique, enjeux assurantiels, autres...)
- Visite des démonstrateurs du CD2E - Baticité, LumiWatt, Réhafutur"

Objectifs :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Organisation d'une journée de sensibilisation à destination du CODIR	1
Performance	30 directeurs	30
	Taux de satisfaction de 50%	50%

Budget prévisionnel :

Action 1 : Sensibiliser l'administration aux enjeux de l'habitat et l'aménagement durable.

Projet n°ADM1		Intitulé : Accompagner l'administration - accueil CODIR au CD2E	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	1200
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	240
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication		CD62	
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	960
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	1200	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	1200	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	1200
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1200	TOTAL DES PRODUITS	1200
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	960 €	80,00%	du total des produits

Sur les 960 € (soit 80 % du budget total de l'action 1) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 960 €.

ACTION 2 : «Accompagner le développement de l'habitat et l'aménagement durable»

Descriptif et publics cibles :

BD1- Appuyer le déploiement de politiques volontaristes au niveau des communes du territoire de l'Agglomération de Béthune-Bruay

Objectif opérationnel 1 : Sensibiliser les élus et techniciens du territoires, communes, aménageurs publics et privés, promoteurs, entreprises de construction / rénovation et TP, architectes, maîtres d'œuvre et conseils... sur les enjeux liés au bâtiment durable et à l'adaptation aux impacts du changement climatique, tant sur le patrimoine bâti que sur l'aménagement (espace public, réseaux...)

Organisation d'un atelier de sensibilisation et de co-production des élus, agents et acteurs du territoire sur les enjeux de l'adaptation aux impacts du changement climatique :

- plénière de sensibilisation (explication de la TRACC, repères sur les aléas et vulnérabilités, ...),
- atelier de co-production : articulation avec la révision du PCAET, pédagogie sur les implications assurantielles

Objectif opérationnel 2 : Accompagner la rédaction d'une charte territoriale aménagement durable, pour mobiliser les maîtrises d'ouvrages du territoire

Organisation d'une réunion technique avec les directions concernées de la CABBALR au 1er T 2026 : partage des documents réglementaires du territoire (PLU, PCAET, ...) et éléments de connaissance du territoire à intégrer dans la méthodologie d'accompagnement - ajustement méthodologique et phasage des ateliers partenariaux.

Organisation de quatre réunions techniques partenariales au second semestre 2026, pour travailler un cadre adapté au territoire et aux caractéristiques du bâti local. Inspiration du Pacte Lille Bas Carbone et des référentiels REV3 rénovation et construction (en cours d'actualisation)

Objectifs opérationnels BD1 :

Objectifs opérationnels 1 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Atelier de sensibilisation ((plénière + sessions parallèles de co-production) : 1/2 journée	1
Performance	Nombre de participants	>30
	Taux de satisfaction	50 %

Objectifs opérationnels 2 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de réunions techniques	1 réunion technique
	Projet de charte locale	4 ateliers techniques 1
Performance	Nombre de participants	15 participants par atelier technique

BD2 - Soutenir le développement de filières d'activité dédiées sur le territoire

Objectif opérationnel : Mobilisation des entreprises de travaux intervenant sur l'habitat dans une dynamique collective pour faire monter en compétence la transition dans les axes de construction et de rénovation.

* Rédaction du programme annuel (visite fournisseurs, visite de chantiers) : sujets pouvant être traités : Biosourcés, QAI, EnR, Etanchéité, Rénovation globale, Garantie de performance énergétique, ...

* Organisation de 1 GT (communication, réseaux sociaux, mailing personnalisé à 10-15 contacts, relances téléphoniques des participants, Mobilisation des experts (fournisseurs, formateurs, intervenants externes), Rédaction du support d'animation, animation, production du compte rendu, intégration des éléments dans la BDD de contacts entreprises).

* Organisation et animation de 3 "Moments Pro" à retenir parmi les propositions suivantes :

- Atelier sur la rénovation performante et durable
- Visite d'entreprises proposant des biosourcés
- visite de chantiers (rénovation performante avec biosourcés) sur le territoire de la CABBALR
- Atelier « poser des biosourcés » avec des entreprises et formateurs

Objectifs opérationnels BD2 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de Groupe de travail	1
	Nombre de « moments des pros »	3
Performance	Nombre de participants	10 à 15 par GT ou rencontres « moments des pros »
	Taux de satisfaction	50 %

Budget prévisionnel action BD1 : Appuyer le déploiement de politiques volontaristes au niveau des communes du territoire de l'Agglomération de Béthune-Bruay

Projet n°BD1		Intitulé :													
CHARGES				Montant		PRODUITS				Montant					
CHARGES DIRECTES						RESSOURCES DIRECTES									
60 - Achats				0		70 - Vente de produits finis, prestations de services									
Achats fournitures						73 - Dotations et produits de tarification									
Prestations de services						74 - Subventions d'exploitation				13081					
Autres						Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités									
61 - Services extérieurs				0											
Locations et charges locatives															
Entretien et réparation															
Assurance						Conseil-s Régional(aux) :									
Documentation						Hauts de France				2616					
Autres						Autres (préciser)									
62 - Autres services extérieurs				0		Conseil-s Départemental (aux) :									
Rémunérations intermédiaires et honoraires						Pas-de-Calais									
Cotisations et licences						Autres (préciser)									
Publicité, publication															
Déplacements, missions, réceptions						Communautés de communes ou d'agglomérations:									
Services bancaires						CABBALR				10465					
Autres						Autres (préciser)									
63 - Impôts et taxes				0											
Impôts et taxes sur rémunération						Commune(s) (préciser)									
Autres impôts et taxes						Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :									
64 - Charges de personnel				13081		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)									
Rémunération des personnels						L'agence de services et de paiement (emplois									
Charges sociales						Autres établissements publics									
Autres charges de personnel						Aides privées (fondation)									
						75 - Autres produits de gestion courante				0					
						Cotisations									
65 - Autres charges de gestion courante						Autres									
66 - Charges financières						76 - Produits financiers									
67 - Charges exceptionnelles						77 - Produits exceptionnels									
68 - Dotations aux amortissements,						78 - Reprises sur amortissements et									
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);						79 - Transfert de charges									
TOTAL DES CHARGES				13081		TOTAL DES PRODUITS				13081					
Excédent prévisionnel (bénéfice)						Insuffisance prévisionnelle (déficit)				0,25					
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET						RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET									
Charges fixes de fonctionnement						préciser									
Frais financiers															
Autres															
TOTAL DES CHARGES				13081		TOTAL DES PRODUITS				13081					
Excédent prévisionnel (bénéfice)						Insuffisance prévisionnelle (déficit)				0,25					
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE															
86 - Emplois des contributions volontaires en nature						87 - Contributions volontaires en nature									
860 - Secours en nature						870 - Bénévolat									
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services						871 - Prestations en nature									
862 - Prestations															
864 - Personnel bénévole						875 - Dons en nature									
TOTAL				0		TOTAL				0					
La subvention sollicitée de														10 465 €	
du total des produits														80.00%	

Sur les 10 465 € (soit 80 % du budget total de l'action BD1) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 10 465 €.

Budget prévisionnel action BD2 : *Soutenir le développement de filières d'activité dédiées sur le territoire*

Projet n°BD2 Intitulé : Soutenir le développement de filières d'activité dédiées sur le territoire - Moments de

CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		0	70 - Vente de produits finis, prestations de services		
Achats fournitures			73 - Dotations et produits de tarification		
Prestations de services			74 - Subventions d'exploitation		19206
Autres			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités		
61 - Services extérieurs		0			
Locations et charges locatives					
Entretien et réparation					
Assurance			Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation			Hauts de France		2000
Autres			Autres (préciser)		
62 - Autres services extérieurs		0	Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Pas-de-Calais		1841
Cotisations et licences			Autres (préciser)		
Publicité, publication					
Déplacements, missions, réceptions			Communautés de communes ou d'agglomérations:		
Services bancaires			CABBALR		15365
Autres			Autres (préciser)		
63 - Impôts et taxes		0			
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)		
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel		19206	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels			L'agence de services et de paiement (emplois		
Charges sociales			Autres établissements publics		
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)		
			75 - Autres produits de gestion courante		0
			Cotisations		
65 - Autres charges de gestion courante			Autres		
66 - Charges financières			76 - Produits financiers		
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements,			78 - Reprises sur amortissements et		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);			79 - Transfert de charges		
TOTAL DES CHARGES		19206	TOTAL DES PRODUITS		19206
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement			préciser		
Frais financiers					
Autres					
TOTAL DES CHARGES		19206	TOTAL DES PRODUITS		19206
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole			875 - Dons en nature		
TOTAL		0	TOTAL		0
La subvention sollicitée de		15 365 €	80,00%		du total des produits

Sur les 15 365 € (soit 80 % du budget total de l'action BD2) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 15 365 €.

ACTION 3 : « Développement de la solarisation sur le territoire de la CABBALR »

Descriptif et publics cibles :

ENR1 : Accompagner la CABBALR sur la stratégie de solarisation du patrimoine (parkings et bâtiments) de l'agglomération.

Objectif opérationnel 1 : Accompagnement sur la solarisation du patrimoine CABBALR et ses communes

Objectif opérationnel 2 : Conseils et tiers de confiance / retours d'expérience / analyses d'opportunités pour la création d'une structure juridique mutualisée avec les communes et l'agglomération

Objectif opérationnel 3 : Accompagnement à la création d'un protocole pour instruire les demandes de dérogation des projets de solarisations sur le territoire (parking, bâti...) pour l'ensemble des acteurs : communes, entreprises...

Objectifs ENR1 :

Objectifs opérationnels 1 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de réunions	1
Performance	Nombre de participants	20
	Taux de satisfaction	50%

Objectifs opérationnels 2 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de jours d'accompagnement	7
Performance	Nombre de dossiers accompagnés	7
	Nombre de projets concrétisés	2

Objectifs opérationnels 3 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de jours d'accompagnement	1
Performance	Projet de protocole	1

ENR2 : Animation d'une réunion thématique à destination des élus en lien avec les EnR (PV, autoconsommation) pour les nouvelles équipes municipales

Objectifs ENR2 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de réunion thématique	1
Performance	Nombre de participants	>20
	Taux de satisfaction	50%

ENR4 : Accompagner le développement de nouvelles plateformes photovoltaïques sur le territoire

Poursuite de l'accompagnement sur le développement de la centrale de Noeux les mines/Labourse et accompagnement sur un 2° projet de photovoltaïque au sol (poursuite de l'accompagnement initié en 2025 : mise en concurrence, choix de l'opérateur, contractualisation, lancement du développement).

Objectifs ENR4 :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Nombre de jours d'accompagnement	5
Performance	Nombre de parcelles considérées	1
	Puissance solaire installée prévisionnelle	2MWc

Budget prévisionnel :

ENR1 : Accompagner la CABBALR sur la stratégie de solarisation du patrimoine (parkings et bâtiments) de l'agglomération.

Projet n°ENR1		Intitulé : Accompagnement sur la solarisation du patrimoine CABBALR		
CHARGES		Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures			73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services			74 - Subventions d'exploitation	
Autres			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs		0	ADEME HDF	
Locations et charges locatives				
Entretien et réparation				
Assurance			Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			Hauts de France	
Autres			Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs		0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Pas-de-Calais	
Cotisations et licences			Autres (préciser)	
Publicité, publication				
Déplacements, missions, réceptions			Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires			CABBALR	
Autres			Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes		0		
Impôts et taxes sur rémunération			Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		7500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels			L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales			Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)	
			75 - Autres produits de gestion courante	
			Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante			Autres	
66 - Charges financières			76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,			78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);			79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES		7500	TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement			préciser	
Frais financiers				
Autres				
TOTAL DES CHARGES		7500	TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature	
862 - Prestations				
864 - Personnel bénévole			875 - Dons en nature	
TOTAL		0	TOTAL	
La subvention sollicitée de		4 000 €	53.33% du total des produits	

Sur les 4 000 € (soit 53.33 % du budget total de l'action ENR1) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 4 000 €.

ENR2 : Animation d'une réunion thématique à destination des élus en lien avec les EnR (PV, autoconsommation) pour les nouvelles équipes municipales

Projet n°ENR2		Intitulé : Appuyer le déploiement de politiques volontaristes au niveau des communes du territ	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	2000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0	ADEME HDF	1000
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	1000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	2000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	2000	TOTAL DES PRODUITS	2000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	2000	TOTAL DES PRODUITS	2000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		1 000 €	50,00% du total des produits

Sur les 1 000 € (soit 50 % du budget total de l'action ENR2) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 1 000 €.

ENR4 : Accompagner le développement de nouvelles plateformes photovoltaïques sur le territoire

Projet n°ENR4 Intitulé : Accompagner le développement de nouvelles plateformes photovoltaïques sur le territoire

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	5000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0	ADEME	2500
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	2500
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	5000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
65 - Autres charges de gestion courante		Cotisations	
66 - Charges financières		Autres	
67 - Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68 - Dotations aux amortissements,		77 - Produits exceptionnels	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		78 - Reprises sur amortissements et	
TOTAL DES CHARGES	5000	79 - Transfert de charges	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		TOTAL DES PRODUITS	5000
		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	5000	TOTAL DES PRODUITS	5000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de		2 500 €	50,00% du total des produits

Sur les 2 500 € (soit 50 % du budget total de l'action ENR4) sollicités par le CD2E, la communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane financera 2 500 €.

CONVENTION D'OBJECTIFS 2026 ENTRE TEAM2 ET L'AGGLOMERATION BETHUNE BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE

Entre les soussignés :

La « Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane,
Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire
– 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par Monsieur Olivier
Gacquerre, son Président.

Ci-après dénommée « Communauté d'Agglomération »

Et

L'association « TEAM2 »,
Association de loi 1901, immatriculée sous le N° SIRET 528 827 264 000 29, dont le siège social est
situé au 84 Bis rue Paul BERT à Lens (62300), représentée par Monsieur Frédéric HEYMANS, son
Président.
N°de SIRET : 528 827 264 000 29

Ci-après dénommée « TEAM2 »

Ci-après individuellement désignée par la « PARTIE » et collectivement par les « PARTIES ».

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil Communautaire du **16 décembre 2025** portant octroi d'une subvention
d'un montant de **DIX SEPT MILLE NEUF CENTS CINQUANTE EUROS** à l'Association « TEAM2 » et
autorisant la signature de la convention d'objectifs correspondante **pour l'année 2026.**

Article 1 : Objectif de la convention

L'Association « TEAM2 » a pour ambition de contribuer à la transition de l'économie plus linéaire vers
une économie plus circulaire à l'échelle nationale. Elle booste l'innovation avec un objectif d'une gestion
optimale des ressources et une promotion de nouveaux modèles économique.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à
l'Association « TEAM2 » et les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour l'année 2026** et prend effet à la date de sa signature.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Compte tenu des critères d'éligibilité définis par délibération du Conseil Communautaire, la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'Association « TEAM2 » une subvention de **DIX SEPT MILLE NEUF CENTS CINQUANTE EUROS** au titre de **l'année 2026**.

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde soit les 30% restant sur production d'un bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées, dès que l'association « TEAM2 » en aura fait la demande écrite.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « TEAM2 » à la banque Groupe Crédit Coopératif sous le numéro FR76 4255 9100 0008 0128 7950 501.

Obligations de l'Association « TEAM2 »

Au travers de deux actions spécifiques précisées en annexe, l'association s'engage :

- à analyser des compétences présentes sur les 5 domaines d'activités stratégiques de TEAM2 pour accompagner les projets et dresser une cartographie des acteurs de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane afin d'accélérer l'innovation pour déployer les principes d'économie circulaire.
- à analyser des verrous organisationnels, techniques ou réglementaires pour déployer des boucles d'économie circulaire pour les métaux et les plastiques.
- à organiser, en présence de la direction du développement et des aménagements économiques de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :
 - . un comité de pilotage de lancement des actions
 - . un comité de pilotage de bilan intermédiaire, (courant été ou début septembre)
 - . un comité de pilotage de bilan final (mi-décembre ou début janvier 2026)
- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, cotisations ...),
- à mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à communiquer à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses derniers statuts mis à jour, déclaration relative aux changements intervenus dans

l'administration ou la direction de l'association « TEAM2 », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « TEAM2 »,

- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association « TEAM2 » devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.
- à inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « TEAM2 » devra être reversée par l'association « TEAM2 » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

La Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'Association « TEAM2 » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'Association « TEAM2 ».

A la clôture de la présente convention, l'association « Team2 » est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :

- un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard **pour le 8 janvier 2027**.
- un bilan financier **pour le 30 juin 2027** dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention

Article 5 : Responsabilité

L'association « TEAM2 » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « TEAM2 » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « TEAM2 » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'Association « TEAM2 », la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association « TEAM2 » de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Béthune-Bruay Artois Lys Romane

Le Vice-Président délégué

Steve BOSSART

Pour l'association TEAM2

Le Président

Frédéric HEYMANS

ANNEXES : PROJET 2026

PROGRAMME D' ACTIONS ET BUDGET PREVISIONNEL

Annexe 1 :

Action 1 : Analyse des compétences présentes sur les 5 domaines d'activités stratégiques de TEAM2 (les métaux, les plastiques, composites, textiles et biodéchets, les minéraux, les équipementiers et la constitution de boucles innovantes d'économie circulaire) pour accompagner les projets et dresser une cartographie des acteurs de la CABBALR afin d'accélérer l'innovation pour déployer les principes d'économie circulaires

Objectifs opérationnels :

- Avoir une connaissance plus approfondie des initiatives liées à l'économie circulaire sur le territoire de la CABBALR
- Constituer des éléments de cartographie des acteurs de la CABBALR en fonction de leur degré de leur maturité vis-à-vis du déploiement de l'économie circulaire

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'acteurs sollicités (entreprises, laboratoires, associations/fédérations, collectivités locales)- Mise à jour de la cartographie des acteurs rencontrés sur le territoire de Béthune-Bruay et son analyse- Atelier de présentation des appels à projet	<ul style="list-style-type: none">- 40 acteurs- La mise à jour de la cartographie 2025 sur la base de 20 acteurs rencontrés et son analyse- 1 atelier de présentation

Budget du projet / de l'action / de la manifestation

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n°		Intitulé :	
CHARGES		Montant	PRODUITS
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	7150
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			Hauts de France
Autres			Autres (préciser)
62 - Autres services extérieurs	400	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Pas-de-Calais
Cotisations et licences			Autres (préciser)
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	400	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires			CABBALR 7150
Autres			Autres (préciser)
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	6750	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	4655	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	2095	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	
		0	
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	7150	TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	7150	TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	
		0	
La subvention sollicitée de		7 150 €	100,00% du total des produits

Les budgets prévisionnels seront revus sur la base de 17 950€ de subvention.

Annexe 2 :

Action 2 : Analyser des verrous organisationnels, techniques ou réglementaires pour déployer des boucles d'économie circulaire pour les métaux et les plastiques.

Objectif opérationnel 1 :

Identification des freins qu'ils soient organisationnels, techniques ou réglementaires pour encourager la formation de partenariats stratégiques entre entreprises et promouvoir des modèles économiques adaptés pour des entreprises durables, sobres et pérennes

Objectif opérationnel 2 :

Analyse du retour d'expériences pour capitaliser les connaissances et partager les retours d'expériences pour dynamiser la transition vers une économie plus circulaire.

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	Objectif opérationnel 1 : <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'acteurs sollicités (entreprises et laboratoires)- Rapport sur les freins identifiés Objectif opérationnel 2 : <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'entreprises rencontrées- Rapport pour décrire les freins et les leviers pour déployer à l'échelle industrielle des activités pour accélérer la transition vers une économie plus circulaire	Objectif opérationnel 1 : <ul style="list-style-type: none">- 10 acteurs- 1 rapport Objectif opérationnel 2 : <ul style="list-style-type: none">- 10 entreprises- 1 rapport

Budget du projet / de l'action / de la manifestation			
ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées			
Projet n°		Intitulé :	
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	10800
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	0		
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation		Conseil-s Régional(aux) :	
Assurance		Hauts de France	
Documentation		Autres (préciser)	
Autres		Conseil-s Départemental (aux) :	
62 - Autres services extérieurs	0	Pas-de-Calais	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Autres (préciser)	
Cotisations et licences			
Publicité, publication		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Déplacements, missions, réceptions		CABBALR	10800
Services bancaires		Autres (préciser)	
Autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	10800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	7448	L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales	3352	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	10800	TOTAL DES PRODUITS	10800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	10800	TOTAL DES PRODUITS	10800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	10 800 €	100,00%	du total des produits

Les budgets prévisionnels seront revus sur la base de 17 950€ de subvention.

**Convention d'objectifs 2026
entre l'Association « PLASTIUM » et
la Communauté d'agglomération de Béthune – Bruay,
Artois Lys Romane**

Entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres CS 40548 - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « PLASTIUM », Association de loi 1901, immatriculée sous le N° SIRET 42420849400031, dont le siège social est situé au 130 rue d'Houchin à Ruitz (62620), représentée par Monsieur Jérôme Lobel, son Président.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la délibération du Conseil communautaire du **16 décembre 2025** autorisant la signature de la convention d'objectifs entre l'association « PLASTIUM » et la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane et votant la subvention d'un montant de **SOIXANTE DOUZE MILLE EUROS** au titre de l'année **2026**.

Article 1 : Objectif de la convention

PLASTIUM est une association régie par la loi de 1901.

Plastium est un pôle d'excellence économique qui fédère un réseau d'acteurs de la filière Plasturgie-Composites à l'échelle des Hauts-de-France. Initié sur le territoire de l'Artois en 1992, Plastium tire sa force de la pluralité de ses membres. Plastium, au travers des actions qu'il déploie, s'inscrit dans une vaste stratégie visant à valoriser l'ensemble de la filière Plasturgie-Composites de la Région Hauts-de-France, d'accroître son attractivité et sa visibilité vis-à-vis du monde de l'industrie mais aussi du grand public.

Conformément à son objet social, l'association « PLASTIUM » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en

œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Le détail du programme d'actions est joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour l'année 2026** et prend effet à la date de sa signature.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Pour permettre à l'association « PLASTIUM » de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane verse à l'association « PLASTIUM » **une subvention de SOIXANTE DOUZE MILLE EUROS au titre de l'année 2026, dans le cadre du régime d'aide relevant des « De Minimis ».**

La subvention sera répartie comme suit :

Intitulé de l'action	Montant
DEVELOPPEMENT TECHNIQUE	
Action 1 : Accompagner les projets des entreprises en lien avec la plasturgie en mobilisant la palette de services de Plastium. Accompagner et être force de proposition aux côtés du territoire et auprès des entreprises de plasturgie suivant les évolutions structurelles qui touchent actuellement la filière en particulier dans le domaine de la plasturgie automobile	40 000€
Action 2 : Appuyer le positionnement de l'agglomération en tant que territoire de référence en plasturgie	
Action 3 : Réaliser des inventaires, afin d'avoir une vue d'ensemble de la chaine de valeur de l'économie circulaire des plastiques (acteurs du recyclages, besoins quantitatifs et qualitatifs en plastique recyclés, ...), sur le territoire de Béthune-Bruay et en Région, afin de proposer un plan d'actions pour accompagner les entreprises sur ce sujet et décarboner leur industrie.	
DEVELOPPEMENT RH	
Action 4 : Appui de PLASTIUM à la mise en œuvre de la politique emploi et formation de la communauté d'agglomération notamment en lien avec la filière plasturgie	32 000€

La subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 70% à compter de la signature de la présente convention, et le solde soit les 30% restant sur la production du bilan final (qualitatif et quantitatif) des actions subventionnées, dès que l'association en aura fait la demande écrite.

Les versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association « PLASTIUM » à la banque Crédit agricole Nord Pas de Calais sous le numéro IBAN : FR7616706000295392410276084 et BIC : AGRIFRPP86759 10000 08002889313 02.

Obligations de l'association « PLASTIUM »

PLASTIUM s'engage :

- à organiser, en présence des directions concernées par l'ensemble des actions, des comités de suivis tels que définis dans la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane et l'association « PLASTIUM ». Chaque action mise en œuvre pourra faire l'objet d'un suivi et générer la mise en place de réunions de travail avec les directions concernées au sein de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane.
- à la clôture de la présente convention, l'association « PLASTIUM » est dans l'obligation d'adresser à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane :
 - un bilan d'activités détaillé (qualitatif et quantitatif) spécifique aux actions inscrites dans cette convention au plus tard **pour le 8 janvier 2026**.
 - un bilan financier **pour le 30 juin 2027** dernier délai comprenant :
 - le rapport du Commissaire aux comptes du 31/12/2026 (à défaut le compte de résultats avec les annexes du bilan)
 - et le compte-rendu financier de subvention
- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- à mentionner le concours de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- à rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, cotisations ...),
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,

- à fournir à la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- à communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, copie de ses derniers statuts mis à jour, déclaration relative aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association « PLASTIUM », ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association « PLASTIUM »,
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938,
- à inviter la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane à participer aux différents comités de pilotage relatifs aux actions déployées dans le programme d'actions.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée à l'association « PLASTIUM » devra être reversée par l'association « PLASTIUM » à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane ou imputée sur la période suivante si l'opération est reconduite ou sur une autre opération qui aura fait l'objet d'une nouvelle convention, avec l'accord express de cette dernière.

Article 4 : Contrôle et évaluation de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association « PLASTIUM » réalise effectivement cet objectif.

A cet effet, ses agents pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par l'association « PLASTIUM ».

Article 5 : Responsabilité

L'association « PLASTIUM » conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association « PLASTIUM » s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les

cotisations de ces assurances sans que la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane puisse être en cause.

L'association « PLASTIUM » devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Article 6 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, des conditions d'exécution de la convention par l'association « PLASTIUM », la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation de la présente convention et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'Association
« PLASTIUM »

Jérôme LOBEL

Pour le Président de la Communauté
d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois
Lys Romane

Le Vice-président délégué

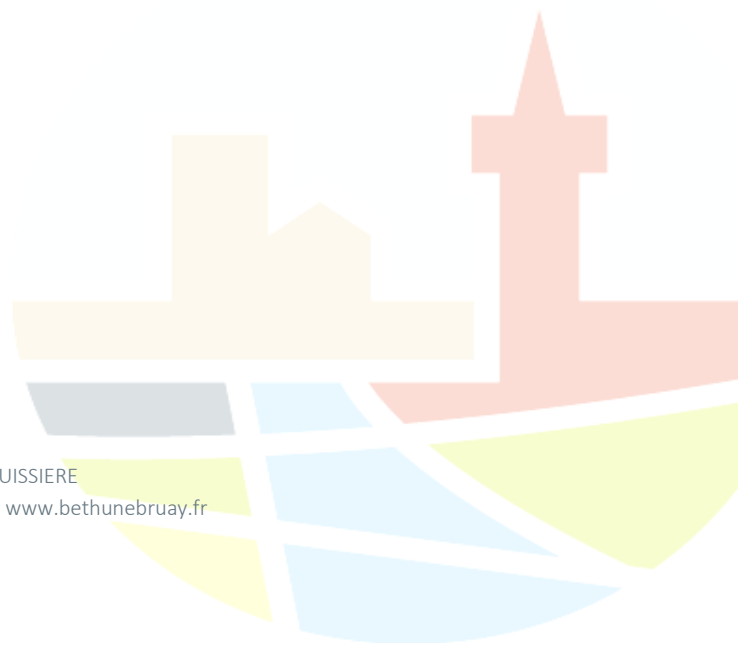
Steve BOSSART

Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane

Antenne de Bruay : 119, rue du Conseil de l'Europe – 62700 BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Tél. : 03.21.61.49.00 | Fax : 03.21.61.49.09 | deveco@bethunebruay.fr | www.bethunebruay.fr

Page 6 sur 12



Axe 1 : DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Action 1 :

Accompagner les projets des entreprises en lien avec la plasturgie en mobilisant la palette de services de Plastium.

De plus, Plastium dans le cadre de ses missions, participera, accompagnera et sera force de proposition aux côtés du territoire et auprès des entreprises de plasturgie suivant les évolutions structurelles qui touchent actuellement la filière, en particulier dans le domaine de la plasturgie automobile.

Action 2 :

Appuyer le positionnement de l'agglomération en tant que territoire référence en plasturgie en organisant au moins 2 rencontres (ateliers, séminaire) sur le territoire de l'agglomération de Béthune-Bruay et faire connaître la plasturgie du territoire au travers d'autres événements et réseaux professionnels (salons, congrès, journées technologiques, etc.)

Action 3 :

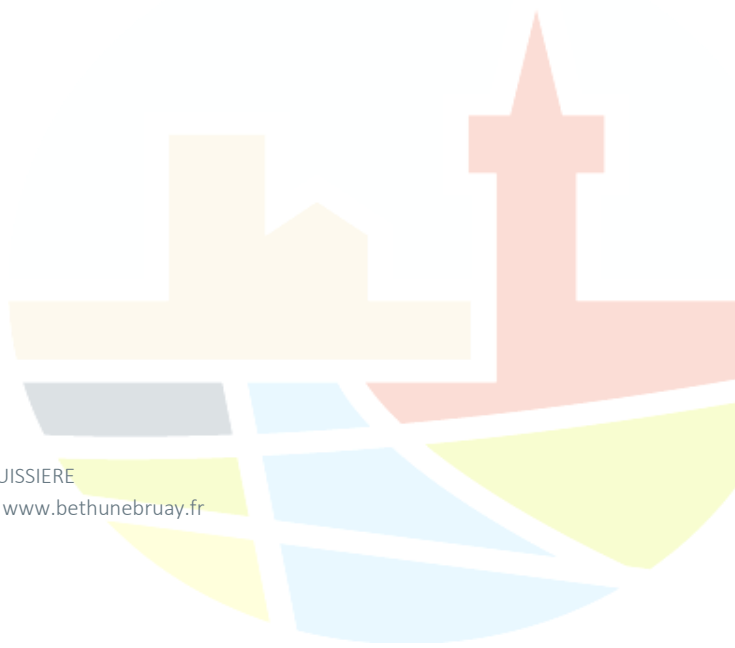
Réaliser des inventaires, afin d'avoir une vue d'ensemble de la chaîne de valeur de l'économie circulaire des plastiques (acteurs du recyclages, besoins quantitatifs et qualitatifs en plastique recyclés, ...), sur le territoire de Béthune-Bruay et en Région, afin de proposer un plan d'actions pour accompagner les entreprises sur ce sujet et décarboner leur industrie.

Publics cibles :

Ce sont les entreprises en lien avec la filière plasturgie et composites, situées sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune Bruay, Artois Lys Romane.

Les acteurs économiques du territoire : partenaires de l'emploi, enseignants, organismes représentatifs.

Les entreprises industrielles du territoire appartenant à d'autres filières, des centres techniques, des laboratoires et des experts.



Objectifs :

Objectif(s)		Valeur(s) cible(s)
Résultat	<p>Objectif opérationnel 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'entreprise contactée - Nombre d'entreprise visitée - Nombre d'accompagnement individualisé - Proposer un programme d'actions suivant les évolutions structurelles qui touchent actuellement la filière en particulier dans le domaine de la plasturgie automobile. <p>Objectif opérationnel 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser au moins 2 rencontres (ateliers, séminaires) sur le territoire de Béthune Bruay - Nombre de participants à l'animation de portée technologique - Organisation d'une séance de présentation de la filière plasturgie - Nombre de participants à la séance de présentation de la filière plasturgie <p>Objectif opérationnel 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recensement fin des besoins en matières recyclées auprès des entreprises industrielles de plasturgie du territoire de Béthune Bruay (types, volumes, caractéristiques principales, sources d'approvisionnement actuelles, éléments de prix) et des outils/équipements de recyclage internes - Inventaire des acteurs du recyclage du plastique en région Hauts-de-France. - Inventaire des acteurs de la production du plastique recyclé (typologie et quantité) - Analyse des circuits de recyclage des déchets plastiques post-consommation et des acteurs associés au centre de tri de Dunkerque, en lien avec les services de l'Agglomération de Béthune-Bruay qui sera facilitateur pour la prise de contact. - Sélection de bonnes pratiques en matière de recyclage plastique à l'échelle nationale voire européenne, issues de la veille de Plastium sur le sujet 	<p>Objectif opérationnel 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 adhérents contactés - 5 nouvelles entreprises prospectées, contactées dont 40% de propets devenus adhérents - 20 entreprises visitées - 15 accompagnements individualisés - Propositions et plan d'actions pour accompagner les entreprises de plasturgie dans le domaine automobile <p>Objectif opérationnel 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 2 rencontres - 25 participants dont 30 % de ressortissants de la CABBALR - 1 séance de présentation de la filière plasturgie - 30 acteurs économique à la séance plasturgie dont 50% de ressortissants de la CABBALR <p>Objectif opérationnel 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 recensement des besoins en matières recyclées - 1 cartographie des acteurs du recyclage plastique - 1 cartographie des acteurs de la production du plastique recyclé - 1 analyse des circuits de recyclage de déchets post-consommation et des acteurs associés - Benchmark des bonnes pratiques en matière de recyclage plastique

	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse des éléments collectés et proposition d'un plan d'actions avec les différentes études (ODEMA ? E2PM, les inventaires réalisés en 2026 ...) en phase avec la feuille de route Economie circulaire de la Région. - Déploiement du programme « Pacte industrie » auprès de l'ensemble des entreprises industrielles du territoire avec le concours de l'agglomération de Béthune-Bruay en qualité de relai de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - 1 synthèse et proposition d'un plan d'actions des différentes études - 12 entreprises mobilisées dans le cadre de Pacte industrie dont 3 de la CABBALR soit 25% ressortissants de la CABBALR
--	--	---



Budget prévisionnel Axe « Développement technique » :**Budget du projet / de l'action / de la manifestation**

ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées

Projet n° 1 Intitulé : Développement technique

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	40 000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs			
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres	130	Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	40 000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	28 803	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	10 000
		Cotisations	10 000
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	28 933	TOTAL DES PRODUITS	50 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)	21 067	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	21 067	préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	50 000	TOTAL DES PRODUITS	50 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	40 000 €	80,00%	du total des produits

« APPUI DE PLASTIUM A LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE EMPLOI ET FORMATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION NOTAMMENT EN LIEN AVEC LA FILIERE PLASTURGIE »

Descriptif :

Accompagner les campagnes de recrutement des industriels, promouvoir la filière et ses métiers, faire le lien avec les actions portées par la CABBALR.

Publics cibles :

Les publics cibles sont les entreprises en lien avec la filière plasturgie et composites, situées sur le territoire de la communauté d'agglomération de Béthune Bruay, Artois Lys Romane, ainsi que les acteurs de l'écosystème gravitant dans cette filière industrielle comme les partenaires de l'emploi, jeunes et demandeurs d'emploi.

Objectifs :

- Mise en place de 2 formations à destination des entreprises du territoire
- Organisation de 3 animations thématique RH (webinaire, atelier)
- Label RH : 2 nouveaux labélisés sur le territoire
- Cap vers l'industrie : 1
Nombre d'entreprises contactées pour participer à l'opération à Cap vers l'industrie : 10
Nombre d'entreprises mobilisées pour participer à l'opération à Cap vers l'industrie : 6
Pourcentage des entreprises mobilisées par rapport aux entreprises contactées (Cap vers l'industrie) : 60%

Budget prévisionnel Axe « Développement RH » :

Budget du projet / de l'action / de la manifestation			
ATTENTION : Ne compléter que les cases grisées			
Projet n° 2	Intitulé : Développement RH		
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, prestations de services	
Achats fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	40 000
Autres		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs			
Locations et charges locatives			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	8 000
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	971	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions		Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires		CABBALR	32 000
Autres		Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	22 308	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion courante	0
		Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	23 279	TOTAL DES PRODUITS	40 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)	16 721	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	16 721	préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	40 000	TOTAL DES PRODUITS	40 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0
La subvention sollicitée de	32 000 €	80,00%	du total des produits

Convention d'objectifs entre l'association « Amicale du personnel de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay » et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane »

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé à l'Hôtel communautaire – 100 avenue de Londres - 62411 Béthune Cedex, représentée par son Président en exercice.

Et

L'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à l'Hôtel Communautaire – 100 Avenue de Londres BP 548 – 62411 Béthune Cedex, représentée par Monsieur Fabrice PLACE, son Président,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, la présente convention définit les conditions de versement de subventions par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane à l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay ».

Vu la délibération du Conseil Communautaire 2025 – XXX du 16 décembre 2025 autorisant d'une part la signature de la convention d'objectifs entre l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » basée à Béthune et la « Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane » et votant, d'autre part, la subvention d'un montant de 178 000 € à l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » au titre de l'année 2026. »

Article 1 : Objectif de la convention

L'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » a pour vocation de contribuer, au bénéfice de ses membres, personnels actifs ou retraités de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, à l'amélioration des conditions de vie, à la promotion de la solidarité et de la cohésion entre ses membres. Son but est d'entreprendre, d'encourager et de veiller au bon fonctionnement des activités sociales, culturelles et de loisirs mises en place.

Conformément à son objet social, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité à réaliser l'objectif - projet(s), action(s) ou programme d'actions conforme(s) à l'objet social de l'association et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le détail du programme d'action (ou de l'objet social) et le budget prévisionnel sont joints en annexe de la présente convention.

Cette participation est une des composantes de la politique en faveur de l'action sociale des agents qu'impulse la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane.

C'est pourquoi la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane souhaite soutenir cette association et s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2026.

Article 3 : Fonctionnement du partenariat

Obligations de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

Subvention initiale :

Pour permettre à l'association de réaliser l'objectif de la présente convention, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane verse à l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » une subvention forfaitaire de 173 880 € au titre de l'année 2026.

Cette subvention fera l'objet d'un versement échelonné sur l'année à hauteur de 50 % à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du conseil communautaire et le solde en octobre de l'année en cours.

Subvention complémentaire :

A compter de 2026 et dans l'objectif de soutenir le pouvoir d'achat des agents tout en optimisant la gestion administrative et financière des dispositifs sociaux, la subvention sera complétée d'un montant forfaitaire de 4 120 € correspondant à la commande de cartes cadeaux et des frais annexes éventuels qui seront attribuées à l'occasion des événements familiaux et professionnels suivants : retraite de l'agent, mariage de l'agent et naissance d'un enfant à charge de l'agent.

Le montant de cette subvention complémentaire sera ajusté annuellement et versée en complément de la subvention initiale l'année suivante en tenant compte de l'attribution effective de cartes cadeaux aux agents au cours de l'année précédente.

Cette subvention fera l'objet d'un versement total à compter de la date fixant le caractère exécutoire de la délibération du conseil communautaire.

Ces versements seront effectués par mandat administratif, au compte ouvert au nom de l'association à la banque CAISSE D'EPARGNE (RIB en annexe), dès que l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay » en aura fait la demande écrite.

Par ailleurs, la collectivité met à disposition les 2 locaux à usage administratif suivant :

- Local – HC Béthune – 12,7m²
- Local – Centre technique Annezin – 50m²

Enfin, la collectivité accorde des autorisations d'absence à hauteur de 140h/an, à répartir entre les membres du bureau de l'association.

Pour un suivi optimal de ces heures, il est demandé, pour toute demande d'absence, d'utiliser les formulaires adhoc.

Ces mises à disposition de locaux et d'autorisations d'absence constituent des subventions nature accordées à l'association valorisées à hauteur de 6 747 € et réparties comme suit :

- 2 040 € pour les autorisations d'absence
- 4 707 € pour les mises à disposition de locaux

Obligations de l'association « Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay »

Des annexes à la présente convention précisent :

- L'objectif projet(s), action(s) ou programme(s) d'actions conformes à l'objet social de l'association visé à l'article 1^{er} ;
- Le budget prévisionnel global de l'objectif ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, les ressources propres..., etc. ;
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise en disposition de locaux, de personnel...)

L'association s'engage à :

- affecter l'intégralité des concours financiers accordés par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane à la réalisation de cet objectif,
- mentionner le concours de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane sur tous les documents de communication qu'elle éditera,
- rechercher, par ses propres moyens, des recettes propres aussi importantes que possible (sponsors, subventions extérieures, droits d'entrée, ...),
- tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives). La structure budgétaire et comptable de l'association devra permettre d'individualiser la ou les actions subventionnées, en regard du total des financements publics qui auront été affectés,
- fournir à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné,
- communiquer à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration

ou la direction de l'association), ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association,

- ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue par le décret-loi du 2 mars 1938.

Concernant les cartes cadeaux, l'Amicale du Personnel s'engage à :

- Procéder à l'achat des cartes cadeaux auprès des fournisseurs sélectionnés, dans le respect des règles de transparence et de bonne gestion ;
- Transmettre à la collectivité les justificatifs des dépenses engagées (factures, bons de commande, etc.) en vue de leur remboursement l'année suivante ;
- Respecter la procédure de gestion interne qui fixe les modalités de commande, de gestion et de distribution des cartes aux agents, permettant ainsi de garantir l'équité et l'efficacité du dispositif.

D'autre part, la part non consommée de la subvention attribuée devra être reversée par l'association à la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane ou déduite du calcul de la subvention susceptible d'être accordée par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane au titre de l'année considérée.

Article 4 : Contrôle par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane a le droit de faire procéder à toute vérification qu'elle jugera utile pour s'assurer que l'association réalise effectivement cet objectif.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

Article 5 : Evaluation

L'objectif de cette convention est la mise en place d'un partenariat durable. Une évaluation sera élaborée conjointement entre les parties signataires, selon les modalités suivantes (critères de l'annexe II du dossier de demande de subvention) chaque année :

- les objectifs ont-ils été atteints ?
- décrire en quoi a consisté votre action
- quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics cibles)
- quels ont été les dates et lieux de réalisation de votre action ?
- quels indicateurs d'évaluation de l'action avez-vous utilisés ?
- autres informations pertinentes

Article 6 : Responsabilité

L'association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre et de l'exécution des objectifs répondant à son objet social, sans que la responsabilité de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane puisse être en cause.

L'association devra justifier de l'existence de ces polices sur demande de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane.

Article 7 : Modification de la convention

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane, Artois-Lys Romane des conditions d'exécution de la convention par l'association «Amicale du Personnel de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay », la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane pourra mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association de se conformer aux dispositions de la présente convention. A défaut, la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane se réserve le droit de suspendre le versement ou procéder à la résiliation des présentes et exiger le reversement des sommes versées au titre de la présente convention.

Article 9 : Contentieux

En cas de litige entre les deux parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à Béthune, le

Le Président de l'association
« Amicale du Personnel de la Communauté
d'Agglomération de Béthune-Bruay »

Le Président la Communauté
d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-
Lys Romane

Fabrice PLACE

Olivier GACQUERRE

FICHE ACTION 2026

- Bons jouets pour les plus petits (de 0 à 9 ans)
- Cartes cadeaux pour les plus grands (de 10 à 14 ans)
- Distribution d'un cadeau de fin d'année pour chaque amicalistes
- Distributions de cartes cadeaux pour le Noël des adultes et cartes de fin d'année pour tous les amicalistes y compris les retraités
- Distribution de cartes pour la fête des Mères/Pères
- Cartes en cas de naissance, mariages et pacs
- Reconstitution de l'ensemble des manifestations : divers voyages, Arbre de Noël, journée pêche...

Quels sont le(s) public(s) cible(s) ? :

L'ensemble des amicalistes ainsi que leur famille

BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	198778	70 - Vente de produits finis, prestations de services	2500
Achats fournitures	700	73 - Dotations et produits de tarification	180000
Prestations de services	15078	74 - Subventions d'exploitation	0
Autres	183000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
61 - Services extérieurs	2650		
Locations et charges locatives	2300		
Entretien et réparation			
Assurance	350	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Hauts de France	
Autres		Autres (préciser)	
62 - Autres services extérieurs	7575	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3500	Pas-de-Calais	
Cotisations et licences		Autres (préciser)	
Publicité, publication			
Déplacements, missions, réceptions	1900	Communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires	75	CABBALR	
Autres	2100	Autres (préciser)	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Commune(s) (préciser)	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
		75 - Autres produits de gestion	26500
		Cotisations	25500
65 - Autres charges de gestion		Autres	1000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	3
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements,		78 - Reprises sur amortissements et	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS);		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	209003	TOTAL DES PRODUITS	209003
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		préciser	
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	209003	TOTAL DES PRODUITS	209003
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	